



Projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun »

Réinsertion, réintégration et résiliences dans les communautés affectées par l'extrémisme violent à l'Extrême-Nord du Cameroun

Sous la direction de :
Saïbou Issa
Gwoda Adder Abel
Mouliom Mongbakou Ibrahim

-Maroua 2021-

Projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité dans la Région de
l'Extrême-Nord du Cameroun »

Réinsertion, réintégration et
résiliances dans les communautés
affectées par l'extrémisme violent à
l'Extrême-Nord du Cameroun

Réinsertion, réintégration et
résiliances dans les communautés
affectées par l'extrémisme violent à
l'Extrême-Nord du Cameroun

Sous la direction de :
Saïbou Issa
Gwoda Adder Abel
Mouliom Mongbakou Ibrahim

-Maroua 2021-

SOMMAIRE

Introduction Générale.....4

I. LA PRÉVENTION PAR L'INCLUSION ET LA RÉINTÉGRATION11

Contributions à la stratégie nationale de réintégration des personnes associées à Boko Haram à l'Extrême-Nord du Cameroun.....12

Anchire Avéved

Prise en charge post-traumatique des jeunes exposés à l'extrémisme violent de Boko Haram et réintégration dans les communautés54

Adder Abel Gwoda

Prise en charge psychosociale des candidats à la réintégration à l'Extrême-Nord Cameroun.....82

Abélégué Alliance Fidèle

Résilience et réintégration communautaires des ex-associés/ex-otages de Boko Haram à l'Extrême-Nord, Cameroun : cas des communautés de Moskota et Kolofata.....108

Gonga François

II. LA PRÉVENTION PAR LES PARTENARIATS SOCIAUX ET L'ADAPTATION.....137

Collaboration civilo-militaire et consolidation de la paix dans le Département du Mayo-Tsanaga à l'Extrême-Nord du Cameroun.....118

Ibrahim Bienvenu Mouliom Mounbakou

Nuptialité de conjoncture et stratégies de survie des jeunes filles et femmes en situation de vulnérabilité à l'extrémisme violent à l'Extrême-Nord du Cameroun. Cas de Mayo-Sava et de Mayo-Tsanaga163

Safiatou Saidou

Leadership des jeunes dans les processus de consolidation de la paix et de la sécurité dans la région de l'Extrême-Nord : Leçons et perspectives à partir du projet JSPS.....188

Vandi Faché

La pérennisation des services innovants d'encadrement des jeunes vulnérables à l'extrémisme violent à l'aune des compétences transférées aux collectivités territoriales décentralisées dans les localités touchées par la crise sécuritaire de Boko Haram à l'Extrême-Nord Cameroun.....217

Tanagued Barnabé

III. LA PRÉVENTION PAR L'AUTONOMISATION.....242

Opportunités et contraintes de réinsertion économique des jeunes ex-associés de Boko-Haram à l'Extrême-Nord Cameroun.....243

Kolaouna Labara Bruno

Le nerf de la paix. Financement et soutenabilité des réformes de l'école coranique à l'Extrême-Nord par la prise en charge des maîtres.....282

Bana Barka

Capacitation des groupes à risque et rendement dans la mise en oeuvre des dispositifs locaux de stabilisation dans les zones sous crise de l'Extrême-Nord (Cameroun).....323

Saïbou Issa

Conclusion Générale.....349

Introduction générale



Au cours de l'année 2020, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), en partenariat avec d'autres Agences du Système des Nations Unies, a bénéficié d'un financement de l'Union européenne pour réaliser le Projet « *Jeunesse et stabilisation pour la paix et la sécurité dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun* ». À travers des activités de soutien socioéconomique et psychosocial, il s'agit de réduire les risques de vulnérabilité de certaines catégories de jeunes au recrutement par les groupes extrémistes. À l'issue de ce Projet, une équipe de consultants a été missionnée pour en tirer les leçons et tracer des voies pour davantage d'opérationnalisation de bonnes pratiques d'insertion et de réhabilitation des jeunes à risque. Cet ouvrage récapitule les trois axes d'analyse qui ont orienté les contributions.

- **La transversalité des réponses socioéconomiques**

La plupart des études consacrées aux déterminants de la radicalisation dans le Bassin du lac Tchad en général, et en l'occurrence dans l'Extrême-Nord du Cameroun, classent la satisfaction des besoins socioéconomiques en tête des

facteurs de risques de rapprochement avec les discours et organisations extrémistes. Le facteur socioéconomique est transversal aux autres motivations auxquelles il procure un soubassement que viennent renforcer des raisons directes. Les analyses qui ont porté sur cette variable se sont appuyées sur la réinsertion des ex-associés à Boko Haram, le financement des écoles coraniques et l'encadrement holistique des comités de vigilance et des mototaximen.

La question de la réinsertion des ex-associés qu'explore Kolaouna Labara Bruno, est un défi actuel pour la stabilisation. Il s'agit des ex-combattants en phase de réhabilitation, des femmes revenues en communauté ou des 'ex-otages' qui sont installés provisoirement à Zamay à proximité de Mokolo. Leur dénuement est un risque de retour en arrière. D'où la nécessité de les autonomiser dans un environnement où les opportunités d'emploi sont cependant insuffisantes. Le Projet a accompagné des jeunes ex-associés dans la mise en place d'activités génératrices de revenus qui révèlent l'existence de possibilités dans des secteurs agropastoral, halieutique et commercial. L'artisanat, les petites réparations, les métiers du bâtiment, le transport local des hommes et des marchandises, offrent quant à eux une variété de nouvelles sources de revenus. Kolaouna insiste sur la nécessité de bien évaluer les capacités locales de consommation et les possibilités d'accès aux marchés et offres dans le voisinage pour définir les activités à mener.

L'insertion socioéconomique concerne également les élèves et les maîtres des écoles coraniques. L'école coranique traditionnelle est considérée comme une institution socioéducative dont les disciples et les animateurs sont à risque de radicalisation, particulièrement celles dont les pensionnaires sont astreints à des conditions de vie et d'apprentissage précaires, sans instruction à l'école moderne et sans préparation aux métiers. Bana Barka montre que la réforme des programmes n'est viable que si elle est sous-tendue par des ressources financières conséquentes. Relevant de l'enseignement non formel, l'école coranique dépend entièrement de ses fondateurs et des parents. Formalisation et financement régulier vont de pair. Pour que l'État et les partenaires soient cohérents dans leur politique de prévention de l'extrémisme violent, ils doivent vulgariser les initiatives pilotes à l'Extrême-Nord qui ont conduit à la

scolarisation de milliers d'élèves coraniques, la constitution d'associations de maîtres participant à la réalisation d'activités citoyennes et l'élaboration de manuels. Bana Barka explore des pistes pour des financements publics et privés permettant de réaliser une éducation inclusive, fonctionnelle dans des cadres infrastructurels permettant d'atteindre des objectifs de savoir et de savoir-faire. Corrélativement, l'on parviendra à doter les maîtres de revenus permanents, aussi bien pour qu'ils reçoivent une juste compensation que pour prévenir contre l'exploitation des enfants.

A l'intersection de l'économique et des autres formes d'accompagnement, Saïbou Issa estime que pour élever des barrières étanches contre le basculement dans l'extrémisme, il faut capaciter chaque individu à risque. Il s'agit de traiter tous les types de fragilités qu'il renferme, car le fait de boucher une faille ne fait que réduire le risque. En appliquant cette logique de la capacitation aux membres des comités de vigilance, il constate que toutes les interventions en direction de cette catégorie ambivalente se sont focalisées sur le renforcement de leurs capacités éthiques et opérationnelles. La question reste posée de savoir ce qui est envisagé pour qu'au terme de la crise due à Boko Haram, leur réinsertion socioéconomique, leur positionnement social et la prise en charge psychosociale de ceux qui ont subi des traumatismes en fassent des acteurs de la stabilisation, plutôt que des aigris et des revanchards à surveiller. S'agissant des mototaximen, c'est une autre catégorie ambivalente dont les mobilités transfrontalières, la précarité de l'emploi et les interactions de certains avec les adeptes de Boko Haram constituent des éléments de risque, particulièrement dans les zones frontalières. Mais rares sont les initiatives spécifiques destinées à construire la résilience parmi des jeunes gens dont le rôle a parfois été salutaire dans la prévention des attentats.

- La prévention par l'adaptation et le décloisonnement des rapports sociaux

Avant la crise, les rapports sociaux étaient régis par des codes et des normativités non écrites qui n'en demeurent pas moins suivis et répétés. Certaines de ces pratiques sociales sont discriminatoires et fissurent la

cohésion sociale dans des contextes de diversité et de frictions autour des interprétations du passé ou de la représentation de l'autre. D'autres cloisonnent les couloirs de circulation, limitant les interactions entre des corps sociaux ou des catégories identitaires et d'âge. La crise a-t-elle rabattu les cartes ? Quels changements apporte-t-elle ou impose-t-elle dans les rapports sociaux ?

Ibrahim Bienvenu Mouliom y a consacré sa contribution qui analyse la collaboration civilo-militaire à partir du site d'observation du Mayo Tsanaga. Les données empiriques l'amènent à suggérer que les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) sont appréhendées par les civils comme des protecteurs. Les communautés les soutiennent dans la lutte contre les insurgés. Néanmoins, les abus de quelques hommes en tenue font persister la peur et la méfiance. D'où la nécessité de renforcer les capacités des FDS en matière de gestion collaborative des crises asymétriques, d'intensifier la Communication pour le Changement des Comportements vis-à-vis des hommes en tenue et de lutter contre les abus commis par ces derniers sur le terrain.

Safiatou Saïdou quant à elle explore les stratégies de survie des jeunes filles et des femmes qui sont comptées parmi les premières victimes de la Elle présente la « nuptialité de conjoncture » comme une stratégie de résilience et de survie développée par ces jeunes filles et femmes qui, en raison des exactions de Boko Haram, se retrouvent en situation de vulnérabilité. L'appartenance ethnique, l'âge, l'aisance matérielle, le montant de la dot notamment étaient auparavant des critères d'acceptation des prétendants dans nombre de familles. La crise les a édulcorés. Ce faisant, elle a également relancé les risques de mariages précoces, mettant à mal des années d'efforts de sensibilisation. Parallèlement à la recherche d'un havre conjugal, les femmes impactées par la crise développent des mécanismes d'autonomisation socioéconomique à travers le petit entrepreneuriat et la consolidation des liens associatifs.

Vandi Faché quant à lui montre qu'une réintégration réussie nécessite au sein de la communauté, la présence de leaders aptes à impulser la dynamique et faire perdurer les résultats obtenus. Il analyse les stratégies déployées pour améliorer la représentation inclusive des jeunes au niveau des instances en

charge de la promotion de la sécurité communautaire. Les activités du projet ont donné l'occasion à certains jeunes de prendre des initiatives pour eux-mêmes et pour les autres. Ils sont devenus des acteurs positifs, qui portent la voix des jeunes dans leurs communautés. L'analyse des profils des jeunes leaders montre que la sélection des candidats au renforcement du leadership s'est articulée autour du statut social de la personne, son niveau économique ainsi que ses compétences et ses dispositions personnelles à la communication. Mais la sélection aurait dû être plus inclusive, diversifiée, pour agréger davantage de jeunes au leadership transformationnel.

Pour Barnabé Tanagued, les interventions dans les zones affectées contribuent à la consolidation de la paix à travers une combinaison de services innovants dans la promotion de la paix, la remédiation scolaire, le soutien psychosocial et l'autonomisation économique des jeunes vulnérables à l'extrémisme violent. De plus, il argue qu'en dépit des appréciations formulées par les acteurs locaux au sujet de ces services innovants, il reste que des obstacles consubstantiels aux communes limitent actuellement les possibilités de leur pérennisation et de leur extension. C'est la raison pour laquelle il importe de continuer à plaider pour l'effectivité du transfert des ressources et le renforcement des capacités en gouvernance locale. Il recommande également de poursuivre les approches non violentes avec les membres de Boko Haram disposés à se rendre.

- La prévention par la réhabilitation psychosociale

La crise a impacté les populations dans divers domaines. Outre les effets économiques et sociaux, elle a produit des incidences d'ordre psychosocial, psychologique et même psychiatrique parmi les victimes et les ex-associés. Ceux-ci peinent à se réintégrer (réadapter). C'est pour y pallier que le projet JSPS et les actions des autres organisations impliquées dans la stabilisation ont intégré le volet de soutien psychosocial. Le soutien psychosocial c'est la prise en charge d'une victime visant à la protéger et promouvoir son bien-être psychologique et/ou à prévenir ou traiter un trouble mental. En effet, dans des situations de crise, l'on constate une augmentation des problèmes sociaux tels que la déstructuration sociale, l'augmentation des VBG, la détresse psychique et des troubles psychiques tels que les dépressions, le stress post-traumatique,

les psychoses. Ce qui entraîne des difficultés individuelles à conduire ses activités quotidiennes. Le soutien psychosocial vise donc à réarmer les communautés traumatisées par les attaques pour favoriser leur plein épanouissement moral et mental, renforcer leur résilience aux chocs externes et développer un leadership dans la jeunesse.

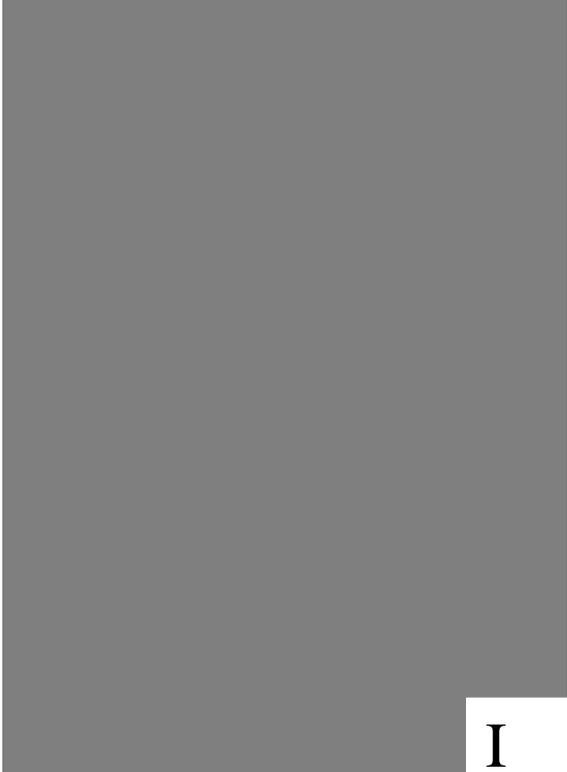
Les contributions dans ce domaine s'articulent autour des quatre niveaux d'impact conventionnels et des soins apportés. Les travaux ici présentés essaient de comprendre la rationalité des mécanismes de cette prise en charge en les évaluant à l'orée des résultats relevés sur le terrain.

Ainsi, Gwoda Adder Abel analyse la prise en charge psychologique et psychiatrique des jeunes exposés à l'extrémisme violent dans le processus de leur réintégration en communauté. La recherche interroge l'effectivité et la durabilité des résultats obtenus spécifiquement dans la prise en charge post-traumatique et les capacités d'une réintégration harmonieuse dans leur communauté. À l'examen immédiat des résultats engrangés dans cette prise en charge, par l'outil d'analyse qu'est le *Post traumatic stress disorder Checklist Scale*, l'on peut conclure que la prise en charge des cas extrêmes dus à l'usage des psychotropes, permet la réhabilitation médicale des jeunes exposés à l'extrémisme violent. Seulement, cette réhabilitation médicale n'est pas durable et s'avère insuffisante pour assurer une réintégration réussie au sein de la communauté. L'article suggère alors une prise en charge holistique des cas d'exposition au stress post-traumatique, par les autres approches des étapes de la pyramide des interventions pour le soutien de la santé mentale et psychosociale, ainsi que par un accompagnement psycho-communautaire.

Si pour les cas les plus extrêmes les résultats des actions de prise en charge, mis en œuvre sont mitigés, les actions psychosociales des victimes de la crise dans les différents projets donnent des résultats plutôt probants. C'est ce que montrent les résultats du soutien aux candidats à la réintégration qu'examine Abélégué Alliance Fidèle. Les pratiques communautaires d'assistance psychosociale aux ex-associés à Boko Haram pallient les limites des dispositifs étatiques. Cette assistance consiste à équiper les communautés cibles des zones de conflit avec des dispositifs structurels et stratégiques d'autonomisation et d'insertion socioéconomique et professionnelle. L'étude

d'Abélégué s'interroge sur la portée de cette approche centrée sur la communauté. Les analyses descriptives des interventions du projet JSPS et des autres acteurs à la lumière du modèle d'analyse IASC, concluent que ces pratiques communautaires sont des compléments voire des alternatives adéquates aux manquements des dispositifs existants, dans un contexte d'accroissement de la demande d'accès aux services sociaux de base.

Des victimes de la crise sécuritaire, malgré des services sociaux de base performants, qui ne renforcent pas leur résilience aux chocs externes, restent toujours inadaptées à une réintégration harmonieuse en communauté. Selon Josse Dubois (2009), la résilience est la capacité psychique de se reprendre après un évènement potentiellement traumatisant et de bien fonctionner malgré le stress, l'adversité et les situations défavorables. C'est un processus qui peut être individuel et/ou collectif, qui permet de faire face à des niveaux de stress intenses, en développant ses propres ressources sociales et psychologiques. Gonga François en rend compte dans son étude sur la résilience et la réintégration communautaires des ex-associés/ex-otages de Boko Haram à Moskota et Kolofata. Il montre l'apport du projet JSPS dans la promotion de la réconciliation et du pardon au sein des communautés et la lutte contre la stigmatisation et l'exclusion sociale. L'article met aussi en exergue la problématique des réparations pour les victimes.



I

LA PRÉVENTION PAR L'INCLUSION ET
LA RÉINTÉGRATION

Contributions à la stratégie nationale de réintégration des personnes associées à Boko Haram à l'Extrême-Nord du Cameroun

---Anchaire Avéved---

Résumé

La gestion des personnes associées à Boko Haram à l'Extrême-Nord du Cameroun, comparé aux autres entités affectées du bassin du lac Tchad (CBLT), reste très fragile dans un contexte de recrudescence de la violence sur fond d'affermissement des efforts antiterroristes. Le projet Jeunesse et stabilisation pour la paix et la sécurité (JSPS), mis en œuvre par trois agences des Nations unies (UNFPA, UNICEF et PNUD), avec un appui financier de l'Union européenne, y intervient pour mitiger l'impact négatif de la prise en charge des personnes associées à Boko Haram sur les communautés affectées par la crise sécuritaire. Ce document capitalise la contribution de JSPS à la gestion des personnes associées à Boko Haram au Cameroun. Il permet de voir spécifiquement en quoi la prise en charge multiforme des jeunes à risque d'enrôlement ou de ré-enrôlement dans les groupes armés non-gouvernementaux offre des leçons de terrain pour le dispositif national de désarmement, de démobilisation et de réintégration des personnes affiliées aux groupes armés tel qu'il a été conçu par le gouvernement camerounais et au sein duquel œuvre le centre régional de Mora, et plus largement à l'approche en cours adoptée par la CBLT, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine (CUA), pour harmoniser les pratiques dans la sous-région. La préparation de ce document de contribution est partie d'une série d'échanges suivis de discussions avec l'unité de gestion du projet (UGP), pour lequel la recherche de pistes pour améliorer la gestion des personnes associées à Boko Haram fait partie intégrante de l'initiative. Ensuite, une revue de la documentation du projet, y compris les rapports et les comptes rendus disponibles auprès des agences des Nations unies et des partenaires d'exécution travaillant avec les personnes associées à Boko

Haram, a fourni les éléments de compréhension de ses interventions. Enfin, des visites de terrain ont d'abord donné lieu à des échanges avec les partenaires d'exécution, les autorités locales et les bénéficiaires. Ensuite, elles ont permis d'apprécier les solutions concrètes trouvées pour favoriser la réintégration en communauté des personnes associées à Boko Haram. Grâce à son attachement à la stratégie régionale, le projet JSPP expérimente d'un côté l'extension des bénéfices de la réintégration à tous les jeunes exposés à la violence, y compris des personnes qui ont vécu sous Boko Haram. D'un autre côté, il mobilise l'implication des communautés d'accueil au processus de réintégration par la voie de plateformes communautaires de médiation. Des enseignements sont tirés d'une telle initiative afin de mieux ancrer la stratégie dans le contexte camerounais, de trouver des solutions efficaces qui peuvent s'accommoder de la réglementation en vigueur et rassurer les communautés frontalières, face à la masse qu'on estime encore tapie dans les interstices frontalières avec le Nigéria et à cause de laquelle elles trouvent refuge les nuits dans les montagnes pour assurer leur protection.

Dealing with Boko Haram-associated persons in Cameroon's Far North, compared to other areas affected in the Lake Chad Basin (LCBC), remains very fragile in a context of increasing violence and scaled-down counterterrorism efforts. The Youth and Stabilization for Peace and Security project (YSPS), implemented by three UN agencies (UNFPA, UNICEF, and UNDP), with financial support from the European Union, is working to mitigate the relative burden of dealing with massive returns from Boko Haram on communities affected by the security crisis. This paper assesses YSPS' contribution to the management of Boko Haram-associated persons in Cameroon. Specifically, it examines how the multifaceted management of youth at risk of recruitment or re-recruitment into non-governmental armed groups offers lessons from the field for the national disarmament, demobilization, and reintegration arrangement. The project aims to support the Far-North regional center in Mora by drawing on the ongoing approach taken by the CBLT, in collaboration with the African Union Commission (AUC), to harmonize practices in the sub-region. This contribution paper began with a series of exchanges and discussions with the project management unit, for which the search for ways to improve the management of Boko Haram-associated persons is a key initiative. Furthermore, a review of project documentation, including reports and accounts available from UN agencies and implementing partners, provided the basis for understanding the project's interventions. Finally, field visits first provided an opportunity to interact with implementing partners, local authorities and beneficiaries; then enabled the assessment of the practical solutions developed by the project in order to support the reintegration of Boko Haram-associated persons. Thanks to its commitment to the regional strategy, YSPS is extending the benefits of reintegration to all youth exposed to violence, alongside those who have lived under Boko Haram. Moreover, it mobilizes host communities in the reintegration process through platforms of mediation. Lessons learned from this initiative are geared to anchor the regional strategy in the Cameroonian context, to accommodate existing regulations and to reassure border communities of the government's efforts to handle Boko Haram remnants that are still operating along the border with Nigeria and because of whom many seek refuge at night in the mountains for their protection.

Introduction



La réintégration des personnes associées à Boko Haram a pris de l'importance dans le discours et les engagements des organisations humanitaires et de la société civile intervenant à l'Extrême-Nord du Cameroun à la faveur de la diffusion de la stratégie régionale promue par la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et la Commission de l'Union africaine (CUA) en vue de la stabilisation, du rétablissement et de la résilience des zones touchées par Boko Haram ou par la province de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (EIIL). Cette importance se traduit par la prépondérance que la réintégration, envisagée au départ comme un moment dans le traitement des personnes ayant eu une affinité avec les groupes armés non-gouvernementaux, a prise pour s'imposer comme le vocable même censée donner une vue sur l'ensemble du processus dans lequel elle n'est qu'un point d'achèvement. En l'occurrence, un lexique a été élaboré dans l'objectif de faire « mieux comprendre les dynamiques entourant la réintégration »ⁱ et même un réseau

d'organisations de la société civile s'est mis en place et en a fait son cheval de bataille.

Cette métonymie qui fait de la réintégration l'enjeu majeur de la prise en charge des personnes associées aux groupes armés non-gouvernementaux du bassin du lac Tchad révèle pourtant un malaise que notent deux universitaires camerounais, à savoir que les organisations de mise en œuvre de projets d'urgence ou de stabilisation se voient le plus souvent contraintes « à adopter automatiquement de nouveaux concepts opérationnels sans les avoir vraiment compris »ⁱⁱ. Ceci se fait, notent-ils, dans un contexte où se relaient rapidement des modèles de fonctionnement peu soucieux de la qualité des interventions, en l'occurrence leur adéquation aux attentes des communautés et leur efficience dans le temps. Aussi faut-il s'assurer que toute intervention extérieure aux communautés au nom de la prise en charge de personnes associées aux groupes armés non-gouvernementaux ne souffre d'aucun manque de repères sur les dispositions qui sont prises tant au niveau régional qu'au niveau national et qu'elle puisse s'embrancher sur les dynamiques qui y sont déjà déployées.

Le projet Jeunesse et stabilisation pour la paix et la sécurité (JSPS) est une intervention de l'Union européenne au compte de son Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (ICSP). Il cherche à réduire l'exposition des jeunes de l'Extrême-Nord aux violences perpétrées par les groupes armés non-gouvernementaux du bassin du lac Tchad ou du moins à en limiter les effets sur les communautés qu'ils ont assiégées durant près d'une décennie. Son action vise surtout à rendre les leaders communautaires sensibles au rôle des jeunes dans la sécurité et la paix afin que les communautés toutes entières s'investissent dans leur encadrement ou leur prise en charge, en particulier les jeunes qui n'ont d'autre ouverture sur le monde que l'école coranique et ceux qui ont été soit les témoins de violences perpétrées dans leurs communautés, soit vulnérabilisés par les affres de la guerre. Les jeunes femmes et les enfants figurent en première ligne dans cette action. Trois agences des Nations unies mettent le projet en œuvre en collaboration étroite avec le gouvernement du Cameroun. Le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) assure le leadership et intervient à côté du Programme des Nations unies pour le

développement (PNUD) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) qui ont chacun des volets spécifiques d'intervention.

Pourquoi cette contribution ?

Ce document de contribution se veut l'expression des enseignements d'un ensemble d'initiatives qui ont été menées dans le but de répondre à une pression ressentie par les communautés frontalières en matière de personnes associées à Boko Haram. Ces communautés se sentent contraintes d'accepter, de faire de la place ou, tout au moins, d'assumer la responsabilité des besoins et des préoccupations spécifiques de personnes qui s'étaient autrefois retrouvées ou bien dans les rangs ou bien sous l'emprise de Boko Haram dans un contexte où elles nécessitent elles-mêmes un appui pour se reconstruire. Des vagues de personnes qui ont regagné leurs communautés d'origine ou de départ, grâce à des opérations militaires à la frontière ou à d'autres circonstances qui ont favorisé leur fuite où leur désolidarisation des groupes armés non-gouvernementaux, se sont succédées depuis le début de l'année 2017 et les effectifs actuels des retours ne sont pas à la hauteur des pronostics ni gouvernementaux ni des communautés elles-mêmes. La majeure partie se trouve aujourd'hui dans des camps des déplacés internes. Une autre partie considérable se trouve déjà en communauté. Une moindre partie est prise en charge dans le cadre du programme gouvernemental de désarmement, de démobilisation et de réintégration en œuvre au centre de transit de Méri. En l'absence d'une orientation précise sur la prise en charge des personnes associées à Boko Haram une fois de retour dans les communautés, les autorités locales œuvrent à la mise en place de solutions pratiques qui sont encouragées, appuyées, renforcées ou réorientées afin de répondre aux exigences de la stratégie régionale. Telle est la perspective de ce document de contribution.

Comment le document a-t-il été élaboré ?

La préparation de ce document de contribution a parcouru quatre étapes de capitalisation des œuvres de JSPS sur le fond des résultats d'interventions antérieures au compte de la gestion des personnes associées à Boko Haram au Cameroun. La première étape a consisté en une série d'échanges avec l'unité de gestion du projet (UGP). Elle a permis que les attentes du projet en

matière de mobilisation des chercheurs, une partie intégrante de l'initiative, soient prises en compte dans le parcours de la documentation existante et dans les échanges avec les partenaires d'exécution et les bénéficiaires. La deuxième étape a donné lieu à une revue extensive de la documentation du projet, y compris les rapports et les comptes rendus disponibles auprès des agences des Nations unies et des partenaires d'exécution travaillant avec les personnes associées à Boko Haram. Cette étape a permis de préparer un questionnaire qui a été adressé, dans une troisième étape, à ces partenaires. Le questionnaire a permis de prendre la mesure de l'approche particulière de chacun des partenaires en matière de prise en charge globale des jeunes vulnérables ou à risque et de prise en charge particulière des personnes associées à Boko Haram. La quatrième et dernière étape consistait en une visite de terrain qui a rendu possible des échanges avec les partenaires d'exécution, les autorités locales et les bénéficiaires d'une part et l'appréciation des solutions concrètes trouvées pour favoriser la réintégration des personnes associées à Boko Haram en communauté d'autre part. Cette étape a également permis d'apprécier les écarts avec la documentation et de dégager des pistes d'amélioration.

En quoi consiste le document ?

Quatre parcours constituent ce document. Le premier parcours donne sur les orientations régionales en matière de réintégration des personnes associées à Boko Haram. Il fait saisir le fond sur lequel les concepts courants au Cameroun, pour désigner une personne qui a eu un contact quelconque avec des groupes armés de Boko Haram ou de la province de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (EIIL), prennent leur ancrage. Il met également la main sur le souci d'harmonisation à l'œuvre dans l'approche régionale promue par la CBLT et la CUA et montre en quoi celle-ci est prescriptive plutôt que catégorique. Par ailleurs, il replace le concept de réintégration dans le cadre strict d'un processus à plusieurs facettes ou étapes en insistant sur certaines exigences de la prise en charge des personnes en communauté.

Le deuxième parcours mobilise les efforts consentis jusqu'ici au Cameroun pour accommoder les directives internationales et régionales sur le fond d'un contexte qui avait déjà développé des arrangements favorables à la prise en

charge des personnes associées à Boko Haram. Il met surtout la main sur les ouvertures que les dispositions nationales laissent à l'initiative des communautés elles-mêmes et aux interventions d'urgence ou de stabilisation portées par les organisations internationales ou nationales. De plus, il balise le terrain de ces interventions en faisant le point sur celles qui ont été déjà faites afin que celles à venir puissent s'en inspirer ou s'en appuyer.

Le troisième parcours est celui de l'intervention de JSPS, qui a mis sur pied une série d'activités censées réduire l'exposition des jeunes vulnérables au recours à la violence et leur fournir un ensemble de repères et d'atouts au terme d'une prise en charge temporaire en vue d'une réinsertion socioprofessionnelle susceptible de leur permettre de se prendre en charge eux-mêmes. Les personnes associées à Boko Haram apparaissent dans le projet comme à la fois des jeunes à risque et des personnes vulnérables. Le quatrième parcours résume les contributions de JSPS à la gestion des personnes associées à Boko Haram au Cameroun.

Alors que les deux premiers parcours ont l'ambition de jeter des balises régionales et nationales de la prise en charge particulière des personnes associées à Boko Haram, le troisième et le quatrième parcours portent le vœu de donner d'abord une vue sur les mesures qui ont été prises (identification, sélection, prise en charge, accompagnement) et sur les outils qui ont été développés (ambassadeurs de la paix, plateformes communautaires de médiation, centres multifonctionnel et d'encadrement) par JSPS pour répondre aux attentes des personnes associées à Boko Haram se trouvant dans les douze communautés d'intervention et ensuite de faire tirer des enseignements de cette intervention dans le but de montrer en quoi des leçons peuvent être capitalisées et où des efforts restent à consentir pour des réponses meilleures aux attentes des communautés qui ont été affectées par la crise sécuritaire.

En somme, il s'agit d'une documentation de la prise en charge particulière des personnes associées dans le cadre du projet JSPS sous la forme de repères de réintégration. Cette documentation lève un pan de voile sur leur identification en communauté, leur sélection en vue d'une prise en charge, leur enrôlement dans les centres multifonctionnels et d'encadrement de

jeunes et la mise en place de plateformes communautaires de médiation pour faciliter leur réintégration. Un index des termes clés se trouve à la fin du document.

Les orientations de la stratégie régionale en matière de réintégration

C'est quoi la réintégration ?

La réintégration des personnes associées à Boko Haram est comprise dans la stratégie régionale comme une prise en charge de personnes en vue d'assurer leur transition à un nouveau statut. Elle obéit à la fois à une pratique de principe et à une circonstance exceptionnelle. Le principe s'applique au sens que revêt la réintégration dans les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). Ceux-ci interviennent généralement lorsque des accords de paix ou des négociations en ce sens sont en cours entre les parties à un conflit armé et visent à réduire leur potentiel de violence. En l'occurrence, la stratégie régionale, en son annexe 3 portant sur la stratégie de triage, poursuites, réhabilitation et réintégration, réaffirme ce sens et stipule que la réintégration est « le processus par lequel les anciens combattants acquièrent un statut civil et trouvent un emploi et des revenus durables »ⁱⁱⁱ.

L'exception met en jeu les circonstances propres à l'usage du terme réintégration dans le contexte spécifique à la crise sécuritaire du bassin du lac Tchad. L'absence de mesures ou de volontés allant dans le sens d'un accord de paix favorise des stratégies gouvernementales d'encouragement à la défection et de promotion d'une réconciliation et d'une transition vers la vie civile dans les zones sécurisées. Cette circonstance élargit l'éventail des bénéficiaires de la réintégration. Le pilier 3 du document de stratégie, tout comme son annexe 3 déjà évoqué, énumère « les personnes associées à Boko Haram, les membres des groupes/comités d'autodéfense, les rapatriés (y compris les anciens prisonniers), les jeunes à risque et les victimes de Boko Haram » comme les bénéficiaires potentiels d'une prise en charge de réintégration.

Tout comme en matière de DDR, la réintégration n'est pas une prise en charge inconditionnelle pour la stratégie régionale. Là où les ex-combattants sont pris en charge contre un désarmement et une démobilisation dans un

programme de DDR, des conditions similaires sont requises des bénéficiaires potentiels de la réintégration au compte de la stratégie régionale, en particulier des personnes associées à Boko Haram. C'est pourquoi le pilier 3 de cette stratégie parle de désarmement, démobilisation, réhabilitation, réinsertion et réintégration (DDRRR) tandis que l'annexe 3 parle de triage, poursuites, réhabilitation et réintégration (TPRR). La divergence entre les deux corpus n'est qu'une apparence car, des deux côtés, l'évaluation des risques que posent les personnes associées à Boko Haram, les poursuites judiciaires et les programmes de réhabilitation précèdent la réintégration selon un triage opéré par les militaires et les civils. En ceci, la réintégration n'est pas un processus isolé. Tout au contraire, elle est intime à la réhabilitation et à la réinsertion.

Qu'est-ce qu'une personne associée à Boko Haram ?

Les documents de stratégie régionale de la CBLT et de la CUA pour la stabilisation du bassin du lac Tchad utilisent deux expressions différentes pour établir un rapport de stabilisation entre des personnes et les groupes armés de Boko Haram ou autres. Le pilier 3 du document de stratégie et son annexe 3 font usage soit de « personnes associées » ou d' « associé » tout court à Boko Haram soit de personnes « anciennement associées » à Boko Haram pour désigner « toutes les personnes (indépendamment de l'âge, de la relation, du sexe, etc.) avec lesquelles les autorités ont une responsabilité ou une autorité (c.-à-d. en garde à vue ou autrement) et que les autorités estiment avoir eu des contacts avec Boko Haram ou EIIL sans présumer ni préjuger de la nature de leurs relations avec Boko Haram ou EIIL »^{iv}.

L'association, entendue dans le sens large de contact dont l'appréciation est laissée aux autorités publiques, telle qu'elle opère dans le bassin du lac Tchad est le produit de la stratégie de la CBLT et de la CUA. En revanche, l'expression « personne associée à Boko Haram » lui vient des différentes résolutions des Nations unies qui siègent respectivement sur le traitement commun réservé à Boko Haram et à l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIL) et les dispositions que les Etats doivent prendre à l'égard des combattants terroristes étrangers. Il s'agit d'une part et d'autre des résolutions 2349 de mars et 2396 de décembre 2017. En conséquence, la stratégie régionale ne se prévaut d'aucune prérogative pour préjuger

ni de l'identité des personnes ayant un contact avec des groupes armés non-gouvernementaux ni de leur relation à ces groupes et encourage les Etats de la commission à définir leur stratégie propre, surtout en matière de réintégration. La définition que donne la stratégie de l'association à Boko Haram laisse ainsi une grande marge de manœuvre aux autorités de chaque pays afin qu'elles modèlent leurs stratégies nationales en tenant compte de leur cadre institutionnel et légal particulier.

Quelles orientations la stratégie donne-t-elle en matière de réintégration ?

La stratégie régionale se limite généralement en matière de triage, poursuites, réhabilitation et réintégration (TPRR) à définir les pistes d'harmonisation des pratiques en cours dans les quatre Etats les plus affectés par Boko Haram et de s'assurer que les écarts ne soient pas de nature à compromettre les

L'association à Boko Haram

Deux conditions et deux exigences se profilent dans la définition que la CBLT et la CUA donnent à l'association à Boko Haram.

Les deux conditions sont : 1) les personnes concernées sont sous la responsabilité ou l'autorité des institutions publiques ; 2) elles sont supposées par l'autorité publique avoir eu un contact quelconque antérieur avec Boko Haram ou l'Etat islamique d'Iraq et du Levant.

Les deux exigences sont : 1) une indifférence vis-à-vis de la personne (aucune discrimination n'est faite sur une quelconque base : sexe, âge, religion, ethnie, etc.) ; 2) une indifférence vis-à-vis de la relation aux groupes armés non-gouvernementaux (ni la volonté, ni la force, ni la durée, ni le lieu ne servent exclusivement de base).

ambitions de stabilisation, redressement et résilience qu'elle poursuit à l'échelle de la région. Il ressort toutefois des sections traitant de la réintégration qu'il faille se conformer aux dispositions nationales, prévoir d'emblée la réintégration dans les programmes de réhabilitation et s'assurer que la réintégration se fait en communauté.

Se conformer aux dispositions nationales

La CBLT et la CUA exhortent les Etats touchés par Boko Haram à développer une stratégie nationale qui intègre le souci d'harmonisation de la stratégie régionale. Celle-ci promeut la mise en place d'un cadre institutionnel civil de supervision, la recherche d'opportunités de réintégration et l'identification des initiatives à même d'être mises à profit, l'équipement des communautés d'accueil en infrastructures d'éducation, de santé ou de sécurité, la préparation de ces dernières en vue de la sensibilisation au retour des personnes associées à Boko Haram, des réfugiés rapatriés, des personnes déplacées internes (PDI) et des anciens prisonniers, et enfin la mise en place d'un service d'information et de conseils d'insertion à tous les bénéficiaires. Toute contribution à la réintégration des personnes associées dans l'un des pays est censée se familiariser avec les dispositions en vigueur et les opportunités présentes dans le pays.

Quoique la crise sécuritaire dans le bassin du lac Tchad ne se prête pas à des circonstances suffisantes pour la mise en place de programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration classiques, des pistes pour l'élaboration de stratégies de réintégration avaient été déjà envisagées par la CUA dans le cadre de ses directives opérationnelles en matière de programme national de DDR^v. Ces directives insistent notamment sur la prise en compte des conflits qui peuvent naître du déploiement de tels programmes en raison de la détermination et de la sélection des bénéficiaires potentiels mais surtout, au terme d'un conflit armé, en raison du retour des réfugiés ou des personnes déplacées qui sont le plus souvent les victimes des bénéficiaires de la réintégration.

Prévoir la réintégration dans les programmes de réhabilitation

La réintégration dans la stratégie régionale est intimement liée à la réhabilitation et se conçoit comme un ensemble de mesures de prise en charge des bénéficiaires tant sur le plan psychosocial et sanitaire que sur le plan alimentaire et socioéconomique. Il est spécifiquement question d'envisager en deux temps cette prise en charge : 1) dans un premier temps il s'agit d'apporter un soutien psychosocial et de veiller sur la santé et la nutrition du bénéficiaire ; 2) dans un deuxième temps, la formation professionnelle du bénéficiaire et son investissement dans une activité génératrice de revenus sont assurés. Il ressort de ces indications que le premier temps ne doit pas nécessairement attendre la période propre à la réintégration même comme il peut s'y poursuivre.

S'occuper de la réintégration en communauté

La stratégie régionale met un accent sur la nécessité que les activités de réintégration se déroulent en communauté. Saisi du point de vue de l'étape antérieure ou concomitante qu'est la réhabilitation, le déploiement des mesures de réintégration telles le soutien psychosocial, la veille sanitaire, la nutrition, la formation professionnelle et l'ancrage des bénéficiaires dans une activité génératrice de revenus est le mieux recommandé dans les milieux-mêmes où ces derniers entendent s'établir. La stratégie encourage par ailleurs qu'il faille privilégier la communauté d'origine, même comme elle ne dit pas en quoi l'origine consiste surtout que celle-ci ne figure pas sur le formulaire de triage qu'elle propose en annexe.

La réintégration en communauté fait reconnaître davantage le rôle prépondérant des dirigeants communautaires ou des chefs traditionnels à trois niveaux de préparation de la communauté et de facilitation de la vie en communauté aux bénéficiaires. Il s'agit spécifiquement de la sensibilisation de la communauté, de l'acceptation par le public et de l'aide à la transition pour les bénéficiaires. Ces trois niveaux doivent embrayer sur les rapports sociaux, les opportunités et l'activité économique et enfin la participation dans les décisions de la communauté.

Situation de la réintégration des personnes associées à Boko Haram à l'Extrême-Nord

Ex-combattants, ex-otages et ex-associés

Trois termes font office d'ouvertures sur la situation des personnes associées à Boko Haram au Cameroun. Il s'agit des termes ex-combattants, ex-otages et ex-associés. Aucun document de stratégie ne codifie ces expressions, mais elles rendent compte de la pratique qui s'est instituée graduellement à partir de la gestion des premières redditions de 2017.

L'expression ex-combattant a été consacrée en 2018 pour désigner toute personne qui avait renoncé à Boko Haram et aux armes et s'était rendue aux autorités gouvernementales. Elle avait auparavant fait son chemin pour décrire toute personne qui s'était rendue aux autorités militaires ou administratives après avoir vécu dans les rangs ou sous l'emprise de Boko Haram, avec ou sans éléments de preuves.

Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration (CNDRR)

Date de création : 30 novembre 2018

Siège : Yaoundé

Organes : Chairman/Premier ministre, Conseil d'administration, Coordination nationale, Centre régional de Bamenda, Centre régional de Buea, Centre régional de Mora.

Membres du conseil

d'administration : MINAT, MINREX, MINEPAT, MINEFI, MINJEC, MINESEC, MINEFOP, MINADER, MINEPIA, MINDEF, SED, DGSN, DGRE, CNPBM, Centres régionaux.

Sous-comité technique de DDR à l'Extrême-Nord

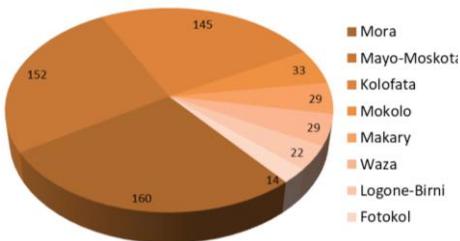
Date de création : février 2019

Siège : Mora

Membres : toutes les délégations et représentations régionales des ministères et autres institutions membres du conseil d'administration du CNDDR, auxquelles s'ajoutent celles du MINAS, du MINSANTE, du MINJUSTICE et de la FMM ; les représentations des agences des Nations unies (OIM, PNUD, UNICEF, UNFPA) et les organisations de la société civile (ALDEPA, ROSCER).

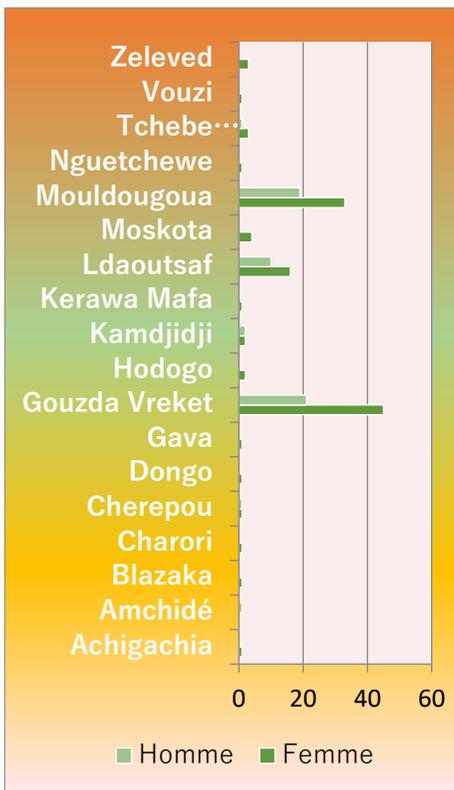
Communautés d'accueil

585 ex-associés dans 8 communautés



Source : PNUD, juillet 2018

964 ex-otages comme PDI à Zama



Source : PNUD, novembre 2018

L'expression « anciennement associé » qui figure dans l'annexe 3 de la stratégie régionale. Ce terme avait été retenu initialement au Cameroun pour parler en particulier des personnes qui ne sont pas reconnues comme des ex-otages et qui ont tout de même regagné leur communauté de départ ou d'origine peu importe les circonstances.

L'appellation d'ex-combattant tend, depuis l'ouverture du centre de transit de Méri, à ne servir que de condition d'accès pour l'enrôlement des personnes qui se rendent dans le programme national de DDR. Une fois qu'elles sont dans le programme, il n'est pas exclu qu'elles soient indexées comme des ex-associés. Telle est la pratique qui s'opère au sein du centre régional à Mora.

Le terme ex-associé à Boko Haram ou ex-associé tout court tend en conséquence à se généraliser à l'Extrême-Nord pour désigner toute personne qui se trouve dans un programme de réhabilitation ou de Le terme

ex-associé à Boko Haram ou ex-associé tout court tend en conséquence à se généraliser à l'Extrême-Nord pour désigner toute personne qui se trouve dans un programme de réhabilitation ou de réintégration dans sa communauté d'origine, de départ ou d'accueil, après un séjour volontaire plus ou moins prolongé dans les rangs des groupes armés de Boko Haram ou de la province de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (EIIL).

Dispositions nationales en matière de réintégration

La réintégration des personnes associées à Boko Haram au Cameroun se fait exclusivement à l'Extrême-Nord et dans un cadre semi-formel qui met au premier plan le rôle du centre régional de DDR sous l'accompagnement et l'appui des agences de Nations unies et des organisations de la société civile.

Un sous-comité technique du comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration (CNDDR) assure, en matière de réintégration, les fonctions de supervision, de recherche d'opportunités et d'identification des initiatives en vue de la réintégration des pensionnaires du centre de transit de Méri. Au-delà de cette supervision, le sous-comité technique sert de plateforme pour les agences des Nations unies ou les organisations de la société civile qui apportent un appui au dispositif national ou qui interviennent auprès des communautés en promouvant des activités de réintégration d'ex-associés ou d'ex-otages.

L'équipement des communautés d'accueil en infrastructures d'éducation, de santé ou de sécurité, leur préparation par la voie de sensibilisations et d'actions de communication sur les mesures gouvernementales qui favorisent le retour des ex-combattants de groupes armés non-gouvernementaux et leur garantissent une prise en charge sont autant de questions qui préoccupent le sous-comité.

L'essentiel des travaux du sous-comité technique porte sur la réintégration en perspective des personnes associées à Boko Haram passant par le centre de transit de Méri. Ce centre déploie un programme de réhabilitation qui mobilise divers membres du sous-comité et prépare ses pensionnaires à une réintégration ultérieure. Hors du centre, les personnes associées à Boko Haram sont prises en charge par des interventions ponctuelles d'urgence ou

dans le cadre de programmes et projets de stabilisation promus par la coopération internationale.

Spécifiquement, en ce qui concerne les ex-otages vivant dans un camp de déplacés internes à Zamaï et constituant la majeure partie des personnes associées de retour, une commission préfectorale de gestion a été mise sur pied dans le département du Mayo-Tsanaga en février 2017 pour trouver des opportunités de réintégration et veiller sur les interventions en leur faveur.

Le terrain de la réintégration des personnes associées à Boko Haram à l'Extrême-Nord

La réintégration des personnes associées à Boko Haram convoque des interventions à deux niveaux : dans les communautés et dans le camp des déplacés internes. Dans les communautés, il s'agit d'ex-otages et d'ex-associés qui ont regagné leur communauté d'origine ou de départ ou une communauté d'accueil. Dans les camps de déplacés internes, il s'agit exclusivement d'ex-otages qui n'ont pas pu regagner leur communauté. Si la réintégration en communauté des premiers est conforme aux orientations régionales, ce n'est pas le cas des seconds. Il est plus indiqué, en ce qui concerne les ex-otages en camp, de parler de réhabilitation que de réintégration, quoique l'une n'exclut pas l'autre (page 24)

Réintégration des ex-otages PDI

La réintégration des ex-otages déplacés internes est sujette à caution pour deux raisons :

1) leur intégration sociale, économique et politique dans la communauté où ils s'établissent est limitée du fait de la présomption qu'un camp de déplacés internes reste une installation temporaire ;

2) leur retour éventuel dans la communauté d'origine ou de départ n'est ni gagné d'avance ni forcément sollicité.

D'une part certaines communautés redoutent leur retour et d'autre part 40% n'ont rien à espérer dans leur communauté d'origine et 70% ne désirent même pas y retourner (Enquête PNUD, 2018).

Une bonne partie des personnes qui s'étaient rendues en 2017 et 2018 sont désormais en communauté. Les ex-associés de retour dans les communautés sont en majorité des femmes et des enfants. Ceux-ci avaient été séparés des

hommes alors retenus à la force multinationale mixte. Beaucoup de femmes, la plupart accompagnée d'enfants, étaient également rentrées d'elles-mêmes tandis que leurs époux ou enfants étaient restés dans les rangs de Boko Haram. Certaines femmes et enfants ont rejoint leur mari à l'ouverture du centre de transit de Méri.

Le Cameroun fait face à un besoin constant de prise en charge d'urgence des ex-otages installés dans un camp de déplacés internes à Zamaï. Ceux-ci sont issus soit de localités qui ont été désertées à cause de Boko Haram ou détruites par les attaques de Boko Haram et les opérations militaires soit de communautés frontalières encore sous la menace de Boko Haram. Ils réunissent pourtant le plus grand effectif des personnes associées à Boko Haram sous l'autorité de l'Etat au Cameroun et pèsent sur les ressources de la communauté d'accueil

JSPS et la réintégration des ex-associés et des ex-otages

La réintégration des personnes associées à Boko Haram est l'un des trois axes majeurs de l'intervention de Jeunesse et stabilisation pour la paix et la sécurité (JSPS). L'objectif est de faciliter la réintégration des ex-otages et des ex-associés, surtout les femmes, jeunes mères et filles, qui ont regagné leur communauté au terme des délibérations administratives et militaires. Il s'agit spécifiquement de leur donner des perspectives et des outils censés leur permettre de se prendre en charge durablement et de se sentir acceptés et respectés comme membres à part entière de leur communauté. Cet investissement se fait au compte de la prise en

« leur donner des perspectives et des outils censés leur permettre de se prendre en charge durablement et de se sentir acceptés et respectés comme membres à part entière de leur communauté »

charge nécessaire à la réintégration sociale, économique et politique des personnes associées à Boko Haram sur le fond d'une promotion, dans les communautés d'accueil, de la culture de tolérance et de la tenue à distance des groupes armés non-gouvernementaux, les deux autres objectifs du projet.

Les communautés d'intervention de JSPS

Département	Arrondissement	Localités
Logone-et-Chari	Fotokol	Warou ; Wangara
	Makari	Afadé ; Bodo
Mayo-Sava	Mora	Limani ; Mémé
	Kolofata	Kolofata centre ; Amchidé
Mayo-Tsanaga	Mokolo	Zamay ; Tourou
	Mayo-Moskota	Moskota

Critères de choix de la localité :

- 1) Effectif de ralliements
- 2) Effectif d'ex-otages et/ou d'ex-associés
- 3) Exposition à la violence/pression économique
- 4) Existence de mesures pro-défection
- 5) Conditions de sécurité et d'accessibilité

La prise en charge des personnes associées à Boko Haram s'est initialement profilée au cœur du projet en deux séries d'activités qui se résument d'une part en la préparation mentale d'un ensemble de jeunes vulnérables ou à risque, de 12 à 29 ans, grâce à une mobilisation générale des communautés d'accueil et d'autre part en la préparation économique des bénéficiaires à une vie en société susceptible de leur donner de l'espoir et de la prospérité. Ce document de contribution éclaire seul sur le dispositif qui a été

mis en place pour gérer la première série d'activités, notamment la préparation mentale ou psychosociale, avec quelques aspects de thérapie et de psychiatrie. Les activités qui s'y attellent ont été conduites par l'UNFPA en collaboration avec plusieurs partenaires d'exécution, que sont le RESAEC, COOPI, Plan Cameroun, l'ACDC et l'ALDEPA. Les interventions de l'ACDC dans le Logone-et-Chari informent au premier plan ce document.

L'approche générale de la réintégration adoptée par JSPS est une approche inclusive (A). Celle-ci est présentée ci-dessous et précède une description de la conception que le projet a faite de la préparation mentale des bénéficiaires (B). Il y est question de présenter succinctement les actions telles qu'elles ont été planifiées afin de servir de guide aux agences de mise en œuvre et aux partenaires d'exécution. Ensuite une section met en exergue les outils de réintégration (C) qui se dessinent sur le fond de l'adaptation du projet aux exigences du milieu.

A. Une réintégration inclusive

A la suite de la stratégie régionale du bassin du lac Tchad, le projet JSPS conçoit la réintégration des personnes associées à Boko Haram de façon inclusive en déployant des mesures de prise en charge concomitante étendues à d'autres catégories de personnes affectées par la crise sécuritaire et dont la vulnérabilité ou l'exposition à la violence conduisent à une certaine précarité en temps d'accalmie. L'inclusion se fait à trois niveaux, dont la détermination des bénéficiaires, leur sélection et l'implication de la communauté.

Une stratégie ouverte de détermination des bénéficiaires

Si en vue de l'affectation des bénéficiaires de réintégration la vulnérabilité préside inconditionnellement à la sélection des bénéficiaires du projet, surtout en ce qui concerne les ex-otages et les ex-associés, le potentiel de ralliement ou d'adhésion aux groupes armés anti-gouvernementaux fait office d'entrée pour déterminer le profil des personnes qui partagent avec eux les mesures de prise en charge. La vulnérabilité est saisie comme l'état d'une « personne qui vit dans la peur, le besoin et le risque de ne pas jouir de ses libertés »^{vi}. La vulnérabilité constitue en elle-même un facteur d'adhésion à des propagandes radicales et de ralliement aux groupes armés non-gouvernementaux.

Un éventail large de bénéficiaires

Aux personnes associées à Boko Haram s'ajoutent les anciens détenus, les membres des comités de vigilance, les moto-taximen, les maîtres et les élèves d'écoles coraniques, et enfin les praticiens de la frontière.

Les praticiens de la frontière sont des personnes dont les revenus dépendent des échanges frontaliers. L'activité de beaucoup de jeunes a été considérablement affectée par la fermeture des frontières et la destruction de certains marchés des localités frontalières à tel point que le désœuvrement et la précarité les exposent de fait aux avances radicales.

Les moto-taximen eux restent les principaux transporteurs de personnes et de marchandises et des grands vecteurs d'idées dans les recoins des villages les plus enclavés de la région. Non seulement ils ont été affectés par les

interdictions de circulation de motos sur une certaine durée de la crise, mais ils continuent de faire face à des préjugés de collaboration avec les groupes armés non-gouvernementaux.

Une base communautaire étendue

L'implication des communautés entières dans la réintégration des personnes associées à Boko Haram est de mise au cœur de JSPS. Cette implication prend effet grâce d'abord à la sensibilisation des leaders traditionnels et religieux à l'importance et au rôle des jeunes dans la promotion de la paix et de la sécurité et ensuite à leur mobilisation en vue de sensibiliser et de préparer leur communauté à accepter et à faciliter le retour des personnes associées à Boko Haram. Ces leaders ont pris une part active dans la mise en place et les campagnes des groupes de jeunes ambassadeurs de la paix et ont apporté de leur soutien et participation à l'organisation des dialogues en vue de désamorcer les freins de la réintégration des personnes associées à Boko Haram.

B. Une prise en charge intégrée et consistante

La prise en charge des bénéficiaires de la réintégration a été conçue en six points dont deux ont été omis dans ce document puisqu'ils portent spécifiquement sur les membres des comités de vigilance et s'adressent particulièrement à la considération des droits de l'homme et au désengagement des mineurs dans leur déploiement communautaire. Les quatre autres points qui suivent s'appliquent à tous les bénéficiaires, bien qu'une insistance sur le sort des personnes associées à Boko Haram transparaisse de part et d'autre.

Compléter et consolider les analyses existantes sur les jeunes vulnérables ou en difficulté pour des données à jour sur les besoins de chaque groupe en vue de leur réintégration.

1. Cartographie et profilage de bénéficiaires incidents

En l'absence d'orientations gouvernementales au sujet du terrain et des étapes de la réintégration, il est impérieux pour toute intervention dans les communautés de capitaliser les mesures et initiatives antérieures en vue de mieux répondre à leurs besoins en appui ou en accompagnement. La

réintégration des personnes associées à Boko Haram se fait par ailleurs dans un contexte où la lutte anti-terroriste se poursuit avec de telles implications qu'une association à Boko Haram demeure suspecte en communauté.

Cette situation conduit JSPS à s'investir, bien avant le déploiement des mesures de réintégration, dans le dressage d'une cartographie de l'exposition des jeunes à la violence et de leur vulnérabilité. En outre cette cartographie permet d'établir des catégories et d'identifier les besoins spécifiques à chacune. La cartographie et le profilage requiert l'intervention d'un cabinet de consultant en même temps qu'elle repose sur des données produites auparavant par les différentes agences des Nations unies qui y prennent part. Les démarches propres des différents partenaires d'exécution enrichissent le profilage. Ces derniers capitalisent au premier plan leur connaissance du terrain et œuvrent de concert avec les autorités traditionnelles et religieuses des communautés où elles interviennent.

Ce travail de cartographie et de profilage est à la base de l'éventail des bénéficiaires de la préparation mentale à la réintégration. Un total initial de 2678 jeunes vulnérables, toutes catégories confondues, dans les douze communautés d'intervention. L'identification des ex-otages et ex-associés qui ont finalement bénéficié des mesures de réintégration s'est le plus faite en communauté grâce à l'intervention des partenaires d'exécution.

Préparation économique à la réintégration

Des initiatives parallèles ou conjointes à la préparation psychosociale sont prises pour s'assurer que la dimension économique de la réintégration n'est pas laissée de côté et que la capacité des ex-otages et ex-associés, à se prendre en charge, est améliorée. À chaque initiative répond un résultat attendu.

1. Ciblage des secteurs d'employabilité des ex-otages et ex-associés sur le marché local

 *Saisir les défis de l'emploi ou de l'activité économique des jeunes, en particulier les femmes*

2. Argent contre travail et travaux HIMO

 *Réduire leur vulnérabilité économique*

3. Formation professionnelle de base et à l'entrepreneuriat

 *Les préparer à l'auto-emploi et à la prise en compte de la demande de leur communauté*

4. Appui au démarrage d'une activité économique

 *Promouvoir l'auto-emploi et la création d'entreprise*

5. Appui au développement des chaînes de valeur et aux associations d'affaires

 *Encourager les initiatives d'affaires collectives en milieu jeune*

2. Édification et déploiement d'un soutien psychosocial, psychologique et psychiatrique

Réduire les conséquences de l'extrémisme violent sur les jeunes à risque par un soutien psychosocial et psychiatrique

La cartographie et le profilage des jeunes, potentiels bénéficiaires d'une préparation mentale ou économique en vue d'une réinsertion sociale au compte de la réintégration des jeunes à risque, mettent en évidence des besoins impérieux d'assistance psychologique ou psychiatrique. Beaucoup de jeunes, surtout des femmes, ont vécu des situations traumatiques qui ont laissé des séquelles psychosomatiques qui nécessitent dans une grande mesure un soutien psychosocial et dans une moindre mesure une intervention psychiatrique. Ces besoins s'expriment tant en communauté que dans les camps des déplacés internes qui abritent les ex-associés et les ex-otages. En conséquence, un appui psychosocial et psychiatrique est conçu pour y répondre dans les douze communautés d'intervention du projet.

La stratégie du projet est de former, aux côtés des leaders religieux et des autorités traditionnelles, des travailleurs sociaux et de les déployer dans les communautés d'intervention. Une emphase progressive s'est avérée nécessaire au profit de la participation de la communauté tout entière au bien-être des bénéficiaires en préparation mentale. Le déploiement s'est finalement fait conjointement à l'intervention des partenaires d'exécution dans le cadre d'un accompagnement psychosocial assuré dans des centres d'encadrement expérimentés ou bien mis sur pied en vue de jouer cette fonction.

3. Mobilisation et renforcement des capacités des autorités traditionnelles et religieuses

Développer les compétences locales nécessaires pour l'encadrement et la prise en charge des jeunes.

Les capacités des autorités traditionnelles et religieuses sont renforcées de façon à ce qu'elles prennent conscience du rôle et du potentiel des jeunes, qui ont été exposés à la violence, en matière de promotion de la paix et de la sécurité, qu'elles les intègrent dans leurs décisions et qu'elles les

amènent à y prendre part activement. Il s'agit plus spécifiquement des jeunes femmes.

Le manuel de gestion des mosquées, élaboré par le PNUD, et les résultats de la cartographie et du profilage des jeunes à risque apportent des orientations aux autorités traditionnelles et religieuses afin qu'elles servent de mentors aux ex-associés reconvertis et qui ont fait leur la mission de dissuader d'autres jeunes se trouvant, comme eux avant l'enrôlement, dans des conditions de vulnérabilité et d'exposition.

4. Orchestration d'une médiation communautaire

Faire éviter la récidive aux ex-associés et les souffrances aux ex-otages.

Engager les organisations de la société civile locale comme partenaires d'exécution n'est d'abord envisagé que dans le cadre d'une médiation communautaire afin qu'elles promeuvent l'acceptation des ex-associés et des ex-otages dans les communautés d'accueil avec l'appui des leaders traditionnels et religieux d'une part et des autorités locales d'autre part (administratives et municipales).

Le recours à ces partenaires d'exécution s'avère cependant un instrument clé pour la poursuite des autres résultats spécifiques d'intervention, surtout par le canal des plateformes communautaires qu'ils permettent de mettre en place dans chaque communauté et qui deviennent une voie d'entrée privilégiée dans la communauté.

La mise en place de plateformes communautaires (familles, groupes de femmes, leaders traditionnels et religieux) est conçue à la base comme un instrument qui permet de construire le dialogue, sert de mécanisme d'appui, de sensibilisation et de préparation des familles, des communautés et des comités de vigilance pour la réintégration des personnes associées à Boko Haram en général, sans distinction aucune.

La mise en œuvre de cette médiation communautaire passe par les activités suivantes :

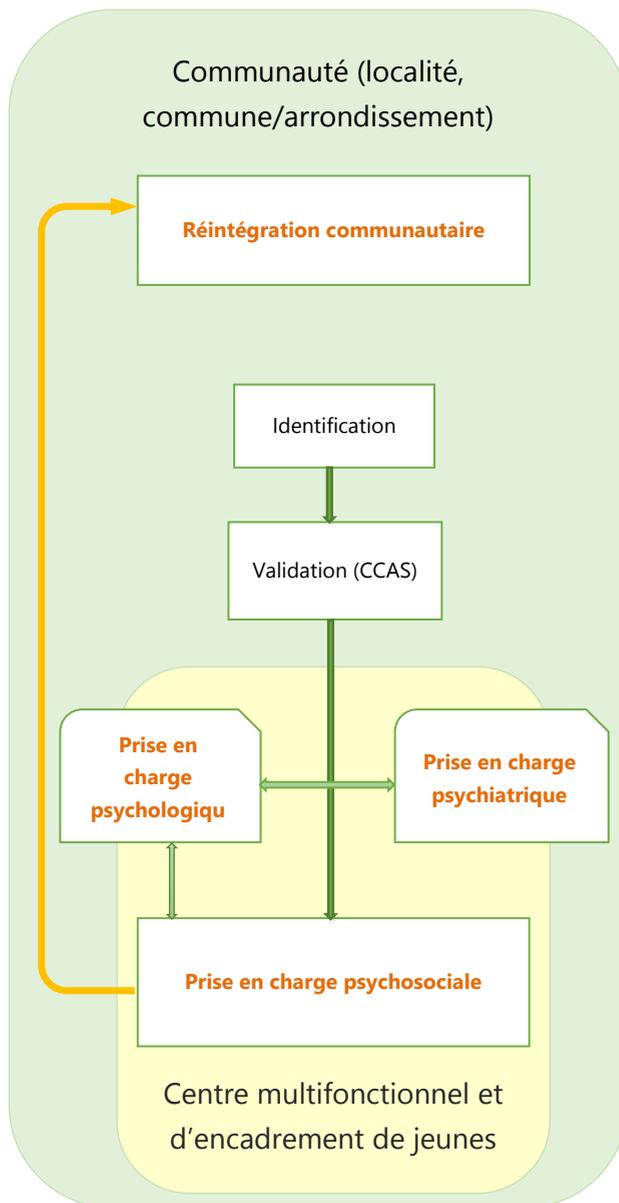
- 1) Identification des mesures à prendre (objectifs et moyens appropriés), appuis nécessaires et besoins à satisfaire en vue de l'acceptation des ex-associés/ex-otages
- 2) Mobilisation d'un comité communautaire d'action (ensemble avec les groupes de jeunes et les groupes de femmes pour la paix - ambassadeurs de la paix) pour conscientiser sur les résultats du projet à l'occasion de rencontres tenues les jours de marché hebdomadaire et les jours fériés.
- 3) Préparation de supports de sensibilisation
- 4) Mise en place de groupes de conseil et d'appui
- 5) Organisation de sessions de dialogue en vue de la préparation et de la sensibilisation pour faire face à certaines croyances et à la peur (enfants nés dans la violence, famille des personnes associées, etc.).

C. Une adaptation de la préparation mentale aux besoins et au milieu

S'il est vrai pour la stratégie régionale que le soutien psychosocial, tout comme la veille sanitaire, la nutrition, la formation professionnelle et l'ancrage des bénéficiaires dans une activité génératrice de revenus, fait partie des mesures de réintégration dont peuvent bénéficier les personnes associées à Boko Haram à côté d'autres catégories de personnes, il est conçu par le projet JSPS comme une condition de la réintégration. En ce sens, la réintégration s'entend comme une réincorporation dans la communauté après avoir bénéficié d'une prise en charge plurielle taillée à la mesure de chaque bénéficiaire. Celle-ci est d'abord psychosociale, ensuite psychologique lorsque le besoin se fait ressentir, puis psychiatrique en cas de nécessité, et enfin économique pour tout bénéficiaire de son action au compte de la préparation mentale et économique à une vie souhaitable en communauté.

Schéma processuel de la préparation mentale à la réintégration

Un des défis auxquels s'est confrontée dès le départ la préparation mentale des jeunes vulnérables ou à risque d'enrôlement dans les rangs de Boko Haram est la détermination des besoins en appui psychosocial, psychologique ou psychiatrique et la définition des contenus spécifiques et des itinéraires adaptés pour chaque type de besoin. De l'intérieur, il s'agit de démêler la confusion entre une prise en charge psychosociale, une prise en charge psychologique, une prise en charge psychiatrique et une prise en charge de réintégration



Prise en charge psychosociale

Elle est entendue comme une interaction entre la personne et la communauté dans laquelle elle vit afin qu'elle retrouve, à l'issue d'une expérience traumatique, l'espoir et la dignité ; c'est-à-dire la confiance et l'estime de soi nécessaire pour entrer en relation avec d'autres personnes et s'investir dans des projets communs. La stratégie adoptée est celle d'une implication des leaders communautaires et des autorités locales dans la sélection, la programmation et la conduite d'activités socio-récréatives et des formations aux compétences de la vie courante dans un espace dédié au sein même de la communauté d'intervention. Le rôle des autorités traditionnelles et des communes est jugé de prime importance d'où l'implication des comités communaux d'assistance sociale (CCAS) dans la sélection des bénéficiaires de cette prise en charge.

Prise en charge psychologique

Cette prise en charge est une interaction restreinte entre le bénéficiaire et un professionnel de santé mentale, notamment un psychologue, et consiste en une psychothérapie individuelle visant à le sortir de son enfermement défensif et de son anxiété grâce à l'écoute et des exercices comportementaux (thérapies individuelles ou de groupe). Les bénéficiaires de cette prise en charge sont des personnes qui ont du mal à s'ajuster aux activités socio-récréatives et aux formations de la prise en charge psychosociale. Ils reprennent ces activités seulement après une thérapie individuelle offerte par un psychologue.

Prise en charge psychiatrique

Dans des situations extrêmes où l'intervention du psychologue a très peu de chances de délivrer le bénéficiaire de ses troubles mentaux, celui-ci est placé sous un traitement à l'aide de psychotropes. En ceci, la prise en charge psychiatrique s'entend ici strictement comme la prise en charge pharmacologique d'un patient mental à troubles graves. Ces personnes sont référées par le psychologue à un psychiatre et ce dernier les renvoie chez le premier au terme de son intervention. En l'absence de psychiatre dans la région, les personnes souffrantes ont été confiées par le projet à un infirmier spécialisé en santé mentale.

Réintégration communautaire

Comprise strictement comme une réincorporation dans la communauté, elle se fait au cours et au terme d'une préparation économique et politique qui s'assure que le bénéficiaire peut en toute tranquillité exercer une activité génératrice de revenus et s'occuper de sa famille et de lui-même grâce à une protection et à une couverture de la communauté. Outre les compétences qui s'acquièrent au cours de formations et l'appui à l'exercice d'un métier, le projet JSPS s'assure que le bénéficiaire dispose de la documentation civile nécessaire pour qu'il puisse se sentir en sécurité dans l'exercice de son activité (acte de naissance, carte nationale d'identité, carte de parti, carte d'électeur, etc.).

Le rééquilibrage contextuel de l'identification et de la sélection des bénéficiaires

La sélection des bénéficiaires d'une préparation mentale et économique à la réintégration est confrontée dans l'ensemble à trois défis. La priorité de cette action est certes les personnes associées à Boko Haram, en particulier les femmes qui avaient regagné leur communauté à l'issue des délibérations administratives qui ont retenu certains hommes à la force multinationale en vue d'une réhabilitation ultérieure préliminaire à la réintégration.

Le premier défi était qu'il faille avoir une vue d'ensemble sur les communautés cibles et mettre la main effectivement sur les ex-otages et ex-associés en communauté. Le deuxième défi était qu'il faille étendre la réintégration à toutes les catégories de jeunes vulnérables et pour lesquels une action immédiate était nécessaire pour réduire leur exposition à la violence. Le troisième défi était qu'il faille impliquer la communauté et les autorités locales dans les décisions.

La conduite d'une cartographie et d'un profilage des bénéficiaires potentiels (page 46) a permis que le projet capitalise les données d'études antérieures sur les personnes associées à Boko Haram au sein des communautés ou dans les camps de déplacés internes. Cette sélection initiale a été soit affinée soit augmentée par la consultation des communautés cibles de l'intervention grâce à l'intervention des partenaires d'exécution. Il faut noter toutefois que dans

plusieurs communautés l'action ultérieure des plateformes communautaires a contribué à l'identification de bénéficiaires supplémentaires tant la stigmatisation des ex-associés, surtout, leur font éviter toute visibilité en communauté.

Par ailleurs, s'il est vrai que les leaders traditionnels et religieux ont œuvré au compte d'une implication de la communauté dans l'identification des bénéficiaires, le projet a jugé impérieux d'associer les communes à l'initiative. Les comités communaux d'assistance sociaux (CCAS) des six communes concernées ont reçu les listes de présélection des communautés que celles-ci couvrent et les ont validées avant le démarrage des activités de prise en charge.

L'ouverture d'un centre multifonctionnel et d'encadrement des jeunes

La prise en charge psychosociale avait été initialement conçue comme une



Photo 1. Atelier de peinture au centre multifonctionnel et d'encadrement de Soueram, (c) ACDC

série d'activités devant se faire concomitamment à des formations dispensées dans un centre d'encadrement et de formation de jeunes au sein même des communes où se trouvent les localités d'intervention. Les premières tentatives ont montré qu'une telle mesure est fastidieuse et comporte un risque d'éloignement des

bénéficiaires de leur cadre de réinsertion après la préparation à la réintégration. En conséquence, les partenaires d'exécution ont œuvré de concert avec l'UNFPA afin que des espaces devant servir de centres

d'encadrement soient aménagés dans les lieux mêmes de résidence des bénéficiaires et qu'ils servent autant de lieu de formations diverses que d'activités socio-récréatives. Cet arrangement a vu la participation des délégations d'arrondissement de la jeunesse et de l'éducation civique (MINJEC), notamment en ce qui concerne l'organisation et la dispensation de certaines formations, et des affaires sociales (MINAS) pour les activités d'animation et d'assistance.

La mise en place des centres multifonctionnels et d'encadrement de jeunes a vu une mobilisation communautaire de nature à produire les ressources et l'assistance nécessaire soit pour la construction soit pour l'aménagement de ces espaces. Du moment où ils étaient censés exister avant même la préparation mentale et économique des bénéficiaires de l'action du projet, leur création comme de nouvelles structures a initialement fait face à un défi d'organisation et de gestion puis progressivement à un défi de pérennisation. Ces défis trouvent des solutions qui s'adaptent plus ou moins au milieu grâce à l'intervention des plateformes communautaires de médiation.

Le centre multifonctionnel et d'encadrement de jeunes comble un grand vide dans l'animation, l'ouverture et l'exposition des jeunes aux défis et aux opportunités de leurs communautés. En cela, il remplit une fonction qui va au-delà des besoins premiers en matière d'espace de prise en charge psychosociale des bénéficiaires et fait saisir cette dernière comme une dimension incontournable de la prévention de l'extrémisme violent en milieu adolescent.

La mise en place d'une plateforme communautaire de médiation pour la réintégration

La mobilisation de la communauté autour de la réintégration des personnes associées à Boko Haram a très tôt été confrontée à deux obstacles. Le premier obstacle et le moindre d'ailleurs est l'impréparation des communautés à s'occuper exclusivement de ces personnes car elles ne sont pas les seules dans le besoin de réintégration. En effet, la cartographie préliminaire a montré que la plupart des communautés où retournent les personnes associées à Boko Haram sont des communautés qui ont été profondément touchées aussi bien

par les assauts de groupes armés non-gouvernementaux que par les opérations militaires qui y ont été conduites pour contenir l'influence de ces derniers.

En conséquence, le projet a saisi les communautés d'intervention comme des communautés en reconstruction tant elles se composent de diverses catégories de personnes dont les dernières années ont été affectées différemment (déplacés internes, otages de groupes armés non-gouvernementaux, réfugiés) qu'elles cherchent des voies de sortie pour retrouver les repères de la vie avant le conflit. Aussi les considérations ethniques ou religieuses ont-elles été reléguées au dernier plan pour faire de la place aux "facteurs de risque de stabilisation pour la communauté et la région"^{vii} entière.



Photo 2. Session de formation des membres de la plateforme de Bodo, (c) ACDC

Le deuxième obstacle est le mépris et la méfiance vis-à-vis des personnes associées à Boko Haram. Cette attitude est nourrie par les mesures anti-terroristes en vigueur dans le pays, mais elle se nourrit également du souvenir des affres commises dans certaines communautés par les groupes armés de Boko Haram. Aussi le projet parle-t-il de stigmatisation pour rendre compte de la peur, de la discrimination et de l'exclusion auxquelles doivent faire face les personnes associées à Boko Haram dans leur communauté d'accueil. La plateforme a été conçue comme un regroupement de personnes assez influentes pour s'attaquer aux facteurs de la stigmatisation et faciliter la

réintégration des personnes associées à Boko Haram. Elle est l'œuvre des partenaires d'exécution du projet.

L'une des exigences dans la constitution de ces plateformes a été que toutes les couches de la communauté puissent y avoir accès et que leurs voix puissent y être entendues. Les femmes, les jeunes, les dignitaires religieux, les élites et les autorités traditionnelles, les réfugiés et les déplacés internes prennent tous une place dans cette plateforme en vue de sensibiliser la communauté et de faciliter en premier la réintégration des personnes associées à Boko Haram, mais aussi de faire saisir les obstacles et les voies de contournement pour assurer cette réintégration. A Afadé, par exemple, la plateforme se réjouit du fait que, grâce à elle, les femmes peuvent désormais prendre part à des délibérations dans l'esplanade publique de la chefferie traditionnelle.

Des discussions sont organisées, en l'occurrence des sessions de dialogue autour des questions qui touchent aux problèmes de stigmatisation, d'exclusion ou de discrimination qui étouffent la vie de la communauté et rend difficile et même improbable la participation de certaines catégories de personnes à la vie communautaire. Des campagnes de sensibilisation se font de quartier en quartier pour propager les messages du gouvernement, de la stratégie régionale de stabilisation, des résultats de la cartographie et du profilage, et des autres interventions du projet. Il s'agit notamment de promouvoir une culture de tolérance et d'encourager des jeunes à se frayer d'autres voies dans la vie que le ralliement à des groupes armés non gouvernementaux qui détruisent leur communauté.

Un autre axe d'intervention des plateformes a été ci et là la gestion des centres multifonctionnels et d'encadrement créés dans leur communauté. Cette fonction place les plateformes communautaires de médiation entre deux tendances. La première tendance est celle d'un conseil communautaire spécialisé sur les mesures de circonstance pour saisir et rendre effectif le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix. La deuxième tendance est celle d'une équipe de gestion soucieuse d'œuvrer pour faire de la place aux jeunes dans la communauté, notamment en veillant à la pérennisation des acquis du centre multifonctionnel et d'encadrement. Ces tendances s'affirment l'une

plus que l'autre en fonction des communautés dans lesquelles elles sont mobilisées. Dans le Logone-et-Chari, par exemple, la première est beaucoup plus visible à Afadé tandis que la deuxième est plus marquée à Bodo.

La mobilisation des jeunes ambassadeurs de la paix

La mobilisation des ambassadeurs de la paix est le témoin de la transversalité des actions de JSPS en vue du positionnement des jeunes au centre des préoccupations des leaders communautaires en matière de sécurité et consolidation de la paix. Quelques personnes avaient préalablement été formées, indépendamment des actions de prise en charge psychosociale, psychologique ou psychiatrique dont les bénéficiaires sont essentiellement des jeunes vulnérables ou à risque.

Parmi les ambassadeurs de la paix se trouvent des dignitaires, des maîtres d'école coranique, des membres de comité de vigilance, des moto-taximen et des relais communautaires des organisations de la société civile, partenaires d'exécution. Ils ont été formés pour porter auprès de leurs pairs les ferments d'une culture de tolérance et les bénéfices d'une tenue à l'écart des propagandes extrémistes et des groupes armés de Boko Haram. La parité homme/femme était une règle observée dans la mesure du possible.

Dans certaines localités les ambassadeurs de la paix ont pris une part considérable au sein des plateformes communautaires de médiation en vue de la réintégration des personnes associées à Boko Haram tandis que dans d'autres la gestion même des centres multifonctionnels et d'encadrement des jeunes leur a été confiée (Afadé). A cela s'ajoute le rôle qu'ils ont joué dans l'itinéraire d'identification des besoins de prise en charge psychosociale, psychologique ou psychiatrique. En fait, les ambassadeurs de la paix ont bénéficié d'une formation leur permettant d'apporter des premiers soins ou un accompagnement initial à des personnes dans le besoin avant de les référer aux responsables des centres multifonctionnels et d'encadrement de jeunes ou aux spécialistes de la santé mentale.

Contributions de JSPS à l'affermissement d'une stratégie nationale

La création du comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration (CNDDR) en novembre 2018 a fait jaillir des lueurs d'espoir pour une révision des dispositions antérieures encadrant le rapport des communautés frontalières avec les groupes armés de Boko Haram. C'est le même espoir pour une ère de réconciliation et de reconstitution des services sociaux de base et de relance des activités économiques dans les zones sécurisées de la région de l'Extrême-Nord. Après deux ans d'efforts, des programmes de réhabilitation de personnes associées à Boko Haram au centre de transit de Méri, ont été déployés. Mais, des personnes non couvertes par ces programmes existent. En outre, l'attente d'orientations précises au sujet de leur prise en charge une fois qu'elles sont établies en communauté, s'est fait ressentir au sein de JSPS. Ce qui montre que des pistes sont encore à frayer pour que la réintégration communautaire des personnes associées à Boko Haram puisse être rassurante et servir de tremplin pour l'enrayage de toute inclination à se joindre, à se sentir solidaire ou seulement à apporter un quelconque soutien aux groupes armés non-gouvernementaux le long des frontières.

L'expertise universitaire fait foi de la nécessité que des solutions nouvelles puissent frayer leur chemin localement afin de faire face aux multiples défis qui naissent d'une crise comme celle qui afflige les communautés du bassin du lac Tchad depuis près d'une décennie, tant les structures et les institutions en place sont « mal équipées pour faire des prédictions et mal préparées pour intégrer rapidement les innovations »^{viii}. L'intervention de l'Union européenne au moyen de son Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (ICSP) a su mobiliser divers types d'acteurs (agences des Nations unies, organisations de la société civile, administrations, municipalités et leaders communautaires) autour d'un objectif commun : s'assurer que le bien-être et l'espoir des jeunes soient replacés au centre des préoccupations sur la paix et la sécurité. Que la gestion des personnes associées à Boko Haram ait pris de la place au cœur de ce souci montre que les communautés, dont le sens du quotidien a été lourdement affecté par la crise, en font une préoccupation majeure.

Les mesures qui ont été prises pour asseoir une médiation communautaire devant veiller sur l'outillage mental et économique des personnes associées à Boko Haram une fois de retour dans leur communauté peuvent être vulgarisées, peut-être pas comme des solutions absolues mais du moins comme des pistes devant trouver un ancrage local là où elles sont appelées à être mise en œuvre. Ces solutions sont les plateformes communautaires de médiation, les centres multifonctionnels et d'encadrement de jeunes et les groupes d'ambassadeurs de la paix servant de vecteurs de nouvelles attitudes en face de nouveaux types de problèmes que connaissent les communautés. Elles se sont formalisées sur le fond de quatre préoccupations qui ont étoffé la préparation mentale des personnes associées à Boko Haram à la réintégration : une cartographie et un profilage ; la délivrance d'un soutien psychosocial, psychologique et psychiatrique ; la mobilisation et le renforcement des capacités des autorités traditionnelles et religieuses ; enfin l'orchestration d'une médiation communautaire. L'exposition de leur mise en œuvre au profit des ex-associés et des ex-otages comme des personnes vulnérables n'a en toute apparence pas permis de les confronter aux attentes des communautés qui en ont bénéficiées. Il y a toutefois de quoi se faire une idée de leur contribution à l'allègement du poids et de la pression que constitue l'exigence de la prise en charge des personnes associées à Boko Haram pour ces communautés.

[Contribution à la cartographie et au profilage des personnes associées à Boko Haram](#)

L'une des plus grandes contributions de JSPS à la gestion des personnes associées à Boko Haram au Cameroun est sans doute l'effort que le projet a consenti pour identifier des bénéficiaires potentiels de la réintégration dans douze communautés de la région de l'Extrême-Nord. Cet effort s'inscrit en droite ligne avec l'orientation que la stratégie régionale a donnée en la matière et prépare le terrain de la stratégie nationale de par le fait qu'il a mobilisé une étude scrupuleuse qui a fait l'état des besoins à partir des interventions antérieures ou des bases de données administratives et à partir des demandes exprimées en communauté. Au total 2678 personnes ont été identifiées avec pour trait commun une vulnérabilité due à la crise sécuritaire ou un risque

d'agrippement aux promesses de violence, à l'œuvre dans les discours anti-gouvernementaux.

La cartographie et le profilage des personnes associées ont toutefois été particulièrement confrontés au désaveu né de la stigmatisation dont elles sont les victimes dans certaines communautés. Dans le Logone-et-Chari notamment, les ex-associés restent une catégorie de personnes dont la visibilité communautaire reste redoutée à cause du risque que constitue l'association à Boko Haram sur le plan répressif, malgré l'existence de circonstances atténuantes afférentes au programme de DDR. La tendance est forte de s'en référer à de nombreuses personnes qui ont été arrêtées et qui sont sans suites. Sur ce plan, JSPS a d'abord tablé sur deux enquêtes faites dans la deuxième moitié de l'an 2018 par le PNUD afin d'identifier les besoins immédiats de réintégration de personnes, en communauté ou dans le camp de déplacés internes de Zamaï. Les communautés concernées étaient à l'échelle de la commune entière et étaient constituées, par ordre d'importance, de Mora, de Mayo-Moskota, de Kolofata, de Mokolo, de Makari, de Waza, de Logone-Birni et de Fotokol. Ces communes regroupaient en tout 584 personnes identifiées comme des ex-associés.

JSPS est intervenu dans les communes ci-dessus, à l'exception de Logone-Birni et de Waza, avec une base de 533 ex-associés et le dessein d'une augmentation de cet effectif de l'ordre de 50%. Au mois de juin 2020, déjà 226 ex-otages ou ex-associés présents dans ces communes bénéficiaient d'un soutien psychosocial étendu à une prise en charge de santé mentale, d'un appui au démarrage d'une activité économique et à la documentation civile. Zamaï, qui n'était pas encore touché par ces données et bien que faisant partie de la commune de Mokolo, est un autre terrain où la prise en charge d'ex-otages en camp démarrait, avec en arrière-fond 964 personnes, dont environ 15% seulement pouvaient bénéficier d'une prise en charge, étant dans la tranche de 12 à 29 ans. Pour avoir la mesure de l'impact de cette initiative il faut considérer l'évaluation des effectifs à l'échelle d'une commune.

Fotokol, par exemple, présentait un effectif d'à peine 14 ex-associés en 2018. En juin 2020, les localités seules de Warou et Soueram dans la commune affichent un effectif de 64 ex-otages et 8 ex-associés ou ex-détenus en lien

avec Boko Haram. Il faut saisir, au demeurant, la conviction de l'ACDC que les gens ne sortent pas facilement sous le visage d'une association à Boko Haram dans ces localités. L'enquête de terrain l'a confirmé à Afadé et à Bodo où sévit un déni catégorique de toute association antérieure à Boko Haram. La limitation, toutefois, de l'action de JSPS à la tranche d'âge de 12 à 29 ans place en dehors du champ de la réhabilitation un très grand nombre de personnes nécessiteuses parmi celles qui sont revenues de chez Boko Haram et contribue à jeter un pan de lumière sur le risque que comporte la compréhension de la crise sécuritaire dans le bassin du lac Tchad comme relevant seule d'un problème « jeunes ».

Extension du soutien psychosocial, psychologique et psychiatrique

Trois axes de contribution se dégagent de la mise en œuvre de la préparation mentale des personnes associées à Boko Haram à la réintégration telle qu'elle a été conduite par JSPS. En premier, il s'agit de l'extension de cette préparation à des personnes que le cadre réglementaire ne juge pas forcément comme des bénéficiaires potentiels d'une réhabilitation au centre de transit de Méri. Il s'agit de personnes qui sont retournées directement dans leur communauté au terme d'un triage opéré par les comités mixtes de délibération et celles qui ont été présumées ex-otages et envoyées dans les camps de déplacés internes à Zamaï où ailleurs. Les services du gouverneur de l'Extrême-Nord avait très tôt saisi la nécessité que ces personnes puissent elles aussi bénéficier d'une réhabilitation mentale en vue d'une réintégration saine en société, tant certaines de leurs communautés d'origine sont réticentes à leur retour. En cela, l'extension d'un soutien psychosocial, psychologique ou psychiatrique à ces personnes répond de fait à ce besoin.

Le deuxième axe de contribution en matière de préparation mentale est l'œuvre de discernement que le projet a su faire entre les contenus et les axes d'insistance spécifiques au psychosocial, au psychologique et au psychiatrique, sans perdre de vue la relation qui existe entre ces dimensions et l'itinéraire à suivre pour permettre aux bénéficiaires de retrouver une dignité et un respect dans leur communauté. Le soutien psychosocial, qui insiste sur la relation entre la communauté et le bénéficiaire, s'est avéré le

plus important tant il permet aux personnes en difficulté de se saisir comme des membres à part entière de leur communauté.

Le troisième axe de contribution est l'ouverture stratégique de centres multifonctionnels et d'encadrement de jeunes là où n'existe aucune structure de prise en charge de ce genre, sans avoir à faire sortir les bénéficiaires de leur milieu de vie. Il a été montré que cette solution est l'incidence des besoins des communautés en infrastructure de formation (page 39), mais il n'a pas été suffisamment indiqué qu'elle renvoie à une autre dimension de l'intervention du projet qui risque d'affaiblir son impact à long terme si le chevauchement de temporalités qu'elle suscite n'est pas pris en compte. En effet, les centres multifonctionnels et d'encadrement de jeunes sont des bâtiments qui ont été soit mis à la disposition du projet par des particuliers soit construits pour la circonstance et dont la subsistance après le projet requiert que des aménagements de droits d'usage ou de propriété soient faits. Aussi les temporalités de la stabilisation, du projet et de la communauté doivent-elles trouver un intérêt commun dans le développement d'un modèle d'espace propre aux jeunes dans les communautés bénéficiaires. Ces espaces, tout comme les plateformes communautaires de médiation, peuvent s'avérer de grands lieux de prévention de l'extrémisme violent.

Renforcement des capacités des autorités traditionnelles et religieuses

Les autorités traditionnelles ont été au carrefour de la plupart des interventions de JSPS. S'il est vrai que le renforcement de leur capacité s'est davantage fait par la voie des plateformes mises sur pied dans les communautés bénéficiaires, il n'en reste pas moins que leur rôle, tel qu'il est envisagé par la stratégie régionale, a été pris au sérieux par JSPS qui en a fait les garants de la formation et de l'accompagnement des jeunes dans leur rôle de promoteurs de la paix. Sur elles reposent aussi bien les centres multifonctionnels et d'encadrement de jeunes que les plateformes communautaires de médiation pour la réintégration des personnes associées à Boo Haram.

Initiation d'une médiation communautaire

Le terrain propre des plateformes communautaires mises en place par JSPS se joue au niveau de la médiation communautaire nécessaire pour sensibiliser la communauté et faciliter la réintégration des personnes associées à Boko Haram. Une tournée à Afadé, Bodo et Mblamé a montré que ce rôle est encore en attente pour porter des fruits, mais il trouve déjà des bases dans la mise en branle d'une restructuration des lieux et des acteurs du débat et du dialogue dans les communautés frontalières. Il faut également compter leur engagement pour saisir les obstacles à la réintégration et comprendre les causes profondes de la crise même : à savoir les différents types de conflits qui tapissent la relation des cadets aux aînés et d'antagonismes liés à d'autres préoccupations. Tel est le cas par exemple du dilemme de la prise en charge d'ex-associés en même temps que des personnes qui se considèrent comme des victimes de Boko Haram. De ce point de vue, JSPS a su initier une dynamique de conseils de village ou de communauté à même de servir de relais pour la sensibilisation ou l'introduction de nouveautés dans les communautés.

Tout comme il en est des centres multifonctionnels et d'encadrement des jeunes, les plateformes de médiation communautaire pour la réintégration ont pris une ampleur qui va au-delà de la seule réintégration des personnes associées à Boko Haram et sont confrontées à un défi de temporalité pour la durabilité de leur action. La question est de savoir si elles survivront à JSPS, tant les retours complets des personnes associées à Boko Haram semblent encore un objectif lointain et qu'elles s'avèrent pourtant nécessaires pour répondre aux rôles attendus des leaders communautaires par la stratégie régionale. JSPS a œuvré çà et là pour les instituer soit en GIC soit en simple association afin qu'elle puisse avoir un statut légal et puisse prendre légitimement des initiatives, mais il reste à savoir le projet, avec sa temporalité propre, ne constitue pas sa seule motivation.

A Afadé, par exemple, la plateforme s'investit dans des activités génératrices de revenus afin de disposer de fonds propres pour agir à long terme, laissant la gestion du centre multifonctionnel et d'encadrement aux ambassadeurs de la paix, constitués eux aussi en association. Il semble pourtant que cet

investissement soit très limité dans ses perspectives de gains, tant les dépenses sont énormes. A Bodo, la plateforme communautaire a délégué, tout comme le groupe des ambassadeurs de la paix, quelques membres afin de constituer en commun une association de gestion du centre multifonctionnel et d'encadrement de jeunes. Là aussi, le pouvoir d'action de cette organisation pour pérenniser l'œuvre du projet reste très limité.

Enfin, quoique ce ne fût un dessein prépondérant, le partenariat avec les organisations de la société civile pour la mise en œuvre de JSPS s'est avéré très stratégique et quintessentiel pour son action. Les quatre dimensions de la préparation mentale (page 45) ont dû faire intervenir à chaque étape leur connaissance du milieu et la facilité qu'elles ont pour négocier les contours d'une activité afin que des solutions adaptées soient trouvées dans chacune des localités.

Conclusion

Jeunesse et stabilisation pour la paix et la sécurité (JSPS) est une initiative qui a voulu alléger le fardeau des communautés de l'Extrême-Nord les plus affectées par les enlèvements et l'enrôlement dans les rangs de Boko Haram en les outillant et en renforçant leurs capacités en matière de réintégration des personnes associées. Ses actions couvrent la mise en place d'une organisation intégrée en vue de l'identification et de la sélection des bénéficiaires de programmes de prise en charge, la constitution de groupes de promotion de la paix et du dialogue et de groupes de délibération et de sensibilisation sur les problèmes et les obstacles de cette réintégration, la mise en place d'espaces d'encadrement multiforme et de préparation des ex-otages et des ex-associés à une vie souhaitable en communauté et leur outillage aux fins de se prendre en charge et de se sentir acceptés et respectés dans leur communauté. Le bilan de ces interventions n'est peut-être saisissable dans son entièreté qu'au terme du projet, mais au moins les fruits sont assez saisissables de par des témoignages qui existent comme celui de Danna (en page de couverture) parmi des centaines d'ex-otages et d'ex-associés. Ce document de contribution se veut un repère sur les orientations de la stratégie régionale du bassin du lac Tchad et des dispositions nationales au Cameroun en même temps qu'il sert d'introduction aux activités qui ont été menées dans le cadre de l'appui de l'Union européenne en vue de consolider la paix et la sécurité à l'Extrême-Nord du Cameroun. Il jette les bases d'un compendium susceptible d'orienter toute action future en vue de faciliter la réintégration des personnes associées à Boko Haram au Cameroun.

Prise en charge post-traumatique des jeunes exposés à l'extrémisme violent de Boko Haram et réintégration dans les communautés

--Adder Abel Gwoda—

Résumé

Cet article s'intéresse à la prise en charge psychologique et psychiatrique mise en œuvre dans le projet « Jeunesse et stabilisation pour la paix et la sécurité dans l'Extrême-Nord du Cameroun » et par les actions des autres entités concernées par cette prise en charge. Entreprendre de stabiliser durablement une communauté ayant vécu les conséquences de la crise sécuritaire, passe nécessairement par la prise en compte des aspects psychosociaux, psychologiques et psychiatriques. L'article interroge l'effectivité et la durabilité des résultats obtenus spécifiquement dans la prise en charge post-traumatique des jeunes exposés à l'extrémisme violent de Boko Haram et les capacités d'une réintégration harmonieuse de ceux-ci dans leur communauté. À travers les données recueillies du terrain par des entretiens structurés, et aidé par le Post traumatic stress disorder Checklist Scale, l'article conclut que l'action psychosociale, psychologique et psychiatrique permet la réhabilitation médicale et sociale des jeunes exposés à l'extrémisme violent. Seulement, la consommation des psychotropes uniquement pour gérer le stress post-traumatique auquel sont exposés les jeunes victimes de l'extrémisme violent donne des résultats mitigés, qui ne leur permet pas de réintégrer harmonieusement leur communauté. L'article suggère une prise en charge holistique des cas, prenant en compte toutes les étapes de la pyramide des interventions pour le soutien de la santé mentale et psychosociale, ainsi qu'un accompagnement psycho-communautaire.

Abstract :

This article focuses on the psychological and psychiatric care implemented in the "Youth and Stabilization for Peace and Security in the Far North of Cameroon" project and by the actions of other entities involved in this care. Undertaking to stabilize sustainably a community that has suffered the consequences of the security crisis necessarily requires taking into account the psychosocial, psychological and psychiatric aspects. The article investigates the effectiveness and sustainability of the results obtained specifically in the post-traumatic care of young people exposed to the violent extremism of Boko Haram and the capacities of a harmonious reintegration of these young people into their community. Through the data collected from the field by structured interviews, and helped by the Post Traumatic Stress Disorder Checklist Scale, the article concludes that psychosocial, psychological and psychiatric action allows the medical and social rehabilitation of youth exposed to violent extremism. However, the use of psychotropic drugs solely to manage the post-traumatic stress to which young victims of violent extremism are exposed, gives us mixed results, which do not allow them to reintegrate harmoniously into their community. The article suggests holistic case management, taking into account all stages of the pyramid of interventions for mental health and psychosocial support, as well as community psychotherapy.



1.1. Contexte et justification

La région du bassin du lac Tchad fait face à un défi complexe en matière de sécurité humaine depuis l'émergence du groupe Boko Haram d'abord en 2009 au Nigeria et l'expansion de son champ d'activité à partir de 2014 au Cameroun au Tchad et au Niger.

Il faut noter d'entrée de jeu que cette région apparaissait déjà comme l'un des espaces les plus fragiles au monde. En effet, depuis plusieurs décennies, il est traversé par des crises multiformes qui ont aggravé sa vulnérabilité. Parmi ces crises, l'on peut citer la forte croissance démographique, les changements climatiques et la persistance historique des razzias sous la forme de coupeurs de route. Les marqueurs d'indice de développement humain confirment que dans cet espace, la pauvreté endémique est très élevée, les services de bases déficients et une gouvernance territoriale pratiquement absente. Ces facteurs ont nourri l'éveil de l'idéologie extrémiste de Boko Haram, qui se déploie à travers des actions d'éclats comme les incendies des villages, les tueries

aveugles, par des opérations kamikazes. Ces actions ont causé de grands torts aux populations des départements du Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et Logone et Chari.

La combinaison de plusieurs interventions militaires et non militaires, ont permis une certaine accalmie à la frontière, suivie d'un retour dans les communautés d'origine d'un certain nombre des jeunes qui avaient été associés au mouvement Boko Haram. Toutefois, l'on note une résurgence des attaques des positions militaires et des razzias dans des villages, faisant craindre une reproduction du phénomène de recrutement dans la population jeune, toujours soumise aux mêmes facteurs d'enrôlement. D'où l'importance du projet « Jeunesse et stabilisation pour la paix et la sécurité dans l'Extrême-Nord du Cameroun » mis en œuvre depuis juillet 2019 par quelques agences du SNU.

1.2. Problème, questions, objectifs et hypothèses de recherche

Mais peut-on durablement stabiliser une communauté sans prendre en compte les conséquences psychologiques et psychiques qui caractérisent leur contact à la violence ? En effet, le ralliement des jeunes à un mouvement terroriste comme celui de Boko Haram et l'exposition de ceux-ci à des actions d'éclats terroristes, à des batailles ensanglantées, n'a pas laissé ces derniers sans séquelles psychologiques. Pour stabiliser durablement ces communautés de retour et permettre aux jeunes concernés de réintégrer harmonieusement la communauté, un suivi psychologique et psychiatrique a été nécessaire pour tenter de soigner les pathologies rencontrées chez cette population. Les guerres, le terrorisme... causent des traumatismes extrêmes et indicibles, rendant l'apaisement particulièrement difficile. De nombreux protagonistes des conflits armés conservent des séquelles psychologiques. Ces séquelles traumatiques dits et non-dits, moins mesurables que les effets physiques des blessures peuvent persister des années, et parfois sur plusieurs générations et compromettre la reconstruction d'une communauté.

Le problème principal qui se pose à nous est la question de la réintégration des jeunes traumatisés par les conséquences de la crise de Boko Haram dans

leur communauté. Ce problème appelle la question suivante : la prise en charge psychosociale et psychiatrique des jeunes exposés à l'extrémisme violent de Boko Haram participet-elle à leur réhabilitation et à leur réinsertion ? De manière spécifique, il s'agit premièrement d'exposer les différentes activités menées dans le projet JSPS et de comprendre comment l'action psychosociale et psychiatrique dans la mise en œuvre du projet, permet la réhabilitation médicale et la réintégration des ex-associés. Deuxièmement il s'agira d'évaluer si la prise en charge médicamenteuse pour gérer le stress post-traumatique auxquels sont exposés les jeunes victimes de l'extrémisme donnent des résultats effectifs, et durables. Enfin cette contribution va exprimer les limites et les perspectives par l'appréciation qu'on peut faire des résultats diagnostics et de prise en charge psychosociale et psychiatrique dans le projet JSPS.

L'Objectif de la recherche étant d'évaluer l'effectivité et la durabilité des résultats obtenus par le projet JSPS en faveur des communautés victimes dans un processus de réintégration, notre contribution s'appuie sur les hypothèses selon lesquelles : (1) l'action psychosociale et psychiatrique permet la réhabilitation médicale et sociale des jeunes exposés à l'extrémisme violent, (2) la consommation des psychotropes pour gérer le stress post-traumatique auquel sont exposés les jeunes victimes de l'extrémisme donne des résultats probants et leur permet de réintégrer harmonieusement leur communauté, (3) les résultats diagnostics de prise en charge psychosociale et psychiatrique du projet JSPS nous propose une nouvelle voie.

1.3. Méthodologie

La collecte de données primaires a été effectuée à partir des entretiens structurés et semi structurés dans les communautés cibles, auprès des institutions étatiques et auprès des partenaires d'exécutions et des intéressés. L'observation directe et le recueil des histoires de vie dans les communautés, a permis de donner une idée aussi exacte du comportement du jeune pris en charge. Le traitement et l'analyse des données, la triangulation de celles-ci avec les données du reportage issues des activités de terrain, ont permis de relever les histoires à succès.

L'échantillonnage était raisonné. Nous avons administré un guide d'entretien, un questionnaire permettant de recueillir l'historique psychologique et psychiatrique des participants à l'enquête, puis des données susceptibles de faciliter la prise en charge des jeunes exposés à l'extrémisme violent de Boko haram.

À la fin du recueil des données aux sites de Kolofata, Mblamé-Bodo, Mora et Afade. 13 personnes ont été interviewées individuellement et 12 personnes ont participé au focus group discussion. Parmi les personnes interrogées, sept sont de sexe masculin et six de sexe féminin et parmi les personnes rencontrées dans les centres, deux personnes sont de sexe masculin et une de sexe féminin. Ces personnes sont des ex-associées, (trois, parmi lesquelles deux jeunes hommes et une jeune femme), des ex-otages (huit soit quatre jeunes hommes et quatre jeunes filles), des victimes des attentats (deux, parmi lesquelles un homme et une femme). Nous avons aussi interviewé 04 psychologues et psychiatre, 03 populations témoin. Ainsi quelques partenaires de mise en œuvre, tels que le personnel d'ACDC, ALVF, RESAEC, COOPI, PLAN, ALDEPA.

Par ailleurs, le principal outil que nous avons utilisé est le Post traumatic stress disorder Checklist Scale (Échelle de l'état de stress post-traumatique). L'échelle de l'état de stress post-traumatique ou la PTSD Checklist Scale (PCL) est un auto-questionnaire mesurant les trois sous-syndromes principaux de l'ESPT. Cette échelle permet d'évaluer les troubles survenant après un trauma, elle est utile pour dépister un état de stress post-traumatique. Dans notre cas elle mesurait la guérison ou la persistance de l'état de stress post traumatique.

Le questionnaire de l'échelle PCL est utile pour le dépistage d'un état de stress post-traumatique. La PCL a été créée en 1993 par Weathers F.W. et al., selon les critères diagnostiques du DSM IV. Cet auto-questionnaire traduit en français, a été validé en 2003 pour le dépistage et le suivi de l'ESPT par Cottraux J. et al., puis par le service de santé des armées en 2011. L'échelle est composée de 17 items évaluant l'intensité des 17 symptômes d'ESPT présentes dans le DSM IV. Chaque question est à coté entre 1 et 5 suivant l'intensité et la fréquence des symptômes au cours du mois précédent. Les 17

items peuvent être regroupés en 3 échelles correspondant aux 3 syndromes principaux de l'ESPT : l'intrusion (items 1 à 5) ; l'évitement (items 6 à 12) et l'hyperstimulation (items 13 à 17). Avec le score seuil de 44 pour le diagnostic ESPT, la sensibilité est de 97 % et la spécificité de 87 %. Avec un seuil à 341 l'échelle PCLS permet avec une sensibilité de 78 % et une spécificité de 94 % de repérer les sujets relevant d'une prise en charge psychiatrique ou psychothérapeutique au-delà de la présence ou non d'un ESPT.

2. Cadre théorique et conceptuel et nécessité d'un soutien psychologique aux jeunes ex-associés exposés à l'extrémisme violent de Boko Haram

2.1. Insertion théorique et conceptuelle

Conscients de la situation de stress intense imposée aux jeunes exposés à l'extrémisme violent de Boko Haram, il est impératif de mettre en place un dispositif de soutien psychologique exceptionnel. Ce dispositif original, crée sur mesure, un ensemble d'actions intervenant après l'exposition des jeunes exposés à l'extrémisme violent de Boko Haram. Ce soutien psychologique concerne systématiquement des jeunes ex-associés de retour au sein de leur communauté.

Est considérée comme ex-associé, toute personne qui a été en contact avec le groupe Boko Haram ou ses différentes factions. Le lexique CVR et DDR considère comme ex-associé « Toutes les personnes qui, indépendamment des circonstances qui les y ont conduit ou de ce qu'ils y ont fait ou pas, ont partagé la vie des membres de Boko Haram dans leurs zones ou camps de retranchement » (Saibou & al). Cette association peut être directe ou indirecte, en fonction du contact avec le groupe et du rôle joué en son sein. Un « ex-associé » peut donc avoir été un combattant, un otage, un membre de la famille, ayant subi d'une manière ou d'une autre les conséquences de la crise.

Ces conséquences affectent le bien-être psychologique, qui est défini comme la façon dont la personne se sent par rapport à elle-même et à ses conditions de vie. Il est conceptualisé sous différents termes (joie, satisfaction, bien-être subjectif). À court terme, le bien-être psychologique est reflété par les émotions positives ou négatives ressenties à un moment donné. La capacité à

accepter les expériences négatives est aussi un facteur augmentant les chances de bien-être psychologique à long terme.

Or, la guerre et ses effets causent un mal-être psychologique. Dans un premier temps, elle cause une souffrance psychologique due à des pensées négatives associées à des émotions toutes aussi négatives, et à des comportements inadaptés. Dans un deuxième temps, le jumelage, l'augmentation et la sévérité accrue des cognitions, émotions et comportements suscités prennent la forme de troubles psychologiques. Les personnes (soldats, familles de soldats, populations déplacées, les blessés, les familles endeuillées, etc.) sont confrontées à de nombreux problèmes psychologiques en rapport avec les dysfonctionnements psychologiques que la guerre crée dans leur vie. Toutes les perturbations psychologiques et tous ces états émotionnels ont un effet non agréable sur le fonctionnement mental des individus (un état de stress aigu, l'anxiété, l'angoisse, les symptômes anxieux et dépressifs, la dépression, des traumatismes sévères, la santé mentale...). Ces troubles psychiques génèrent souvent des difficultés dans la vie sociale et communautaire, voire des freins de socialisation. Si les situations de précarité se chronicisent, elles sont susceptibles d'entraîner une dégradation de l'image de soi, un sentiment d'inutilité, de honte, de découragement, ainsi qu'une souffrance psychique significative pouvant entraîner à la dépression et impacter la santé physique et l'inadaptation à la vie en communauté.

Les manifestations de la souffrance psychique sont nombreuses, elles vont des émotions aux sentiments, des attitudes aux comportements. La conduite à risque « risk taking behavior », est la recherche particulière du risque par une personne en situation de SPT. C'est toute activité dangereuse où il existe une possibilité de perdre la vie, ou qui peut avoir des conséquences graves pour le sujet et sa communauté. Dans le cas de la crise Boko Haram, il peut se traduire par le risque de rejoindre le groupe armé ou de tenter une action terroriste d'éclat.

Tous les auteurs qui se sont intéressés aux conduites à risque pensent qu'elles ont un statut clinique à débattre, leurs études présentent le plus souvent l'état de la question et leurs propositions dans ce domaine : équivalent dépressif, fonctionnement mégalomaniaque, comportement ordalique, dimension

narcissique, excitation liée au dépassement de la peur et de l'anxiété, altération de la perception du danger ou encore intention suicidaire masquée.

Il est donc nécessaire d'établir une prise en charge adéquate par un spécialiste des cas de stress post-traumatique. La prise en charge globale proposée comme solution appropriée est l'ensemble des règles et des pratiques consacrées aux soins, à la restauration et à la sauvegarde de la bonne santé du patient. Elle vise à réduire la probabilité d'avoir des maladies et des incapacités liées à des maladies, d'augmenter la probabilité du maintien des capacités cognitives et physiques et d'entretenir des interactions sociales favorables à la santé. Pour atteindre ses objectifs, la prise en charge globale s'appuie d'une part sur les avancées médico-thérapeutiques et d'autre part sur des programmes de développement de comportement de santé, c'est-à-dire de « comportement qui augmente ou diminue la santé » (Kasl & Cobb, 1970). Cette prise en charge est assurée par les psychologues, les assistants sociaux, les agents de relais communautaire (ARC) et toutes personnes ayant bénéficié d'une formation y afférente. Elle se fait en plusieurs étapes dont le counseling pré/post-test, l'IEC, le suivi psychologique, l'aide à l'observance et l'éducation thérapeutiques.

D'après Esther (2008), la prise en charge psychosociale, aussi appelée accompagnement psychosocial par certains auteurs, traduit le fait de veiller sur la qualité de vie des patients en permanentes interactions sociales. Elle permet aussi de sauvegarder ou d'améliorer le bien-être psychologique des malades, de résorber les troubles psychologiques qui sont issus des situations désagréables et de gérer les pressions psychologiques qui aboutissent à des comportements inadaptés, dit à risque. La prise en charge psychosociale est le moyen de communication par excellence avec les malades, elle permet de les cerner afin de mieux orienter leurs comportements, de transmettre des connaissances claires relatives aux traitements et à leurs éventuels désagréments. Le terme accompagnement souvent employé spécifie non seulement son caractère de long, mais aussi implique la capacité à être présent auprès des personnes malades, à répondre autant que possible à leurs questions et à leur attente, aussi bien en milieu hospitalier qu'en ambulatoire. Cette promiscuité exigée par la prise en charge psychosociale a pour finalité

d'améliorer le vécu psychologique et social du malade, son bien-être mental (estime de soi, émotivité équilibrée). C'est de cette prise en charge qu'ont besoin impérativement les jeunes exposés à l'extrémisme violent de Boko Haram dans l'Extrême-nord du Cameroun.

2.2. Effectivité de la prise en charge des cas exposés au stress post-traumatique

La protection et l'amélioration de la santé mentale et du bien-être psychosocial des jeunes ex-associés à Boko Haram ont été intégrées dans la mise en œuvre du projet JSPS. Plusieurs organisations ont pris en charge les jeunes qui ont été identifiés comme ayant des problèmes psychologiques et psychiatriques. Il s'agit de : ACDC, ALVF, RESAEC, COOPI, PLAN, ALDEPA, NRC... selon une méthode basée sur la psychothérapie individuelle, une interaction entre le psychologue et le patient, pour traiter les troubles psychologiques et comportementaux, basée sur l'écoute et la mise en confiance, a été mise en œuvre, pour libérer les patients de leur anxiété et leur souffrance. Il s'agissait d'identifier le bénéficiaire parmi les clients de l'appui psychosocial. Ceci était fait par un assistant social (ou assistant psychosocial) ou un psychologue. Dans certain cas, ces assistants étaient les « ambassadeurs de paix » formés au premier secours pour repérer les jeunes dans le besoin de prise en charge psychologique et psychiatrique et faciliter les liens avec les psychologues et spécialistes en santé mentale.

Après le diagnostic du psychologue, un référencement au psychiatre si nécessaire était acté, puis s'en suivait une thérapie psychologique (individuelle et/ou de groupe) et enfin un retour pour la prise en charge psychosociale.

Pour les cas de stress post-traumatiques identifiés par les partenaires de mise en œuvre, un suivi particulier a été nécessaire pour essayer de leur donner à retrouver une vie normale. Cette prise en charge des ex-associés a commencé par les soins des affections physiques et psychologiques, puis les affections les plus graves ont mobilisé la contribution des spécialistes tels que les psychologues et les infirmiers spécialisés en santé mentale. Le projet étant davantage dirigé vers les jeunes filles et garçons, une attention particulière a

été portée à l'endroit des jeunes femmes, et garçons victimes des conséquences de la crise.

Lors des descentes sur le terrain, après un entretien à visées diagnostiques et thérapeutiques, une évaluation de l'état psychologique et mental de chaque cas a été de nouveau nécessaire, puis une prescription médicamenteuse pour les cas nécessitant une prise en charge médicamenteuse. Le tableau ci-dessous nous présente le diagnostic, les facteurs de risque et les traitements qui ont été apportés.

Diagnostic	Facteur de risque/ évènements précipitants	CAT
Trouble de développement et de l'attention	<ul style="list-style-type: none"> - Trouble extrêmement stigmatisant ; - Absence de conscience du trouble. 	Chlorpromazine 50 mg 0 – 0 – 1/30jrs CP Artane 5mg 0 – 0 – 1 /30jrs Cp
Réaction aigue au stress	<ul style="list-style-type: none"> - Témoin de violence ; - Addiction aux stupéfiants ; - Exposée à la guerre 	Tegretol 200mg 0 – 0 – 2 /60jrs Cp Accompagnement psychologique
Trouble de stress post-traumatique	<ul style="list-style-type: none"> - Témoin de violence ; - Victime de menace ; - Exposée à la guerre ; 	Amytriptyline 25mg 0 – 0 – 1 /60jrs CP -Accompagnement psychologique -Aide aux moyens de subsistances.
Trouble anxieux social	<ul style="list-style-type: none"> - Divorcée avec un enfant à sa charge ; - Obligée de se déplacer pour survivre ; - Exposée à la guerre. 	Amytriptyline 25mg 0 – 0 – 1 /60jrs CP Accompagnement psychosocial
Épilepsie à type de grand-mal	<ul style="list-style-type: none"> - Exposé à la guerre - Témoin de violence 	Tegretol 200mg, 0 – 0 – 2 /60jrs Cp -Contrôle de l'Hygiène de vie

		-Accompagnement psychosocial -Aide aux moyens de subsistance
Psychose infantile + Crise comitiale	-Absence de conscience du trouble ; -Notion d'accident traumatique - Témoin de violence ;	Chlorpromazine 50 mg 0 – 0 – 1/30jrs CP Artane 5mg 0–0–1 /30jrs CP Tegretol 200mg 0 – 0 – 1 /30jrs CP - Contrôle de l'Hygiène de vie -Accompagnement psychosocial -Aide aux moyens de subsistance -Psychoéducation des parents.
Trouble psychosomatique	Victime d'explosion de bombe devant son domicile ; - Addiction à l'alcool.	Accompagnement psychologique

Tableau présentant un échantillon de trouble avec traitement posé

Cet accompagnement des cas de stress post-traumatique a été mené dans le Logone-et-Chari (Afadé, Bodo, Mblamé, Warou, Wangara et Sueram), dans le Mayo-Sava (Kolofata, Limani, Mora, Mémé et Amchidé) ainsi que dans plusieurs autres localités du Mayo Tsanaga, avec des résultats plutôt positifs selon les différents rapports des organisations consultés. 6 mois après la mise en œuvre et le suivi de ces cas, quelle évaluation peut-on faire desdites activités ?

3. Résultats et analyse des données

3.1. Présentation des résultats en fonction de l'historique psychologique et psychiatrique des cas et de leur Biographie relationnelle et affective

Le tableau ci-dessous récapitule les données recueillies du terrain auprès des cas témoins. Ceux-ci sont les ex-associés et ex-otages ayant subi des

conséquences de la crise et qui ont été pris en charge par les organisations suivantes : RESAEC, ACDC, COOPI, ALVF, INERSOS, IMC... Toutefois, certains cas sont des personnes victimes, qui n'ont reçu aucun accompagnement. Leur intégration dans l'échantillonnage nous a permis de juger de la pertinence de l'intervention des organisations suscitées.

Historique de la situation psychologique et psychiatrique des cas

Historique de la situation psychologique et psychiatrique des cas	Biographie relationnelle et affective	Diagnostic ESPT Score/85	
		Avant les soins	Après les soins
<p><u>Cas1- K1</u> : est un jeune garçon, ex-associé de Boko Haram. Recruté par l'attrait d'un emploi, il va vivre aux côtés des djihadistes dans la forêt de Sambissa pendant 18 mois à conduire le bétail des razzias pour les revendre. Protégé par des combattants BH, il va vivre plusieurs fois en direct des affrontements avec l'armée nigériane, puis il sera blessé et abandonné dans un village. Il a été attrapé par l'armée camerounaise et rejoindra Kolofata où il sera soigné.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il se sent toujours très mal - Il n'est plus trop renfermé sur lui comme avant - Il a perdu confiance en des gens - Il se sent comme un étranger dans sa propre communauté. - Il a envie de se cacher lorsqu'il est observé par un inconnu. - Il a reçu un encadrement psychosocial et un suivi psychologique 	61	28
<p>Cas2- K2 : est un jeune garçon victime d'un attentat terroriste. Il est le seul survivant des 11 personnes touchées. Il s'en</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Hanté par la mort - Pense que tout ce qui lui arrive c'est la volonté de Dieu - Devant un grand bruit, il 	53	41

<p>sort avec des graves blessures et des séquelles physiques qu'il gardera à vie, ainsi que des marques psychiques.</p>	<p>vit un silence</p> <ul style="list-style-type: none"> - Anxieux et souvent déprimé - Il aime vivre reclus chez lui - Il n'a pas reçu un appui psychosocial ni de psychologue ou psychiatre 		
<p><u>Cas3- K3</u> : est une jeune femme ex-otage du groupe Boko Haram. Attrapé par 8 personnes alors qu'elle apportait à manger à ses frères-bergers, elle a passé 24 jours dans leur camp. Marié de force et abusée, elle a réussi à s'échapper. Elle n'a pas reçu les services d'un psychologue. Elle a tout de même été formée en activité génératrice de revenus</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Elle a une phobie de la brousse et refuse d'aller aux champs - Elle pense que sa vie ne sera plus comme avant et rien ne peut l'aider à oublier complètement ce qu'elle a vécu. - Elle souhaite quitter son village - Elle s'adapte aux activités qu'elle n'a pas connues par le passé (couture, vente) 	56	32
<p><u>Cas4-K4</u> : K4 est une jeune femme prise en otage alors qu'elle était au champ. Elle a passé deux ans au sein du groupe où elle a vu des gens être égorgé, fusillé, frappé à mort... elle a été ligotée pendant plusieurs jours, les marques aux poignets sont encore visibles</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Elle a peur du couteau - Peur de rencontrer ses anciens bourreaux - Elle a vu des jeunes filles mariées de force - Elle se sent marginalisée par sa communauté - Elle souhaiterait quitter le village et s'installer ailleurs - Elle est souvent anxieuse 	57	34

<p><u>Cas-5. K5</u> : K5 est une jeune femme ex-associée. Elle a rejoint le groupe dans l'espoir de retrouver son époux. Son mari introuvable, elle a été forcée à épouser un autre avec qui elle a vécu pendant trois ans avec la secte. Tentant de fuir à plusieurs reprises, elle a été ligotée, et bastonnée. Elle passait des journées entières avec un bandeau aux yeux, d'où l'affaiblissement de sa vue.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Elle ressent une haine pour l'homme qui a abusé d'elle - Elle se sent non acceptée dans sa communauté - Elle est partagée entre la méfiance et la déception - Elle est toujours inquiète et désespérée 	63	39
<p><u>Cas-6 MB1</u>: MB1 est un jeune homme, ex-otage de Boko Haram après l'attaque de son village. Dans le groupe, il a été préparé au combat. Après son refus, il a été menacé de mort dans un simulacre. Certains otages qui ont refusé d'intégrer le groupe des combattants ont été tués devant lui pour montrer l'exemple. Il a réussi à s'échapper après une attaque de leur camp par l'armée.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il revivait les meurtres qu'il a vécus - Il avait une phobie - Accueilli par les membres de sa communauté, il se sent aimé - Il est confiant et déterminé. - Il a le sentiment d'être libre d'abord. - Il a reçu un appui psychosocial aucun appui psychiatrique 	68	40
<p><u>Cas-7. MB2</u> : MB2 est une jeune fille ex-otage de Boko Haram. Après l'attaque de son village elle a fui pour se réfugier dans un autre village, qui a aussi été attaqué quelques</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Elle se sent seule et triste - Elle revit les épisodes des attaques - Elle sursaute devant des grands bruits - Elle a reçu un appui psychosocial, mais pas 	60	34

jours après. Prise en otage avec d'autres filles, elle a passé plus d'un ... dans les camps des BH. Elle était mal nourrie et maltraitée, elle s'occupait des travaux champêtres.	psychiatrique		
Cas8- M1 : M1 est un jeune de sexe masculin, Ex-otage de Boko Haram. Il entre en contact avec le groupe Boko Haram lorsqu'il a été pris à son domicile par des éléments de Boko Haram après avoir assisté à l'assassinat de son papa. Dans le groupe son rôle était d'assister les combattants à transporter les butins pendant les razzias. Il a vécu des situations de tuerie, il a risqué lui-même la mort à plusieurs reprises.	<ul style="list-style-type: none"> - Il a toujours peur que cela se reproduise - Les morts qu'ils a vues reviennent dans ses rêves - Il a été forcé à commettre des actes innommables - Les membres de sa communauté ont peur de lui. - Il a reçu un suivi psychiatrique mais aussi un appui psychosocial 	71	33
Cas9- M2 : M2 est une jeune femme, victime d'attentat de Boko Haram. Survivante, elle a passé plus de deux mois d'hospitalisation. Aujourd'hui, elle garde des séquelles physiques et psychologiques profondes. Elle n'a point rencontré de psychologue et n'a reçu aucune aide.	<ul style="list-style-type: none"> - M2 est abattue, peureuse, fragile et diminuée. - Elle est souvent angoissée, - Elle a du mal à vivre. - Elle a eu peur de mourir. - Elle n'a pas reçu un appui psychosocial ni de psychologue ni de l'infirmier en santé mentale 	63	26
Cas10-. M3 : M2 est un	- Il se culpabilise toujours		

<p>jeune homme ex-associé au groupe djihadiste Boko Haram. Il a rejoint le groupe sous l'attrait de son frère aîné. Il a assisté à l'exécution des gens, à des crimes de grande envergure. Il avoue n'avoir lui-même exécuté personne et devient perplexe et les yeux pleins de larmes lorsqu'il l'affirme. Il était chargé de paître le bétail. Il s'est adonné aux drogues il n'arrive pas à s'en passer</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il se sent diminué et frustré - Lorsqu'il voit du sang, il se souvient de tous ces meurtres, des cris de détresse - Il n'arrive pas à abandonner les stupéfiants - Il a reçu un appui psychosocial et un accompagnement du psychologue et de l'infirmier en santé mentale 	<p>69</p>	<p>47</p>
<p>Cas11-M4 : M4 est un jeune homme ex-otage. Il était au champ lorsqu'il a été kidnappé par des hommes armés. Dans sa captivité, il vivait chaque jour les menaces de mort avec des simulacres. Il a assisté à la mise à mort de certaines personnes qui ne voulaient pas suivre leur religion. Quant à lui, il a été bastonné à plusieurs reprises en place publique</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il affirme être hanté par l'idée d'être égorgé - Il vit des cauchemars où il se voit égorgé - Il a reçu un appui psychosocial 	<p>32</p>	<p>28</p>
<p>Cas12-M5 : M5 est une jeune femme ex-associée qui a rejoint le groupe par regroupement familial. Marié à un combattant, elle a passé 4 ans avec le groupe. Elle a vécu des situations de violences</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Elle se sent rejetée par la communauté - Elle se sent coupable - Elle a reçu un appui psychiatrique mais sans appui psychosocial 	<p>57</p>	<p>45</p>

<p>extrêmes infligées aux personnes, telles que le fait d'égorger un homme, de couper la main à un individu ou de le brûler vif. Après la mort de son époux, elle a servi de femme aux autres combattants. Elle garde des séquelles des viols répétés.</p>		
--	--	--

3.2. Interprétation des résultats obtenus de l'échelle de l'état de stress post-traumatique des cas

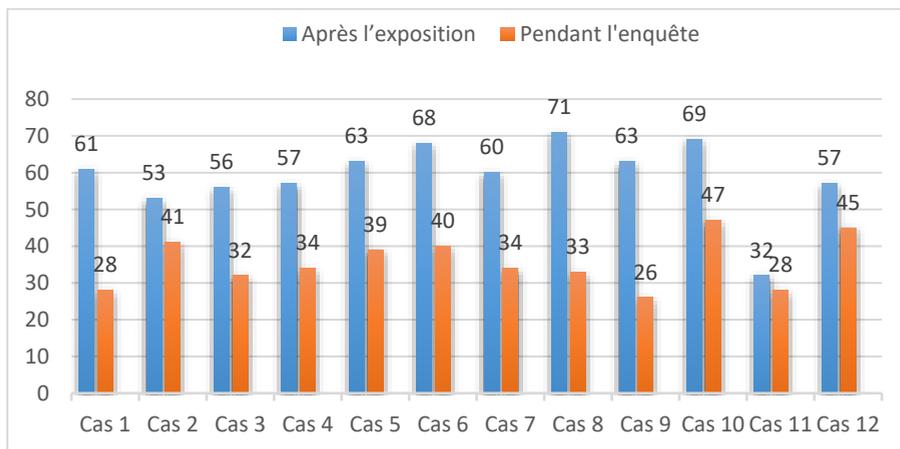
Tous les participants à l'enquête ont obtenu des scores, juste après leur exposition d'une manière ou d'une autre aux effets de la crise Boko Haram, qui permettent de comprendre qu'ils avaient urgemment besoin de rencontrer un psychologue ou un psychiatre. Le relevé de ces données après plusieurs mois reste généralement fiable grâce au seuil d'erreur faible.

Il faut préciser qu'avec le score seuil de 44 pour le diagnostic ESPT, la sensibilité est de 97 % et la spécificité de 87 %. Avec un seuil à 41 l'échelle PCLS permet avec une sensibilité de 78 % et une spécificité de 94 % de repérer les sujets relevant d'une prise en charge psychiatrique ou psychothérapeutique au-delà de la présence ou non d'un ESPT. Il est aussi important de préciser que juste après l'exposition à l'événement stressant, les victimes présentant une suspicion d'un ESPT sont évaluées avec l'échelle PCLS (Posttraumatique stress disorder CheckList Scale). Les victimes présentant un score PCLS supérieur à 34 sont orientées en psychothérapie (hypnothérapie et/ou TCC, EMDR). Les victimes présentant un score non significatif (< 34) reçoivent une information sur les troubles psychiques post-traumatiques pouvant apparaître ultérieurement, leur traitement et les modalités de prise en charge. Ils sont revus régulièrement en entretiens et ré-évalués avec l'échelle PCLS. Dans les cas étudiés, l'établissement de leur

score au diagnostic PCLS, n'a pas été fait, seule l'analyse clinique a permis de séparer les cas.

Dans le graphique ci-dessous, tous les cas méritaient effectivement un suivi psychologique et/ou psychiatrique pour avoir tous reçu un score PCLS supérieur à 34.

Graphique présentant les degrés d'exposition du PCLS



Dans le cas systématique des scores ci-dessus, force est de constater que toutes les personnes interrogées ex-associés, ex-otages, victimes d'attentat, avaient besoin de rencontrer un psychologue ou un psychiatre et de participer à un programme psychosocial. Pourtant, seulement six personnes sur douze ont rencontré un psychologue pour une psychothérapie, dans les différents sites où nous avons enquêté, certains n'ont bénéficié que d'un appui psychosocial, pourtant le niveau de score de l'échelle PCLS enjoignait une prise en charge psychosocial, psychologique et psychiatrique pour certains cas.

3.3. Prise en charge psychologique, médicale et psychiatrique

Parmi les personnes interrogées, seulement la moitié a déclaré avoir rencontré un psychologue, un psychiatre ou un personnel des ONG formé pour l'écoute, la prise en charge psychologique ou des relations d'aides. Il est important de préciser que les victimes qui ont rencontré des psychologues ou des personnels qualifiés des ONG pour une prise en charge ou pour un suivi

psychologique ont obtenu des scores relativement bas pendant l'enquête, (cas 1, cas 2 et cas 11). C'est d'ailleurs les seuls qui peuvent être considérés comme guéris, ce qui valide notre première hypothèse. Par contre celles qui n'avaient jamais rencontré un psychologue ou un personnel des ONG formé pour une prise en charge gardaient encore des séquelles indélébiles de leur traumatisme (cas 10), c'est d'ailleurs le score qui reste le plus élevé (47/85). Par ailleurs, une autre catégorie se dégage, c'est la situation du cas 12. Après avoir reçu un suivi psychothérapeutique avec des psychotropes, son score reste élevé. À l'observation, nous pensons que c'est l'absence d'un accompagnement psychosocial de ce cas qui justifie ce score. En effet, la consommation des psychotropes uniquement ou du suivi d'un psychologue sans intégration du candidat dans une activité de vie communautaire (activité psychosociale), laisse ce dernier en proie à ses vieux démons, ce qui annihile les effets du traitement médicamenteux. Il serait donc urgent pour cette catégorie, pour un rétablissement complet d'être associé aux activités psychosociales, ce serait déjà une rééducation à la sociabilité, donc à la réintégration harmonieuse avec la société.

Les scores permettent également de dire que le protocole de prise en charge psychologique a permis de soulager plusieurs victimes, mais n'a pas respecté les protocoles habituels ou a été incomplet, car aucun sujet n'est complètement guéri de ses blessures psychiques. Elles doivent toutes continuer à être suivies par un psychologue pour une psychothérapie ou une activité psychosociale.

L'usage des psychotropes a été important dans l'aide aux victimes de stress post-traumatique. Il s'agit après référencement du psychologue, d'un suivi médicamenteux pour les cas jugés sévères. Il est important de préciser que le traitement pharmacologique du TSPT repose sur les antidépresseurs : inhibiteurs de la monoamine oxydase et antidépresseurs tricycliques (Millet, Bayle, & Olie, 1998), ou plus récemment les inhibiteurs spécifiques de la recapture de la sérotonine (Friedman, Davidson, & Stein, 2009). Parmi les victimes rencontrées, ceux qui ont été suivis par des médicaments précisément des psychotropes du type Chlorpromazine 50 mg, Artane 5mg, Tegretol 200mg, Amytriptyline 25mg..., nous révèle que leur efficacité était

sans pareil au début de la prise, puis, ne durait pas si la prise n'était pas régulière. À la fin du suivi, certains ont dû ressentir de nouveau les troubles de l'attention, des réactions aiguës au stress, de l'anxiété aiguë. Pour ceux qui ont aussitôt été intégrés dans les activités psychosociales, le résultat s'est plutôt amélioré.

Nous retenons des entretiens menés et des résultats du PCLS, que les médicaments sont une aide précieuse dans la gestion de la situation stress post-traumatique. Cependant, les résultats de cette prise en charge ont été mitigés dans les cas où les patients n'ont pas été intégrés dans une prise en charge holistique. Il serait souhaitable pour des résultats encore meilleurs, d'associer des traitements non pharmacologiques dont l'efficacité a été démontrée empiriquement, tels que la thérapie cognitivo-comportementale et les psychothérapies de groupe (Friedman, Cohen, Foa, & Keane, 2009).

4. Prise en charge holistique et consolidation du bien être psychologique pour la réintégration

4.1. Adaptation des conditions de prise en charge des ESPT

L'Inter-Agency Standing Committee a mis en place des directives concernant la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence. Dans sa liste de contrôle à usage des acteurs de terrain, l'IASC recommande un dispositif de soutien polymorphe. En effet, puisqu'il y a dans la communauté plusieurs personnes affectées de différente manière, la prise en charge doit commencer par une évaluation de stress post-traumatique à l'aide du PCLS. Au-delà du score de 34/85, tous les patients doivent être orientés vers une prise en charge psychiatrique et psychologique. Toutefois, le succès de la prise en charge va se consolider par un accompagnement psycho-communautaire. Il s'agit donc de ne pas négliger certains éléments du système à étage du dispositif de soutien complémentaires qui répondent aux besoins des différents groupes. Ainsi, la pyramide des interventions devrait en principe être mise en œuvre holistiquement, de manière inversée, pour tous les cas de SPT avéré. Nous aurons alors, dans l'ordre inversé de la pyramide des interventions pour le soutien de la santé mentale et le soutien psychosocial

dans les situations d'urgence (cf. schéma ci-contre), 1) les services spécialisés, 2) les dispositifs de soutien ciblés non spécialisés, 3) les dispositifs de soutien communautaires et familiaux, et enfin 4) les services de base et de sécurité.

Pour atteindre cet objectif de prise en charge globale, l'on devrait s'appuyer d'une part sur les avancées médico-thérapeutiques et d'autre part sur des programmes de développement de comportement de santé, c'est-à-dire de « comportement qui augmente ou diminue la santé » (Kasl & Cobb, 1970). Cette prise en charge est assurée par les psychologues, les assistants sociaux, les agents relais communautaire (ARC) et toutes personnes ayant bénéficié d'une formation y afférente. Elle se fait en plusieurs étapes dont le counseling pré/post-test, l'IEC, le suivi psychologique, l'aide à l'observance et l'éducation thérapeutiques. Pour être holistique, la prise en charge doit intégrer la thérapie cognitivo-comportementale post-traumatique (TCC-PT) (OMS 2013) individuelle ou en groupe, reposant sur l'idée que les personnes en ESPT ont des pensées et des convictions inadaptées concernant un événement traumatique et ses conséquences. Ces pensées et convictions entraînent un évitement inutile de tout ce qui rappelle l'évènement et entretiennent un sentiment de menace permanente. Les interventions cognitivo-comportementales post-traumatiques comprennent une thérapie d'exposition (imaginaire et/ou in vivo) et/ou une remise en question directe des pensées et convictions inadaptées concernant le traumatisme, et surtout une mise en condition dans la communauté. En effet, l'expérience clinique et les recherches ont montré que certaines personnes confrontées à l'adversité ou au traumatisme psychique arrivent à rebondir, faisant ainsi preuve de résilience (K. Kalina et al, 2018, p.517). C'est-à-dire une adaptation relativement positive malgré des expériences de risques significatifs ou de traumatisme. Cet accompagnement psycho-communautaire s'avère nécessaire notamment dans la prise en charge de trouble comitial (épilepsie) qui est intervenu après un évènement psychologique traumatisant en dehors de tout déficit neurologique et traumatique.

4.2. Impact d'une prise en charge holistique sur l'intégration sociale

La prise en charge globale que nous proposons comme solution appropriée pour tous les participants ayant atteint un niveau de stress post-traumatique supérieur ou égale à 34, sera la prise en compte de l'ensemble des règles et des pratiques consacrées aux soins, à la restauration et à la sauvegarde de leur bonne santé pour que leur connexion avec la communauté soit totalement en adéquation. Il s'agit de la consolidation du bien-être psychologique qui vise l'amélioration de la santé physique et de la qualité de vie des individus exposés aux stress post-traumatiques. Plus précisément, il s'agit de réduire la probabilité d'avoir des maladies et des incapacités liées à des maladies, d'augmenter la probabilité du maintien des capacités cognitives et physiques et d'entretenir des interactions sociales favorables dans la communauté.

Les populations témoins rencontrées pendant les entretiens individuels ou les focus group discussion, ont montré clairement l'impact positif pour la réintégration dans la communauté, des personnes retournées n'ayant pas subi de graves dommages psychologiques lors de leur exposition aux facteurs de risque, et ayant bénéficié de l'appui des projets psychosociaux. Les formations en couture, coiffure, l'exercice des activités génératrices de revenus ont permis à ces derniers de se prendre en charge. Seulement, ceux qui étaient le plus exposé au SPT et qui suivaient une thérapie ont été pour un grand nombre exclu de la prise en charge psychosociale. Justifiant ainsi l'inégale intégration et le succès du soin. De plus, une faible intégration sociale a été relevée par les participants à l'enquête. En effet, plusieurs ex-associés déclarent être rejetés et sont culpabilisés par leurs proches ou par la communauté. Certains se demandent si un jour ils pourront se marier et fonder un foyer, ou s'il sera possible qu'un jour la communauté comprenne qu'ils ont été forcés à rejoindre le groupe Boko Haram. Cette lacune sociale qui plombe la réintégration de ces ex-associés et ex-otages nous suggère que la réconciliation peine à prendre dans les communautés. Le rejet, la stigmatisation, la discrimination et l'exclusion portera à coup sûr atteinte à ce processus de réintégration, mieux à la résurgence des symptômes de l'exposition au stress post-traumatique, mais plus grave, l'on pourrait voir enclencher un processus de retour vers le mouvement Boko Haram.

Les organisations qui souhaiteraient œuvrer à la stabilisation durable de ces communautés, devraient davantage, en plus d'une prise en charge holistique des cas d'ESPT, accentuer leurs actions vers ce besoin de médiation communautaire à travers les dialogues communautaires, les causeries éducatives, les rites ou cérémonies religieuses et traditionnelles de réconciliation, ainsi que de toute autre action qui pourrait favoriser la réintégration sociale et communautaire.

Conclusion

Dans l'ambition de réussir la stabilisation durable des communautés exposées à l'extrémisme violent de Boko Haram, la frange des jeunes ex-associés qui a subi une exposition élevée au stress post-traumatique, pose des problèmes spécifiques de prise en charge et de réintégration harmonieuse dans les communautés. L'objectif général de la recherche a consisté à évaluer l'effectivité et la réussite des actions mises en œuvre en faveur de ces jeunes, ainsi que la fiabilité des résultats obtenus par le projet « Jeunesse et stabilisation pour la paix et la sécurité dans l'Extrême-Nord du Cameroun ».

Parce qu'on ne peut durablement stabiliser une communauté en crise sécuritaire sans prendre en compte les conséquences psychologiques et psychiques qui caractérisent le contact de ces derniers à la violence, l'action psychosociale et psychiatrique est effectivement la voie royale pour la réhabilitation médicale et sociale des jeunes exposés à l'extrémisme violent. Dans notre cas, la prise en charge médicamenteuse par la consommation des psychotropes pour gérer le stress post-traumatique auquel sont exposés les jeunes victimes de l'extrémisme ont donné des résultats probants, mais mitigés quant à leur durabilité. En effet, les résultats diagnostics de prise en charge psychosociale et psychiatrique du projet JSPS nous propose une nouvelle voie, dans la mesure où la parcellarisation de la prise en charge (des cas uniquement traités aux psychotropes), ne permet pas une réintégration harmonieusement dans leur communauté. L'étude nous suggère une prise en charge holistique, c'est-à-dire en plus de prendre en considération les étapes de la pyramide des interventions pour le soutien de la santé mentale et psychosocial, un accompagnement psycho-communautaire s'avère nécessaire pour réussir une véritable réintégration. En effet, les résultats des différents entretiens individuels et collectifs réalisés dans les différents sites du projet, permettent de dire que le projet est un succès dans la prise en charge psychosociale, mais un échec dans l'intégration sociale et communautaire. La prise en charge holistique des cas d'ESPT et l'accentuation des actions vers la médiation communautaire permettra de faire de la stabilisation, un succès.

Références Bibliographiques

- ALVF, (2017), Rapport d'analyse des résultats des données de l'ALVF et des actions humanitaires sur les violences basées sur le genre,
- ALVF, (2018), Rapport du projet « Autonomisation et offre de services intégrés aux victimes /Survivantes de violence basée sur le genre dans la crise de Boko Haram à l'Extrême-Nord »,
- American Psychiatric Association (1994), Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders DSM-IV Fourth Edition. American Psychiatric Publishing.
- American Psychiatric Association. (2000). Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders DSM-IV- TR Fourth Edition (Text Revision). American Psychiatric Publishing.
- APA, (2020), Cartographie et profilage des jeunes à risque pour la stabilisation et la consolidation de la paix dans la région de l'Extrême-Nord
- Ben Tchinda Ngoumela, T. (2010). Le système de prévention et de gestion des catastrophes environnementales au Cameroun et le droit international de l'environnement, Mémoire de Master2, Université de Limoges (France), Sous la direction du Professeur Bernard Drobenko, consulté le 23 octobre 2020.
https://www.memoireonline.com/10/10/4030/m_Le-systeme-de-prevention-et-de-gestion-des-catastrophes-environnementales-au-Cameroun-et-le-droit-i0.html
- Brewin, C. R., & Holmes, E. A. (2003). Psychological theories of posttraumatic stress disorder. *Clinical Psychology Review*, 23(3), 339-376.
- Brunet, A., Sergerie, K., & Corbo, V. (2006). Une théorie neurocognitive des processus impliqués dans le développement et la

rémission des psycho- traumatismes. In Revue francophone du stress et du trauma (n°3 vol 6, paru le 01/01/2006).

CPI, (2009), Directives du CPI concernant la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence. Liste de contrôle à l'usage des acteurs de terrain. Inter-Agency Standing Committee.

Ferenczi S. (1934). Réflexions sur le traumatisme, Œuvres Complètes, IV (1927-1933). Paris : Payot.

Guay & A. Marchand (Eds.), Les troubles liés aux événements traumatiques: dépistage, évaluation et traitements, 119-136. Montréal, Québec : Presses de l'Université de Montréal.

Janin, C. (1976), Figures et destins du traumatisme, Paris : PUF, « Le fait psychanalytique ».

Jehel, L., & Lopez, G. (1995). Psychotraumatologie. Paris : Dunod.

Kédia M. (2008). L'aide-mémoire de psychotraumatologie: 45 notions. Paris: Dunod.

Kolaouna L. B., Mukendi L. et Woudammike J., (2020), Déterminants de la faible participation économique et intégration sociale des femmes ex-associées de Boko Haram dans les zones de conflits de l'Extrême-Nord

Lebigot, F. (2006). Le traumatisme psychique. « Temps d'arrêt ». Bruxelles: Yapaka.be.

Lopez, G., Portelli, S., & Clément, S. (2007). Les droits des victimes : droit, audition, expertises, clinique. Paris: Dalloz.

Lopez, G., Sabouraud Seguin A., Jehel, L. et col (2006). Psychothérapie des victimes : traitements, évaluations, accompagnement. Paris, Dunod.

Maslow, A. (1943), « A Theory of human motivation », Psychological Review, No 50, pp. 370-396

Moghaddam, F. (2005), « The staircase to terrorism: A psychological exploration », in American Psychologist, No 60, pp.234-256

Noumbissie, C. D. (2018). Catastrophe ferroviaire, représentation et troubles post-traumatiques : le cas d'Eséka-Cameroun. Paris : Harmattan.

Organisation Mondiale de la Santé (2013), Évaluation et prise en charge des affections spécifiquement liées au stress : Module Guide d'intervention mhGAP, https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/112734/9789242505931_fre.pdf?sequence=1

Organisation Mondiale de la Santé. (1993). CIM : Classification internationale des troubles mentaux et des troubles du comportement (10e édition). Paris, éd. Masson.

PNUD-CAMEROUN, les organisations locales et les services du Gouverneur, (2019), Rapport sur l'Enquête sur la perception de la réconciliation par les populations d'origine des ex-associés à Boko Haram des communes de Blangoua, Fotokol, Kolofata, Mayo Moskota et Mora;

Press, J. (1997), Caractère(s), traumatisme(s), somatisation(s). Revue française de Psychosomatique, 11, 49-70

RESAEC, (2020), Rapport trimestriel des activités de prise en charge psychosociale psychologique et psychiatrique et la réintégration des jeunes vulnérables dans les localités de Kolofata, Amchidé, Limani et Mémé (Juillet-Aout-septembre).

Saibou Issa et al. (2019), Lexique CVE et DDR, PAIC/CREATIVE

Saibou Issa (2017). Attaques et attentats de Boko Haram dans l'Extrême-Nord, Kaliao

UNFPA et AI, Rapport de l'évaluation rapide des besoins psychologiques Rapport d'activités du projet "JSPS"

UNHCR, (2013) Santé mentale & Soutien psychosocial, Directives opérationnelles pour la programmation des opérations auprès des réfugiés, <https://www.unhcr.org/fr/52fccfc79.pdf>

Prise en charge psychosociale des candidats à la réintégration à l'Extrême-Nord Cameroun

---Abélégué Alliance Fidèle---

Résumé

Cette étude veut capitaliser les pratiques communautaires d'assistance psychosociale en lien avec la facilitation de la réintégration des ex-associés à Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Le projet « Jeune et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité » (JSPS), mené par l'UNFPA en partenariat avec deux autres agences des Nations Unies (PNUD et UNICEF) sert de corpus d'étude. Face aux limites des dispositifs étatiques, le projet a équipé les communautés cibles des zones de conflit avec des dispositifs structurels et stratégiques pour les autonomiser en matière d'assistance psychosociale, dans le but de favoriser le bien-être des personnes vulnérables et victimes de l'extrémisme violent, ainsi que leur insertion socioéconomique et professionnelle. L'étude présente interroge la portée de cette approche centrée sur la communauté, dans l'accompagnement psychosocial du processus de réintégration. À travers une analyse descriptive des interventions du projet JSPS à la lumière du modèle d'analyse IASC, elle aboutit à capter les pratiques communautaires qui apportent une réponse adéquate aux manquements des dispositifs existant, dans un contexte d'accroissement de demandes d'accès aux services.

Mots-clés : extrémisme violent, insertion socioéconomique, prise en charge psychosociale, réintégration communautaire.

This paper focuses on community practices of psychosocial help, according to the facilitation of the reintegration process of ex-associates to Boko Haram in the region of Far-North Cameroon. It specifically interest in the psychosocial care content of the YSPS project, known as "Youth and Stabilization for Peace and Security", conducted by UNFPA in partnership with two other agencies of United Nations (UNDP and UNICEF). In response to limitations of State facilities, YSPS project has empowered target communities with structural and strategic mechanisms, to provide psychosocial assistance to vulnerable people and victims of violent extremism, with the aim of well-being promoting, socio-economic integration and vocational empowerment. The study question the value of this community-centred approach in psychosocial help process. Based on descriptive analysis of project interventions in line with IASC model, the study snap relevant community practices in order to respond to lack of available services that contrast with high level of demands.

Keywords: violent extremism, socioeconomic empowerment, psychosocial take care, community reintegration.



Depuis l'observation de l'accalmie relative dans la crise Boko Haram à l'Extrême-Cameroun à partir de 2017, les efforts de stabilisation et de pacification se multiplient. En novembre 2018, un décret présidentiel crée le Comité National de Désarmement, Déradicalisation et Réintégration (CNDDR), répondant aux orientations de la Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac-Tchad affectées par la crise Boko Haram (UA-CBLT, 2018). Un centre annexe du CNDDR pour l'Extrême-Nord est créé à Mora, avec mandat de gérer l'accueil, l'orientation et la réintégration des *combattants repentis faisant reddition des rangs* des groupes extrémistes. Accompagnant les efforts du gouvernement, une initiative conjointe de trois agences des Nations Unies (UNFPA, PNUD, UNICEF) cofinancée par l'Union Européenne, s'est axée spécifiquement sur la jeunesse comme vecteur de stabilisation, de paix et de sécurité, en lien avec le contexte de réintégration et de suivi post-traumatique. Cette initiative dénommée « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la

Sécurité » (JSPS)¹ ambitionne de faciliter la réintégration en partant d'une médiation communautaire, afin de créer dans les communautés fragmentées par les attaques terroristes et d'autres formes de conflits, un espace favorable à l'acceptation des ex-associés, l'inclusion sociale fondée sur la tolérance, et le reflourissement de l'économie locale. Le volet psychosocial intervient pour réarmer les communautés traumatisées par les attaques et pour favoriser le plein épanouissement moral et mental d'une jeunesse en proie aux crises de santé mentale provoquées par la perte des êtres chers et des biens, ou par des exactions atroces vues et vécues. Les partenaires d'exécution sollicités pour la mise en œuvre de ce volet sont des organisations internationales (COOPI², Plan International) et locales (ACDC³, RESAEC⁴). S'inscrivant dans une approche de recherche-action, cette étude veut capitaliser les acquis de ce projet en lien avec le troisième axe stratégique de l'UNFPA, qui est de favoriser le développement du plein potentiel et de l'épanouissement des jeunes. Elle soulève le problème du contenu du volet psychosocial dans les activités de réintégration des personnes vulnérables dans un contexte d'exposition à l'extrémisme violent. Autrement dit, comment circonscrire la dimension psychosociale dans le processus de réintégration dans la reconstruction en période de crise et post-crise Boko Haram au Cameroun? Partant d'une méthode analytique et descriptive, l'étude est centrée sur la collecte et le traitement des données documentaires et factuelles. Des focus group ont été conduits avec les leaders communautaires à Afadé (14 dont 02 femmes), avec les animateurs/médiateurs communautaires à Afadé (07 dont 03 femmes), Bodo (15 dont 03 femmes), Kolofata (11 dont 04 femmes) et mémé (03 dont 01 femme). Nous avons administré des entretiens semi-

¹ Projet est implémenté dans trois départements de l'Extrême-Nord les plus touchés par la crise Boko Haram: Mayo-Tsanaga, Mayo-Sava et Logone-et-Chari. Deux communes par département et deux localités par commune ont été ciblées comme bénéficiaires du projet. Dans le Mayo-Sava: Amchidé, Kolofata-centre, Limani et Mémé. Dans le Mayo-Tsanaga: Moskota, Mozogo, Tourou et Zamay). Dans le Logone-et-Chari: Afadé, Bodo/Blamé, Wangara, et Warou/Soueram

² COOPI: *Cooperazione Internazionale* (Coopération Internationale), une ONG d'origine italienne.

³ ACDC: Association Camerounaise pour le Développement Communautaire, basée à Kousséri et intervenant dans le Logone-et-Chari.

⁴ RESAEC: Réseau des Ambassadeurs pour l'Éducation Communautaire, basé à Maroua et intervenant dans le Mayo-Sava.

directifs avec les chefs traditionnels à Bodo et Kolofata; ainsi qu'avec les bénéficiaires directs à Bodo (12 dont 07 femmes), Afadé (12 dont 06 femmes), Mblame (01 femme) et Kolofata (04 dont 02 femmes). L'effectif total des répondants est de 16 leaders communautaires (12 hommes et 02 femmes), 36 encadrants (11 femmes et 25 hommes) et 30 bénéficiaires (16 femmes et 14 hommes). Trois moments argumentatifs vont meubler le texte: primo, nous allons circonscrire l'étude à travers un profilage des « candidats à la réintégration » en lien avec les facteurs de terrorisme et de contre-terrorisme suivant le modèle IASC⁵; secundo, nous ferons le point sur l'intervention du projet JSPS en matière d'accompagnement psychosocial; tertio, il sera question de mettre en exergue les réussites d'une telle intervention en lien avec le besoin des communautés, tout en relevant des perspectives pouvant renforcer les mesures de durabilité des structures et mécanismes de prise en charge psychosociale légués par le projet.

1. Profilage des candidats à la réintégration et orientation de l'intervention

L'une des spécificités du projet JSPS est d'orienter le ciblage de ses bénéficiaires vers les catégories non prises en charge dans le processus en cours sous le lead du CNDDR. En effet, le CNDDR s'est axé spécifiquement sur une seule cible : les ex-combattants, des personnes qui étaient membres du groupe Boko Haram, et prenaient part régulièrement aux attaques contre les villages et les dispositifs de sécurité. Ils sont identifiés comme tels parce qu'une fois enrôlés (de gré ou de force), ils ont pris part à des combats en tant que terroristes, ou ont conduit ces combats. Pourtant, il y a d'autres catégories de personnes qui sont dans le même besoin de retrouver le cours normal de vie après une période morne imposée par le phénomène Boko Haram. Dans cette section, il sera question d'apporter une spécification aux différents profils, puis relever suivant le modèle IASC les éléments meublant

⁵ IASC: Inter-Agency Standing Committee qui est une plateforme composée d'organismes onusiens et organisations non gouvernementales dont la mission est de renforcer les stratégies d'intervention en matière d'assistance d'urgence humanitaire à travers une approche transversale de mise en œuvre.

l'intervention en matière psychosociale en parallèle avec les facteurs de radicalisation.

1.1 Profilage des candidats à la réintégration

La réintégration dans le contexte de la crise Boko Haram est un processus d'accompagnement des personnes et communautés affectées par la crise pour retrouver un cours normal de vie. Un lexique des termes commun des thématiques liées à la réintégration et à l'extrémisme violent en contexte de Boko Haram dans le Lac Tchad, édité par PAIC (2020:96) définit, la réintégration comme un ensemble de « mécanismes institutionnel, civil et communautaire au terme desquels des ex-associés à un groupe armé, en l'occurrence Boko Haram, sont réadmis au sein de la communauté ». Le processus de réintégration selon le CNDDR met un accent spécifique sur les ex-combattants et comprend l'accueil de ces combattants repentis, la déradicalisation et le relèvement moral, l'orientation dans l'engagement socioprofessionnel et la réinsertion dans la communauté.

Si le terme générique d'« ex-associés » désigne les principaux candidats à la réintégration, notamment les ex-combattants et les autres catégories non prises en compte par le CNDDR. Nous désignons par « ex-associé » toute personne qui a été en contact de quelque manière que ce soit, avec un groupe, en l'occurrence, les différentes factions de Boko Haram. L'association peut être directe ou indirecte, en fonction du contact avec le groupe et du rôle joué en son sein. Un « ex-associé » peut donc avoir été un combattant, un otage, un membre de la famille directe, un prisonnier, ou tout autre auxiliaire. Partant de ce constat, les catégories d'ex-associés en dehors des ex-combattants sont:

❖ Ex-otages

Ce sont d'une part, des personnes qui ont été enrôlées de force et faites « captives » par les combattants djihadistes à l'issue d'attaques contre des villages. D'autre part, un ex-otage peut être un habitant d'un village qui a été sous contrôle (donc pris en otage) par Boko Haram pendant un certain nombre de jour. En effet, dans ses expéditions guerrières, Boko Haram prenait le

contrôle des villages entiers, et obligeait les populations à lui fournir toutes les ressources: préparer, puiser de l'eau, etc. jusqu'à l'épuisement des ressources des populations. Il est important au niveau des ex-otages de connaître le rôle joué pendant la captivité. En effet, si certains sont restés des simples détenus, plusieurs ont pris part à des combats ou ont été contraints aux diverses tâches: cuisiniers ou personnes affectées aux tâches domestiques, coursiers ou messagers, agents d'enrôlement, des filles et femmes utilisées à des fins sexuelles ou de mariages forcés, etc.

❖ **Ex-liés**

Ce sont des personnes qui ont un lien filial ou familial avec un membre du groupe extrémiste. Il peut s'agir d'un père, d'une mère, d'un fils ou d'une fille, d'une femme, etc.

❖ **Ex-auxiliaires**

Ce sont des personnes qui n'ont pas rejoint le groupe, mais qui ont joué pour lui un rôle auxiliaire. Il s'agit notamment des membres de la communauté qui étaient des informateurs, des recruteurs, des ravitailleurs, des coursiers, les acteurs travaillant dans la téléphonie mobile et la monétique, etc.

Autre précision à apporter dans la catégorisation des candidats à la réintégration est la considération des non-associés, qu'on peut identifier comme « catégorie victime ». On y retrouve les différents profils suivants:

❖ **Ex-prisonniers**

Ce sont des membres de la communauté qui ont à un certain moment, été soupçonnés de connivence avec Boko Haram. Mis en examen, placés en gardes-à-vue ou en détention provisoire, ces personnes ont été relaxées faute de preuves ou parce que les charges contre eux ont été jugées non-fondées. Ils se retrouvent ainsi dans les communautés faisant face au rejet et à la stigmatisation, puisque leur relaxation n'enlève pas l'opprobre et la méfiance des personnes vivant dans leur environnement.

❖ **Victimes directes**

Ce sont les personnes ou des communautés entières, qui ont été les cibles d'une attaque de Boko Haram. Des villages entiers ont été attaqués, pillés ou incendiés par des combattants de Boko Haram. Des personnes ont connu des violences physiques, ou ont perdu leurs propriétés et des membres de leurs familles. Par endroit, des familles ou communautés ont été spécifiquement ciblées par des attaques orientées à leur endroit, au cours desquelles les terroristes ont tué certains membres et épargné d'autres, les obligeant à porter des séquelles psychologiques.

❖ **Les victimes de circonstance**

Ce sont des personnes qui se sont retrouvées au mauvais endroit au mauvais moment. Les attaques terroristes depuis le début de la crise ont certes ciblé un cadre géographique précis, mais parmi les victimes se trouvaient des voyageurs, des personnes en visite ou en congé, etc. Il faut noter que les victimes de cette catégorie sont carrément oubliées, parce qu'une fois reparties dans leur communauté, elles ne bénéficient d'aucun accompagnement de relèvement, puisque les interventions sont concentrées dans le cadre géographique sous influence de la crise.

❖ **Les victimes des violations des droits de l'homme**

Ce sont les personnes qui sont victimes non des exactions des terroristes, mais des personnes sensées les protéger de ces terroristes-là. Il est sans ignorer que des populations civiles ont subi des violences et autres maltraitements de la part des forces de défense et de sécurité (FDS), des forces de maintien de l'ordre (FMO), les membres des groupes d'autodéfense, les leaders communautaires et les personnes proches de ces acteurs à influence. Ces violations vont des violences physiques aux expropriations en passant par les intimidations.

❖ **Les survivantes des Violences Basées sur le Genre (VBG)**

Ce sont des personnes qui ont subi des violences de genre indépendamment de l'auteur de la violence (terroriste ou non). Dans cette catégorie se trouve dans la grande majorité les femmes et les filles. Ces violences sont des abus sexuels, violences psychologiques ou émotionnelles, l'expropriation de

ressources, l'exclusion des opportunités et des services, les enlèvements, les mariages forcés et précoces (souvent comme moyen de survie pendant la crise), utilisation comme kamikazes, etc. Certaines jeunes filles étaient intimidées que leurs proches seraient accusés de connivence avec Boko Haram pour céder aux avances sexuelles. Tout ceci se déroule dans un contexte culturel où la femme subissait déjà l'influence du système patriarcal et les pratiques culturelles néfastes (les mutilations génitales par exemple).

À ces ex-associés s'ajoutent d'autres catégories de membres de la communauté vulnérables du fait de leurs activités (mototaximen, pratiquants de la frontière, membres des COVI, veuves et femmes cheffes de ménages, etc.) ou du fait de leur statut (handicapés, déplacés internes, réfugiés, malades mentaux, etc.).

1.2 Orientation de l'intervention suivant la logique IASC

L'approche d'intervention pour laquelle les partenaires d'exécution de l'UNFPA dans la mise en œuvre du projet JSPS ont opté, est centrée sur le renforcement des capacités des communautés, suivant les trois premiers niveaux de la pyramide IASC. Partant de l'analyse des facteurs d'extrémisme violent, on retient que l'absence ou le faible accès aux services sociaux de base et de sécurité a fragilisé les dispositifs familiaux et communautaires d'encadrement. En plus, les services mis en place par l'État sont faiblement structurés et équipés aussi bien en infrastructures qu'en personnels qualifiés, en plus du fait qu'ils sont concentrés dans les centres administratifs. Il faut noter que les communautés sous influence Boko Haram connaissent une histoire tendue à cause des conflits communautaires liés à l'accès aux ressources (terres, points ou cours d'eau, zones propices aux activités de production) et aux revendications identitaires (tensions opposant les communautés culturelles et/ou religieuses). C'est considérant cette diversité de situations de conflit que la zone du Lac Tchad est considérée comme un ensemble de « laboratoires de violence » (Abélégué et Chétima 2019) où l'intervention militaire est insuffisante pour apporter une pacification durable. Ce climat de tension, associé à l'extrémisme violent de Boko Haram,

complexifie les préoccupations sécuritaires, et rend les populations vulnérables à toutes les sept (07) dimensions de la sécurité humaine. Voici de manière succincte comment se manifeste chaque dimension au niveau des populations, suivant un climat de peur et de sentiment d'insécurité:

❖ **Insécurité personnelle**

Peur des autres membres de sa communauté, peur des représailles des membres encore actifs de Boko Haram, amenant à s'isoler, peur de se déplacer car sans papier (CNI ou passeport, permis de séjour), etc.

❖ **Insécurité alimentaire**

Incapacités à se nourrir et à faire nourrir ses dépendants quotidiennement, difficultés à accéder aux éventuelles distributions alimentaires, faible productivité agricole, etc.

❖ **Insécurité économique**

Difficultés à reprendre ou (re)commencer des activités économiques (agriculture, élevage, artisanat, commerce, transport), incapacité à envoyer ses enfants et autres dépendants à l'école, à les soigner et à les habiller faute de moyens financiers, etc.

❖ **Insécurité sanitaire**

Souffrance de maladies ordinaires et chroniques, manifestation de crise de santé mentale, consommation de la drogue, faible accès aux soins spécialisés de santé (santé mentale, santé maternelle et de reproduction), incapacité à se soigner dans les centres de santé, etc.

❖ **Insécurité environnementale**

Sans domicile fixe ou vie dans un habitat exposé aux intempéries, logement de fortune ou dans un camp de déplacés internes, et difficultés d'accès aux champs fertiles et aux zones de pêches, difficulté de se procurer du bois à cause de la désertification, etc.

❖ **Insécurité communautaire**

Abandonné par ses parents, fréquentation des personnes non désirées dans la communauté, victimes des moqueries et injures, stigmatisation et rejet, difficultés d'accès aux services communautaires (point d'eau, marché, écoles, centre de santé, etc.), fille-mère, veuf/veuve, femme ne sachant pas si son mari est mort ou vivant et ne pouvant se remarier, ne pratique pas sa religion avec et comme les autres membres de sa communauté religieuse, etc.

❖ **Insécurité politique**

Ne participe pas aux activités communautaires bénévoles et à la gestion des services communautaires, aux partis politiques, aux élections, premiers signes de radicalisation manifestés par des critiques violents et le non-respect des autorités, etc.

Dans un contexte où l'accès aux services est limité, les populations constatent que leurs besoins deviennent de plus en plus grands, alors que les perspectives de solution se réduisent. À la lumière de la pyramide des besoins de Maslow (1943), les communautés manifestent un grand vide à tous les niveaux. Ce vide va de la difficulté à répondre à ses besoins physiologiques (se nourrir, se vêtir, s'abriter) aux besoins d'accomplissement de soi et de développement de potentiel, en passant pour le sentiment d'insécurité, la fragilisation des liens sociaux et le manque de contrôle de soi. Dans une logique de cause à effet, la non satisfaction des besoins peut entraîner des manifestations de défaillances comportementales dans le quotidien de l'individu, tel que nous le schématisons dans ce tableau⁶:

Niveau	Type de crise	Exemples de manifestation ou écart de comportement
1	Physiologique	Malaise, palpitation, maux de tête, perte de poids, perte d'appétit, nausées, manque de sommeil, transes, sortes de brûlure sur la peau, signes de fatigue permanente, signes de

⁶ Il est important de préciser que les types de manifestations des troubles mentaux ne correspondent nécessairement pas aux types de besoins tels que classés par Maslow. L'idée est de présenter à partir de la pyramide de Maslow, une pyramide de manifestation des crises psychologiques pouvant nécessiter une intervention de santé mentale.

Niveau	Type de crise	Exemples de manifestation ou écart de comportement
		tristesse (pas d'humeur, larmes, pas de sourire, air pensif, etc.)
2	Psychique	Déni, refoulement, évasion (hypersomnie, alcool, drogue, etc.), culpabilité, remords, autopunition, rêves, cauchemar, agitation ⁷ , confusion, pertes de repères, perte d'équilibre
3	Sociale	Accusation des autres (comme source, cause ou auteurs du problème), solitude, renfermement sur soi, colère orientée vers les autres, frustration, crispation
4	Émotionnelle	Dépression, hypersexualité, instabilité affective, peur, angoisse, détresse prolongée, choc émotionnel, blessure interne, anxiété,
5	Spirituelle	Désir et tentative de suicide ⁸ , manque de vision, manque d'initiative, pessimisme, absence de perspective d'avenir

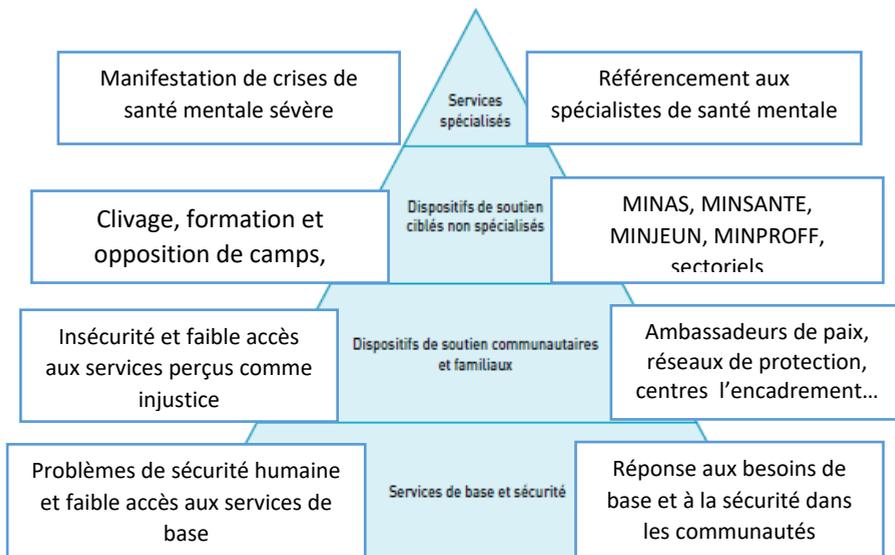
L'analyse des besoins est importante dans la mesure où la non-satisfaction de ceux-ci représente le premier pas dans le chemin vers la radicalisation développée par Moghadam (2005) et repris par Clark McCauley et Sophia Moskalenko (2008). Le schéma ISAC reprend et synthétise les différents modèles selon une progression à quatre niveaux.

Le processus d'émergence des idéologies au fondement des actes terroristes comme dans le cas de Boko Haram part de l'ébranlement du tissu de base qui est la satisfaction des besoins. Le faible accès aux services et les problèmes de sécurité sont par exemple interprétés et perçus comme une injustice et une iniquité de la part des communautés concernées. Ces dernières années au Cameroun, des revendications identitaires ont été à l'ordre du jour suite aux nominations, aux investitures aux postes électifs, aux publications des résultats de concours, ou regardant la cartographie des projets

⁷ Par exemple, réagir brusquement face à une situation qui rappelle une expérience traumatisante: pleurs de deuil, cri d'un enfant (cas spécifique des femmes ayant avorté ou ayant fait une fausse-couche), vue d'un sang, présence lors de l'abattage de bête, etc.

⁸ Selon Magali Coldefy (2017), il y a un risque élevé de tentatives de suicide chez les personnes atteintes de troubles mentaux.

d'investissements publics de l'État. La perception du contexte sous le prisme de l'injustice conduit ainsi à des options pour « combattre l'injustice » où des griefs et autres idées protestataires sont développés; puis aux clivages où deux camps sont identifiés: « us » (nous) et « them » (eux, autres) avec l'orientation des griefs sur les autres. Parvenue à cette phase, la confrontation devient une évidence, et on tombe dans des actes d'extrémisme violent. Suivant le schéma, l'intervention de JSPS dans le volet psychosocial va consister à l'amélioration des services de base et de la sécurité dans la communauté, l'autonomisation des communautés à apporter un dispositif d'accompagnement à travers les médiateurs communautaires et des structures d'encadrement, la mise en relation des acteurs et structures communautaires avec les centres non-spécialisés. Le quatrième niveau qui concerne les dispositifs spécialisés dépassent le cadre du psychosocial pour toucher au psychologique et psychiatrique.



2. Intervention du projet JSPS dans le volet psychosocial

Dans la mise en œuvre du projet JSPS dont le lead est assuré par l'UNFPA, des partenaires d'exécutions ont été appuyés pour réaliser les activités d'accompagnement psychosocial des candidats à la réintégration. Cette intervention se situe au niveau 2 de la pyramide IASC et s'est axée sur la formation et le renforcement des capacités des médiateurs communautaires d'une part; et d'autre part, la mise en place des structures d'encadrement au soutien psychosocial dans les communautés. Ces acteurs communautaires formés et capacités interviennent dans la pacification de leurs communautés (niveau 1) et rapprochent les services administratifs non spécialisés des membres des communautés (niveau 3).

2.1 Formation et renforcement des capacités des médiateurs communautaires

La préparation des communautés à la réintégration nécessite une médiation préalable pour gagner l'adhésion de celles-ci, puisqu'ayant été victimes, surtout dans un contexte où les attaques continuent d'être perpétrées (Abélégué 2020). Dans le cadre du projet JSPS, des médiateurs communautaires ont été formés et renforcés. Ce sont les membres des plateformes communautaires de médiation et de résolution des conflits, les ambassadeurs de la paix et les membres des réseaux de protection de l'enfance.

RESAEC dans le Mayo-Sava et ACDC dans le Logone-et-Chari ont piloté la mise en place des plateformes communautaires et des réseaux des ambassadeurs de la paix. Un total de huit (08) plateformes sont mises sur pied, soit quatre (04) dans le Logone-et-Chari (Afadé, Bodo, Wangara et Warou) et quatre (04) dans le Mayo-Sava (Amchidé, Kolofata, Limani et Mémé). Ces plateformes ont pour mandat de jouer le rôle de médiation communautaire pour préparer les populations à l'acceptation des ex-associés, et faciliter la réintégration des personnes à risque élevé d'enrôlement. Les plateformes interviennent également dans la médiation des conflits et la recherche de solutions communes aux préoccupations communautaires: inondations, problèmes conjugaux, dévastation des cultures par les animaux sauvages,

difficultés liées au mariage, etc. La plateforme organise, pour ce faire, des concertations communautaires. La composition des plateformes répond à la composition sociologique des communautés, et intègre des chefs traditionnels, des notables, des leaders d'associations des femmes et des jeunes, des membres de comité de vigilance, des leaders des différentes confessions religieuses présentes dans le village, et des personnes ressources locales. Chaque plateforme a 15 membres, ce qui fait un total de 120 membres pour le Logone-et-Chari (28 femmes et 32 hommes) et 120 pour le Mayo-Sava (27 femmes et 33 hommes).

Les associations ACDC et RESAEC, chacune dans sa zone d'intervention, ont aussi formé des ambassadeurs de paix, en les organisant en réseaux. Ils interviennent comme médiateurs pour animer des causeries éducatives et l'accompagnement de proximité des jeunes affectés par la crise et ceux exposés à l'extrémisme violent. En plus des communautés disposant de plateformes, deux villages dans le Logone-et-Chari ont bénéficié de la formation des ambassadeurs de paix. Il s'agit de Mblamé dans la commune de Makary et Soueram dans la commune de Fotokol. Dans chaque communauté, le réseau des ambassadeurs compte entre 20 et 60 membres en fonction de la taille de la localité, représentant les différentes catégories socioculturelles et socioprofessionnelles de la jeunesse. Il y a en tout 175 ambassadeurs de paix dans le Mayo-Sava (85 femmes et 90 hommes) et 220 dans le Logone-et-Chari (65 femmes et 155 hommes). La formation et le renforcement des capacités des ambassadeurs de paix ont porté sur l'analyse et la gestion des conflits, le dialogue et la médiation, les techniques d'animation communautaire appliquées au contexte de réintégration et d'appui psychosocial, les premiers secours psychologiques.

COOPI a intervenu spécifiquement dans le cas des enfants, avec la mise en place de onze (11) Réseaux Communautaires de Protection de l'Enfance (RECOPE) dans l'ensemble des trois départements d'intervention du projet. Les membres de RECOPE appliquent un mécanisme d'encadrement psychosocial pour les enfants axé sur la participation familiale et communautaire. Ils sont désignés par leurs pairs pour assurer l'ensemble des mécanismes communautaires de protection de proximité aux enfants

vulnérables et victimes de violations. Ils interviennent également dans le monitoring de protection des enfants, à travers la collecte, le traitement et la sécurisation des données relatives aux violations des droits des enfants au sein des familles et des communautés. Les RECOPE sont composés de 11 membres chacun, pour un total de 121 personnes engagées dans la protection des enfants dans le cadre du projet JSPS.

2.2 La mise en place des structures d'encadrement: CAPSYSO, CEMEJEUN et DIAPADOS

COOPI, RESAEC et ACDC n'ont pas seulement outillé des médiateurs au sein des communautés. Des structures d'encadrement des jeunes et des enfants vulnérables ont été mises sur pied, pour apporter une assistance multiforme à ces vulnérables, avec une priorité au soutien psychosocial.

En ce qui concerne la cible des jeunes (18 à 30 ans), ACDC a mis en place six (06) Centres Multifonctionnels et d'Encadrement des Jeunes (CEMEJEUN) dans le Logone-et-Chari (Afadé, Bodo, Mblamé, Soueram, Wangara et Warou). Orienté vers la même cible, RESAEC a institué quatre (04) Centres d'Accompagnement Psychosocial des Jeunes (CAPSYSO) dans le Mayo-Sava (Amchidé, Kolofata, Limani et Mémé). Dans le Logone-et-Chari, les CEMEJEUN sont animés par les membres de la Plateformes (Bodo, Wangara, Warou) et les ambassadeurs de la paix (Afadé, Mblamé, Souéram). Dans le Mayo-Sava, en plus des ambassadeurs de la paix, RESAEC a formé des quatre (04) Éducateurs Psychosociaux (EPS) pour encadrer les bénéficiaires du volet prise en charge psychosociale dans les CAPSYSO. Considérant la non-connexion des villages au réseau électrique, les centres ont été équipés de dispositifs solaires pour alimenter les appareils. Un dispositif de recharge de téléphone est aussi mis en place permettant de générer des revenus pour le centre. En six (06) mois (d'avril à septembre 2020), les six (06) CEMEJEUN ont formé 494 (124 femmes et 370 hommes), tandis que les quatre (04) CAPSYSO ont formé 350 jeunes (173 femmes et 177 hommes).

Les centres accueillent les jeunes pour des formations de trois (03) à six (06), mettant l'accent sur l'éducation civique, la formation aux métiers, la

promotion de la paix et la cohésion sociale, la protection et l'équité genre. La stratégie d'animation des activités des centres consiste en des causeries éducatives, les animations sonorisées, les sessions de visionnages, l'utilisation des boîtes à images, etc. Les bénéficiaires sont repartis en petits groupes pour discuter autour de 14 sujets répartis en deux articulations: le pour et le contre

- ✓ Contre: (1) les discours de haine, (2) la mauvaise compagnie, (3) la consommation de la drogue, (4) l'argent sale, (5) les mariages précoces et forcés, (6) les violences sexuelles physiques et psychologiques sur les filles et les femmes et (7) les violences économiques à l'égard des filles et des femmes ;
- ✓ Pour: (8) la tolérance religieuse et culturelle, (9) le vivre ensemble, (10) la gestion des conflits, (11) l'amour de la patrie, (12) l'éducation officielle et religieuse, (13) l'éducation complète à la sexualité et (14) l'équité de genre.

Au niveau de la cible des adolescents (12 à 17 ans), COOPI a créé dans les communautés des Dispositifs Itinérants d'Assistance Psychosociale aux Adolescents (DIAPADOS). Le but visé est d'assurer l'encadrement des adolescents, en particulier les élèves d'écoles coraniques, dans un contexte d'extrémisme violent sous fond de radicalisation par le biais d'endoctrinement religieux. Ce sont des espaces aménagés au sein de la communauté pour l'animation des activités extra-scolaires, l'éducation civique, l'alphabétisation et la protection. Les sujets abordés touchent aux thématiques de dialogue intergénérationnel, mariages forcés et précoces, exode rural des jeunes, résolutions pacifiques des conflits, etc. L'importance des DIAPADOS d'offrir une seconde chance d'éducation aux enfants en retard de scolarisation ou victimes de la déscolarisation du fait de la crise (fermeture des écoles et leur réquisition pour installer les bases militaires). Les DIAPADOS bénéficient de l'accompagnement des délégations du MINAS, MINJEC et MINEDUB. Bien que les DIAPADOS soient antérieurs au projet JSPS, 11 des 12 localités du projet ont été dotées de ces dispositifs (exception faite de Mozogo). Les 11 DIAPADOS accueillent dans le cadre de JSPS 467 enfants (158 filles et 309 garçons), parmi lesquels 281 élèves

coraniques (113 filles et 168 garçons). Ils sont encadrés par des clubs d'adolescents de 10 membres chacun, pour un total de 110 personnes (54 filles et 56 garçons) pour l'ensemble des 11 communautés.

3. Portée communautaire du contenu psychosocial de JSPS

Le projet JSPS dans son volet psychosocial a connu plusieurs succès qu'on peut catégoriser en deux points. D'une part, il a eu le mérite d'impulser l'autonomisation des communautés en ce qui concerne l'encadrement des personnes à risque et vulnérables; d'autre part, il a rapproché les communautés des services d'encadrement et d'appui psychosocial concentrés dans les centres administratifs.

3.1 Autonomisation des communautés en accompagnement psychosocial

L'analyse du contexte de la crise montre clairement que le nœud du problème est la déconnexion des jeunes de leur communauté. La formation des médiateurs au sein des communautés est le déclic qui permet à celle-ci de prendre en main leur avenir, renforçant ainsi leurs capacités à faire face aux besoins de sécurité et d'accomplissement de soi. Les activités menées par les plateformes, les RECOPE et les ambassadeurs témoignent de l'amélioration de la résilience au sein de leurs communautés. Les membres des plateformes par exemple, font régulièrement des veilles communautaires pour reporter les cas de stigmatisation et de discrimination orchestrés à l'endroit d'ex-associés et de groupes marginalisés. Ce qui permet non seulement d'entretenir un bon niveau de cohésion sociale, mais aussi de réduire les risques de vulnérabilité aux groupes extrémistes. Les ambassadeurs de paix à Afadé, Bodo, Kolofata et Mémé ont affirmé qu'ils ont été impliqués dans l'identification des bénéficiaires à besoins de prise en charge psychologique et de santé mentale. Cette intervention a permis d'identifier 32 personnes dans le Logone-et-Chari et 34 dans le Mayo-Sava comme présentant un niveau élevé de défaillance mentale, et référées aux spécialistes de santé mentale pour une prise en charge psychiatrique. À la période de novembre 2020, les médiateurs qui assuraient le suivi du traitement ont affirmé que l'état de santé mentale des personnes

référéées s'étant amélioré, elles ont été réadmissées dans les centres pour la suite de la prise en charge psychosociale.

L'analyse des éléments de contexte au niveau local a amené les groupes de médiateurs à trouver des solutions participatives aux problèmes jugés prioritaires. Considérant la présence massive de ménages exposés à l'insécurité alimentaire, la plateforme d'Afadé a engagé la communauté dans l'exploitation d'un champ de 10 hectares à travers la culture du riz et du maïs. Selon le Président de la plateforme, « les premières récoltes (maïs) ont été redistribuées aux familles qui n'avaient pas de quoi à manger ». Même si selon leurs estimations, il est fort probable d'être déficitaire au sortir de cette initiative, les médiateurs communautaires évoquent non seulement leurs capacités de production, mais des aléas qu'ils n'ont pas pu prendre en compte au début de la campagne agricole, en particulier les inondations et les animaux dévastateurs (éléphants à Afadé, hippopotames à Bodo et Mblame): « et pendant que nous attendons la récolte du riz, il y a des éléphants qui dévastent les champs de sorgho. Il y aura donc beaucoup de familles dans le besoin, et on ne sait pas si ce que nous allons rapporter suffira à donner à tout le monde ». Cette initiative communautaire, bien que salubre, requiert un besoin d'accompagnement à travers une analyse des opportunités et des risques, ainsi qu'une évaluation des compétences des acteurs impliqués à mitiger les risques au cours de la mise en œuvre des initiatives.

Au niveau des bénéficiaires directs du projet, les centres sont devenus des cadres idéaux d'initiation à l'entrepreneuriat. La causerie éducative sur l'économie locale intitulée « les richesses de la communauté », a selon les jeunes, montré qu'il y a des activités qu'on peut initier pour pouvoir se prendre en charge. Certains jeunes qui fréquentent le centre à Afadé, Bodo, Kolofata, Limani et Mémé sont engagés dans des travaux d'agriculture, d'artisanat et de couture. Dans la commune de Fotokol, les apprenants des CEMEJEUN ont créé des pépinières d'arbres. Cette initiative a été saluée par les autorités pour son caractère innovant et répondant au défi de reboisement dans la zone. Ces multiples engagements des jeunes sont sans doute appuyés par les activités socioprofessionnelles qui accompagnent les animations: couture et broderie à main, la coiffure (pour homme et femme), les techniques

agricultures et d'agroforesterie, les tissages d'objets (sac, bonnets, nattes, chapeau, éventails), transformation agroalimentaire (spaghettis, farine, extraction d'huile). Les centres en eux-mêmes jouissent de leurs équipements en kits solaires pour ouvrir des services informatiques dans les villages (saisie, impression, photocopie, etc.). Considérant ces avancées, et pour pérenniser les atouts qu'elles offrent, ACDC a réussi à légaliser les CEMEJEUN en GIC/Coopératives, leur offrant les possibilités de candidater aux appels d'offres. Le CEMEJEUN d'Afadé par exemple a été sollicité par le CES pour confectionner les cache-nez aux candidats du concours d'entrée en 6^e.

3.2 Rapprochement des communautés aux services étatiques d'encadrement et d'accompagnement psychosocial

Le gouvernement du Cameroun dispose d'une diversité de structure pour promouvoir les jeunes, les femmes et d'autres couches vulnérables de la société. Ces structures sont placées sous la tutelle des ministères sectoriels, et constituent le niveau 3 de l'intervention en soutien psychosocial selon la pyramide IASC. Nous stratifions ces sectoriels non spécialisés en trois sous-groupes:

- ❖ Les sectoriels directs: ils ont une implication directe dans le soutien psychosocial en tant qu'acteur non-spécialisé. C'est le cas du Ministère des Affaires Sociales (MINAS) et du Ministère de la Santé Publique (MINSANTE) à travers des centres sociaux comme l'Institut Camerounais de l'Enfance (ICE) à Maroua et les services sociaux dans les établissements sanitaires (Mokolo, Kousseri) et pénitentiaires (Mokolo, Maroua).
- ❖ Les sectoriels indirects: ils n'ont pas une implication directe dans le soutien psychosocial, mais y interviennent à travers l'accompagnement multiforme de leur cible directe. C'est le cas du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEUN) à travers les Centres Multifonctionnels de la promotion des Jeunes (CMPJ) et le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF) à travers les Centres de la Promotion de la Femme et de la Famille (CPFF).

- ❖ Les sectoriels intermédiaires: ils n'ont pas une implication directe dans l'accompagnement psychosocial, ni dans l'accompagnement d'une cible spécifique; mais ils y interviennent en moyen-terme entre les structures offrant les services et les personnes accompagnées par leur technicité dans la mise en œuvre des activités qui relèvent de leur champ d'action. Il s'agit des ministères en charge de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat, et de l'économie sociale. Ces différents secteurs sont les plus ciblés dans les activités d'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle et économique.

Les communes aussi disposent des Comités Communautés d'Assistance Sociale (CCAS), qui coordonnent les activités des différents acteurs au niveau communal. L'une des interventions des CCAS dans le cadre du projet JSPP a été la validation des listes finales des bénéficiaires directes. Seulement ces structures existantes sont inaccessibles aux communautés à cause de leur concentration dans les centres administratifs et de l'enclavement des villages. En plus, ces centres manquent d'équipements, de moyens et de personnels qualifiés pour pouvoir répondre adéquatement aux multiples sollicitations.

À titre d'exemple, l'ICE de Maroua a refusé d'admettre les enfants ex-associés à Boko Haram en 2017 lorsque l'armée avait libéré 410 captifs dans les zones frontalières du Mayo-Tsanaga selon Hans Marie de Heungoup (2018) de *Crisis Group*. Dans la plupart des cas, les ex-associés à Boko Haram, jeunes ou enfants, présentaient un besoin d'accompagnement psychosocial urgent. Les statistiques de l'ICE montrent que la majorité est comprise entre 13 et 16 ans (Heungoup 2018), et qu'ils présentent des signes de radicalisation, au point où certains refusaient de serrer les mains à leurs co-pensionnaires filles, ou refusaient de manger et discuter avec leurs co-pensionnaires d'une autre confession religieuse que l'islam. Leur état mental et de radicalisation pourrait être dû aux circonstances de leur enrôlement (enlevés de force ou ayant suivi les parents) et aux conditions de détention dans les camps de Boko Haram, où certains participaient aux combats, tandis que d'autres étaient affectés aux corvées (puiser de l'eau, faire les tâches domestiques, cultiver la terre, faire le travail de relais et d'acheteur, etc.). L'analyse de Heungoup (2018) précise aussi que les enfants recueillis au sein de l'ICE, une fois rentrés

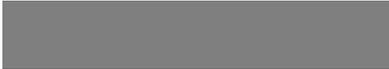
en famille après une période de réinsertion, rechutaient encore dans la délinquance juvénile et la criminalité. Leur présence causait ainsi des troubles dans leurs familles et leurs communautés hôtes. À voir de près, les rechutes enfants suivis par l'ICE peuvent être dus aux conditions de vie dans les communautés, mal ou non préparées à les accueillir, et où ils font face à la stigmatisation et à la discrimination.

Considérant la distanciation des communautés d'avec ces structures, JSPS a établi un pont en renforçant les dispositifs communautaires de prise en charge. Encadrées par les CCAS, les structures de soutien psychosocial léguées aux communautés par le projet JSPS peuvent être prises en compte dans les Plans Communaux de Développement (PCD) ou le budget communal. Cette prise en compte peut être sur le plan opérationnel ou programmatique. D'une part, il s'agira de renforcer l'équipement logistique des centres pour les rendre plus efficaces dans leurs activités et l'apport de solutions adéquates aux problèmes des communautés (augmentation de la capacité des kits solaires, augmentation des machines à coudre et des ordinateurs, agrandissement et renforcement des locaux du centre, etc.). Dans le volet programmatique, les structures peuvent être répliquées dans d'autres villages en fonction de leur éloignement des centres administratifs ou de la concentration des jeunes. Les curricula des centres peuvent également être arrimés au programme scolaire pour augmenter les chances d'une réinsertion scolaire à leurs pensionnaires, et les chances de réussite aux examens officiels, l'expérience des DIAPADOS qui ont réussi à (re)scolariser des élèves d'écoles coraniques est à saluer à ce niveau.

La mise en place des DIASPADOS, CEMEJEUN et CAPSYSO par le projet JSPS apportent ainsi une grande pierre dans la reconstruction post-crise des communautés affectées par Boko Haram. Au sein de ces structures, les jeunes et adolescents candidats à la réintégration bénéficient d'un processus de proximité sous le regard et l'implication de leur communauté. Ce qui contribue grandement à écarter les risques de refus, de stigmatisation et de discrimination en leur endroit. Le travail mené par les médiateurs communautaires (ambassadeurs de paix, membres des RECOPEs et clubs d'adolescents, membres des plateformes) contribue énormément à faire des

communautés des cadres propices à la réintégration de leurs fils victimes et exposés à l'extrémisme violent. Les centres pour leur part, mettent à la disposition des jeunes et adolescents le nécessaire en termes de matériels et de services, pour faciliter le processus de rééducation, de réinsertion socioéconomique et de réintégration communautaire. À titre d'exemple, COOPI a octroyé des manuels d'alphabétisation à chacun des 467 pensionnaires des 11 DIAPADOS couverts par le projet JSPS. Les animations sonorisées et audiovisuelles axées sur la réconciliation et la cohésion sociale créent un environnement d'acceptation de soi et de l'autre entre les candidats à la réintégration et les membres des communautés.

Conclusion



Au terme de cette étude, il convient de noter qu'en matière de santé mentale, la prise en charge ne se réduit pas seulement au suivi psychologique ou à la pratique des soins spécialisés. Le volet psychosocial y joue un rôle primordial, dans la mesure où la réadaptation du patient se mesure à son intégration dans son milieu social et à la qualité de ses interactions avec ses semblables (Magali Coldefy 2017). L'appui psychosocial est un élément important dans la préparation des populations en lien avec la réintégration, qu'il s'agisse des communautés hôtes que des candidats à la réintégration en communauté. L'accompagnement des communautés à travers des structures comme les centres d'encadrement, les plateformes de médiation et les DIAPADOS, a permis de contribuer à leur autonomisation dans l'écoute, le conseil et le suivi psychosocial. Ils ont eu à mener des initiatives qui témoignent de l'impact des activités du projet JSPS à leur endroit. Au-delà de l'impact produit par le projet et les initiatives portées par les communautés bénéficiaires, il y a lieu de souligner le renforcement de la cohésion dans la mesure où ces initiatives ont mis ensemble les jeunes (hommes et femmes), créant ainsi la convivialité, l'esprit d'entraide et d'acceptation. Le travail collectif devient alors un moyen important non seulement pour le bien-être mental et social, mais aussi pour contrer l'intolérance et les discours de haine. En mettant l'accent sur l'interaction de l'individu avec son milieu de vie ou son environnement immédiat, le psychosocial se distingue du psychologique (centré sur l'individu) et du psychiatrique (centré sur la médication). L'action des ambassadeurs de la paix et d'autres médiateurs communautaires contribue à renforcer le sentiment de sécurité et la sauvegarde de la cohésion sociale, tout en permettant à la communauté de concevoir des activités de production pour répondre à leurs besoins fondamentaux (premier niveau de la pyramide). L'implication des membres de la communauté dans le soutien psychosocial de leurs proches a par ailleurs renforcé les liens sociaux. L'intérêt de cette intervention a été d'apporter une nouvelle approche dans l'étude du contexte de la crise terroriste de Boko Haram, où très peu de réalisations en termes d'action et de recherche parviennent à une logique à la fois de réponse et de prévention.

Références Bibliographiques

- Abélégué, A. F. et Chetima M. (2019), « Laboratories for violence. Why a military-only approach against Boko Haram in the countries bordering Lake Chad will always fail », *Africa is a Country*, URL: <https://africasacountry.com/2019/04/laboratories-for-violence>.
- Abélégué A. F. (2020), « Extrême-Nord: Boko Haram frappe en pleine crise sanitaire mondiale », *DMJ*, URL:<https://www.dmjcm.org/extreme-nord-boko-haram-frappe-en-pleine-crise-sanitaire-mondiale>.
- Coldefy, M. (2017), *La prise en charge de la santé mentale*, Paris, La documentation Française.
- DMJ (2015), *Enquête sur l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés au Cameroun*, Yaoundé, Friedrich Egbert Stiftung Kamerun.
- Ficher, G. N. et Tarquinio, C. (2014), *Les concepts fondamentaux de la psychologie de la santé*, Paris, Dunod.
- Heungoup H. M. (2018), « Grossesses et mariages précoces: la face cachée de Boko Haram au Cameroun », International Crisis Group, URL: <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/grossesses-et-mariages-precoces-la-face-cachee-de-la-guerre-contre-boko-haram-au-cameroun>, consulté le 13 novembre 2020.
- IASC (2007), *Directives du CPI concernant la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence*, Genève, IASC-CPI.
- Maslow, A. (1943), « A Theory of human motivation », *Psychological Review*, No 50, pp.370-396.
- McCauley, C. et Moskalkenko, S. (2008), « Mechanism of political radicalization. Pathways toward terrorism », *Terrorism and Political violence*, vol.20, No 3, pp.415-433.

- Moghaddam, F. (2005), « The staircase to terrorism: A psychological exploration », in *American Psychologist*, No 60, pp.234-256.
- PAIC (2019), *Lexique des termes communs du CVE et DDR en usage dans le bassin du Lac Tchad*, Maroua, PAIC.
- PNUD (2015), *Objectifs de Développement Durable*.
- UA et CBLT (2018), *Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac-Tchad affectées par la crise Boko Haram*.
- Tessier, R. (1973), « Relations de pouvoir et structure des buts: une typologie des tactiques de changement social intentionnel », in R. Tessier et Y. Tellier, *Changement planifié et développement des organisations*, Paris & Montréal, EPI & IFG, pp.231-247.
- UNHCR, « Cameroun Extrême Nord: Statistiques des réfugiés et PDI (28 février 2020) », <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroun-extr-me-nord-statistiques-des-r-fugi-s-et-pdis-28-f-vrier-2020>, consulté le 22 octobre 2020.

Résilience et réintégration communautaires des ex-associés/ex-otages de Boko Haram à l'Extrême-Nord, Cameroun : cas des communautés de Moskota et Kolofata

--- *Gonga François* ---

Résumé

Depuis 2014, la région de l'Extrême-Nord vit sous la menace des excursions de Boko Haram. La porosité des frontières, l'extrême pauvreté au sein des communautés, l'endoctrinement à l'idéologie islamiste ont favorisé les kidnappings et l'enrôlement des jeunes vulnérables. En six ans, la pression des forces de défense et de sécurité et la désillusion des adeptes de la secte ont favorisé le retour des associés et des otages dans leur communauté. Dans ce processus de réintégration, ceux-ci bénéficient de l'accompagnement de l'État (MINJEC, MINAS, MINSANTE, MINAT), des organismes du système des nations unies (UNFPA, OMS, UNHCR, ONUFEMMES, PAM, UNICEF) et les ONGs locales (Plan International, ACDC, RESAEC, ALDEPA, JAPSSO, Demtou International). Dans l'objectif de documenter l'impact du projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité dans la région de l'Extrême-Nor du Cameroun » dans le renforcement de la résilience et de la réintégration des jeunes ex-associés/ex-otages de Boko Haram, une enquête a été menée dans les communautés de Kolofata et Moskota. La méthodologie est basée sur la revue documentaire, l'observation de terrain, l'entretien par questionnaire auprès de 120 ex-associés/ex-otages, 06 leaders communautaires, 02 chefs traditionnels, 02 maires et 04 focus groups. Il ressort que 80% des ex-associés/ex-otages sont des jeunes de moins de 30 ans. Dès leur retour, ils bénéficient des soins de santé (100%), des formations professionnelles (68%), de financement des Activités Génératrices de Revenus (59%) et du renforcement de la compétence de vie courante à travers les activités d'animations et les causeries éducatives. Par ailleurs, le travail de réconciliation et de pardon au sein des communautés ont favorisé la lutte contre la stigmatisation et l'exclusion sociale. Mais, il est important de penser à la problématique des réparations pour les victimes, aux questions de sous-scolarisation et d'extrême pauvreté dans ces zones sous crises. Il s'agit pour le gouvernement de renforcer la sécurité et pour les partenaires du système des nations unies de pérenniser ces actions de terrain afin de contribuer de manière significative à une stabilité et une paix durable.

Since 2014, the Far-North region has been under threat from incursion by Boko Haram. Porous borders, extreme poverty within the communities, indoctrination into islamist ideology have encouraged kidnappings and enlistment of the vulnerable young people. In six years, the pressure of the defence and Security forces and the disillusionment of the followers of the sect have favoured the return of associates and hostages in their communities. In the process of reintegration, these benefit from the accomplishment of the government (Ministry of Social Affairs, Ministry of Youth Affairs, Ministry of Public Health, Ministry of Territorial Administration), and agencies of the United Nations system (UNFPA, WHO, UNHCRC, UN-Women, WFP, UNICEF) and local NGOs (PLAN International, ACDC , RESEAC, ALDEPA, JAPSSO, DEMTOU International). In order to document the impact of the “Youth and Stabilisation for Peace and Security Project” in strengthening the resilience and reintegration of youth ex-associates and ex-hostages of Boko Haram, a survey was carried out Kolofata and Moskota communities. The methodology is based on the documentary research and questionnaire interview with 20 ex-associates and ex-hostages, 06 community leaders, 02 married people and 04 focus groups. It appears that 80% of the ex-associates and ex-hostages are young people unde 30 years old. Upon their return, they benefit from health care, (100%), vocational training (68%), financing of income generating activities (59%) and reinforcement of everyday life skills through animation actions and educational talks. Moreover, the work of reconciliation and forgiveness within the communities has favoured the fight against stigmatisation and social exclusion. But it is important to think about the issues of reparations for victims, under education and extreme poverty in these areas undergoing crises. It is for the government security and for the partners of the United Nations to perpetuate actions on the ground in order to make a significant contribution to lasting stability and peace.



1.1. Contexte et justification

Le Cameroun a toujours été une grande terre d’asile. Il a accueilli par le passé des Rwandais, Congolais, Tchadiens, Centrafricains. Aujourd’hui, le pays fait face à une crise humanitaire et sécuritaire sans précédent. Il accueille près de 320 000 réfugiés et demandeurs d’asile qui ont fui les conflits sanglants en République Centrafricaine et au Nigéria. À l’intérieur du pays notamment dans la région de l’Extrême-Nord plus de 120 000 personnes ont été forcées d’abandonner leurs lieux de vie et sont désormais des déplacés internes suite aux violentes actions de Boko Haram (ONU, 2016).

En effet, depuis 2014, l’Extrême-Nord connaît un regain d’insécurité dû aux incursions de la secte terroriste Boko Haram. Les attentats suicides, le pillage et la destruction des biens ainsi que l’assassinat des personnes ont créé dans tous les pays du bassin du lac Tchad et au Cameroun en particulier, une migration très importante des populations qui ont quitté les zones à haut risque pour s’installer dans des localités plus calmes (Ongbehos, 2018 :4). À

ce jour, à cause des incursions régulières de la secte Boko Haram plusieurs villages sont vides de populations. Il s'agit entre autres de Gouzda-Vreket, Hourbeh, Mouldougoua, Ldoutsaf, Tchebé-Tchebé, Mogoda, Dзамadzaf, Hodogo dans Mayo Tsanaga et de Wallassa, Wavagaï, Wawouli, Greya, Kordo, Mbada, Abachoua dans le Mayo Sava. Ces populations sont soit dans les camps des déplacés internes ou alors dans les zones en sécurité.

Depuis 2016, la violence décline grâce à l'engagement des forces de défense et des communautés frontalières. Les vagues successives de personnes qui avaient été soit enlevées soit enrôlées par Boko Haram et qui reviennent depuis le début de l'an 2017 en témoignent (PNUD, 2018). Par ces personnes, une catégorie retient plus l'attention des pouvoirs publics et des humanitaires. Il s'agit des ex-associés et ex-otages de Boko Haram. Les ex-associés/ex-otages désignent des personnes ayant été en contact avec Boko Haram y compris les acteurs, les sympathisants et les victimes (Saïbou Issa et Nadine Machikou (2019) et que grâce à l'appui des autorités publiques, humanitaires, traditionnelles et des parents ont été réintégrés au sein de leurs communautés ou en phase de l'être. C'est donc dans le domaine du soutien humanitaire que s'inscrit le projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité ».

1.2. Problème, questions, objectifs, hypothèses et cadre théorique de recherche

La plupart des ex-associés/ex-otages qui sont rentrés vivent dans des conditions psychiques très difficiles à cause des traumatismes vécus sous Boko Haram. Leurs états physiques sont fragilisés à cause des mauvaises conditions de vie (viols, combats, privations). Ils ont perdu les moyens de subsistance et de productions. Souvent, ils reçoivent des traitements indécents de la part des membres de la communauté qui les soupçonnent de complicité avec la secte. Parfois, on observe un manque de consensus dans les communautés pour l'accueil des ex-associés. Les victimes ne sont pas toujours d'accord de revoir leurs bourreaux reprendre paisiblement la vie en communauté. Tout ceci fait en sorte que ces personnes qui sont majoritairement jeunes, déscolarisés, de familles vulnérables ne sont vraiment pas toujours à l'abri du danger et du risque d'enrôlement.

Alors, les désastres de la crise sécuritaire ont poussé l'État du Cameroun et ses partenaires à apporter des réponses appropriées. Ces réponses à la crise ont pris une double dimension militaire et humanitaire (Magrin et al, 2018, p.202). La réponse humanitaire a conduit à la création du camp de Minawao (2013) pour les réfugiés et un encadrement des déplacés, ex-associés/ex-otages au sein de leur communauté ou dans d'autres. En réalité, il s'agit d'apporter des réponses aux problèmes quotidiens (santé, alimentation, logements), de la vulnérabilité, de l'extrême pauvreté, de l'exclusion sociale, de la stigmatisation et du chômage des jeunes. Cependant, l'expérience clinique et les recherches montrent que certaines personnes confrontées à l'adversité ou au traumatisme psychique arrivent à rebondir, faisant ainsi preuve de résilience (K. Kalina et al, 2018). C'est-à-dire une adaptation relativement positive malgré des expériences de risques significatifs ou de traumatisme.

Dans ce processus de réinsertion et de réintégration, les ex-associés/ex-otages bénéficient de l'accompagnement de plusieurs organismes intergouvernementaux (UNFPA, OMS, UNHCR, ONUFEMMES, PAM, UNICEF, PNUD, OIM), non gouvernementaux (Plan International, ACDC, RESAEC, ALDEPA, JAPSSO, Demtou International, etc.), des services sectoriels déconcentrés de l'État relevant des ministères (MINJEC, MINAS, MINSANTE, MINAT) et des Collectivités territoriales décentralisées (Communes). Ils interviennent dans la prise en charge psychologique, sanitaire, alimentaire et socioéconomique de ces personnes vulnérables. Parmi les cibles, nous avons les jeunes. C'est une catégorie sociale qui est souvent enrôlée par les groupes extrémistes.

Depuis Mai 2019, l'UNFPA, l'UNICEF et le PNUD, en assistance au Gouvernement du Cameroun et avec le soutien financier et technique de l'Union européenne ont mis sur pieds le projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité dans l'Extrême-Nord du Cameroun ». Son but est le renforcement des jeunes dans le but de créer la stabilité et la paix pour un développement harmonieux au sein des communautés les plus affectées par la crise sécuritaire (Mayo-Sava, Mayo Tsanaga et Logone et Chari). Il se décline en la formation professionnelle et l'éducation des élèves de l'école

coranique, le soutien psychologique des jeunes, l'insertion socioprofessionnelle et l'autonomisation des jeunes.

La présente étude pose le problème de la résilience et de la réintégration des ex-associés/ex-otages dans leurs communautés d'origine. Alors la question centrale est celle de savoir dans quelle mesure le projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité » permet-il de renforcer la résilience des ex-associés/ex-otages dans leur processus de réintégration communautaire ? De manière spécifique, quelles sont les caractéristiques sociodémographiques des ex-associés/ex-otages ? Comment l'accompagnement psychosocial (individuel et collectif) du projet permet à ces personnes vulnérables de surmonter les affres de la crise sécuritaire et de se réintégrer dans un processus d'un auto-développement durable ? Quelles sont les faiblesses du dispositif d'encadrement des candidats à la réintégration ?

Cette étude vise à documenter l'impact du projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité » dans le renforcement de la résilience et de la réintégration des jeunes (ex-associés et ex-otages de Boko Haram) dans leurs ou d'autres communautés. Il s'agit de caractériser les ex-associés/ex-otages (des communautés de Moskota et des communautés de Kolofata), d'identifier la nature du dispositif d'encadrement des jeunes dans le processus de leur réintégration et d'évaluer le niveau de réintégration (personnel, communautaire, politique, économique) des ex-associés/ex-otages au sein des communautés, afin de recommander de nouvelles mesures visant à étendre ou pérenniser les acquis du projet.

Cette contribution s'appuie sur l'hypothèse centrale selon laquelle, avec l'accompagnement du projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité dans l'Extrême-Nord du Cameroun », les ex-associés/ex-otages sortent des chocs liés à leur séjour avec Boko-Haram et se réintègrent progressivement au sein de leur communauté. En guise d'hypothèses secondaires, nous formulons que les ex-associés/ex-otages sont pour la plupart des jeunes non-scolarisés, les actions humanitaires (aide alimentaire, en abris, en soins de santé, en santé mentale et soutien psychosocial et en soutien à la reprise des activités économiques) leur permettent de préparer

progressivement leur réintégration communautaire. Toutefois, les limites notables du projet concerné montrent qu'il est opportun d'étendre ou de pérenniser ses produits acquis.

Cette recherche s'adosse sur la théorie du changement de Patricia Rogers (2014). Une théorie du changement explique comment les activités sont censées produire un ensemble de résultats qui contribuent à la réalisation des impacts finaux prévus. Elle peut être élaborée pour tous les niveaux d'intervention : événement, projet, programme, politique, stratégie ou organisation. Cette théorie permet de mesurer l'impact du projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et Sécurité » auprès des ex-associés/ex-otages. L'objectif global du projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité » est de contribuer à la stabilité et à la paix dans la région de l'Extrême-Nord. La chaîne des résultats permet de voir les étapes de l'objectif poursuivi jusqu'à l'impact final. Il est question de voir si l'accompagnement (personnel, communautaire, politique, économique) des ex-associés/ex-otages a eu un impact positif dans leur réintégration communautaire.

2. Méthodologie

Depuis 2014, la région de l'Extrême-Nord est confrontée à l'insurrection de la secte terroriste Boko Haram. Les départements du Logone et Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga sont affectés par les attaques armées et les mouvements massifs des populations. Cette zone est comprise entre 10,063°N et 13 113°N, et entre 13,396°E et 15,165°E.

Depuis 2017, plusieurs otages ont retrouvé la liberté et des personnes enrôlées au sein de la secte ont fait défection. On retrouve des ex-associés/ex-otages dans certaines communautés à l'instar de Kolofata, Mayo-Moskota, Fotokol, Amchidé, Limani, Zamay, Bodo, Waroua, Wangara. La présente étude a permis d'interroger 120 ex-associés/ex-otages vivant en communautés à Moskota et Kolofata.

La démarche méthodologique de cette étude allie à la fois la collecte, le traitement, l'analyse et l'interprétation des données. Cette méthode s'est construite autour de la recherche documentaire et des enquêtes de terrain. La

première phase de l'étude s'est focalisée sur la collecte des données auprès de l'Unité Technique de Gestion du projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité » de l'UNFPA et certaines agences à savoir PLAN, ACDC, RESAEC, COOPI. Sur internet et en bibliothèque (Centre de documents de l'ENS/Maroua), les documents en rapport avec la thématique ont été consultés. Ces documents (mémoires, articles, ouvrages généraux, les rapports, guides) ont permis d'avoir une idée sur les caractéristiques sociodémographiques des ex-associés/ex-otages, les processus de leur prise en charge et de leur réintégration au sein des communautés et surtout la mise en œuvre du projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité » de l'UNFPA. La deuxième phase s'articule autour de l'observation de terrain et la collecte des données primaires auprès des communautés cibles. Il s'agit de recueillir directement des données empiriques à l'aide d'un questionnaire et d'un guide d'entretien.

La technique d'échantillonnage choisie est la technique non probabiliste car la population cible (ex-otages/ex-associés) vit au sein des communautés. Ici, un échantillonnage à effet boule de neige est privilégié c'est-à-dire que les personnes enquêtées proposent d'autres personnes répondant aux mêmes critères. Au-delà, des enquêtes auprès des ex-associés/ex-otages, des entrevues des maires, chefs traditionnels et leaders communautaires des localités concernées. Concernant les entretiens directifs, 120 ex-associés/ex-otages ont été enquêtés dans deux communautés (Moskota et Kolofata). Les informations recherchées concernent les données sociodémographiques des jeunes cibles du projet, leur vie avant la crise, Motif de séjour parmi les membres de Boko Haram, la résilience et leur processus de réintégration communautaire. Les entrevues centrées sur le processus de réintégration des ex-associés/ex-otages au sein des différentes communautés ont été faites auprès de 02 maires, 02 chefs traditionnels et 06 leaders communautaires.

L'enquête de terrain a permis de rassembler de nombreuses informations en vue d'être analysées systématiquement. Cela a consisté à un entretien direct auprès des ex-associés/ex-otages et des maires, chefs traditionnels et leaders communautaires. Pour être interrogé, il faut appartenir à la population cible de l'enquête et être effectivement résident dans les communautés choisies.

Lors de l'enquête, les premiers individus enquêtés indiquent d'autres personnes susceptibles d'être enquêtées. Les leaders communautaires ont été mis en contribution dans le choix des individus à interroger. Les maires, les chefs traditionnels et leaders communautaires ayant participé à des initiatives en faveur des ex-associés/ex-otages ont été interrogés.

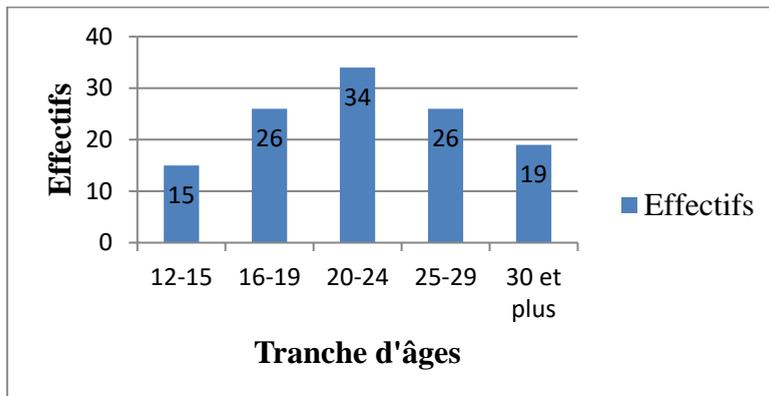
3. Résultats et analyse des données collectées

3.1. Jeunes déscolarisés, catégorie sociale cible de la secte Boko Haram

Depuis 2014, la secte terroriste Boko Haram procède par des enlèvements, l'enrôlement et l'endoctrinement des jeunes surtout vulnérables. À partir de 2017, beaucoup sont revenus et d'autres ont été libérés au cours des opérations militaires. Plusieurs ex-associés/ex-otages ont rejoint leurs communautés.

Au sein des communautés de Kolofata et Moskota, un nombre important de personnes ont séjourné sous Boko Haram pendant une durée plus ou moins variable. Des enquêtes ont été menées auprès de 120 ex-associés/ex-otages vivant déjà au sein de leurs communautés à Kolofata (62) et Moskota (58). L'analyse des différents profils ont montré que 35% sont ex-associés et 65% ex-otages. Ils se recrutent autant chez les jeunes hommes (41%) que chez les jeunes femmes (59%). La plupart des ex-associés réintégré en communauté sont des femmes et des enfants. Les hommes surtout ex-combattants sont dans le centre de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Cependant, ceux en processus d'intégration communautaire sont majoritairement jeunes (entre 12 et 30 ans) (Graphique 1).

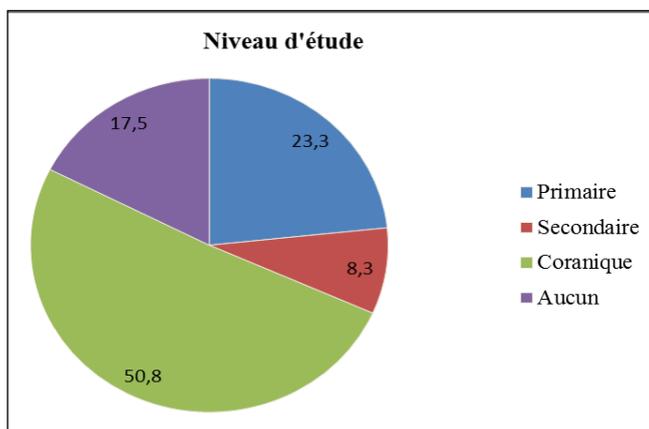
Graphique 1: Tranche d'âge des ex-associés/ex-otages



Source : Enquête de terrain, Novembre 2020

L'analyse du graphique 1 révèle que 12% d'ex-associés/ex-otages ont des âges compris entre [12-15 ans], 21% entre [16-19 ans], 28% entre [20-24 ans], 21% entre [25-29 ans] et 15% entre [30 ans et plus]. Cela montre que la cible de la secte terroriste Boko Haram est la jeunesse de 16 à 29 ans. Parmi ces jeunes, très peu ont suivi l'éducation formelle (graphique 2).

Graphique 2: Niveau d'étude des ex-associés/ex-otages



Source : Enquête de terrain, Novembre 2020

L'analyse de graphique 2 montre que la moitié (50%) des jeunes interrogés a uniquement fait l'école coranique. Seulement 23% ont fait l'école primaire, 17% le secondaire et 8% n'ont jamais suivi un enseignement. Ces statistiques viennent justifier le taux élevé d'analphabètes. Le nombre élevé des jeunes ayant suivi l'école coranique est due à l'exigence de la religion musulmane. L'accès à l'éducation reste très faible dans cette partie du pays.

L'analyse du profil sociodémographique permet de dire que les ex-associés/ex-otages en communauté sont majoritairement des jeunes femmes âgées entre 16 et 24 ans. Elles ont été soit prises par force ou soit se sont mariées volontairement aux membres de la secte qui avaient infiltré ces localités bien avant le déclenchement des attaques armées. Étant dans un contexte de pauvreté où l'éducation de la jeune fille est négligée, celles-ci ont été plus vulnérables face aux membres de la secte.

3.2. Des traumatismes vécus et réponses humanitaires à la réintégration communautaire des ex-associés/ex-otages

Depuis 2014, Boko Haram lors de ses nombreuses incursions sur le territoire camerounais procède par des enlèvements, des assassinats, des pillages et des attaques kamikazes. L'autre méthode consiste à l'endoctrinement religieux et le miroitement des biens matériels auprès des jeunes vulnérables. À Kolofata et Moskota diverses circonstances ont facilité l' enrôlement des jeunes au sein de la secte. Le témoignage de chaque enquêté relève que 55% des jeunes ont été kidnappés lors des incursions armées de Boko Haram, 22% y sont allés à la recherche du gain et 15% par endoctrinement. Au-delà des enlèvements pour recherche de rançon et de main d'œuvre, les membres de Boko Haram utilisent divers moyens pour rallier les couches vulnérables à leur cause. Il s'agit de la diffusion des messages de haine contre ceux qui ne partagent pas leur religion et leur civilisation et la promesse d'une vie meilleure au sein du califat qu'ils espèrent mettre en place dans le bassin du lac Tchad. Pourtant, les enquêtes ont montré que le quotidien au sein de Boko Haram est très traumatique.

3.2.1. Les traumatismes vécus par les ex-associés/ex-otages

Cependant, sous Boko Haram, la vie n'est pas du tout reluisante. Pendant leur séjour au sein de la secte, ces personnes parties de gré ou de force ont subi des chocs et traumatismes divers. Les témoignages recueillis permettent d'apprécier les conditions de vie difficiles dans lesquelles ont vécu les victimes de Boko Haram (Tableau I).

Tableau 1: Chocs et traumatismes vécus lors du séjour chez Boko Haram

Chocs vécus	Effectifs	Pourcentage %
Viol	34	29%
Privation	74	64%
Travaux forcés	40	35%
Combat	28	24%
Séparation	32	28%
Trouble de sommeil	64	55%
Trouble psychologique	93	80%

Source : Enquête de terrain, Novembre 2020

Il ressort de ce tableau que pendant leur séjour au sein des membres de la secte terroriste Boko Haram, les ex-associés/ex-otages ont été victimes de viol (29%), de privation (64%), de trouble psychologique (80%), de trouble de sommeil (55%), de travaux forcés (35%), de séparation (28%) et 24% ont participé aux combats.

Les ex-associés/ex-otages sont des personnes qui avaient perdu leur confort habituel. Ils ont été confrontés à la mort, aux mauvais traitements qui ont entamé leur intégrité physique. C'est pourquoi le nombre de personnes ayant connu des troubles psychologiques est très significatif.

Heureusement, la pression de l'armée, de la force multinationale et la dextérité de certains ont contribué à leur libération du joug de la secte Boko Haram. Beaucoup se sont repentis car ayant pris conscience, changé d'idéologie et quitté volontairement le groupe armé, d'autres ont bénéficié d'opérations de sauvetage menées par les forces de défense.

De retour les ex-associés/ex-otages sont accueillis par les autorités locales. Celles-ci font le tri entre les individus susceptibles de réintégrer directement leurs communautés et ceux qui doivent passer par les camps et le centre de

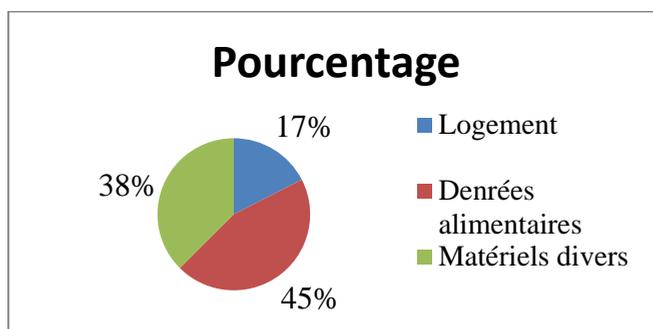
désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants de Boko Haram.

Dans ce processus de réintégration, l'État (sectoriels), les organismes humanitaires et les communautés locales apportent chacun sa contribution. C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et Sécurité » à l'Extrême-Nord. Ce projet coordonné par l'UNFPA apporte une assistance psychosociale aux déplacés, ex-associés/ex-otages et des jeunes vulnérables. Cet accompagnement intègre l'aide alimentaire, les soins de santé, la santé mentale et le soutien à la reprise des activités économiques.

3.2.2. Des actions humanitaires intégrant l'aide alimentaire, le logement, la prise en charge sanitaire et l'établissement des pièces officielles

Les retournés de Boko Haram sont caractérisés par une précarité extrême. Les premiers secours sont marqués par l'assistance alimentaire, l'appui en abris et en matériels divers. Des enquêtes de terrain à Moskota et Kolofata ont montré que les ex-associés/ex-otages bénéficient d'un accompagnement depuis leur retour. Ces soutiens sont apportés par une multitude d'acteurs à l'instar de l'État (MINSANTE, MINAS, MINJEC), des organismes du système des nations unies (UNFPA, PNUD, UNICEF), des ONGs locales et des collectivités territoriales décentralisées. À cela, il faut ajouter le soutien non négligeable de leurs familles et des autres membres de la communauté (graphique 3).

Graphique 3: Nature du soutien reçu par les ex-associés/ex-otages dès leur retour

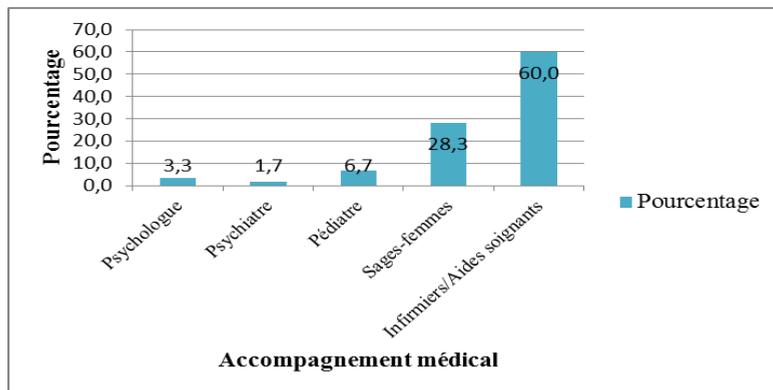


Source : Enquête de terrain, Novembre 2020

Le graphique 3 montre que les ex-associés/ex-otages bénéficient des appuis de la part de leur communauté afin de faciliter leur réinstallation. Il s'agit des denrées alimentaires (45%), des logements (38%) et des matériels divers (nattes, marmites). L'assistance alimentaire concerne les denrées alimentaires de soutien en situation d'indigence (céréales pour les adultes et lait pour les enfants). Plus de 64% ont déclaré avoir été victimes de privation. Il est question de les aider à retrouver des forces et de sortir de cette sous-alimentation. L'appui en article non alimentaire concerne les couvertures, les nattes, les marmites, et les bâches pour abris, surtout pour les personnes qui ont rejoint les camps de déplacés internes.

Les partenaires du projet ont mis en place des dispositifs d'évaluation de l'état physique et psychologique de ces personnes qui ont séjourné avec la secte terroriste. Il s'agit de diagnostiquer des éventuels traumatismes, de faire des thérapies individuelles et des counselings. Il faut rappeler que les ex-associés/ex-otages ont été victimes de trouble psychologique (80%), de trouble de sommeil (55%) et de viol (29%). En fait, les ex-associés/ex-otages ont vécu des atrocités, des scènes de violences qui créent des troubles mentaux ou les rendent parfois insensibles à la violence. Un suivi particulier est donc nécessaire pour aider ces personnes à retrouver une vie normale. C'est pourquoi, ils bénéficient de l'assistance du personnel soignant en général et surtout des spécialistes recrutés pour la cause par les organismes humanitaires (graphique 4).

Graphique 4 : Accès aux soins de santé des ex-associés/ex-otages



Source : Enquête de terrain, Novembre 2020

La prise en charge et le suivi médical ont pour but de renforcer la confiance et de verbaliser sur leur vécu en toute quiétude. Dans cet accompagnement, 60% déclarent avoir été référés auprès des infirmiers et aides-soignants, 28% chez les sages-femmes, 6% chez un pédiatre, 3% chez un psychologue et 1% chez un psychiatre. Cet accompagnement est fonction de la gravité de la maladie ou l'état de santé du patient. La prise en charge des ex-associés/ex-otages commence par les soins des affections physiques et psychologiques. Les affections les plus graves mobilisent le plus souvent des spécialistes à l'instar des psychologues et psychiatres. La place de la santé mentale est importante dans le dispositif d'encadrement des personnes traumatisées. Une attention particulière est portée à l'endroit des femmes, de la jeune fille qui ont subi des Violences Basées sur le Genre (viol, mariage forcé).

Au plan administratif, 69% ne sont détenteurs d'aucune pièce officielle (actes de naissance, carte nationale d'identité). Alors, les partenaires d'exécution du projet « JSPS », les membres de la plateforme communautaire ont entamé auprès des autorités locales compétentes (mairies, sous-préfecture et commissariats) des démarches de plaidoyer en vue de leur fournir conformément aux lois en vigueur. En effet, une assistance surtout juridique est apportée dans le processus d'obtention de ces documents. Il s'agit de permettre aux ex-associés/ex-otages une libre circulation et une facilité pour les inscriptions dans les écoles formelles et les centres de formation professionnelle, l'accès aux services publics. Dans ce cadre, un appui dans le processus d'établissement des actes de naissance et des cartes nationales d'identité a été fait aux autorités administratives pour une simplification de la procédure, une réduction des coûts (pièces de dossiers et transport des usagers). Des plaidoyers ont été menés en vue d'une localisation des postes d'identification qui rendraient l'opération plus aisée et plus accessible aux populations locales.

Jusqu'ici, seulement 37% des enquêtés ont déclaré avoir été soutenus dans les démarches d'obtention desdits documents qui permettent de circuler librement ou de s'inscrire à l'école formelle pour les jeunes. Cependant, les autorités locales (sous-préfets et maires) ont confirmé que des opérations plus vastes sont en train d'être menées sous l'égide du gouverneur afin d'apporter des solutions pérennes à ce problème qui touche la région toute entière.

3.3. Du réarmement moral et soutien à la reprise des activités économiques

3.3.1. Réarmement moral à travers des activités d'animation, de sensibilisation et de réconciliation

Apporté en temps voulu et de manière adéquate, un soutien peut empêcher que l'angoisse et la souffrance donnent lieu à des problèmes mentaux plus graves. Dans les communautés, les sentiments de méfiance et de suspicion demeurent à l'égard des ex-associés/ex-otages. Certains ont l'impression qu'ils continuent encore de collaborer avec les membres de la secte, les ravitaillent en denrées alimentaires et leur servent d'informateurs. Pour déconstruire cela, les partenaires d'exécution du projet « JSPP » mènent des activités d'animations (Tableau II) et de sensibilisations (Tableau III) qui regroupent tous les membres de la communauté y compris les ex-associés/ex-otages (98%).

Tableau 2: Participation des ex-associés/ex-otages aux activités d'animation

Activités d'animation	Effectifs	Pourcentage %
Théâtres	65	61%
Causeries éducatives	78	73%
Dialogues intergénérationnels	60	56,1%

Source : Enquête de terrain, Novembre 2020

Le tableau illustre la participation des ex-associés/ex-otages aux activités d'animation organisées au sein de leurs communautés. Il s'agit des théâtres (61%), des causeries éducatives (73%) et des séances de dialogues interpersonnels (56%).

Les retours des ex-associés et ex-otages laissent observer souvent des sentiments négatifs, de stigmatisation dans leurs communautés d'accueil. C'est pourquoi des plateformes communautaires ont été mises sur pieds en vue de la réintégration des jeunes à risque d'enrôlement ou de ré-enrôlement dans les groupes armés de Boko-Haram. En effet, dans les 11 localités cibles du projet, des espaces de dialogue sont ouverts et constituent des cadres/lieux de rencontre, de libération de la parole et de réconciliation entre les ex-associés/ex-otages, les parents et les leaders communautaires. Le but étant de

rassurer (réduction des sentiments et perceptions d'exclusion) les ex-associés/ex-otages de la disposition de leurs familles et communautés à les accepter à nouveau.

Malgré une certaine méfiance et suspicion de certains vis-à-vis des ex-associés/ex-otages, il n'en demeure pas moins qu'ils prennent part sans discrimination aux activités et animations communautaires. Les résultats d'enquête ont montré que 82% d'ex-associés/ex-otages prennent part aux activités d'animation communautaire. Ces activités ont pour but de créer la cohésion sociale et la stabilité au sein des communautés affectées par la crise sécuritaire. Ceci témoigne de la réussite des plateformes de dialogues intergénérationnels et communautaires sur la voie de pardon et de réconciliation. Parlant de la sensibilisation, plusieurs thèmes importants sont abordés.

Tableau 3: Thématiques abordées lors des causeries éducatives au sein de la communauté

Thèmes abordés	Effectifs	Pourcentage %
Résolutions des conflits	65	57%
La tolérance	70	61%
L'exode rural	30	26%
Mariage forcé	56	49%
IST/ VIH SIDA	62	54%

Source : Enquête de terrain, Novembre 2020

Ce tableau montre que les ex-associés/ex-otages prennent régulièrement part aux causeries éducatives organisées par les ONG et certains sectoriels (MINJEC, MINSANTE). Sur les 120 personnes interrogées à Moskota et Kolofata, 57% déclarent avoir suivi une causerie éducative sur les résolutions des conflits, 61% sur la tolérance, 26% sur l'exode rural, 49% sur la tolérance et 54% sur les IST et VIH/SIDA.

Ces activités ont pour but de renforcer la solidarité, la cohésion, la tolérance et l'esprit d'entraide entre les membres de la communauté. Les ex-associés/ex-otages acquièrent ainsi des compétences de vie courante. C'est un moyen que les ONGs mettent en avant pour éviter les règlements de compte et la résurgence des conflits liés au phénomène Boko Haram. D'ailleurs, les

membres des communautés interrogés lors des focus group à Moskota et Kolofata ont déclaré avoir participé à des séances de réconciliation en vue de la réintégration des ex-associés/ex-otages au sein de leurs communautés. L'objectif ici est d'arriver au pardon et à la tolérance. Plusieurs pratiques de réconciliation existent et sont utilisées par les leaders dans les communautés. Les populations adhèrent aux séances de réconciliation qui sont importantes pour apaiser les tensions et améliorer le niveau de confiance entre les ex-associés et les populations. Des pratiques autochtones et religieuses sont utilisées. Cela suppose que ceux qui ont commis des crimes avouent leurs forfaits, demandent pardon et jurent devant toute la communauté de revenir sur le droit chemin. Chez les musulmans, le fait de jurer sur le coran est gage de reconversion, chez les chrétiens la confession devant l'assemblée des fidèles est la piste la plus explorée. Pour le reste, il s'agit de capitaliser les pratiques endogènes de réconciliation dans quelques communautés des départements du Logone et Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga (PNUD, 2019).

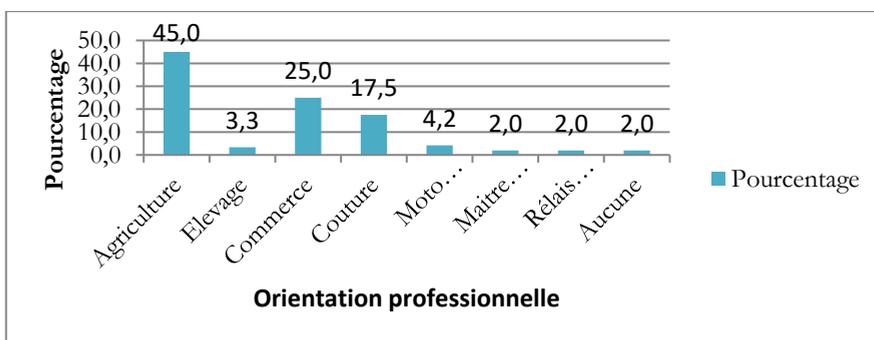
Au sein des communautés qui ont accueilli des ex-associés/ex-otages, cette justice transitionnelle est appliquée aux niveaux des chefferies transitionnelles. Ces pratiques font l'objet d'un encadrement formel afin de faciliter la réconciliation entre les frères ennemis, les communautés en perte de confiance mais sans compromettre l'application du droit positif qui doit être appliqué notamment pour les crimes de sang. Il est donc nécessaire de les documenter notamment pour le cas de toutes les communautés impliquées dans le conflit lié à la secte Boko Haram, d'identifier clairement les modalités d'application (conditions psychosociales, état de besoins) (PNUD et AFES, 2019).

3.3.2. Soutien à l'insertion socioprofessionnelle

Pour permettre aux ex-associés/ex-otages d'être plus résilients et de faciliter leur réintégration socioprofessionnelle, un volet formation et accompagnement dans la mise en place des activités génératrices de revenus (AGR) a été initié. Généralement, les ex-associés/ex-otages se sentent stigmatisés et délaissés par leurs communautés du fait de leur passé. Il s'agit de susciter de l'espoir en eux pour leur autonomie financière et la stabilité au

sein de leurs communautés. Les organismes du projet organisent des formations aux petits métiers locaux (teinture, saponification, broderie, couture, coiffure, cordonnerie, extraction des essences végétales comme l'huile de nîmes), au business plan et aux activités agropastorales (culture de l'ail, oignon, sorgho, agroforesterie) en adéquation avec les préoccupations des ex-associés/ex-otages (Graphique 5).

**Graphique 5: Orientation professionnelle des ex-associés/
ex-otages**



Source : Enquête de terrain, Novembre 2020

L'analyse du graphique 5 montre que les jeunes ex-associés/ex-associés s'intéressent à plusieurs profils professionnels. Il s'agit d'agriculteurs (45%), de commerçants (25%), de couturiers (17%), de mototaxis (03%). Cependant, quelques-uns se consacrent aux activités de maîtres coraniques et relais communautaires.

Les ex-associés/ex-otages ont besoin de reprendre leur vie d'antan au sein de leurs communautés. Il s'agit de les former davantage sur les opportunités d'emploi qu'offre la région. Ces orientations professionnelles épousent les réalités socioéconomiques de leurs localités et l'Extrême-Nord. Les hommes préfèrent s'adonner à l'agriculture tandis que les femmes sont attirées par le commerce. Il est donc important que les organismes d'exécution puissent organiser le secteur en chaîne de valeur pour plus de rentabilité. La vulnérabilité des jeunes face à l'extrémisme violent étant très souvent due à

la pauvreté, au chômage, l'oisiveté et la faiblesse de l'investissement. Cet accompagnement a pour but d'autonomiser les jeunes bénéficiaires et d'écarter le spectre d'un ré-enrôlement au sein de la secte terroriste.

À la fin de la formation, des financements, du matériel (kits) sont offerts pour que ces jeunes puissent s'autonomiser et sortir de la précarité. Lors de cette enquête, 50% ont déclaré être à l'étape de la formation, 30% ont déjà reçu des soutiens financiers et 19% du matériel (kits agricoles, d'élevage, de couture). Pour l'heure, ces activités semblent données de l'espoir (Tableau IV).

Tableau IV : Degré de satisfaction des ex-associés/ex-otages

Degré	Effectifs	Pourcentage %
Très insatisfait	19	16
Insatisfait	28	23
Satisfait	71	59
Très satisfait	2	2
Total	120	100

Source : Enquête de terrain, Novembre 2020

Ce tableau donne le degré d'appréciation de l'orientation professionnelle actuelle des ex-associés/ex-otages à Moskota et Kolofata. Au moins 59% sont satisfaits, 2% très satisfait, 23% insatisfait et 16% très insatisfait. Cela s'explique par le fait que plusieurs sont encore en formation.

Dans ce sillage les jeunes se mettent ensemble autour des GICs agropastoraux. Désormais, ces personnes ont oublié cette période sombre de leur vie pour se concentrer à la construction de leur vie familiale et communautaire. Elles font ainsi preuve de résilience et s'éloignent des risques de ré-enrôlement.

Étant donné que la précarité économique, l'extrême pauvreté et la faiblesse de l'éducation formelle sont des lits fertiles à l'infiltration des membres Boko Haram. L'accompagnement (santé, formation, financement) ont permis à tous ceux qui ont séjourné sous Boko Haram de surmonter les traumatismes dont ils ont été victimes et de retrouver leur place d'antan au sein de leur communauté. Au cours des focus group, les membres des communautés affirment avoir fait beaucoup d'efforts pour que les ex-associés/ex-otages retrouvent leur place au sein des communautés. À Moskota, les membres

disent que « quand le chef décide de l'investissement humain, les ex-associés/ex-otages sortent travailler avec nous. Ils ont commencé à respecter les règles de la communauté. Ils vont dans les champs et les chantiers. Beaucoup se sont mariés et nous évitons de les discriminer de peur qu'ils ne retournent en brousse ». Pour le leader communautaire Maliki de Kolofata « aujourd'hui, les jeunes ex-associés/ex-otages vivent en parfaite collaboration avec d'autres jeunes de la localité dans l'entente et le dialogue ». Pour le premier adjoint au maire de Mozogo « les jeunes ne s'y rendent plus, ne collaborent plus avec les Boko Haram. Ils dénoncent les suspects ».

Les jeunes ex-associés/ex-otages qui ont reçu des appuis au montage des projets et des fonds de départ pour initier des activités génératrices de revenus s'autonomisent et peuvent à nouveau prendre en charge leur famille. Même si certains attendent d'être financés pour dynamiser l'activité professionnelle choisie, ils s'essayeront déjà auprès de ceux qui exercent déjà le métier (agriculteurs, éleveurs, commerçants, couturiers).

3.4. Les limites notables du projet et plaidoyer pour une pérennisation des acquis

Depuis le début de la crise, les communautés victimes bénéficient du soutien de l'État, des organismes du système de Nations Unies, des organisations non-gouvernementales internationales et locales et des organisations de la société civile. Le projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun » est l'un des projets qui a un fort impact car il touche directement les jeunes, principales victimes de l'extrémisme violent. Cependant, la mise en œuvre du projet comporte quelques limites qu'il faut souligner ici afin que des correctifs puissent être apportés pour plus d'efficacité.

3.4.1. Parfaire la réintégration et la cohésion au sein des communautés sous crise

Le projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité dans la Région de l'Extrême-Nord » a pour cible principale les jeunes de 12 à 29 ans. Or, parmi les ex-associés/ex-otages, il y a des personnes de plus de 30 ans qui ont aussi besoin d'un soutien à la réintégration. Cette catégorisation peut créer des sentiments de frustration et de haine. Il est d'ailleurs intéressant que ce

projet prenne en compte toutes les communautés des zones touchées par la crise sécuritaire.

Les enquêtes de terrain ont montré que plus de 69% d'ex-associés/ex-otages n'ont jamais fréquenté l'école formelle. Ce qui pose un réel problème d'accès à l'éducation. Il était question qu'en accord avec les maîtres coraniques, les jeunes puissent être préparés afin d'intégrer l'école formelle. Selon l'Inspecteur MINEDUB de Kolofata : « il était question que les élèves des écoles coraniques sortent pour rejoindre l'école formelle. Les résultats n'ont pas suivi ». Pour le secrétaire particulier du Sous-préfet : « on avait demandé aux maîtres coraniques de sectionner la formation pour éviter de surcharger les enfants et leur permettre d'aller à l'école formelle. Mais les stratégies mises sur pieds lors des ateliers n'ont pas été suivies ». L'éducation est une arme contre l'obscurantisme, il serait judicieux de sensibiliser les parents sur la place de celle-ci dans l'avenir de leurs enfants.

Au plan psychologique, les ex-associés/ex-otages bénéficient d'une prise en charge psychologique et psychiatrique. Cependant, les membres des communautés qui ont été victimes des attaques de Boko Haram, de la mort des proches, de la destruction de biens ne sont pas toujours pris en compte dans l'assistance. Ils ont aussi besoin d'être accompagnés d'un point de vue psychologique et psychiatrique.

Sur le terrain, malgré que la pression de l'armée ait permis de réduire la fréquence des incursions de Boko Haram, certaines populations n'ont pas toujours rejoint leurs villages. Les zones frontalières vivent dans l'insécurité. Il est donc opportun que l'État puisse davantage sécuriser la frontière en créant des postes avancés. La quiétude des populations, le développement économique, la libre circulation des biens et des personnes sont liés à la sécurisation des zones sous crise. La réussite de cet objectif passe par une synergie d'actions entre les forces de défense et de sécurité et les membres de la communauté.

La réintégration harmonieuse des ex-associés/ex-otages au sein des communautés passe par le pardon et la réconciliation entre les victimes et les bourreaux (ex-associés). Lors des focus groups, les populations ont insisté sur les réparations en faveur de tous ceux qui ont perdu des proches et des biens matériels. Avoir l'humilité de présenter des excuses, de demander pardon et

de faire la promesse d’avoir changé constituent pour les leaders enquêtés un élément indispensable pour la réintégration des ex-otages ou ex-associés ayant commis des crimes (enquête PNUD, 2018). L’accompagnement des communautés par l’État et les organismes humanitaires dans la recherche de la justice transitionnelle permettra de ramener de la cohésion sociale et une paix durable.

3.4.2. Résolutions des difficultés globales des communautés de Moskota et Kolofata

La réintégration communautaire est un chemin semé d’embuche. Au quotidien, les membres de la communauté en général et les ex-associés/ex-otages rencontrent d’énormes difficultés (Tableau V).

Tableau V : Difficultés rencontrées dans les communautés de Moskota et Kolofata

Difficultés rencontrées	Effectifs	Pourcentage %
Manque de moyen financier	60	50%
Manque de produit alimentaire	66	55%
Non scolarisation des enfants	29	24%
Troubles psychologiques	43	35,8%
Manque d'espace agricole	52	43,3%
Absence de logement	36	30,0%
L'insécurité	56	46,7%
Absence d'activité économique	41	34,2%
Conflits avec les communautés d'accueils	35	29,2%
Absence d'acte de naissance pour les enfants	29	24,2%
Absence des pièces officielles	41	34,2%
Absence des documents scolaires	60	50,0%

Source : Enquête de terrain, Novembre 2020

Sur l’ensemble des individus rencontrés à Moskota et Kolofata, ceux-ci déplorent le manque de moyen financier (50%), de produits alimentaires (55%), d’espace agricole (43%), de logement (30%), d’activité économique (34%), d’acte de naissance pour les enfants (24%), de pièces officielles (34%) et de documents scolaires (50%). On note également la non-scolarisation des enfants (24%), les troubles psychologiques (36%), des conflits communautaires (29%) et l’insécurité (46%).

Au regard des défis énormes à relever, il revient à toutes parties de mettre en place une synergie d'action pour la stabilisation, la paix et la sécurité au sein de ces communautés. Désormais, l'accompagnement se veut global et doit prendre en compte tous les problèmes que rencontrent l'ensemble des populations touchées par la crise sécuritaire. Car les mêmes causes (pauvreté, chômage, sous-scolarisation, insécurité) risquent de produire les mêmes effets (enrôlement, endoctrinement, prise d'otage).

Il est nécessaire de rappeler que depuis 2017, une vague successive d'associés et d'otages ont regagné leurs communautés à l'instar de Kolofata et Moskota. Plus de 80% ont moins de 30 ans et plus de 70% sont non scolarisés. Ce qui les rend vulnérables à l'extrémisme violent.

Dans ce processus de réintégration communautaire ceux-ci bénéficient de l'accompagnement et du soutien de l'État, des organismes du système de nations unies et ONGs internationales et nationales. Les actions humanitaires en faveur des ex-associés/ex-otages comprennent l'aide alimentaire, le logement, les soins de santé, le soutien en santé mentale, psychosociale et à la reprise des activités économiques. Ceci dans le but de leur permettre leur réintégration harmonieuse au sein de leurs communautés. Mais, ces actions restent à parfaire notamment au niveau du soutien à l'éducation, de la sécurisation des villages frontaliers, de la question de la réparation en faveur des victimes et la réconciliation à travers la justice transitionnelle.

Pour l'heure, avec l'accompagnement du projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité dans l'Extrême-Nord du Cameroun », les ex-associés/ex-otages sortent des chocs liés à leur séjour avec Boko-Haram et se réintègrent progressivement au sein de leur communauté. Ils bénéficient effectivement d'un soutien juridique pour l'obtention des documents officiels (actes de naissance, cartes nationales d'identité), d'une aide alimentaire et sanitaire, des formations socioprofessionnelles et des financements pour la mise sur pieds des activités. Cependant, la prise en compte des victimes et de la communauté toute entière est une problématique dont l'État et les organisations humanitaires doivent s'y pencher. L'extrême pauvreté, la sous-scolarisation et l'insuffisance des infrastructures sociales de base restent un épineux problème.

Au regard de tout ce qui précède, l'hypothèse centrale et les hypothèses secondaires sont confirmées. Le projet « JSPS » a créé une dynamique qui permet aux ex-associés/ex-otages de passer de personnes vulnérables à l'autonomisation suivant ainsi les étapes de la théorie du changement. Par ailleurs, cette étude a permis de comprendre que les ex-associés/ex-otages ainsi les communautés des zones de crises bénéficient de l'attention de l'État et des organismes humanitaires. Il s'agit maintenant de pérenniser ces actions sur plusieurs années afin qu'une fois les villages sécurisés, on amorce un développement économique réel.

Conclusion générale et recommandations

Les ex-associés/ex-otages désignent des personnes ayant été en contact avec Boko Haram. Ils suscitent parfois méfiance et suspicion au sein des communautés. Afin d'éviter d'éventuels ré-enrôlements de ces personnes, l'État, les organismes humanitaires et les leaders communautaires travaillent au quotidien pour aider ces personnes à retrouver leur vie d'antan. Il était question d'évaluer le processus de réintégration des ex-associés/ex-otages dans les localités cibles (Moskota et Kolofata) du projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité ». L'enquête de terrain du 08 au 15 Novembre 2020 a permis d'interroger 120 ex-associés/ex-otages, d'organiser quatre focus group et d'interviewer 06 leaders communautaires et deux maires. Il ressort que les ex-associés/ex-otages sont effectivement en cours de réintégration à travers un accompagnement psychosocial. Une prise en charge psychologique, des séances des réconciliations, des causeries éducatives, des offres de formations et de financements sont mises à contribution pour les aider à surmonter les chocs, les traumatismes et retrouver leur place au sein de leurs communautés. L'analyse des témoignages à la fois des membres des communautés et des ex-associés/ex-otages montre que ces derniers ont surmonté très rapidement cet épisode de leur vie et ont retrouvé peu à peu le cours normal de leur vie. Il revient à l'État à travers les sectoriels et les organismes humanitaires de travailler sur le long terme auprès de ces communautés vulnérables à travers des activités socioéconomiques autogérées. Il faudrait aussi davantage travailler sur la réconciliation. Par ailleurs, une sécurisation totale des villages désertés est nécessaire pour fixer ces personnes dans leurs localités d'origine. La paix et la stabilité demeurent des facteurs majeurs de développement. En perspectives, des actions suivantes doivent être menées pour renforcer la cohésion sociale et faciliter une réintégration harmonieuse des ex-associés/ex-otages :

- L'État devra mettre plus de moyens (financiers, humains et matériels) dans l'accompagnement (sécuritaire, sanitaire, éducative, alimentaire et économique) de ces communautés vulnérables;

- Une synergie d'action devra être créée entre les organismes humanitaires, l'État, les collectivités locales et les leaders communautaires avec des rôles clairement définis;
- Accompagner dans le long terme les ex-associés/ex-otages afin de s'assurer de leur réintégration harmonieuse en communauté;
- L'extrémisme violent touche en majorité les jeunes, il est important de mettre plus de moyens dans la scolarisation des enfants des familles démunies, le renforcement de la sécurité alimentaire et la multiplication des activités génératrices de revenus;
- Mettre en place des mécanismes pour faciliter l'établissement des pièces officielles (acte de naissance, carte nationale d'identité);
- Capaciter la société civile et les plateformes communautaires en matière de gestion des conflits, de réconciliation et de recherche de la paix ;
- Mettre en place un dispositif de suivi et d'évaluation des activités génératrices de revenus par des personnes indépendantes (experts métiers, consultants) ;
- Recenser l'ensemble des victimes qui ont subi les affres de la crise (pertes d'un proche, destruction de biens, perte du bétail) et faire des plaidoyers auprès de l'État afin d'arriver à une réparation.
- La conjoncture actuelle liée au Covid 19 semble avoir été un frein au déroulement de certaines activités (formation, animations). Il est donc nécessaire de proroger le projet pour finaliser ces activités.

Références bibliographiques

Géraud Magrin et Marc-Antoine Pérouse de Montclos, (Dr) 2018, Crise et développement : La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram. Ed. Agence Française de Développement, 292 pages.

Institut National de la Statistique (2014). Quatrième Enquête Camerounaise auprès des Ménages. 65 pages.

Kalina Kaka, Barma Marodégueba, Konou, Adjo & Bouteyre Evelyne, 2018, Résilience de quatre adolescents victimes d'adversité et d'événements traumatisants à Lomé (Togo) *in* Pratiques Basées sur la Résilience. Aix Marseille Université, Institut de Recherche pour le Développement, Laboratoire Population, Environnement, Développement. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02465380>. P.515.

Kolaouna Labara Bruno, Mukendi Lufuluabo et Woudammike Joseph. (2020). Déterminants de la faible participation économique et intégration sociale des femmes ex-associées de Boko Haram dans les zones de conflits de l'Extrême-Nord, Cameroun. *Revue Espace, Territoires, Sociétés et Santé*, 3 (5). [En ligne] 2020, mis en ligne le 30 Juin 2020, URL: <https://www.retssaci.com/index.php?page=detail&k=100>. Pp. 183-200.

Ongbehos V., 2018, Rapport de l'évaluation rapide des besoins psychologiques des présumés ex-otages de Zamai. 13 pages.

Programme des Nations Unies pour le Développement-Cameroun, 2018, Besoins de réintégration des ex-otages de Boko Haram à Zamay et dispositions de leurs communautés d'origine dans le Mayo-Moskota. Projet de stabilisation régionale intégrée du Bassin du Lac-Tchad. 70 pages.

Programme des Nations Unies pour le Développement et Afrique Espoir, 2019, capitalisation des pratiques endogènes de réconciliation dans quelques communautés des départements du

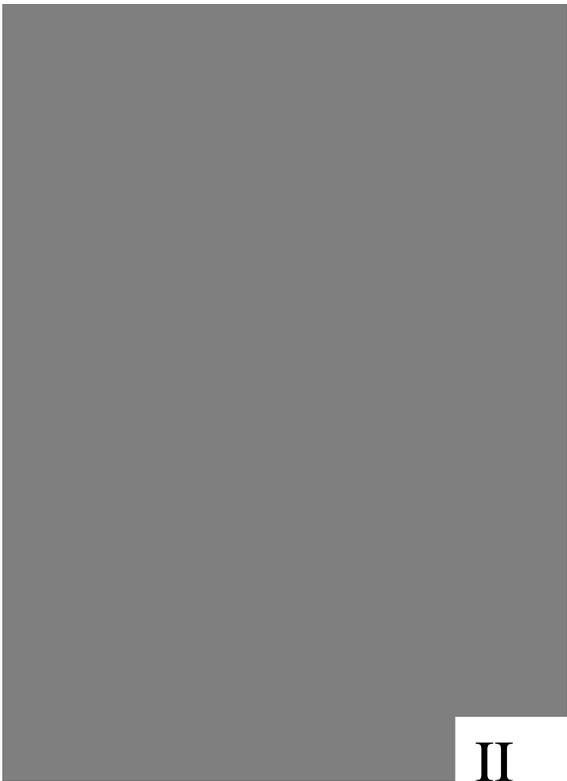
Logone et Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga. Rapport. 23 pages.

Programme des Nations Unies pour le Développement-Cameroun et les Organisations Locales, 2019, Enquête sur la perception de la réconciliation par les populations des communes de Blangoua, Fotokol, Kolofata, Mayo Moskota et Mora dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun. Projet de stabilisation régionale intégrée du bassin du lac-Tchad. 46 pages.

Rogers Patricia, (2014). « Théorie du changement. Notes méthodologiques, Évaluation d'impact n° 2 ». Centre de recherche Innocenti, Florence. 17 pages. www.unicef.irc.org.

Saïbou Issa (2014). « En guise d'introduction : des effluves au théâtre d'opérations, une région en récession ». *In* Kaliao. Université de Maroua. Nov.2014. P7-12.

Saïbou Issa et Nadine Machikou (2019). « Réintégration des ex-associés de Boko Haram : Perspectives de la région de l'Extrême Nord du Cameroun », Global Center on Cooperative Security, février 2019. 13 pages.



II

**LA PRÉVENTION PAR LES
PARTENARIATS SOCIAUX ET
L'ADAPTATION**

Collaboration civilo-militaire et consolidation de la paix dans le Département du Mayo-Tsanaga à l'Extrême-Nord du Cameroun

---Ibrahim Bienvenu Mouliom Mounbakou---

Résumé

Au lendemain de l'éclatement de la crise Boko Haram, les Forces de Défense et de Sécurité affectées dans la Région de l'Extrême-Nord, pour défendre l'intégrité territoriale du Cameroun et protéger les populations, n'étaient pas tenues en estime. Du fait des exactions et des dérives qui leur étaient imputées en effet, elles étaient méprisées et les civils n'acceptaient aucune forme de collaboration avec elles. Mais, les victoires qu'elles ont engrangées dans les premiers combats contre les insurgés et les opérations de sensibilisation conduites sur le terrain par les autorités locales, vont modifier ces perceptions. Les données collectées dans le Mayo-Tsanaga grâce à l'observation directe et les entretiens semi-directifs ont d'ailleurs permis de se rendre compte que de plus en plus, les FDS sont appréhendées dans les communautés affectées par la crise comme des protecteurs qu'il faut accompagner dans le processus de stabilisation et de consolidation de la paix. Toutefois, cette nouvelle perception n'a pas totalement enrayé la peur et le mépris des hommes en tenue. Dans ces localités en effet, les abus commis par certaines FMO et les agressions imputées à quelques militaires indisciplinés continuent à entretenir la méfiance entre une minorité des civils et les FDS. C'est la raison pour laquelle il est absolument nécessaire de renforcer les capacités de ces dernières à la gestion collaborative des crises asymétriques, en mettant un accent particulier sur la protection des femmes contre les Violences Basées sur le Genre. De plus, il est vital que les leaders communautaires intensifient les sensibilisations sur le terrain pour permettre aux civils de connaître les

attributions de chaque corps en uniforme. Enfin, les autorités en charge de la Gendarmerie, de la Police, de la Douane, de la Forêt et de la Faune ont intérêt à lutter contre les abus imputés à leurs agents respectifs ; notamment en sanctionnant ceux qui s'illustrent sur le terrain par des attitudes professionnelles déviantes. Ceci permettra de lutter efficacement, avec l'appui des autorités locales, contre la prolifération des armes légères et des petits calibres utilisées dans les violences communautaires qui ont pignon sur rue à l'Extrême-Nord du Cameroun.

After the beginning of the Boko Haram crisis, the Defense and Security Forces assigned to the Far North Region to defend Cameroon's territorial integrity and protect the populations were not held in esteem. Because of the abuses attributed to them, they were despised and civilians did not accept any form of collaboration with them.. But their victories in the fight against the insurgency and the sensitization operations carried out by the administrative, traditional, religious authorities and civil society actors will change local perceptions. The data collected in Mayo-Tsanaga through direct observation and semi-directing interviews have made it possible to realize that more and more FDS are seen in crisis-affected communities as protectors who must be accompanied in the process of stabilization and peace-building. However, this new perception has not completely stopped the fear and contempt of men in uniform. In these communities in fact, abuses by some FMO and violence of a few unruly military personnel continue to maintain mistrust between a minority of civilians and the FDS. This is why it is absolutely necessary to strengthen their capacity for collaborative management of asymmetric crises, with a particular focus on protecting women from gender-based violence. In addition, it is vital that community leaders increase sensitization to enable civilians to know the responsibilities of each uniformed men. Finally, the authorities in charge of the Gendarmerie, Police, Customs, Forest and Wildlife have an interest in combating the abuses attributed to their agents; notably by punishing those who stand out on the ground with deviant professional attitudes. This will enable the proliferation of small arms used in community violence in the Far North of Cameroon to be effectively combated, with the support of local authorities.

Introduction



Selon une étude d'*International Crisis Group*, les premiers indices de la présence de Boko Haram ont été relevés sur le territoire camerounais en 2004 (ICG, 2015). Après les émeutes sanglantes de Kanama au Nigéria et la répression qui s'en est suivie en effet, plusieurs membres de ce mouvement insurrectionnel, en cavale, se sont réfugiés dans les monts Mandara dans la Région de l'Extrême-Nord (Kadje, 2016). Mais, c'est précisément au cours de l'année 2013 que le Cameroun va commencer à enregistrer, notamment sur sa ligne frontalière située entre Dabanga, Fotokol, Makari et Kousséri, des attaques isolées et très localisées de la secte (Ntuda Ebodé & al., 2017). Dès cette période, la menace ira grandissante puisqu'en février de la même année, sept membres d'une famille française sont enlevés par ces assaillants. Ce rapt qui va plonger l'opinion nationale et internationale dans le désarroi sera suivi de plusieurs autres ; notamment celui du prêtre français Georges Vandenbeush en novembre de la même année, des clercs italiens et canadiens ainsi que d'un chef traditionnel camerounais du village de Goumoudi en avril 2014, de dix ressortissants chinois à Waza en mai et, enfin, de l'épouse du

Vice-Premier Ministre camerounais Ahmadou Ali, de sa belle-sœur et du Lamido de Kolofata en juillet 2014 (Kadje, 2016).

Par ailleurs, Boko Haram ne va pas s'arrêter aux simples enlèvements. En effet, caressant le rêve d'intégrer une partie du Cameroun au projet de création de son califat et, surtout, d'en faire une base de repli stratégique, ce mouvement insurrectionnel dont l'agenda était, au départ, géographiquement circonscrit au territoire nigérian va multiplier, à partir de 2014, des attaques dans les localités du corridor frontalier avec le Nigéria, notamment à Fotokol, Mora, Kousséri, Amchidé, Kerawa, Djibrilli, Bornori, Tolkomari, Kolofata, etc. (Ntuda Ebodé & al., 2017). Dans ces zones, ils vont kidnapper, tuer, violer et déposséder de leurs biens, de nombreuses personnes qui avaient déjà de la peine à négocier une larme de paix auprès des entrepreneurs du crime qui dictaient leurs lois sur le corridor.

Face à la montée de cette menace qui, initialement, était perçue comme un problème nigéro-nigérian (Ntuda Ebodé & al., 2017), le gouvernement camerounais va décider, à l'issue du Sommet de Paris sur la sécurité au Nigéria du 17 mai 2014, d'entrer en guerre contre Boko Haram. Pour déployer les unités de combat les plus aguerries au plus près de l'ennemi donc, les quatrièmes Régions militaires Interarmées (RMIA4) et de gendarmerie seront créées, par Décret présidentiel, le 14 août 2014. Ces nouvelles structures de commandement militaire vont recevoir pour mission de « *détruire et de réduire cette secte à sa plus simple expression* » comme l'a instruit, au cours de l'installation de leurs responsables, le Ministre délégué à la Présidence chargé de la défense. Pour y arriver, il sera affecté dans la zone près de 4000 soldats qui vont combattre, certains au prix de leurs vies, les membres de cette insurrection (Ntuda & al., 2017). Le 14 août 2014, le gouvernement camerounais va de nouveau mobiliser 2450 militaires pour participer à la Force Multinationale Mixte (FMM), une coalition des forces armées constituée du Nigéria, du Tchad, du Niger et du Bénin, coordonnée par la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT).

Ce déploiement militaire dans les localités affectées par la crise va réduire substantiellement les capacités opérationnelles de la secte terroriste et la contraindre à revenir aux tactiques asymétriques (Ntuda & al., 2017).

Affaiblie militairement, elle agit aujourd'hui par à-coups ou par lâcheté. Autrement dit, ses membres emploient désormais des méthodes non conventionnelles dont les opérations kamikazes, les prises d'otage avec demande de rançon, les incursions ou les raids spontanés et inattendus dans les communautés, principalement dans le but de se ravitailler en ressources humaines ou en produits de consommation (bétail, tubercules, céréales, etc.). Pour y faire face, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) n'auront pas d'autres choix que d'adapter leurs modes opératoires aux réalités des nouvelles menaces asymétriques qui exigent désormais une meilleure interaction avec les populations et un respect scrupuleux des droits de l'homme. D'ailleurs, depuis le basculement vers une guerre contre l'inconnu, les acteurs étatiques, humanitaires, du commandement militaire, de la société civile ainsi que les chercheurs ayant fait l'expérience de la collaboration civilo-militaire dans d'autres champs de conflits recommandent aux FDS de se rapprocher des populations civiles et de les impliquer dans les stratégies de défense. Pour cela, les FDS doivent travailler à vaincre la peur de l'uniforme et la méfiance chez les populations civiles afin de mutualiser leurs forces dans la lutte contre Boko Haram.

En outre, il est à noter qu'en dépit de l'abondante littérature sur le conflit Boko Haram au Cameroun, cette nouvelle réponse aux attaques asymétriques subies par les localités frontalières au Nigéria n'est pas documentée à proprement parler. Mis à part quelques rapports commandités par certains Organismes des Nations Unies (UNFPA, PNUD, UNICEF, etc.), par les ONG nationales et internationales ainsi que par les Organisations de la Société Civile en effet, des documents scientifiques validés par un comité des pairs, portant essentiellement sur cette stratégie ayant prouvé sa pertinence et son efficacité dans la gestion de nombreux conflits sur le continent et ailleurs, sont rares, si non quasi-inexistants. Les chercheurs qui abordent la question le font de manière partielle puisqu'ils s'intéressent généralement aux mobiles ayant conduit à l'extrémisme violent et au terrorisme Boko Haram à l'Extrême-Nord (Gwoda et Wassouni, 2017; International Crisis Group, 2016), aux trajectoires de radicalisation individuelle et collective (PNUD, 2017) et aux rôles des comités de vigilance dans la lutte contre Boko Haram (Ntuda et al., 2017 ; Fanyim, 2017), etc.

Pour contribuer à l'enrichissement de la littérature heuristique sur cette question, la présente étude ambitionne de questionner non seulement les rapports entre les FDS et les populations civiles, mais aussi et surtout, la plus-value que peut apporter la collaboration entre ces deux acteurs dans la lutte contre Boko Haram. Pour atteindre cet objectif, les questions suivantes vont orienter l'analyse : Quel type de rapport entretiennent les FDS et les populations civiles dans les localités de l'Extrême-Nord affectées par la crise sécuritaire ? Quelle est la plus-value de la collaboration civilo-militaire dans la lutte contre Boko Haram? Les réponses à ce double questionnement constituent l'ossature de cette analyse qui triangule, de manière concomitante, la théorie du changement social de Valters (2014) et l'approche stratégique de Crozier et Friedberg (1977). Mais, avant d'y parvenir, la réflexion s'ouvre par une présentation de la méthodologie ayant guidé la collecte des données.

1. Terrains et méthodes

Les résultats présentés dans cet article sont le fruit d'une enquête qualitative menée en novembre 2020 dans le département du Mayo-Tsanaga, précisément dans les localités de Mozogo, Moskota et Zamay. Ces localités ont été ciblées parce qu'elles sont non seulement accessibles, mais aussi parce qu'elles figurent parmi les zones les plus affectées par la crise sécuritaire imposée par Boko Haram. Pour y recueillir les informations, nous avons eu recours à deux approches de collecte des données qualitatives qui, loin de s'opposer, se complètent (Gérard, 1987). Il s'agit de l'observation directe et des entretiens individuels. L'observation directe qui s'est faite à l'aide d'une grille préalablement élaborée par exemple, a permis de constater qu'en dépit du rapprochement observé entre les FDS et les populations civiles, la peur de l'uniforme et la méfiance n'ont pas totalement disparu dans les localités de l'enquête.

Les entretiens individuels, essentiellement semi-directifs, ont permis quant à eux de recueillir des informations auprès de cinquante (50) personnes ressources (les FDS, les leaders traditionnels, religieux et communautaires, les membres des comités de vigilance, etc.) ayant une certaine proximité avec la problématique développée par cette étude. Grâce à un échantillonnage raisonné, les répondants ont donc été choisis, non seulement pour leurs

connaissances sur la gestion de la crise sécuritaire à Mozogo, Moskota et Zamay, mais aussi en fonction de leurs capacités à fournir des informations pertinentes pour la construction du présent objet. Au cours des interviews, les échanges ont porté sur la situation sécuritaire avant, pendant et après l'insurrection de Boko Haram, les solutions à apporter pour stabiliser et pacifier durablement les localités affectées par la crise. Après cette opération de collecte, les données recueillies ont été transcrites, classifiées puis catégorisées. Cette intelligibilisation du matériau a facilité l'analyse de contenu des *verbatim*, socles du présent argumentaire.

2. Résultats

Comme son nom l'indique, cette partie présente les résultats issus de l'exploitation des sources écrites et des données qualitatives recueillies dans les localités de l'Extrême-Nord affectées par la crise sécuritaire imposée par Boko Haram. Pour le faire, cette présentation s'ouvre par les rapports qu'entretiennent les FDS et les populations civiles du Mayo-Tsanaga. Ensuite, elle questionne l'intérêt de la collaboration civilo-militaire dans la lutte contre ce mouvement insurrectionnel.

2.1. Rapports entre les FDS et les populations civiles

Comme partout ailleurs au Cameroun, l'administration coloniale a eu recours aux Forces de Défense et de Sécurité pour faire assoir son autorité et neutraliser toutes les velléités de remise en cause de celle-ci à l'Extrême-Nord. A leur arrivée dans la Région au début des années 1900 en effet, les colons avaient basé leur système sur l'usage de la force et non le dialogue et la persuasion. Dans l'exercice des missions qui leur étaient assignées donc, les goumiers s'illustraient par de nombreux actes de répression et de violence. Ils torturaient, matraquaient et soumettaient les populations civiles aux travaux forcés. Cette brutalité qui s'apparentait à celle exercée, au début du XX^{ème} siècle, par Hamman Yaji sur les montagnards (Beek & Chétima, 2020), a laissé des souvenirs douloureux dans la mémoire collective. Et comme à cette époque où les populations se repliaient dans les montagnes pour se mettre à l'abri des assauts répétés des cavaliers esclavagistes, celles

qui étaient descendues dans les plaines ont été contraintes, dans leur grande majorité, de retourner sur les hauteurs.

Après le départ des colons, la Région de l'Extrême-Nord est devenue l'un des espaces marchands les plus importants du bassin du Lac Tchad. Les populations, pour survivre à leur vulnérabilité socio-économique, y investissaient toutes sortes d'itinéraires d'accumulation : agriculture, pêche dans le lac Tchad, commerce du bétail (Djabba & Ngague, 2018), trafic de drogue, du carburant frelaté, des médicaments, des pièces détachées, des armes légères et de petit calibre en provenance du Soudan, de la Centrafrique et du Tchad (Ntuda et al., 2017). De plus, cette partie du Cameroun est devenue le terreau d'une intense criminalité transfrontalière où prospéraient à la fois enlèvements, embuscades sur les véhicules des transports en commun et raids sur les campements (Saïbou, 2010). Pour réguler cet espace criminalo-marchand, le jeune État du Cameroun va créer, pratiquement dans toutes les circonscriptions administratives, des bases sécuritaires et y affectera de nombreuses Forces de Maintien de l'Ordre. Mais, à en croire nos informateurs, certains hommes en tenue se sont plutôt associés aux activités illégales, facilitant et tirant avantage des trafics transfrontaliers alors florissants. Des actes de violence sont également cités dans les rapports avec les jeunes et les femmes. Voici ce qu'en dit un notable du canton de Moskota dans l'arrondissement de Mozogo :

« Vous savez, les hommes en tenue nous ont traumatisés ici à l'époque où les Blancs contrôlaient encore le pays. Ils nous frappaient, violaient nos filles et femmes et nous contraignaient aux travaux forcés. À cette époque, même le chef n'avait aucune valeur à leurs yeux. Et donc, quand les gens comme moi qui n'avaient pas un statut social aussi élevé que celui du chef les voyaient, ils fuyaient et allaient se cacher dans les montagnes. Pour tout dire, l'homme en tenue représentait à cette époque la violence et la terreur. Après le départ des colons, cette perception n'a pas fondamentalement changé. Les hommes en tenue menaient une lutte acharnée contre les coupeurs de route certes, mais ils volaient la virginité de nos filles, extorquaient de l'argent à nos frères qui se débrouillaient dans le petit commerce et réprimaient injustement certains jeunes qui n'avaient rien à voir

avec les vols et agressions qui étaient enregistrés ici. Ils étaient plus des prédateurs pour nous que des protecteurs » (*Entretien avec un notable du canton de Moskota, Moskota, 09 novembre 2020*).

Et s'agissant précisément des intérêts qu'ils tiraient du trafic illicite sur le corridor, un répondant à Mozogo dit : « Ils se faisaient tellement d'argent sur le dos des trafiquants et des petits commerçants que beaucoup d'entre eux se plaignaient quand on les envoyait dans les départements comme le Mayo-Kani parce que là-bas, les affaires n'étaient pas autant florissantes » (*Entretien avec un commerçant résidant à Mozogo, 11 novembre 2020*).

Les écarts de comportement de certains policiers, gendarmes et douaniers ont exacerbé l'évitement des hommes en tenue par des populations apeurées. Mieux, en dépit de la lutte acharnée menée contre les « coupeurs de route », la peur, la méfiance voire de sentiments parfois plus marqués étaient perceptibles dans ce contexte où les gens ne distinguaient pas entre les différents corps habillés (Wassouni, 2020). D'ailleurs, comme l'indique un leader communautaire à Zamay, « la seule vue d'un homme en tenue, même sans arme, pouvait faire fuir tout un village » (*Entretien avec un maître d'école à Zamay, 14 novembre 2020*)

Après le déclenchement de la crise sécuritaire imposée par Boko Haram en 2013, le renforcement des FDS en effectifs sur le terrain ne fut pas perçu comme une opération de sauvetage des populations victimes des attaques. Au contraire, ce déploiement de nombreux militaires dans les localités affectées a plutôt réveillé, dans la mémoire collective locale, les souvenirs des violences et des représailles des années coloniales. D'ailleurs, un habitant du canton de Moskota en parle en ces termes : « Lorsque nous avons vu les militaires arriver chez nous en nombre incalculable, nous avons pensé tout de suite aux scènes de violences des années coloniales. Nous fuyions quand on les rencontrait dans la rue et avions peur de tout contact avec eux » (*Entretien avec un habitant de Moskota, 13 novembre 2020*). Un responsable du 42^{ème} Bataillon d'Intervention Motorisée (BIM) de Mozogo confirme ces propos ainsi : « *Quand les militaires se regroupaient quelque part, les populations n'osaient pas s'approcher. D'ailleurs, elles passaient à bonne distance*

d'eux » (Entretien avec un responsable du 42^{ème} BIM, Mozogo, 10 novembre 2020).

De plus, les abus que d'aucuns commettaient à leur arrivée n'étaient pas de nature à faciliter le rapprochement d'avec les populations locales. Selon plusieurs témoignages, la confusion de leurs cibles, les viols, les intimidations et les humiliations infligées aux jeunes ont plutôt renforcé la crispation, et, vraisemblablement, amené des jeunes à collaborer avec les malfaiteurs. À ce sujet, un responsable administratif dans le Mayo-Moskota explique :

« Quand les FDS sont arrivées ici, les humiliations qu'elles infligeaient à certains jeunes du village poussaient ces derniers à des choses incroyables. Tenez, un jour, la fiancée d'un jeune de Moskota a été violée et laissée pour morte dans la broussaille par les militaires. Au village, ce jeune, accusé de n'avoir pas pu défendre sa promue, était devenu la risée publique. Pour laver cet affront, il a alerté les assaillants quand il a observé que les militaires étaient en nombre insuffisant à un poste de garde près de la montagne. Les ennemis sont arrivés et sur-le-champ, ils ont tué quatre FDS » *(Entretien avec un responsable administratif à Mozogo, 10 novembre 2020).*

Cependant, lorsque les attaques de Boko Haram se sont intensifiées, la bravoure des FDS sur le terrain de combat a commencé à infléchir les positions de certains civils jadis hostiles. En effet, ils ont commencé à s'enfuir vers les casernes pour y chercher protection à chaque fois qu'il y avait une attaque. De plus, les hommes des différentes localités attaquées ont commencé à s'organiser pour accompagner et guider les FDS sur le terrain de combat. Jusqu'à la signature en 2014, par le Gouverneur de la Région, d'une décision portant autorisation de création des comités de vigilance dans les zones affectées de l'Extrême-Nord, ces résistants utilisaient des armes artisanales et d'autres instruments magico-mystiques tels qu'amulettes, boucliers, blindages de protection mystique, gris-gris et pentacles (Menguéle Menyengue, 2017) pour contribuer à la lutte contre l'ennemi. C'était le début du rapprochement entre les militaires et les civils.

Lorsque Boko Haram commence à recourir aux stratégies asymétriques en 2017 du fait de l'affaiblissement de ses capacités guerrières, les autorités administratives, traditionnelles, religieuses et les FDS elles-mêmes vont se lancer dans une vaste campagne de sensibilisation dont le but était, prioritairement, de rapprocher les militaires et les civils et surtout de susciter une plus grande implication de ces derniers dans la bataille. Au cours de ces campagnes qui se tenaient sur les places des marchés, dans les chefferies, les églises et les mosquées, les FDS étaient présentées comme des frères, des fils et, surtout, des protecteurs si l'on s'en tient aux propos d'une autorité administrative à Mokolo. Après ces intenses Communications pour le Changement de Comportements vis-à-vis des FDS appuyées par les organisations nationales, internationales et la société civile, doublées de l'exfiltration des soldats indécidés sur le terrain de combat par le commandement militaire, les populations vont commencer à côtoyer et à échanger des informations sensibles avec elles. D'ailleurs, sur le terrain, nous avons personnellement été témoin de plusieurs actes qui attestent du rapprochement entre les civils et les militaires. Dans la cour du 42^{ème} BIM de Mozogo par exemple, nous avons observé que les femmes tiennent désormais des réunions, prennent part aux activités organisées par les autorités locales et extérieures sans plus avoir la moindre peur des hommes en tenue. Et pour confirmer cette proximité, la présidente du réseau des femmes du Mayo Moskota va même plus loin en indiquant que pour contribuer à l'effort de guerre contre Boko Haram, les femmes de la localité veillent, autant que les hommes, aux côtés des FDS stationnées à des postes de garde stratégiques, pour leur préparer du thé. Voici, du reste, ce qu'elle dit à ce sujet :

« Depuis un moment, nous travaillons en synergie avec les Forces de Défense et de Sécurité ici. Quand nous sommes informées de la présence de l'ennemi dans notre localité, nous courrons rapidement dans les postes de garde des militaires puisque nous les connaissons tous. Et quand il n'y a pas de menace, les plus jeunes d'entre nous restent à leur côté jusqu'aux heures reculées de la nuit pour leur préparer du thé et leur manifester notre gratitude par rapport au travail qu'ils font pour sécuriser notre village » (*Entretien avec Présidente du réseau des femmes, Mozogo, 10 novembre 2020*).

Les hommes quant à eux sont devenus de véritables copains des FDS. Ils se retrouvent sans heurts dans les débits de boissons, se côtoient et s'assistent mutuellement dans les moments de bonheur ou de malheur. Depuis la signature de la Décision autorisant la création des comités de vigilance en 2014, nombre d'entre eux, constitués en comités de vigilance, accompagnent les FDS dans la lutte contre Boko Haram. D'ailleurs, en tant que natifs, ils sont devenus des acteurs incontournables dans cette guerre asymétrique. Ils guident les patrouilles nocturnes des FDS, alertent ces dernières aussitôt qu'ils reçoivent une importante information sécuritaire et assurent, grâce aux armes artisanales et magico-mystiques, la surveillance de leurs territoires lorsque les FDS sont en mission d'intervention. C'est le sens de la déclaration de ce notable de Moskota qui dit :

« Ici à Moskota, c'est nous qui guidons les militaires, étant donné que nous connaissons le terrain mieux qu'eux. Nous les alertons aussitôt que nous recevons une information sécuritaire et assurons aussi la garde dans la nuit ; notamment à l'entrée du village. Et quand nous y allons, nous nous habillons en noir pour que l'ennemi ne nous aperçoive pas à distance. En situation de combat, nous avons des petits talismans qui nous permettent de disparaître de leur vue. Et quand ils ne nous voient plus, nous en profitons pour les arrêter et les remettre aux FDS » (*Entretien avec un notable de de Moskota, 09 novembre 2020*).

Cette mutualisation des forces dans la lutte contre Boko Haram a considérablement contribué au rapprochement entre les FDS et les populations civiles. Autrement dit, la prise en compte des civils dans la réponse aux menaces sécuritaires que connaissent les localités cibles de cette étude a modifié les perceptions de ces derniers et leur a permis de se rendre compte que les FDS ne sont pas des ennemis, des prédateurs, mais des protecteurs. D'ailleurs, aujourd'hui, nombre d'entre eux commencent à faire la différence entre une armée protectrice et d'autres hommes en tenue qu'ils qualifient d'« *affairistes, de corrompus, d'escrocs, de prédateurs* » (*Entretien avec un leader communautaire à Moskota, 09 novembre 2020*).

Toutefois, notons qu'en dépit de ce rapprochement résultant, comme on l'a relevé plus haut, d'intenses Communications pour le Changement des Comportements vis-à-vis des FDS et des sanctions infligées à celles qui, sur le terrain, s'illustrent par leur indiscipline, quelques civils continuent à se méfier des hommes en tenue. Il s'agit, d'entrée de jeu, de ceux qui, jusqu'ici, ne font pas la différence entre les FDS et les autres corps en uniforme. Pour ces civils en effet, militaires, policiers, gendarmes, douaniers, agents de forêt et de la faune restent tous des soldats prêts à agresser, à brutaliser ou à extorquer de l'argent chez ces populations qui vivent déjà dans la résilience. Ainsi, toutes les dérives (corruption, brutalité, arrestations abusives, confiscation des biens, violations des procédures, gonflement des tarifs règlementaires, etc.) commises par des agents d'un corps en uniforme sont systématiquement imputées à tous les autres (Entretien avec un responsable des FDS, Moskota, 10 novembre 2020). D'ailleurs, cette confusion est également entretenue dans les langues locales. Pour l'exemplifier, soulignons que dans le Mayo Tsanaga, Mafa, Moufou ou Kapsiki appellent indifféremment les hommes en tenue « *Sodjé* », traduction littérale de « *soldier* » en anglais ou soldat en français.

Ensuite, les civils qui ont été, au moins une fois, victimes des bavures ou de brutalité militaire n'éprouvent, jusqu'ici, aucune sympathie pour les FDS. En dépit du retrait des zones crisogènes et de la réaffectation des militaires indisciplinés par le haut commandement en effet, quelques brebis galeuses continuent malheureusement à y semer des troubles. Dans leurs rapports interpersonnels, ils brutalisent les civils avec qui ils interagissent et commettent de nombreux abus sur les filles ou femmes qu'ils rencontrent. Avec cette catégorie des civils dont la fierté a été écorchée au moins une fois par une dérive militaire, les rapports avec les FDS restent très tendus. D'ailleurs, certains, à l'instar de ce jeune dont la fiancée a été violée par un militaire, continuent à dire : « Même si tout le village décide désormais d'aller vivre au camp du BIR, moi je ne ferai jamais confiance aux militaires à cause de ce qu'un d'entre eux m'a fait. Il a violé ma fiancée et l'a laissé pour morte dans la brousse. Aujourd'hui, mes frères se moquent de moi et pensent que je suis un incapable parce que je n'arrive pas à me venger de ce qu'il m'a fait » (Entretien avec un jeune de Mozogo, 10 novembre 2020).

Enfin, une dernière catégorie des civils qui continue à garder ses distances vis-à-vis des FDS, c'est bien celle qui redoute les représailles. En effet, les assaillants de Boko Haram considèrent toutes les personnes qui interagissent avec les FDS comme des ennemis. Pour eux, ces civils sont non seulement contre l'idéologie djihadiste dont ils font la promotion, mais aussi, se dressent contre leur combat en donnant des informations aux FDS. Dès que vous êtes identifié comme tel, ils travaillent, parfois avec le soutien de certaines victimes des dérives militaires, pour vous retrouver et vous régler les comptes. C'est ce qui est arrivé à ce membre du Comité de vigilance de Moskota dont l'épouse décrit les circonstances de décès ainsi qu'il suit :

« Mon mari était un membre influent du Comité de vigilance de cette communauté. D'ailleurs, c'est lui qui servait d'intermédiaire entre les FDS, les autres membres de comité de vigilance et les populations. Il avait les numéros de tous les responsables de l'armée présents dans cette localité. Il avait même le numéro du Sous-Préfet de Mozogo. Il communiquait régulièrement avec eux et leur donnait toutes les informations liées aux attaques. Le jour où les membres de Boko Haram sont venus le tuer, j'ai entendu un d'entre eux dire : c'est toi qui nous trahis auprès de ces mécréants, on va te montrer aujourd'hui. Puis ils l'ont battu à mort. Quand ils sont partis, j'ai compris qu'il y'avait des gens en interne qui sont allés dire à Boko Haram que c'est mon mari qui informait les FDS sur leurs positions » (*Entretien avec l'épouse d'une victime de Boko Haram, Moskota, le 10 novembre 2020*).

Bien que persistante à ce jour, cette méfiance vouée par une minorité des civils vis-à-vis des FDS ne compromet pas pour autant la gestion collaborative de la crise sécuritaire observée dans le Mayo-Tsanaga. D'ailleurs, un officier supérieur de l'armée rencontré à Moskota estime que cette méfiance est normale au regard des traumatismes qu'ont connues les populations de cette partie du pays avant la crise Boko Haram. D'ailleurs, il ajoute : « Le rétablissement de la confiance, préalable à la consolidation de la paix dans le Mayo-Tsanaga, est un processus que nous construisons progressivement. Avec le travail que nous abattons sur le terrain pour

rapprocher les civils des militaires, il viendra un moment où ces sceptiques ne constitueront même plus les 2% de la population» (Entretien avec un responsable du BIR, Moskota, 10 novembre 2020). Et à la question de savoir si cette situation n'affecte pas les FDS dans leurs missions, cet officier répond : « Aujourd'hui, nous regardons dans la même direction avec la grande majorité. C'est le plus important ». A présent, une question se dégage : Depuis 2017, qu'est-ce que l'implication des civils dans la réponse militaire a apporté à la guerre asymétrique contre Boko Haram ? Mieux, quelle est la plus-value de cette collaboration civilo-militaire dans la gestion de la crise ? La sous-section suivante s'inspire des sources écrites et orales pour esquisser une tentative de réponse.

3. La collaboration civilo-militaire : sa plus-value dans la lutte contre Boko Haram

La collaboration civilo-militaire est présentée aujourd'hui comme une stratégie efficace et très prisée dans la gestion des crises, notamment lorsque celles-ci deviennent asymétriques. Ce système de défense alternative (De Montclos, 2008) qui favorise une harmonisation des efforts entre les militaires et les populations civiles, débouche généralement, quand elle est sincère, sur une pacification totale des zones en conflit. D'ailleurs, dans *l'Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix*, cette gestion concertée est présentée comme une condition essentielle pour une réelle sécurisation des zones crisogènes (IMRAP & Interpeace, 2015). Dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun, cette stratégie de défense qui associe militaires et civils a permis, comme on l'a relevé plus haut, de vaincre la peur de l'uniforme et de rétablir un climat de confiance entre ces deux acteurs. Donc, même si quelques civils continuent à rester à bonne distance des FDS comme on a pu le noter au cours de l'enquête, les deux acteurs se côtoient désormais et s'assistent mutuellement dans les moments de bonheur ou de malheur.

Par ailleurs, ce rétablissement de la confiance favorise une véritable implication des civils, chacun avec ses armes, dans les combats menés sur le terrain contre les insurgés. À travers le Système d'Alerte Rapide (SAR) par exemple, ceux qui sont au courant d'une menace informent promptement les FDS qui, à leur tour, se mobilisent sur le terrain pour contrecarrer l'ennemi.

Le 09 novembre 2020 à Moskota, le président du Comité de Vigilance locale est venu, alors que nous discutons avec un responsable du BIR, transmettre à ce dernier l'information d'une attaque qui venait de se produire dans les montagnes. Immédiatement, ce responsable a interrompu l'enquête pour organiser et déployer ses hommes sur le terrain. Le lendemain, alors que nous nous apprêtons à relancer l'entretien avec ce responsable, il a tenu à nous présenter les assaillants capturés pour témoigner de l'effectivité de la collaboration entre les militaires et les civils dans cette localité.

Aussi, soulignons que ce rétablissement de la confiance entre les civils et les militaires a contribué à la déradicalisation de plusieurs jeunes qui, frustrés par leur condition socio-économique et les comportements des hommes en tenue affectés dans leurs localités respectives, s'étaient engagés aux côtés des insurgés pour manifester leur mécontentement. Même si nous n'avons pas eu le chiffre exact de ces ex-combattants sur le terrain parce que, selon les dires des responsables de Mozogo, les familles ne signalent pas toujours leur retour en communauté, nous avons pu échanger avec quelques-uns dans le canton de Moskota sur les raisons de leur retour. Un d'entre eux raconte :

« Quand nous étions de l'autre côté, nous étions bien traités. On avait une vie meilleure que celle que nous offrait notre pays. Boko Haram nous donnait la possibilité de régler les comptes à nos ennemis au village. Et comme les hommes en tenue étaient devenus des obstacles pour nos petites activités, nous en avons profité pour les faire payer leur méchanceté. Mais, pour être honnête avec vous, moi j'avais toujours le cœur serré à chaque fois qu'il fallait tuer un frère camerounais. C'est la raison pour laquelle je me suis échappé de la brousse aussitôt que j'ai appris que les hommes en tenue étaient devenus les amis des populations civiles » (*Entretien avec un ex-combattant, Moskota, le 09 novembre 2020*).

Cette collaboration civilo-militaire a également permis aux acteurs de s'investir dans diverses activités destinées à renforcer la confiance entre eux. Dans le cadre des opérations d'influence par exemple, les FDS travaillent durement pour vaincre la peur et prouver aux populations civiles que, loin d'être des tueurs comme ils étaient appréhendés, ils peuvent poser des actes

socialement utiles. Ils s'investissent dans les travaux publics (construction des bâtiments, aménagement de certains axes routiers, etc.), font des dons (forages, des fournitures scolaires, etc.) et interviennent même dans les salles de cours là où les enseignants sont portés disparus du fait de la crise. Et pour renforcer davantage les liens avec les populations, ils prennent part, en plus de tous ces actes posés dans le cadre des opérations d'influence, à toutes les activités organisées dans les communautés. Ils jouent au football avec les jeunes et participent activement à toutes les activités culturelles organisées par ces derniers. Pour en parler, un responsable du BIR affirme :

« Dans toutes les localités affectées par la crise sécuritaire dans le Mayo-Tsanaga, nos hommes interviennent dans divers domaines. Ils aménagent les routes, construisent les forages, se transforment même en maîtres d'école quand ceux-ci ont fui du fait des attaques. Et dans les quartiers, ils boivent dans les mêmes bistrots que tous les jeunes de ces villages en crise, jouent au Football avec eux et se retrouvent même quelques fois pour échanger sur l'actualité du pays. Vous comprenez que même si nous sommes considérés comme la grande muette, nous entretenons des liens sociaux avec les populations des localités affectées par la crise imposée par Boko Haram » (*Entretien avec un responsable du BIR, Mokolo, 14 novembre 2020*)

De l'autre côté, les civils apportent une réponse à la mesure des actes posés sur le terrain par les FDS. Ils leur donnent promptement les informations sécuritaires, les accompagnent sur le terrain et la nuit, quand les militaires sont stationnés à leurs postes de garde, les femmes qui souhaitent contribuer à l'effort de guerre, leur préparent des repas ou du thé. Pour faciliter leur intégration, les civils leur apprennent les langues locales, leur servent des mets culturels et leur facilitent des unions avec les jeunes filles de la communauté, même si cette pratique n'est pas admise par le protocole des Nations Unies sur l'assistance aux victimes des abus et exploitation sexuelle de 2019. Enfin, ils contribuent à leur protection grâce aux prières et d'autres instruments magico-mystiques qu'ils portent avec eux sur le terrain des combats (*Entretien avec un lawane, Zamay, 14 novembre 2020*). Tous ces actes qui témoignent de l'effectivité de la collaboration civilo-militaire sur le

terrain expliquent à suffisance pourquoi les attaques, bien qu'elles continuent à être enregistrées dans les localités cibles de l'enquête, ont baissé d'intensité (EPRD & Paticip GmbH, 2021).

Discussions, conclusion et recommandations

L'efficacité de cette approche collaborative dans la gestion des crises a été démontrée dans d'autres écrits. Dans un rapport intitulé « Renforcement de la confiance entre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité : diagnostic et solutions pour une paix durable au Mali », l'IMRAP et Interpeace par exemple présentent la réconciliation entre ces deux acteurs opérationnels comme un tournant décisif ayant conduit au rétablissement de l'autorité légale au Mali en 2012. Pour ces deux organismes en effet, la monopolisation de la puissance publique par les FDS était la principale raison de l'incapacité de celles-ci à faire face à la situation sécuritaire que traversait le pays. Mais, après l'instauration d'une approche collaborative entre les militaires et les populations civiles, les institutions du pays ont été rétablies et l'autorité restaurée (IMRAP & Interpeace, 2016).

S'exprimant à leur tour sur la collaboration entre les FDS et les civils constitués en Comités locaux de vigilance, Ntuda & al. (2017) pensent que cette mutualisation des forces a permis d'affaiblir les soutiens locaux de Boko Haram et d'optimiser le renseignement prévisionnel et opérationnel à l'Extrême-Nord du Cameroun. Parties en effet d'un extrait du Discours du président Ahidjo du 15 août 1970 qui stipulait « les armées ne suffisent pour sauver une nation tandis qu'une nation de défense par le peuple est invincible », les autorités administratives de la Région de l'Extrême-Nord ont jugé opportun de relancer les défenses populaires pour capitaliser, dans la lutte contre les insurgés, l'ancrage communautaire et la maîtrise de la géographie, de l'histoire, des langues et des cultures locales de leurs membres. Et Ntuda et al. (2017) de conclure que le soutien de ces populations civiles à la lutte contre Boko Haram a nettement contribué à faire reculer l'emprise des djihadistes sur le front camerounais et soulager les victimes.

Fanyim (2017) lui aussi dit qu'en dépit des préoccupations sur leur avenir, les civils constitués en comités de vigilance ont contribué à la réduction des capacités offensives de Boko Haram. Citant Menguele Menyengue, il argue qu'au plus fort de la crise sécuritaire, les chefs traditionnels des localités les

plus touchées ont demandé au Chef de l'Etat la possibilité de faire usage de leurs pouvoirs magico-mystiques pour mettre les assaillants hors d'état de nuire. Après approbation, il s'en est suivi une distribution aux membres des comités de vigilance et même aux soldats des amulettes, des boucliers et des blindages de protection mystique, des gris-gris et des pentacles. Cette implication des civils dans la lutte contre Boko Haram, conclut-il, a non seulement permis de détruire toute forme de collaboration entre les assaillants et leurs soutiens locaux, mais aussi de les affaiblir considérablement.

Au regard de ce qui précède donc, il faut noter que les rapports entre les FDS et les populations civiles dans le Mayo-Tsanaga qui, au départ, étaient caractérisés par la méfiance et l'évitement, ont considérablement évolué depuis 2017, notamment après le passage à la guerre asymétrique. Mieux, les perceptions vis-à-vis des FDS ont beaucoup changé dans les localités en crise du fait de leur bravoure sur le terrain de combat, du maintien de la discipline dans les rangs par le commandement militaire et des opérations de sensibilisation conduites par les autorités administratives, traditionnelles, religieuses et la société civile.

Toutefois, l'uniforme continue, nonobstant cette dynamique observée dans la gestion de la crise, de susciter la peur et le mépris chez une minorité des civils. Il s'agit précisément de ceux qui ne distinguent pas les FDS d'autres porteurs d'uniformes, des victimes des violences militaires et des civils qui redoutent les représailles de Boko Haram. Pour amener cette minorité à changer définitivement d'attitudes vis-à-vis des FDS, il est nécessaire, d'entrée de jeu, que le Ministère de la Défense et ses relais au niveau opérationnel veillent davantage à la discipline des FDS, présentées sur le terrain comme les premiers responsables de la crise de confiance avec les civils. Pour y arriver, il faut, en plus de sanctions infligées aux FDS coupables des dérives sur le terrain, organiser régulièrement, à leur intention, des sessions de renforcement des capacités. Et au cours de ces sessions dont le but sera de les former à la gestion des crises asymétriques, un accent particulier doit être mis sur le savoir-faire, le savoir-être ou encore les comportements et attitudes des militaires dans leurs interactions avec les populations. Et s'agissant des rapports avec les femmes qui, dans le Mayo-Tsanaga, manifestent de plus en

plus la volonté de participer à l'effort de guerre bien que vulnérables, ces séances de renforcement des capacités doivent insister sur la nécessité pour les FDS de les protéger plutôt que de les abuser, afin d'assurer leur participation au processus de consolidation de la paix dans les conditions fixées par la Résolution 1325 des Nations Unies.

De plus, les leaders traditionnels, religieux, communautaires et le commandement militaire doivent intensifier les campagnes de Communication pour le Changement des Comportements vis-à-vis des FDS. Et au cours de leurs différentes descentes, ils doivent insister sur la différence entre les FDS, les FMO, les douaniers, les agents de forêt et de la faune. Cette levée de confusion permettra, comme au Mali (IMRAP & Interpeace, 2016), que les civils connaissent les attributions de chaque corps en uniforme. Ainsi, les FDS qui ont pour devoir de défendre l'intégrité territoriale du pays et de protéger les populations civiles en cas de guerre, seront désormais dispensées des accusations d'escroquerie, d'arrestations abusives et d'affairisme.

Aussi, les autorités en charge de la Gendarmerie, de la Police, de la Douane, de la Forêt et de la Faune ont grand intérêt à lutter contre les abus imputés à leurs agents sur le terrain. Elles doivent les former à l'exercice de leurs fonctions dans un contexte de crise et sanctionner selon la réglementation en vigueur ceux qui, en dépit de ces renforcements des capacités, continuent à abuser sexuellement, à escroquer, à arnaquer et à travailler en intelligence avec ces trafiquants et entrepreneurs d'insécurité qui font fortune sur le corridor. Cette capacitation des FMO, des douaniers et des agents de Forêt et de la Faune est d'ailleurs présentée par un Chef traditionnel du Mayo-Tsanaga comme un préalable à la pacification de la Région. Pour l'expliquer, il dit : « les comportements des FMO étaient à l'origine de la radicalisation de plusieurs jeunes ici. Ils les escroquaient, arrachaient injustement leurs motos, violaient leurs femmes et faisaient des affaires louches avec les trafiquants. Si tout ceci change, la paix reviendra ici ». Il ajoute : « Et si ça ne change pas, tout le travail que nous abattons pour vaincre la haine des hommes en tenue tombera à l'eau. D'ailleurs, après avoir repoussé les assaillants nigériens, nous aurons désormais des Boko Haram locaux ». C'est dire que ces autorités doivent, si elles veulent pérenniser la collaboration civilo-militaire actuelle,

discipliner les agents sur le terrain et communiquer aux populations, les procédures, les tarifs ; bref les bonnes pratiques en cas d'embuscade avec un gendarme, un policier, un douanier ou un agent de Forêt et de la Faune.

Enfin, les autorités administratives et traditionnelles doivent appuyer les hommes en tenue dans la lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres dans la Région. Ces armes en provenance de la Lybie et du Tchad qui rentrent dans la Région du fait de la porosité des frontières et de la complicité de certains agents chargés de réguler la circulation sur le corridor sont utilisées pour commettre de nombreux crimes. D'ailleurs, de l'avis de Fanyim (2017), cette libre circulation des armes légères qui se fait sous le nez et la barbe des FMO, doublée de la contrebande sur le corridor transfrontalier, sont les principaux facteurs explicatifs de l'insécurité grandissante dans la Région. Pour consolider la paix dans la Région donc, il est absolument nécessaire que d'autres acteurs, notamment les autorités administratives, traditionnelles et même de la société civile s'impliquent dans la croisade contre la circulation des armes légères et de petits calibres.

Références bibliographiques

- Crozier, M. & Friedberg, E., 1977. *L'acteur et le système*, Paris : Seuil
- Djabba, J. & Ngapgue J.N., 2018. « Effets de l'onde d'insécurité sur les activités touristiques d'une région située à l'abri des attentats terroristes : Mogodé et ses environs dans l'Extrême-Nord (Cameroun) », *études caribéennes*, vol.2.
- EPRD & Paticip GmbH, 2021. « Monitoring d'activités financées sous l'article 3 de l'ICSP » Afrique de l'Ouest et bassin du Lac Tchad. De janvier 2020 à juin 2021, UE
- Fanyim, G., 2019. « Les comités de vigilance comme acteurs de la lutte contre Boko Haram au Cameroun », in *Res Militaris*, vol. 9, n°1.
- Gérard, H., 1998. « Quantitatif, qualitatif : même combat ! », communication présentée au séminaire méthodologique en sciences humaines et sociales, Ouagadougou.
- IMRAP & Interpeace, 2016. Renforcement de la confiance entre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité: diagnostic et solutions pour une paix durable au Mali. Badalabougou Est.
- International Crisis Group, 2015. Cameroun : la menace du radicalisme religieux. Rapport Afrique No229.
- International Crisis Group, 2016. Cameroun : faire face à Boko Haram. Rapport Afrique No241
- Kadje, D.M., 2016. Acteurs et instruments dans la lutte contre Boko-Haram. Trajectoires Camerounaise et Nigériane, in *Sens Public, Revue internationale*
- Menguele Menyengue, A.M., 2017. « À propos du conflit comme mode alternatif de 'communalisation' : essai sur les comportements politiques à l'aune de la guerre contre Boko Haram au Cameroun », in Wassouni, F. & Gwoda, A.A., *Boko Haram au Cameroun : Dynamiques plurielles*, Bruxelles : Peter Lang.

- Ntuda Ebodé & al., 2017. *Le conflit Boko Haram au Cameroun : Pourquoi la paix traîne-t-elle ?*, Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun)
- Pérouse de Montclos, M.-A., 2015, « Premier bilan de la coalition contre Boko Haram ». Fondation Jean-Jaurès, Note n° 259.
- Pérouse de Montclos, M.A., 2008. *États faibles et sécurité privée en Afrique Noire : De l'ordre dans les coulisses de la périphérie mondiale*, Paris : l'Harmattan
- PNUD, 2017, *Journey to extremism in Africa: drivers, incentives and the tipping point for recruitment*, Regional bureau for Africa
- Saïbou I., 2010, *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad, Terrains du siècle*, Paris : Karthala
- Valters, C., 2014. *Theories of Change in International Development: Communication, Learning, or Accountability?* Asia Foundation : JSPR
- Van Beek, W. & Chétima, M., 2020. « Une répétition de l'histoire? Boko Haram et Hamman Yaji », in Chauvin, E. & al. *Conflits et violences dans le bassin du lac Tchad, Actes du XVIIe Colloque Méga-Tchad*, Marseille : IRD
- Wassouni, F., 2020. « Implication des groupes spécifiques (femmes et jeunes) comme option stratégique pour un dialogue civilo-militaire efficace », communication présentée à la rencontre de Dialogue Civilo-Militaire à Maroua.
- Wassouni F. & Gwoda A.A., (dir.) 2017. *Boko Haram au Cameroun: dynamiques plurielles*, Editions Peter Lang S.A.

Nuptialité de conjoncture⁹ et stratégies de survie des jeunes filles et femmes en situation de vulnérabilité à l'extrémisme violent à l'Extrême-Nord du Cameroun. Cas de Mayo-Sava et de Mayo-Tsanaga

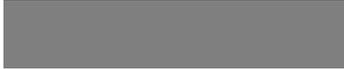
---Safiatou Saidou---

Résumé

Cet article analyse les mécanismes et les implications sociales de la résilience des jeunes filles et femmes victimes des exactions de *Boko Haram* sous l'angle de la nuptialité de conjoncture. Dans le contexte actuel marqué par la persistance de l'insécurité en lien avec le phénomène de *Boko Haram* à l'Extrême-Nord du Cameroun, ces deux catégories sociales se retrouvent dans une situation de précarité sociale et de vulnérabilité puisqu'elles sont confrontées aux menaces sécuritaires, à la crise socio-économique et aux violences basées sur le genre (VBG). L'étude examine la situation précaire des jeunes filles et femmes et les stratégies qu'elles adoptent pour survivre dans leurs communautés. L'utilisation d'une méthodologie basée sur la triangulation des méthodes qualitatives et quantitatives a permis de retracer le contexte des mariages de circonstance dans les localités de Mayo-Sava et de Mayo-Tsanaga à l'Extrême-Nord. De plus, il est ressorti des résultats obtenus sur le terrain que plusieurs facteurs d'ordre économique, socioculturel et structurel peuvent être mobilisés pour justifier ces formes de conjugalité localement cernées comme stratégies de survie. Dans cette logique de résilience, la corrélation entre l'insécurité, la crise socioéconomique et le mariage a permis de mettre la lumière sur les mutations matrimoniales et sociétales dans les zones cibles de l'étude. Ce texte montre enfin les conséquences négatives et positives de cette nuptialité opportuniste dans le processus de stabilisation des communautés affectées par *Boko Haram*.

⁹ Concept employé par Saïbou Issa dans l'étude sur la cartographie et le profilage des bénéficiaires du projet Jeunesse, Stabilisation Paix et Sécurité, de mars 2020.

Abstract



This article analyses the mechanisms and social implications of the resilience of young girls and women victims of Boko Haram's exactions from the perspective of situational nuptiality. In the current context marked by the persistence of insecurity linked to the Boko Haram phenomenon in the Far North of Cameroon, these two social categories find themselves in a social precariousness and vulnerability situation as they face security threats, the socio-economic crisis, and gender-based violence (GBV). The study examines girls' and women's precarious situation and their strategies to survive in their communities. The use of a methodology based on the triangulation of qualitative and quantitative methods made it possible to trace the context of forced marriages in the localities of Mayo-Sava and Mayo-Tsanaga in the Far North. Moreover, the field results show that several economic, socio-cultural, and structural factors can be used to justify these forms of conjugality, which are locally identified as survival strategies. Within this logic of resilience, the correlation between insecurity, socio-economic crisis, and marriage has shed light on matrimonial and societal mutations in the study's target areas. Finally, this paper shows the negative and positive consequences of this opportunistic nuptiality in the stabilization process of Boko Haram affected communities.



La nuptialité de conjoncture désigne les unions de circonstances qui renvoient aux situations matrimoniales de convenance contractées en contexte de crise. Autrement dit, cette notion fait référence à la multiplication des formes de mariages conclus à cause des situations de vulnérabilité liées aux crises humanitaires et socioéconomiques. Ce sont des mariages de raison qui constituent des réponses, des stratégies de survie individuelles et/ou collectives afin de limiter les effets pervers des conflits.

La Région de l'Extrême-Nord du Cameroun est un site d'observation pertinent de ces pratiques matrimoniales de crise. Depuis 2013 en effet, les unités administratives frontalières du Nigeria sont confrontées aux attaques de *Boko Haram* qui perturbent son essor économique et les ressorts de stabilité générale des communautés. Considéré par Cohen (2015) comme le catalyseur de la violence armée régionale, ce mouvement insurrectionnel d'origine nigériane enlève, tue et dépossède les populations de leurs biens ; plongeant ainsi toute la Région dans la tourmente depuis cette période (Guibbaud, 2014). C'est dire qu'en dépit de la mobilisation des ressources

nationales et extérieures pour les contrecarrer, l'insécurité et la violence imposées par le groupe *Boko Haram* continuent à sévir et à affecter l'Extrême-Nord au plan humain, social, culturel et économique. Pour l'exemplifier, les tueries et les déplacements involontaires, conséquences de cette crise sécuritaire, exposent les jeunes et les femmes à une situation d'extrême vulnérabilité.

En outre, notons que par « *nécessité de survie* » ou par « *protestation sociale* » (Ndounda, 2017), les jeunes ont développé dans la Région, des comportements violents qui ont débouché sur ce que Saïbou (2010) appelle « *l'entrepreneuriat de l'insécurité* ». Ils volaient, violaient, agressaient et tuaient parfois toute personne qui osait leur opposer une force. D'ailleurs, un rapport d'International Crisis Group (ICG, 2016) renseigne qu'au début des incursions de Boko Haram en 2013 dans la Région, ce groupe terroriste y a trouvé un terreau fertile de recrutement de ses adeptes. Il en a ainsi recruté 3 500 à 4 000 jeunes, notamment de sexe masculin. Concernant les femmes et les filles, la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH, 2015) présente ces deux catégories sociales comme des « *cibles, victimes et instruments* » en contexte d'insécurité.

Par ailleurs, soulignons qu'en plus d'être des cibles des terroristes, les femmes et jeunes filles étaient victimes, dans leurs communautés respectives, des violences basées sur le genre (VBG) en termes de déni de ressources, d'opportunités ou de services, d'agressions physiques ou sexuelles, des mariages précoces et forcés, des viols et des violences psychologiques et émotionnelles (Liba'a et al., 2018). Fort de cette vulnérabilité, certaines d'entre elles se sont retrouvées sous l'emprise de Boko Haram. Si nombre d'entre elles ont été victimes d'enlèvement, d'autres sont parties avec leurs époux ou ont rejoint des garçons qui les y attendaient. L'insécurité sociale corollaire de l'insécurité matrimoniale qu'elles vivaient, les a contraintes à opter pour ce qui apparaît comme une témérité sentimentale au lieu de subir les pesanteurs d'un environnement réprobateur envers les jeunes filles célibataires. D'autres, confrontées aux difficultés du quotidien que la crise a accentuées, ont opté pour le mariage par opportunisme, détonant avec les choix qu'elles auraient pu faire ou accepter en d'autres circonstances. Ce qui

augmente les unions de circonstance et la modification des pratiques matrimoniales dans les localités fortement affectées par la crise sécuritaire à l'Extrême-Nord. C'est dire qu'en dépit du caractère coercitif de l'enrôlement dans *Boko Haram*, les femmes se marient aux membres de ce groupe violent par intérêt selon un rapport du PNUD (2018).¹⁰ Pour le démontrer, 11,6% ont rejoint *Boko Haram* grâce à une alliance intéressée. De manière détaillée, l'on a 31% à Kolofata, 28% à Fotokol, 3% à Makary et 2% à Mayo-Moskota (PNUD, 2018).

Selon l'organisation Filles, Pas Epouses (2017), l'inégalité de genre apparaît comme une des causes profondes du mariage des enfants tant en contexte de stabilité qu'en contexte de crise. Dans cette vision, l'ALVF (2019) précise que la crise humanitaire renforce davantage la vulnérabilité des populations qui ont recours aux mariages précoces et forcés pour non seulement diminuer les charges familiales, mais aussi, disposer d'une source de revenus, de biens matériels qui leur manquent cruellement dans ce contexte. De là, les acteurs sociaux cherchent des voies et moyens pour survivre dans l'insécurité. Mais, au regard de la résistance des groupes armés et de la persistance du risque d'enrôlement des jeunes dans le conflit, la résilience devient difficile.

En observant la littérature scientifique sur les conjugalités situationnelles en contexte de crise sécuritaire, il ressort que ce phénomène n'est pas suffisamment documenté. Seuls quelques rapports commandités par les Organismes des Nations Unies et les ONGs nationales et internationales en parlent, parfois de façon partielle. Pour contribuer à la réduction de ce gap heuristique, la présente étude ambitionne d'examiner, à l'aide des supports paradigmatiques propres aux Sciences Sociales, la situation précaire des jeunes filles et femmes et les stratégies qu'elles adoptent pour survivre dans les localités affectées par la crise Boko Haram. A cet effet, les questions suivantes vont orienter les analyses : Quels sont les facteurs explicatifs de l'augmentation des mariages situationnels dans le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga ? Comment ces nouvelles formes de conjugalité modifient-elles les pratiques matrimoniales de ces zones en crise ? Les réponses à ce double

¹⁰ Dans le rapport sur l'étude des besoins des ex-associés de Juillet 2018 réalisée par le PNUD-Cameroun, le ralliement à *Boko Haram* se fait par force à 86,6% de l'avis de 584 personnes identifiées dans l'enquête.

questionnement invitent à analyser, sous le prisme de l'analyse stratégique de Crozier et Friedberg, les mécanismes de résilience des jeunes filles et femmes ayant contracté des mariages de circonstances. Ainsi, l'on comprendra les raisons pour lesquelles les femmes s'exercent à conclure des alliances inhabituelles dans un contexte marqué par l'insécurité et pourra évaluer les implications sociales de ces unions circonstancielles.

Méthodologie

Cette étude a été réalisée dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun, plus précisément dans les Départements du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga. Ce sont les zones les plus affectées par la crise sécuritaire due aux exactions de *Boko Haram*. La population d'étude est constituée des jeunes filles et femmes victimes de la guerre, des leaders religieux et traditionnels et des hommes ayant contacté des mariages situationnels. Pour collecter les données, nous avons, dans un premier temps, fait recours à l'analyse documentaire qui a permis d'exploiter les rapports d'étude, les articles et les ouvrages scientifiques en rapport avec la présente recherche. Ensuite, nous avons mobilisé une méthodologie mixte qui triangule deux techniques complémentaires (Mouliom, 2018) à savoir : le quantitatif et le qualitatif.

Sur le plan quantitatif, le questionnaire a servi d'outil de collecte des données auprès de 100 individus grâce à un échantillon aléatoire stratifié dans lequel la population est découpée en strates représentant certaines de ses caractéristiques. Ces strates ont été catégorisées selon l'âge qui varie entre 12 et 29 ans, le statut matrimonial et le statut en communauté qui comprend les ex-otages, les déplacées internes et les retournées. Après cette collecte, les données quantitatives ont été dépouillées et intégrées dans le logiciel SPSS 2.0. Ce dernier nous a permis de générer les statistiques qui bondent le corpus de cette recherche. De plus, les données ont été exportées sur Excel pour obtenir les graphiques qui soutiennent nos analyses.

Et sur le plan qualitatif, les entretiens semi-directifs ont permis de questionner 21 personnes ressources dont 4 leaders religieux et communautaires, 10 jeunes filles et femmes et 7 jeunes garçons mariés en situation de crise. Pour choisir ces répondants, nous avons opté pour un échantillonnage en réseau

qui consiste à se faire orienter vers le prochain répondant par le précédent. Les données qualitatives ainsi recueillies ont été transcrites, classifiées, catégorisées, puis les verbatim qui en ont découlés ont été analysés de façon thématique.

1. Nuptialité de conjoncture : contexte, facteurs explicatifs et acteurs **L'insécurité due aux exactions de *Boko Haram* avec ses corollaires tels que les crises socio-économique et démographique ont donné lieu aux nouvelles logiques matrimoniales.**

1.1- Contexte et facteurs explicatifs

Ce sont les effets directs et indirects de la crise sur les familles et les jeunes filles et femmes qui sous-tendent le recours à ces mariages qui, en période normale, n'auraient probablement pas été célébrés. Dans l'ensemble, les mariages de circonstances dans les localités touchées par ce groupe terroriste puisent leurs sources dans les facteurs socioculturels aggravés par la conjoncture.

- *Les facteurs socioculturels*

Dans les localités cibles de cette étude, les filles et les femmes vivaient, avant le début de la crise imposée par Boko Haram, sous une socioculture qui les contraignait aux mariages précoces et forcés. Ce qui limitait déjà leurs droits à l'épanouissement. En effet, « les normes religieuses et culturelles, codifiées dans la loi, définissent depuis longtemps le statut des femmes par le mariage et la maternité, les confinant à un rôle essentiellement domestique » (ICG, 2016.). Les avis des leaders communautaires recueillis au cours de l'enquête confirment cette idée de l'International Crisis Group en indiquant que les filles partent en mariage dès l'âge de 13 ans. Les traditions et une interprétation opportuniste de la religion expliquent en partie cette précocité des unions des filles. Cela concorde également avec le constat effectué par l'Union Africaine (UA) :

« Dans de nombreuses sociétés, les parents s'empressent de marier leur fille le plus tôt possible pour l'empêcher d'avoir une vie sexuelle active avant le mariage et de déshonorer ainsi sa famille et sa communauté. Étant donné que le mariage détermine souvent le statut

de la femme, les parents craignent également que si la fille n'est pas mariée conformément aux attentes de la société, elle ne pourra plus être en mesure de le faire » (UA, 2015).

C'est en rapport avec cette réalité que Thiriat (1998) fait remarquer que « *la valeur attachée à la virginité liait la honte ou la fierté familiale à l'intégrité de l'hymen de la jeune mariée* ». C'est donc par souci de se conformer aux normes et valeurs de la société que les filles sont envoyées précocement en mariage.

- ***Les facteurs conjoncturels***

La persistance de *Boko Haram*, le déficit de la protection des jeunes filles et femmes et les limites des actions visant leur autonomisation sont actuellement des éléments explicatifs de la nuptialité de conjoncture cernée comme une stratégie de survie. Considérées comme « *les plus vulnérables et constituent les victimes principales des raids et des attaques de Boko Haram* » (PNUD, 2018), les jeunes filles et femmes optent pour les unions de circonstance en espérant trouver la protection, la satisfaction de leurs besoins primaires, bref la sécurité humaine. Parmi les 100 jeunes filles et femmes interrogées à travers le questionnaire, 63% sont pour les mariages de circonstance tandis que 37% en sont contre.

L'augmentation du taux de fécondité et des maladies sexuellement transmissibles à travers les viols par les membres de l'insurrection *Boko Haram*, les civils et des militaires constitue un autre facteur structurel favorisant la nuptialité de conjoncture. En effet, le faible taux d'accès à l'éducation formelle, religieuse et sexuelle expose les jeunes filles et femmes des localités cibles de cette étude à l'exploitation sexuelle dont les corollaires sont : « *les grossesses indésirées et précoces, les maladies sexuellement transmissibles et surtout le VIH/sida* »¹¹. Pour prévenir tous ces désagréments, la communauté ainsi que les concernées optent pour les mariages de circonstance. D'ailleurs, les résultats de l'enquête montrent que les jeunes filles se marient à 66% pour une protection transversale qui couvre la

¹¹ Entretien avec l'imam, leader religieux à Mora le 09 novembre 2020 à 11h05 min.

protection physique (l'enlèvement, le viol, agression), la sécurité sanitaire (grossesse, maladies), la tranquillité morale (stabilité matrimoniale, péché) et le besoin résidentiel (logement). 24% se marient pour la subsistance alimentaire et 10% se marient par force. Il en ressort donc que la protection physique, prioritaire, n'est assurée, dans la mémoire collective, que par l'homme dans ce climat sécuritaire violent. Face à l'insécurité et à la précarité sociétale donc, elles ont tendance à accepter des époux situationnels, c'est-à-dire ceux qui peuvent les protéger et les nourrir surtout en cas d'enlèvement. Le mariage dans ces circonstances est donc lié à la protection que l'homme pourrait offrir à la femme et constitue en même temps un moyen de survie face à la crise sécuritaire et aux transformations sociales. Un leader religieux rencontré à Mora en parle en ces termes :

« Face à ces violences sexuelles, toute jeune veut être mariée afin de trouver un foyer conjugal et a tendance à céder à tout homme qui se présente en espérant un mariage sérieux et durable. Les militaires et les membres de *Boko Haram* attirent les jeunes femmes et même celles qui sont mariées en leur proposant de l'argent, de bonne ration et de la location d'un logement « confortable » et les abandonnent à la fin de mission pour les militaires et à la découverte par la population de leur véritable identité pour les *Boko Haram*. Elles souffrent de problème d'éducation car les filles sont pour la plupart musulmanes et n'apprennent que les B.a.-ba c'est-à-dire, les notions élémentaires du Coran et fréquentent rarement l'école formelle. Elles sont ainsi utilisées par leurs mères pour faire de la vente à la sauvette¹² ».

En outre, depuis le début de la crise sécuritaire, l'arrivée massive des réfugiés nigériens a entraîné une croissance démographique dans la région de l'Extrême-Nord. Les femmes particulièrement, fuyant la guerre au Nigéria, sont arrivées en grand nombre dans certaines localités de la Région. À ce titre, Fall et Cissé (2007) soulignent que « *la féminisation de la migration pourrait donc s'accroître car les femmes représentent la moitié de la population de*

¹²-Idem

migrants dans le monde en tant que chefs de famille à la recherche de nouvelles opportunités ». Le déséquilibre de sexe créé par ces déplacements involontaires de femmes libres pour la plupart a contribué à la recrudescence des conjugalités situationnelles dans les localités cibles de cette étude. C'est dire qu'en plus de la conjoncture économique, la crise sécuritaire a également créé une croissance démographique qui limite les chances pour les jeunes filles et femmes de se marier ou se remarier.

Cette croissance démographique, résultante du déterminant migratoire sus-relevé, a également entraîné dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun deux choses. La première a trait à la promiscuité des cadres d'accueil des déplacés. Dès les premières attaques en effet, des villages entiers se sont déplacés vers les zones sécurisées. Pour la plupart, les familles n'ont emporté que le strict nécessaire. Les parents ont perdu leurs sources de revenus et parfois leurs économies qui, du reste, vont être consommées rapidement. Qu'ils résident dans des familles d'accueil ou qu'ils s'entassent sous un abri dans les camps des déplacés internes, parents et progénitures, tous âges confondus, s'entremêlent dans la promiscuité.

La seconde est liée à la précarité quotidienne. Dans les lieux de déplacement, les jeunes filles et les femmes seules vivent dans le manque, le besoin de tout et l'accès à rien. L'alimentation se réduit à la survivance. Elles peinent à disposer d'un kit de dignité adéquat. Parfois vêtues des seuls haillons qui leur restent, elles évitent les regards. Elles errent à longueur de journée, pour meubler le temps et rencontrer une éventuelle opportunité d'emploi ou un quelconque subside.

Les femmes sont, à cet effet, dans l'incapacité de satisfaire leurs besoins et ceux de leurs enfants. Les déplacements forcés ont déstructuré leurs sources de revenus. Toutes celles qui pratiquaient le petit commerce, l'agriculture, l'artisanat ou l'élevage de petits ruminants ne sont pas parvenues à reprendre ces activités. La clientèle s'est d'ailleurs considérablement amenuisée. Alors qu'avant elles supportaient certaines charges de leurs proches, elles sont elles-mêmes devenues une charge. Certaines se marient donc pour diminuer les charges ou déplacer les porteurs de charges.

Par ailleurs, l'enquête révèle que la monoparentalité et la situation socio-économique poussent les parents, notamment ceux qui ont une descendance importante, à envoyer leurs filles en mariage en cette période d'instabilité sociale et économique. L'opportunisme et la nécessité de survie qui encadrent ces unions ont consacré dans la Région, une mobilité matrimoniale autrement désignée sous l'expression d'instabilité conjugale. Dans une logique d'amélioration de leurs conditions de vie, les filles données en mariage parfois précocement, migrent d'un époux moins nanti ou attentionné à un autre qui peut pourvoir à leurs besoins. C'est dans ce sillage que Mondain et al. (2004) soulignent que « *les contraintes économiques poussent les individus à adapter les pratiques, pas nécessairement à y renoncer* ».

Tous ces développements montrent que les raisons de ces mariages de circonstance sont d'abord alimentaires, sécuritaires, économiques, culturelles et religieuses. Ce qui revient à dire que l'insécurité a modifié les situations matrimoniales des filles et femmes touchées par le conflit de *Boko Haram*. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, dans le contexte du Sénégal, Mondain et al. (2014) indexent les migrations saisonnières et parlent du changement des comportements matrimoniaux et des grossesses hors mariage.

1.2- Les acteurs de la nuptialité de conjoncture

Des mariages urgents et immédiats font partie des logiques de survie des filles et jeunes femmes. Ces mariages se présentent comme une opportunité pour elles. Les hommes et les femmes insistent et se rejoignent sur les avantages de se marier dans le contexte d'insécurité. On passe de la contrainte à la volonté de se marier ou se remarier. Ces acteurs de la nuptialité de conjoncture sont :

- Les parents : pour diminuer les charges en cette situation de crise socio-économique, ils préfèrent envoyer leurs filles en mariage sans tenir compte de leur âge. Le statut socioéconomique des parents et le désir de protéger leurs filles des enlèvements et des viols jouent un rôle important dans cette nuptialité. C'est même dans cet ordre d'idées que Liba'a et al. (2017,) soutiennent que « *certaines familles « pauvres » envoient leurs filles en mariage par intérêt dans des familles jugées aisées afin de pouvoir subvenir*

à leurs besoins ». Les parents voient souvent le mariage de leurs filles comme un moyen de faire face aux difficultés économiques aggravées par la crise, et de protéger leurs filles contre la montée des violences (Filles, Pas Epouses, 2017).

- Les leaders religieux et communautaires: ils participent au choix des conjoints, organisent les unions, négocient la dot et y contribuent matériellement. Ils jouent le rôle de facilitateurs en célébrant des cérémonies religieuses, en organisant des mariages collectifs et en réduisant le coût de la dot. Cette réalité exprime tout simplement la logique africaine qui reconnaît le « *devoir de la communauté de marier ses enfants* » comme le pense Bebey (1967). Les communautés font et multiplient les liens de mariage sous les contraintes sécuritaires et socioéconomiques. Ces acteurs constituent des instances décisionnelles de ces mariages de raison.

- Les jeunes déplacés et ceux de la communauté : avec l'obtention à un moment donné des moyens financiers grâce au *cash for work* (HIMO¹³), ils ont décidé de se marier pour éviter d'utiliser les filles sexuellement. À cet effet, l'un des jeunes enquêtés de 22 ans justifie son mariage en affirmant : « *je me suis marié pour me responsabiliser, pour éviter les maladies et d'enceinter les filles*¹⁴ ». Ces jeunes déclarent qu'il y a beaucoup des filles célibataires qui sont belles et s'ils en ont la possibilité et les moyens financiers, ils les épouseront toutes. À un moment, les hommes aussi profitent des dons financiers donnés aux femmes pour se marier avec elles.

- Les membres de *Boko Haram* et les militaires : ces deux catégories d'acteurs utilisent leurs pouvoirs et leurs ressources financières pour épouser les femmes à court terme. Avec l'apparition de *Boko Haram* en effet, les femmes sont « *propulsées de gré ou de force vers de nouveaux rôles, hors de la sphère domestique* » (ICG, 2016). Elles jouent dans ce groupe armé, en plus de leurs rôles traditionnels, des rôles des combattantes forcées ou volontaires. Aussi, les prises d'otages des filles aboutissent aux unions avec les membres du groupe terroriste car « *certaines ont pu devenir des épouses*

¹³ Tels sont les cas des projets de haute intensité de main-d'œuvre locale financés par le PNUD, la GIZ et le PNDP consistant à employer les jeunes à faire des actions citoyennes telles que le curage des caniveaux, le reboisement et la réhabilitation des bâtiments publics dont la rémunération est estimée à 3000fcfa par jour.

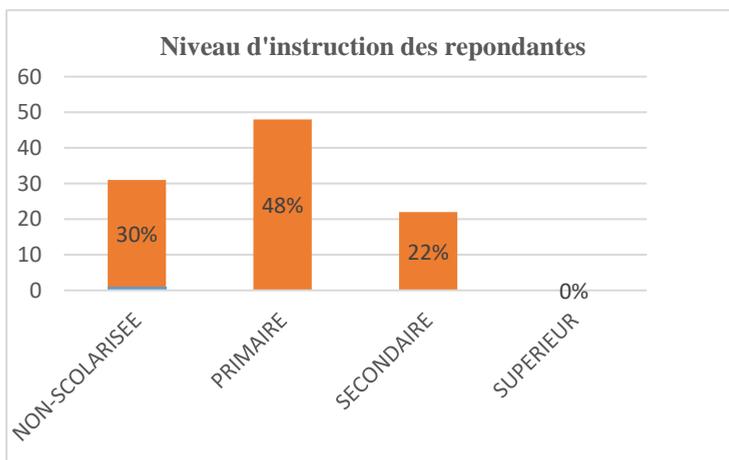
¹⁴ Entretien avec un jeune de 22 ans, marié à 20 ans à Limani le 11/11/2020 à 13h.

de combattants de Boko Haram sans l'avoir voulu » (ICG, 2016). C'est le cas des 23 ex-otages de Limani et bien d'autres dans les localités de Mora, de Mémé et du Mayo-Tsanaga enlevées et mariées de force aux partisans de *Boko Haram* pour des durées variant de deux à six ans et qui sont rentrées dans les communautés avec des grossesses et des enfants en charge. C'était également le cas de 270 lycéennes au Nigéria enlevées et soumises aux mariages forcés par le groupe armé *Boko Haram* en 2014. Aujourd'hui, certaines de ces femmes mariées de force sont utilisées, selon les données de l'enquête, pour ravitailler ce groupe armé en denrées alimentaires. C'est dire qu'avec le temps, les motivations des femmes à rejoindre *Boko Haram* ont évolué car au début de la crise, elles le faisaient dans le but « *d'acquérir un savoir, de mémoriser le coran et de mieux connaître l'islam... des occasions uniques* » (Mercy Corps, 2016).

Si le mariage forcé n'est pas une nuptialité de conjoncture au sens où on l'entend dans cette étude, il convient cependant de noter que la perception du mariage par les hommes comme étant un « sauvetage » de la femme, les amène parfois à donner l'impression de croire que malgré les circonstances du mariage, la femme finit par s'y faire car c'est sa destinée. Dans un tel environnement, la jeune fille ou la femme seule prend les devants en acceptant un mari protecteur même s'il ne répond pas au profil qu'elle s'est fixée (âge, ethnie, taille, qualité du logement, emploi...). Du reste, même celle qui a été victime d'enlèvement et dont l'époux est mort durant la captivité, a cherché à s'accrocher à un autre membre de *Boko Haram*, de peur d'être l'instrument sexuel de tous. Pareils cas révélés par les ex-associées, sont une illustration extrême de la nuptialité de conjoncture.

Par ailleurs, il ressort de nos entretiens avec les autorités religieuses et traditionnelles des localités d'étude que toute jeune fille veut se marier et a tendance à céder aux avances de tout homme en espérant le mariage. Du fait qu'elles ont des problèmes de discernement et des difficultés financières, elles sont facilement attirées par l'argent, notamment celui des militaires. Nos interlocuteurs estiment que même les femmes mariées ne sont pas à l'abri de cette forme de prostitution que les effets de la crise ont aggravée. Dans certains cas, des militaires auraient contracté des mariages de courte durée, abandonnant la femme à la fin de leur mission dans un logement locatif.

- Les filles et les femmes elles-mêmes : le profil et le statut de ces filles et femmes justifient leur quête du mariage puisqu'elles sont selon leur statut en communauté des déplacées, retournées, ex-otages et orphelines. Etant analphabètes ou déscolarisées, elles se marient pour devenir ensuite des ménagères, abandonnées, divorcées ou veuves. Le tableau ci-dessous décrit les niveaux d'instruction des filles et jeunes femmes interrogées dans la présente étude.



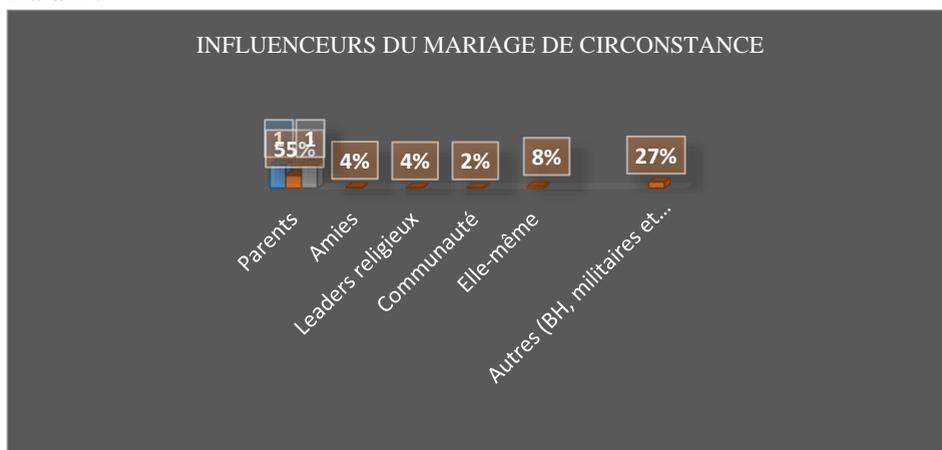
De ces chiffres, il ressort que 30% de nos enquêtées ne sont pas scolarisées, 48% ont eu l'accès au niveau primaire et 22% ont pu fréquenter jusqu'au niveau secondaire. Ces études n'ont pas permis à ce qu'elles puissent s'insérer dans la vie professionnelle. Dans cette situation, ces filles et jeunes femmes présentent des problèmes financiers qui ne leur permettent pas de satisfaire leurs besoins, encore moins ceux de leurs enfants. Sur les 100 filles et femmes interrogées dans cette étude, 98% vivent actuellement avec des difficultés financières. Ainsi, 67% d'entre-elles n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins élémentaires contre 33%. À ce sujet, un leader religieux dit :¹⁵ « *maintenant, les filles mêmes sont pressées de se marier car elles sont dépassées par la situation socioéconomique et sécuritaire qui prévaut* ». D'autres raisons

¹⁵ Entretien avec l'imam, leader religieux à Limani le 11/11/2020 à 11h.

avancées par ces filles et femmes est l'évitement de la prostitution, des grossesses et de la transgression des normes.

En plus, le mimétisme accentue les mariages précoces, car certaines jeunes filles imitent leurs amies de la même tranche d'âge voire moins qui se marient tôt. Une de nos enquêtées à Mora le confirme en déclarant que « *je veux me marier parce que mes amies se sont mariées*¹⁶ ».

Au regard de toutes ces données, il ressort que les acteurs sus-présentés influencent les choix matrimoniaux des filles et des jeunes femmes à des différents niveaux. L'histogramme ci-après illustre leur degré d'influence sur les mariages situationnels dans les localités affectées par la crise Boko Haram :



La conjugaison de tous ces facteurs en lien avec la situation sécuritaire donne lieu à des modifications des pratiques matrimoniales dans le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga.

¹⁶ Entretien avec une jeune fille de 14 ans en quête du mariage à Mora le 10/11/2020 à 16h37.

2. Des mutations des normes sociales autour du mariage

« *Le processus matrimonial implique plusieurs étapes dont la célébration n'est pas toujours l'issue décisive* » (Mondain et al., 2004). À l'Extrême-Nord du Cameroun comme partout ailleurs, le mariage obéit à certaines normes sociales qui vont du choix des conjoints, de la préparation, jusqu'à la concrétisation de l'union. Dans ce contexte d'insécurité, les règles et les pratiques matrimoniales ne sont plus respectées du fait de la conjoncture démographique, de la crise socio-économique et des systèmes de résilience développés par des acteurs sociaux. Ce qui implique la révision des règles traditionnelles du mariage.

2.1. De la modification des règles matrimoniales

D'entrée de jeu, il est à noter que le recul de l'âge d'entrée en première union des filles qui n'arrivent pas à se marier par manque de prétendants et des moyens financiers est une réalité sur le terrain. Ce recul d'âge paraît contradictoire. À côté de l'accélération des mariages précoces en effet, l'enquête a révélé que l'entrée en union est « retardée » pour celles âgées de 16 ans et plus. En temps normal, tous les enquêtés s'accordent sur le fait que l'âge du mariage des filles et des garçons est fixé respectivement à partir de 12 et 18 ans. Aujourd'hui, certains parents s'indignent de voir leurs filles de 18 ans, 20 ans et plus célibataires. Les leaders communautaires des camps des déplacés de Mairari et de Igawa 1 à Mémé déplorent la rareté des unions des jeunes, faute de moyens financiers de la part des parents et des potentiels prétendants. Ces événements en lien avec l'insécurité sont perçus comme des perturbations coutumières en matière de pratiques matrimoniales. La compréhension de ce phénomène de nuptialité impose donc la prise en compte des influences des normes et valeurs de ces localités.

Par conséquent, la révision des normes pécuniaires du mariage devient une nécessité. Auparavant, le montant de la dot, considérée comme une compensation matrimoniale qui confère la reconnaissance et la validité sociale d'une conjugalité, était estimé à partir de cent mille (100000) FCFA pour les filles et à partir de soixante mille (60000) FCFA pour les divorcées et les veuves avant la crise sécuritaire. Le montant de la dot était un indicateur

d'aisance du mari et de la valeur symbolique que l'on accorde à une fille ou à sa famille. La conjoncture a élagué ces considérations. Les autorités traditionnelles et religieuses interviewées affirment actuellement que la dot varie entre quarante mille (40000) et cent mille (100000) FCFA pour les filles et est toujours négociable à la baisse. Et pour les femmes divorcées ou veuves, leur dot se situe entre vingt mille (20000) et cinquante mille (50000) FCFA. Étant donné que ces femmes sont devenues plus nombreuses sans maris et pour éviter la stigmatisation, les autorités traditionnelles et religieuses organisent des mariages dans des délais très courts. L'expression « donner en mariage » revêt tout son sens, car c'est véritablement à un don d'épouse que l'on assiste dans certains cas. Ce qui, au demeurant, rappelle des pratiques d'un autre temps, quand on offrait des jeunes filles à des veufs âgés ou aux marabouts indigents. Des filles ayant des malformations physiques étaient coutumières de ce genre de don. Si la plupart s'y résignaient ou l'acceptaient de bon cœur comme un geste charitable, d'autres ont réagi de façon si violente que leurs faits divers traversent le temps. À ce propos, dans un village du Diamaré, on rapporte que dans les années 1970, une jeune handicapée mariée à un vieillard, lui avait fait subir un début de nuit de noces pénible. S'étant agrippée à ses parties intimes, ce sont les cris de détresse de l'époux qui ont alerté la maisonnée. C'est à l'hôpital où il a été conduit dans un porte-tout (pousse-pousse) que sa douloureuse protubérance testiculaire a été apaisée.

À l'atténuation des exigences pécuniaires, s'ajoute la flexibilité des règles matrimoniales par rapport au lignage. On assiste de plus en plus dans ces localités affectées durement par la crise à des stratégies de survie en lien avec le mariage qui ne tiennent pas compte de l'amour ou de l'affection, encore moins des exigences socioculturelles des unions traditionnelles telles que l'endogamie, le lignage ou l'ethnie.

En plus, les motivations de se marier ou de se remarier se sont métamorphosées car les mobiles conscients et inconscients qui poussent vers le mariage se situent entre la protection totale, la nécessité de survie et la résilience. Compte tenu de tous les risques énormes liés à l'insécurité ambiante, la sortie du célibat des filles et le remariage systématique des femmes consécutif à une rupture d'union qui demeure une pratique courante malgré les mutations affectant les comportements matrimoniaux (hartrich,

1996 ; Thiriat 1998), ne sont conditionnés par quoi que ce soit. Par conséquent, les motivations et la facilité avec laquelle hommes comme femmes trouvent conjoint(es) ont évolué.

2.2. A la simplification de l'organisation des mariages

L'organisation et la célébration du mariage se sont adaptées à la crise. Pour éviter l'infiltration des inconnus et des insurgés, les communautés ont adapté leurs cérémonies aux exigences des mesures sécuritaires telles que des grands rassemblements, les fêtes de soirées tardives. Les trajectoires matrimoniales partent du choix du conjoint, de l'acquittement de la dot, jusqu'à la validation et la reconnaissance sociale de l'union. Après l'entente entre les futurs mariés et la négociation entre les parents, ces derniers procèdent aux préparations et à la célébration de leur union en vue de conclure ces alliances circonstancielles. Le versement de la dot à la famille de la mariée confère la validation de l'union.

Sur le plan organisationnel, ces mariages de circonstances sont célébrés sans de grandes cérémonies animées habituellement par plusieurs étapes. L'on est passé à des petits rassemblements devant la mosquée ou sous l'arbre de convergence. Parfois, le prétexte de la crise et celui de la prévention du Covid-19 offrent aux parents l'occasion de réduire les dépenses des festivités, notamment les grands repas rassemblant un nombre de convives imprévisible. Bien plus, la rapidité avec laquelle ces mariages se contractent, traduit la peur que des attermoissements conduisent à la renonciation.

Selon les leaders, l'augmentation du nombre des filles, des femmes divorcées et veuves dans une localité peut créer le phénomène de la fornication, ternir l'image de la communauté, attirer des fléaux. C'est d'ailleurs condamnable du point de vue islamique. Afin d'éviter de tomber dans ces travers, ces garants de la tradition et de l'éthique promeuvent le mariage et procèdent aux unions collectives en assouplissant leurs conditions, surtout à l'approche du mois de jeûne du Ramadan. Le plus souvent, le mariage unique est célébré, mais il y'a des moments où on procède à la célébration de 3 à 4 unions simultanément. Ceci est plus fréquent à Mora et dans une moindre mesure à Limani.

3. Les conséquences de la nuptialité de conjoncture en situation de crise

Les mariages circonstanciels liés à la crise sécuritaire engendrent des effets négatifs et positifs pour la consolidation de la paix et de la sécurité dans les localités affectées par cette crise.

3.1- Les effets pervers

Les effets pervers concernent les domaines sécuritaire, social et sanitaire. Sur le plan sécuritaire, la nuptialité de conjoncture est source de radicalisation et de l'extrémisme violent. À ce titre, la fluidité de la frontière, la transnationalité des familles et l'infiltration des membres de *Boko Haram* dans les localités du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga, facilitent les liens sociaux, notamment ceux du mariage avec les villages de ces deux départements. Cela a permis aux combattants d'épouser les filles de ces localités de gré ou de force. Avant 2013, de tels mariages étaient fréquents ; les adeptes de *Boko Haram* étaient de bons partis, car ils présentaient une image pieuse et avaient de l'argent. Pour les parents, c'était une aubaine. Pour les filles, c'était un bon choix. Ainsi se sont-elles mariées à des jeunes gens qui, rapidement, révéleront leur projet funeste et les contraindront à les suivre dans leur sanctuaire de Sambisa. Contraintes parce que déjà enceintes ou mères soucieuses d'élever les enfants avec leur père. Contraintes parce que craignant le regard réprobateur de la communauté pour avoir épousé un terroriste. Contraintes parfois d'y retourner après s'être échappées, car comme l'ont dit certaines rescapées, « là-bas au moins il y avait du riz et de la sauce ».

Les mariages de conjoncture entraînent des conséquences fâcheuses au plan social et économique. Il y'a lieu de relever à ce niveau, la non scolarisation et la déscolarisation dues aux mariages forcés des enfants et l'instabilité matrimoniale causée par des divorces et abandons. En rapport avec les séparations, le leader religieux de Mora, regrette le fait que « certains mariages se dissolvent après les fêtes de ramadan et de mouton pour les problèmes d'incompatibilité, du choix imposé par les parents, des mariages forcés, et du manque des moyens pour prendre en charge les besoins de l'épouse ». Les jeunes mariés grâce aux dons et actions des projets n'arrivent

plus à s'occuper de leurs épouses quand ces appuis s'épuisent. Ils s'en vont en service, c'est-à-dire à Maroua, Yaoundé, Douala pour échapper à la honte et tenter de se refaire. Cette situation engendre la décohabitation conjugale, l'abandon et à la limite les divorces des filles et femmes mariées en ce contexte sécuritaire avec des grossesses et/ou des enfants à charge ; ce qui occasionne l'augmentation des dépenses à leurs familles et l'ouverture à la prostitution. Ils renvoient des filles à peine sorties de l'adolescence chez leurs parents, avec le stigmate de la divorcée, dévalorisée sur le marché matrimonial, désormais réservée à d'autres mariages de subsistance.

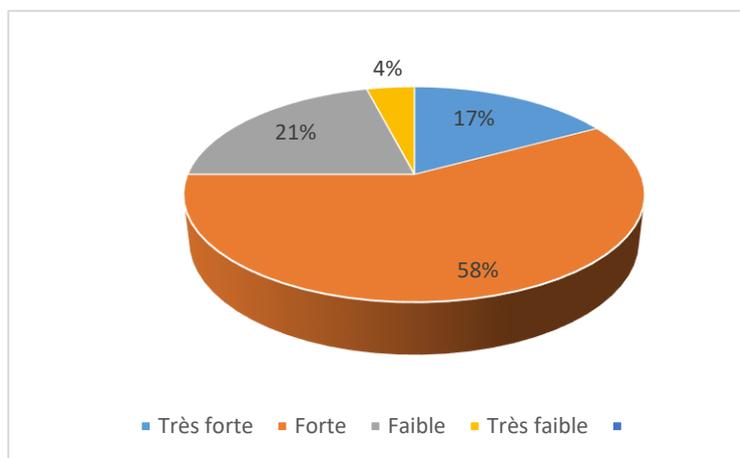
Au plan sanitaire, l'exploitation sexuelle et les mariages de circonstance engendrent l'accentuation des grossesses précoces, des traumatismes et des maladies en matière de santé de la reproduction féminine. L'imam de Mora note à cet effet que « le taux de prévalence aux IST est devenu élevé tous ces derniers temps dans le Mayo Sava ». De là, il convient de s'accorder avec l'Union Africaine que le mariage précoce retire la plupart d'entre les filles « de l'école et les expose à des risques de santé, dont notamment l'infection au VIH ou les grossesses bien avant que leurs corps ne se soient développés » (UA, 2015). Le mariage apparaît dans ces conditions comme une couverture des violences basées sur le genre (VBG). C'est pourquoi, l'Article 21 de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant de 1990 stipule que « les mariages et les fiançailles d'enfants doivent être interdits et des mesures concrètes, y compris des dispositions législatives, doivent être prises pour fixer à 18 ans l'âge minimal du mariage ».

3.2- Des effets tout de même positifs

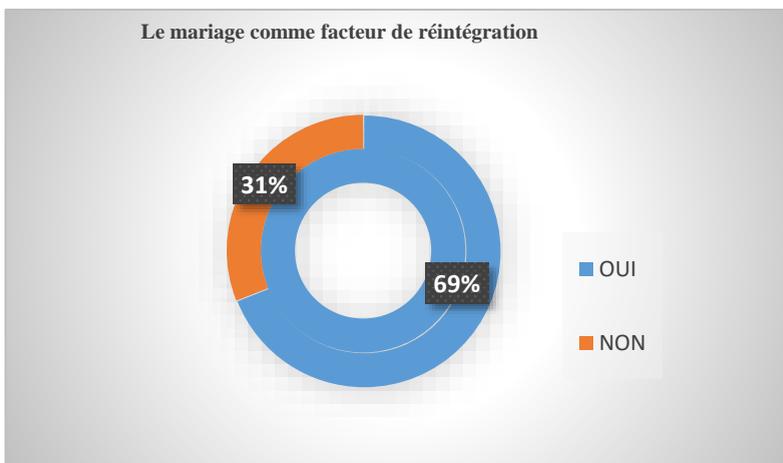
- Si les effets pervers priment, il convient néanmoins de relever quelques aspects positifs : Le renforcement des liens sociaux avec les communautés dans cette recherche effrénée de paix et de sécurité : ces mariages ont permis la mixité sociale des personnes de différents groupes ethniques. Cette nuptialité de conjoncture favorise donc le mariage interculturel profitable au vivre-ensemble. Elle contribue également à réduire les écarts sociaux dus aux mariages endogamiques et de reproduction des classes sociales.

- Auparavant, la question de la réintégration des ex-otages et épouses des membres de *Boko Haram* et autres déplacées de guerre était un souci majeur dans le processus de stabilisation. Sous l'effet de la sensibilisation, du temps et des interactions, l'image de ces femmes s'est améliorée. Trouver un mari s'est avéré un moyen efficace de réintégration dans sa communauté d'origine et surtout ailleurs. Un rapport du PNUD d'en conclure : « *beaucoup de femmes dont les maris sont décédés se sont remariées dans la communauté d'accueil, puisque le mariage se présente comme le plus grand facteur d'intégration pour une femme* » (PNUD, 2018). Le graphique ci-dessous précise le degré de réintégration des filles et jeunes vulnérables dans les communautés.

Degré de réintégration des filles et femmes dans les communautés hôtes



De ce graphique, il ressort à l'évidence que les filles et femmes victimes de *Boko Haram* sont réintégrées dans leurs communautés très fortement à 17% et fortement à 58%. Celles qui présentent un faible et un très faible degré de réintégration sont respectivement à 21% et à 4%. En cela, 69% des filles et femmes interrogées confirment que le mariage dans cette situation de crise sécuritaire est un facteur de leur réintégration contre 31% qui en sont contre comme l'indique le graphique ci-après.



Comme le mariage est perçu comme « un facteur de survie individuelle et collective et comme signe d'un équilibre moral et social » (Titi Nwel, 1985), les jeunes femmes et les communautés l'utilisent en réalité comme un moyen de leur réintégration. « C'est pourquoi la plupart des ex-associés retournés sont mariés. C'est un facteur important de réintégration » (PNUD, 2018).

Conclusion

De ce qui précède, il convient de noter avec insistance que parmi les victimes de *Boko Haram*, les plus préoccupantes sont les femmes et les filles qui subissent des violences de divers ordres et qui font d'elles des défavorisées culturelles, sociales et économiques dans leurs communautés respectives. Malgré les soutiens matériels et immatériels reçus de la part de l'État, des ONG et des OSC, les jeunes filles et femmes expriment des besoins insatisfaits en matière de leur réintégration et de leur réinsertion socio-économique. Se retrouvant entre les contraintes sécuritaires et socio-économiques, ces deux catégories sociales décident de s'engager dans les conjugalités en pleine crise sécuritaire. Ce qui explique l'augmentation des unions de circonstances et la modification des pratiques matrimoniales dans les zones de conflits. Ces changements traduisent non seulement une crise, mais également un réajustement, une réadaptation des communautés face aux mutations sociales.

Les raisons de la nuptialité de conjoncture en corrélation avec les effets de la crise dans les localités concernées demeurent principalement socioculturelles et conjoncturelles. Vu la persistance de l'insécurité et le prolongement de la précarité sociale, les acteurs sociaux opposent un système de résilience dans lequel se trouve la nuptialité de conjoncture. Cette dernière qui se situe entre contrainte et opportunité, présente des avantages et des effets pervers en matière de prévention de l'extrémisme violent et de consolidation de la paix.

Dans cette logique de la reconstruction de la paix, la sensibilisation des communautés sur les droits des filles et des femmes, la poursuite de la lutte contre les VBG, l'accompagnement à la réintégration et à l'autonomisation avec l'ouverture des perspectives socioéconomiques de ces catégories sociales, apparaissent non seulement comme des solutions à la stabilisation sociale, mais également comme des perspectives de recherche à approfondir.

Références bibliographiques

- Antoine, Philippe, 2002. « *Les complexités de la nuptialité : de la précocité des unions féminines à la polygamie masculine en Afrique* », dans G. Caselli, J. Vallin et G. Wunsch (dir.), *Démographie : analyse et synthèse, vol. 2: Les déterminants de la fécondité*, Paris, INED, p. 75-102.
- Bandin, Willy, 1988. *Développement : l'avenir des femmes*, Lausanne, Favre
- Bebey, Francis, 1967. *LE fils d'Agatha Moudio*, CLE.
- Cohen, Corentin. 2015. « *Boko Haram, une impossible sociologie politique ? Un groupe armé catalyseur de la violence armée régionale* », De Boeck Supérieur, « *Afrique contemporaine* », n° 255, pp. 75-92 disponible en ligne à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2015-3-page-75.htm>.
- Fall, Abdoul Salam et Cissé, Rokhaya, 2007. *Migrations internationales et pauvreté en Afrique de l'Ouest*, Cronic Poverty Research Centre, Dakar, document de travail N°5, janvier
- FIDH, 2015. *Nigeria : les crimes de masse de Boko Haram*, rapport.
- Filles, Pas Epouses, 2017. *Le mariage des enfants et les crises humanitaires*, Août
- GCPEA, 2019. « *C'est très pénible d'en parler* » *Impact des attaques contre l'éducation pour les femmes et les filles*, novembre.
- Guibbaud, Pauline, 2014. « *Boko Haram : le Cameroun dans la tourmente ?* », in Eclairage, Groupe de Recherche et d'Information sur la Sécurité, Bruxelles, en ligne : <http://www.grip.org/fr/node/1310>.
- Hertrich, Véronique, 1996. « *La polygamie* », dans *Permanences et changements de l'Afrique rurale : dynamiques familiales chez les Bwa du Mali* ». Les études du Ceped, no 14 : 267-290.
- ICG, 2016. *Nigéria: les femmes et Boko Haram*, Rapport Afrique N°242 | 5 décembre ;
- Kossoumna Liba'a, Natali ; Dazoue Dongue, Guy Paulin ; Baska Toussia, Daniel Valerie et Koulchoumi Babette, 2017. « *Crises humanitaires et risques de violences basées sur le genre : cas des déplacées et retournées dans le Logone et Chari (Extrême-Nord Cameroun)* » In *Risques et catastrophes en*

- zone soudano-sahélienne du Cameroun : aléas, vulnérabilités et résiliences*,
Douala, Cheikh Anta Diop.
- Kossoumna Liba'a, Natali, 2018. *Évaluation des besoins sur les violences basées sur le genre dans le Logone et Chari (Extrême-Nord, Cameroun)*, rapport.
- Mercy Corps, 2016. *Motivations and empty promises : voices of former boko haram combattants and nigerian youth*, rapport d'avril.
- Mondain, Nathalie ; Delaunay, Valérie et LEGRAND, Thomas, 2014. « *Changement des comportements matrimoniaux et grossesses hors mariage en milieu Serer (Sénégal). Le rôle des migrations saisonnières* » In *le mariage en Afrique pluralité des formes et des modèles matrimoniaux* sous la dir. de Richard Marcoux et Philippe Antoine, Québec, Presses de l'Université du Québec pp.34-60.
- Mondain, Nathalie; Legrand, Thomas et Delaunay, Valérie, 2004. *L'évolution de la polygamie en milieu rural sénégalais : institution en crise ou en mutation ?* Cahiers québécois de démographie, 33 (2), 273–308.
<https://doi.org/10.7202/011207ar>
- Ndounda, Nicolas Owona, 2017. « *Boko Haram et la radicalisation des jeunes au Nord-Cameroun. Entre protestation sociale et nécessité de survie* », Émulations, en ligne. Mise en ligne le 8 novembre 2017 à <http://www.revueemulations.net/enligne/Owona-Ndounda-boko-haram-radicalisation-jeunes-Nord-Cameroun>.
- Nwel, Titi, 1985. « *Le statut social de la femme dans les mythes basaa d'origine* », in J-CL. Barbier (sous la Dir de), *Femmes du Cameroun. Mères pacifiques, femmes rebelles*, Paris, Karthala.
- PNUD, 2018. *Besoins de réintégration des ex-associés à Boko Haram dans huit communes de l'Extrême-Nord du Cameroun*, rapport de Juillet ;
- Saïbou, Issa, 2010. *Les « coupeurs de route ». Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala.
- Thiriart, Marie-Paule, 1998. *Faire et défaire les liens du mariage. Evolution des pratiques matrimoniales au Togo*, Paris, CEPED.
- UA, 2015. *Les effets des pratiques religieuses et traditionnelles liées au mariage des enfants sur le développement socio-économique de l'Afrique. Un examen de la recherche, des rapports et des boîtes à outils tirés de l'Afrique*, CFME, Octobre.

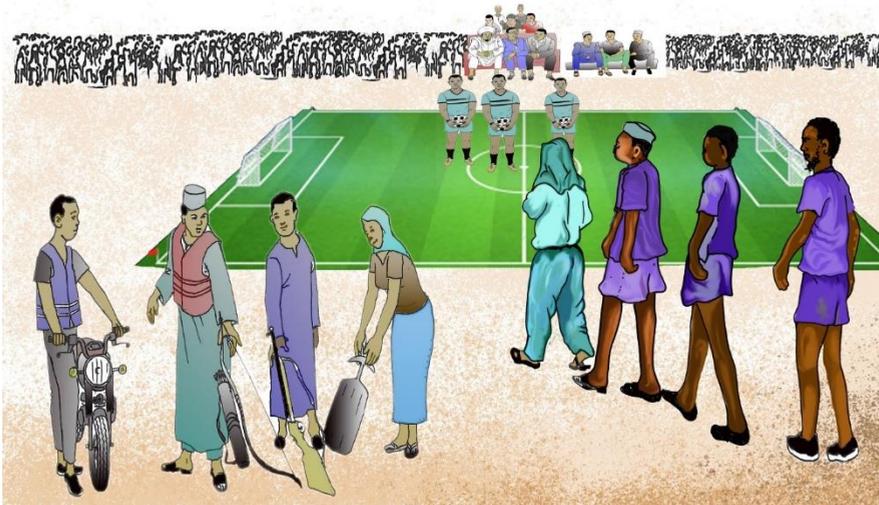
Leadership des jeunes dans les processus de consolidation de la paix et de la sécurité dans la région de l'Extrême-Nord : Leçons et perspectives à partir du projet JSPS

---Vandi Faché---

Résumé

Cet article traite du leadership des jeunes dans les processus de consolidation de la paix et de la sécurité dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun en tirant des leçons et des perspectives à partir du projet Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité, porté par les agences des Nations Unies (UNFPA, PNUD et UNICEF) et exécuté par plusieurs organisations de la société civile camerounaises. À travers ses appuis (autonomisation économique et services de promotion de la paix) aux jeunes, le projet JSPS a su faire émerger un leadership de la jeunesse au service de la paix et de la sécurité. L'analyse des profils des jeunes qui ont développé une influence sur leurs pairs et les autres leaders de leur localité, montre que le leadership repose sur l'existence d'un capital social antérieur au projet et des appuis du projet aussi bien sur le plan formel que sur le plan informel. Ce projet a fait émerger un intérêt certain des jeunes pour les questions de paix et de sécurité qui peut être une base pour des actions et le plaidoyer pour leur participation pertinente et efficace au processus de paix et de sécurité à l'Extrême-Nord du Cameroun.

This article discusses youth leadership in peace and security processes in the Far North region of Cameroon, drawing lessons and perspectives from the Youth and Stabilization for Peace and Security (YSPS) project, supported by UN agencies (UNFPA, UNDP and UNICEF) and implemented by several Cameroonian civil society organizations. Through its support (economic empowerment and peace-building services) to young people, the YSPS project has been able to develop youth leadership for peace and security. The analysis of the profiles of young people who have developed an influence on their peers and other leaders in their locality shows that the leadership is based on the existence of social capital prior to the project and the project's support, both formal and informal. This project has brought out a clear interest of the youth in peace and security issues which can be a basis for actions and advocacy for their relevant and effective participation in the peace and security process in the Far North of Cameroon.



Selon les projections démographiques à partir du 3^{ème} RGPH en 2005, 80% de la population de l'Extrême-Nord du Cameroun ont moins de 35 ans en 2015¹⁷, ce qui représente 8 personnes sur 10. Au niveau de la reproduction, de la production, des activités communautaires et des activités politiques ou décisionnelles, on note une faible, voire une absence de la participation des jeunes à ces aspects des affaires publiques alors qu'ils en ont bien le droit. Il s'ensuit que le leadership des jeunes, se justifie au moins à deux niveaux : c'est utile pour la paix, mais c'est aussi le droit des jeunes de participer aux affaires publiques de leur pays. En effet les jeunes constituent une catégorie qui a été gravement impactée par la crise sécuritaire de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad en général et dans les départements (Mayo-Tsanaga, Mayo-Sava et Logone et Chari) de la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun en particulier depuis 2013.

La gravité des impacts de cette crise sur les jeunes s'explique par le fait que plusieurs d'entre eux ont été enrôlés et pris en otages d'une part, et d'autre part, ceux restés au village vivent dans la vulnérabilité socio-économique et

¹⁷ BUCREP, 3^{ème} RGPH, Volume III – Tome 3, Projections démographiques, page 47

sont objets de stigmatisations. La stigmatisation des jeunes, alors qu'ils sont aussi les premières victimes de cette crise, par les membres de leurs communautés qui les accusent souvent d'être à l'origine du conflit et de connivence avec l'ennemi, les expose davantage à l'extrémisme violent. Leur vulnérabilité à l'extrémisme violent s'explique aussi par leur précarité socioéconomique, leur exclusion des instances de prise de décision relative aux processus de paix en cours dans la région de l'Extrême-Nord. Pourtant, aussi bien la Stratégie régionale de stabilisation que la Résolution 2250 des Nations Unies, tout en reconnaissant le rôle clef des jeunes dans la stabilisation, appellent à les impliquer dans les processus de consolidation de la paix comme c'est le cas actuellement dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun.

Le Projet JSPS a eu le mérite, non seulement de se pencher sur la situation de ces jeunes victimes de la crise de Boko Haram, mais de s'intéresser à ceux qui sont exposés au risque d'extrémisme violent, apportant plusieurs appuis à ces jeunes. Faire la lecture des acquis de ce projet sous l'angle du leadership des jeunes revient à explorer les pistes de la participation des jeunes aux processus de consolidation de la paix tels qu'envisagés dans la Résolution 2250 des Nations Unies. Il s'agit d'explorer comment le projet a déployé une stratégie pour améliorer la représentation inclusive des jeunes au niveau des instances en charge des questions de paix et de sécurité qui associent véritablement les jeunes et qui permettent de prendre en compte leur point de vue et de les responsabiliser dans les processus de paix et de sécurité tout en ayant une attention et une réponse aux besoins spécifiques des plus vulnérables parmi eux.

Pour rendre compte du leadership des jeunes, nous partirons de la théorie de Sherry Phyllis Arnstein qui distingue trois niveaux dans l'engagement communautaire ou la participation citoyenne à la vie publique : le Pouvoir effectif des citoyens, la Coopération symbolique et la non-participation par ordre d'importance décroissant. Pour lui, la non-participation correspond aux activités de manipulation ou de thérapie des bénéficiaires. Le second niveau est la coopération symbolique, c'est-à-dire l'information, la consultation et la conciliation. Le troisième niveau et le plus élevé dans l'échelle d'Arnstein est

le contrôle effectif des citoyens. Ce niveau correspond au partenariat, à la délégation du pouvoir et au contrôle citoyen proprement dit. Le leadership des jeunes correspond au niveau de la participation, c'est-à-dire la coopération symbolique et le contrôle effectif des citoyens ; la non-participation correspondant au non-leadership. La question qui se pose est celle de savoir comment la participation des jeunes aux processus de paix se construit à travers les appuis multiformes que les projets de stabilisation leur apportent, mais aussi comment mieux renforcer le leadership des jeunes pour leur participation aux processus de consolidation de la paix et de la sécurité à l'Extrême-Nord du Cameroun. Généralement, le leadership peut provenir de sources formelles ou informelles ou de la résultante des deux¹⁸. Par leadership formel, il faut entendre tout leadership qui résulte d'une désignation/nomination ou de statut conféré à un individu par des processus sociaux, politiques ou légaux. S'opposant au premier, le leadership informel, renvoie à toutes les dispositions et les compétences personnelles d'un individu qui contribuent à son influence sur d'autres dans le cadre d'une organisation ou d'une institution¹⁹. Ce leadership des jeunes dans les questions de paix et de sécurité a été une des préoccupations des Nations Unies²⁰ et de l'Union africaine²¹ depuis plusieurs années. En 2015, le Conseil de sécurité des Nations a adopté la Résolution 2250 sur *la Jeunesse, la Paix et la Sécurité*.

¹⁸ Cf. Plane, J. M. (2015). *Théories du leadership : modèles classiques et contemporains*. Dunod.

¹⁹ Geoffroy, F. (2011). Penser l'informel. *Revue internationale de psychosociologie*, 17(43), 49-62.

²⁰ On peut citer entre autres le Programme d'action mondial pour la jeunesse ; les Principes directeurs sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix ; le Forum mondial sur la jeunesse, la paix et la sécurité d'août 2015 ; la Déclaration des jeunes sur la jeunesse, la paix et la sécurité adoptée à Amman ; le Sommet mondial de la jeunesse contre l'extrémisme violent, tenu en septembre 2015 ; le Programme d'action contre l'extrémisme violent et pour la promotion de la paix.

²¹ Au niveau du continent africain, on note aussi un engagement des dirigeants à travers des textes clés de l'Union Africaine (Acte constitutif de l'UA) et des textes spécifiques à la paix et à la sécurité (Protocole du Conseil de paix et de sécurité de l'UA) ou à la jeunesse (Charte Africaine de la Jeunesse, Programmes de la Division de la jeunesse).

Au niveau du Bassin du Lac du Tchad, parmi les 9 piliers de la Stratégie régionale, figurent l'autonomisation et l'inclusion des femmes et des jeunes²². En plus, au niveau des thèmes transversaux, cette stratégie régionale invite les États et leurs partenaires à mettre l'accent sur les enfants, les jeunes et les femmes. En effet, la Résolution 2250 et les autres textes adoptés sur le continent africain posent ainsi les jalons d'une prise en compte conséquente de la jeunesse dans les questions de paix et de sécurité en suggérant quatre pistes d'actions : la participation²³, la protection²⁴, la prévention²⁵ et les partenariats²⁶. Un tel intérêt se justifie par le poids démographique de la

²² Les autres piliers d'intervention de cette stratégie sont : Coopération politique, Sécurité et droits de l'homme, Désarmement, démobilisation, réhabilitation, réinsertion et réintégration des personnes associées à Boko Haram, Aide humanitaire Gouvernance et contrat social, Relèvement socio-économique et durabilité environnementale, Éducation, apprentissage et compétences, Prévention de l'extrémisme violent et construction de la paix, Prévention de l'extrémisme violent.

²³ **La participation** insiste surtout sur la nécessité de la représentation inclusive des jeunes au niveau des instances en charge des questions de paix et de sécurité qui associent véritablement les jeunes et qui permettent de prendre en compte leur point de vue dans les processus de paix et de sécurité. Cela peut se traduire par : la prise en compte des besoins des jeunes en cas de rapatriement et de réinstallation et pendant les périodes de relèvement, de réintégration et de reconstruction après les conflits ; l'appui aux initiatives de paix locales de jeunes et les processus autochtones de règlement des différends, qui associent les jeunes aux mécanismes de mise en œuvre des accords de paix ; la responsabilisation des jeunes des responsabilités dans la consolidation de la paix et le règlement des conflits.

²⁴ **La protection** consiste, lors des conflits, à garantir aux jeunes la protection prévue aux civils par le droit international (Conventions de Genève de 1949 et des protocoles additionnels de 1977 aux dites conventions, Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et du Protocole de 1967 se rapportant à ladite Convention, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979 et de son protocole facultatif de 1999 et de la Convention relative aux droits des personnes handicapées). Cette protection engage les États à lutter contre l'impunité par les enquêtes et les poursuites de responsables de certains crimes graves (crimes responsables de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'autres crimes odieux sur la personne de civils, y compris les jeunes) devant la Cour pénale internationale, des tribunaux spéciaux et mixtes et des chambres spécialisées de tribunaux internes. Plus généralement, il s'agit de protéger les droits fondamentaux des personnes civiles et des jeunes lors des conflits, y compris contre les violences sexuelles et sexistes et de garantir la réparation aux victimes, y compris par un mécanisme de justice transitionnelle.

²⁵ **La prévention** renvoie à l'ensemble d'activité de promotion de la cohésion sociale, de la tolérance, de la formation des jeunes à l'emploi et à la création d'entreprise et de mettre en place un cadre et une éducation qui les préparent à une culture de paix, dialogue, de tolérance et, les dissuade de recourir à la violence et de rejoindre des groupes d'extrême violence.

²⁶ **Le partenariat** renvoie à l'appui politique, financier, technique et logistique des initiatives en faveur des jeunes par les différents acteurs comme les États, les agences et les programmes

jeunesse²⁷ dans un contexte où il est courant d'observer chez les jeunes un sentiment d'exclusion qui « contribue grandement à façonner leur vision et leur engagement vis-à-vis de l'État. Cela reflète également le décalage et la méfiance entre la jeunesse et l'État qui deviennent une source majeure d'anomie et de tension publiques dans plusieurs pays »²⁸.

Cette recherche vise à identifier dans les acquis du projet JSPS les initiatives qui ont renforcé le leadership des jeunes et leur capacité à participer aux initiatives locales de discussion et de prise de décision sur la consolidation de la paix et de la sécurité dans leur communauté d'une part, et d'autre part, de tirer des leçons pour pousser au plus haut niveau de participation des jeunes aux processus de consolidation de la paix et de la sécurité à l'ère de la stabilisation dans la Région de l'Extrême-Nord.

Après la revue documentaire des agences onusiennes (UNFPA, UNICEF, PNUD), des services étatiques, et des partenaires d'exécution (ALDEPA, COOPI, RESAEC, ACDC, Plan international, DEMTOU, JAPSSO, CAPROD) du projet ainsi que des études réalisées dans le cadre de ce projet, des entretiens individuels ont été organisés à l'intention des jeunes (Présidents CNJC Koza, Mokolo, Mayo-Moskota, jeunes leaders bénéficiaires du projet JSPS²⁹ et d'autres leaders jeunes³⁰), des autorités administratives (MINJEC :

des nations Unies (le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, le Fonds pour la consolidation de la paix, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population et ONU-Femmes, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et les autres organismes compétents), ainsi que par les acteurs régionaux et internationaux et les acteurs locaux comme les communautés et les OSC.

²⁷ Cf. UNFPA, Comprendre le Sahel à travers son histoire, sa géographie et ses défis sociodémographiques et sécuritaires, Livre blanc.

²⁸ UA, Une étude sur le rôle et les contributions des jeunes à la paix et la sécurité en Afrique : Un rapport d'experts indépendants commandé par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine, Addis-Abeba, Juin 2020, p.21.

²⁹ Il s'agit entre autres des jeunes engagés dans le projet JSPS : Aissatou, Ambassadrice de la paix à Amchidé ; Platta Baganam, Encadreur des ambassadeurs de la paix à Moskota ; Chétima Mahamat, superviseur PNUD ; Annatou Djouma, Éducatrice psychosociale et monitrice d'alphabétisation à Kolofata ; Zara, Encadreuse psychosociale à Mémé, Sali Oumarou, relai communautaire à Zamay.

³⁰ Mawé Cécile épouse Ndzada, présidente JADD ; Clarisse Almaya, leader jeune de Méri ; Oumaté Sali, président départemental CNJC Mayo-Tsanaga ; Guidang Emmanuel, président départemental CNJC Mayo-Kani.

DDRJEC, DDJEC Mayo-Tsanaga, DAJEC Mokolo et Mozogo, Sous-Préfet de Mokolo et de Mozogo), municipales (les 1^{er} Adjoints aux maires de Mokolo et de Koza et le 2^{ème} adjoint au maire de Mozogo) et des leaders communautaires des localités cibles (le chargé de jugement du lamidat de Moskota, le lamido de Mozogo, le secrétaire particulier du lamido de Zamay) du projet lors d'une descente dans le Mayo-Tsanaga et le Mayo-Sava, ainsi que 02 discussions en groupes, dont un avec 8 jeunes à Mozogo³¹ et un avec 8 jeunes à Maroua³². Les deux ateliers ayant regroupé les jeunes de la région³³ et au niveau national³⁴ à Maroua ont été l'occasion pour échanger avec les jeunes sur leur place dans le processus de paix en cours dans la région et voir comment et à quelles conditions, ils peuvent y participer. Par ailleurs, les restitutions à Mozogo ont été l'occasion d'enrichir et d'approfondir certaines données et analyses auprès des autorités et des leaders communautaires.

L'analyse des données ainsi collectées laissent transparaître que les appuis du projet ont contribué à renforcer le leadership des jeunes par la réduction de leur vulnérabilité socioéconomique, le renforcement de leurs capacités ainsi que par leur responsabilisation auprès d'autres jeunes et dans les instances communautaires de discussions sur les questions de paix et de sécurité comme les plateformes de réintégration. En effet, non seulement les activités du projet ont donné l'occasion aux jeunes de prendre des initiatives de paix par eux et pour eux-mêmes, aussi certains jeunes bénéficiaires du projet JSPS sont devenus des acteurs positifs pour l'engagement de leurs pairs ou pour constituer un noyau dur avec pour objectif l'engagement de leurs pairs au service de la paix et de la sécurité dans leurs communautés, d'autres sont

³¹ Alhadji Mahama, Mozogo, membre de CESOQUAR; Zara Madé, Mozogo, enseignante, Matakoni David, Mozogo ; Ganava Talaka, Moskota, bénéficiaire JSPS, Boukar Ézéchiél, Moskota ; Abba Abel, Koza, bénéficiaire JSPS ; Gossaha Élisabeth, bénéficiaire JSPS ; Boukar Mahama, Mozogo, président COVI.

³² Abdou Issoufa, Zakariaou Abdoulaye, Nguemeta Fomo Alyda, Zouaratou Yaya, Halirou Halirou, Boubakari Oumarou, Abdou Djibrilla et Oumarou Hamza. Ces jeunes appartiennent à plusieurs associations des jeunes de la vieille de Maroua et ont participé à la rencontre du 22 septembre 2020 organisée par la DRJEC dans le cadre du projet JSPS en tant que leaders d'associations des jeunes.

³³ 22 septembre 2020 : organisation de dialogue intergénérationnel par la DRJEC et les leaders jeunes et ambassadeurs de la paix du projet JSPS

³⁴ 26-30 octobre 2020 : Forum consultatif des jeunes du Bassin du Lac Tchad sur la réponse à la crise humanitaire et sécuritaire dans la sous-région. « Le monde que nous voulons »

devenus des acteurs positifs qui portent la voie des jeunes dans les processus de consolidation de la paix et de la sécurité dans leurs communautés.

L'analyse des profils des jeunes qui ont fait preuve de succès auprès des jeunes et d'autres leaders communautaires montre que le renforcement du leadership des jeunes articule les aspects liés au statut social de la personne, son niveau économique ainsi que ses compétences et ses dispositions personnelles à la communication.

L'apport du projet JSPS au leadership des jeunes dans les processus de paix et de sécurité dans les zones affectées par Boko Haram à l'Extrême-Nord du Cameroun

Le projet JSPS par sa stratégie qui articule appuis multiformes aux jeunes et préparation et engagement des jeunes, comme modèles pour la paix et la sécurité, constitue un pas indéniable vers la prise en compte des jeunes dans les questions de paix et de sécurité, et l'analyse des profils des jeunes qui se sont distingués par leur engagement, montre que le leadership des jeunes tire ses sources aussi bien dans ses aspects formels qu'informels.

A. L'amorce de la phase de participation symbolique par les appuis de JSPS aux jeunes

Faisant face à un nombre important de jeunes vulnérables économiquement, socialement et psychologiquement du fait des impacts négatifs de la crise sur eux, le projet JSPS apporte un soutien indéniable pour amorcer l'implication des jeunes dans les questions de paix et de sécurité, en leur offrant une thérapie par les appuis pour réduire leur vulnérabilité, ainsi qu'en les préparant et leur offrant des opportunités à travers les services innovants pour devenir eux-mêmes des acteurs positifs pour la paix et la sécurité.

1. L'autonomisation économique, un moyen de réveil du potentiel de leadership des jeunes

Les appuis à l'autonomisation des jeunes et leur prise en charge psychosociale ont été des moyens qui ont permis de transformer le regard négatif qu'ils ont sur eux et de découvrir leur capacité à pouvoir contribuer aux actions de promotion de la paix et de la sécurité.

Les impacts de la crise, la vulnérabilité socioéconomique, les exclusions et les marginalisations dont sont victimes les jeunes, les ont amenés à se considérer comme incapables d'agir pour la paix et la sécurité. Leur ciblage par le projet a été perçu par les jeunes comme leur valorisation et leur sortie de l'anonymat. Dans un contexte de vulnérabilité socioéconomique criarde, de manque de perspectives d'emplois pour les jeunes et leur exclusion et la marginalisation comme l'ont montré les études sur la vulnérabilité des jeunes³⁵, les domaines de leur employabilité³⁶ ainsi que les causes de leur exclusion et les voies d'un dialogue avec les leaders communautaires³⁷, l'autonomisation économique et la prise en charge psychosociale doit précéder toute initiative en faveur du leadership des jeunes. Comme dit l'adage populaire, « *ventre affamé n'a point d'oreilles* ». Ce projet est perçu par les leaders communautaires comme une prise en charge de la question des jeunes pour l'avenir en leur offrant les moyens de s'en sortir dans leur village au lieu qu'ils soient obligés de partir se chercher ailleurs ou de se faire enrôler par Boko Haram ou d'autres filières de la violence extrême ou de grand banditisme. Ainsi, les formations professionnelles dans les métiers porteurs, le renforcement des capacités des jeunes en vie courante, l'appui matériel aux jeunes et leur accompagnement dans leur insertion professionnelle a permis l'autonomisation économique de certains jeunes. La formation professionnelle est allée au-delà de l'apprentissage des techniques liées à l'exercice d'un métier et s'est étendue sur la familiarisation des jeunes avec le développement d'activités génératrices de revenus, l'entrepreneuriat, l'élaboration des business plans, le développement de l'esprit d'initiative, de

³⁵ UNFPA, *Cartographie et profilage des jeunes à risques pour la stabilisation et la consolidation de la paix dans la Région de l'Extrême-Nord*.

³⁶ UNFPA, (2020), *Analyse des opportunités d'employabilité au niveau du marché local pour les jeunes et les femmes*.

³⁷ UNFPA, (2020), *Etudes sur les formes de médiation intergénérationnelle et de gestion pacifique des conflits dans les communautés bénéficiaires du projet*.

coopérative et marketing et la gestion d'un business. Certains jeunes ont bénéficié des appuis matériels ou des cash transferts et ont démarré des activités économiques. D'autres envisagent de se structurer en groupes (GIC ou SCOOP) en vue de mener leurs activités économiques. Ces initiatives et même certaines activités comme les cash for work ont nourri chez certains la volonté de s'engager en groupe pour contribuer à la paix. Ainsi, dans certains sites du projet, il a été noté sur le terrain le désir de certains jeunes de se constituer en association pour la paix (Koza, Mémé...) ou en GIC et en SCOOPS (Warou et Afadé).

La participation des jeunes aux activités de causerie éducative ou de travail communautaire dans le cadre des Cash for Work leur a permis de prendre conscience de leur capacité à agir positivement et de vouloir s'engager pour la paix dans leur communauté. Un jeune ayant pris part aux travaux de Cash for Work à Mémé a pu déclarer « *Le travail qu'on fait en groupe me donne beaucoup de joie et la volonté de faire mieux pour l'avenir de mon village. En venant, c'était pour l'argent mais maintenant je vois que c'est pour le développement de mon village. Je travaille* ».

Les différentes activités et les responsabilités qui ont été données aux jeunes ont été autant de possibilités pour eux d'apprendre et d'exercer leur leadership. Les jeunes engagés comme ambassadeurs de la paix ou leurs encadreurs, les encadreurs psychosociaux, les responsables des clubs d'adolescents, les membres de plateforme de réintégration des ex-associés, les encadreurs communautaires de DIADPADOS et des CAPSYCHO, ont été préparés et mis en situation de leadership au service de la paix et de la sécurité ; ce qui a été un moyen de prise de conscience de leur potentiel mais aussi un défi et une volonté de s'engager pour la paix et la sécurité. À travers ces activités et ces responsabilités, les jeunes ont eu des possibilités de pouvoir agir pour tirer les autres jeunes pour la paix et la sécurité, d'en constituer des dynamiques collectives pour prendre des initiatives et porter la voix des jeunes dans les processus de paix et de sécurité dans leur localité comme en témoigne leur engagement dans les services de promotion de la paix.

2. Les services de promotion de la paix, un pas essentiel dans la participation des jeunes aux processus de paix

Le projet JSPS a été une expérience d'initiatives de promotion de la paix par les jeunes et pour les jeunes.

Par le projet JSPS, plusieurs initiatives de promotion de la paix ont été portées par des jeunes à l'intention d'autres jeunes. En plus des activités de causeries éducatives sur la base de la boîte à images préparées par le projet, les jeunes ont développé d'autres activités de promotion de la paix comme le théâtre, pour véhiculer des messages de paix. Ces initiatives ont mis les jeunes au-devant de la scène en matière de promotion des valeurs de paix dans leurs communautés. En effet, elles ont été l'occasion pour les jeunes de se retrouver et d'échanger sur les questions de paix en général mais aussi sur les valeurs de paix, de tolérance, de cohésion sociale, de vivre ensemble, de civisme. Les rencontres des jeunes autour des ambassadeurs de la paix, des clubs adolescents, des DIADPADOS ont été des espaces d'engagement des jeunes sur les questions de paix. Ce qui a suscité l'admiration de la communauté. Au-delà de la question de la paix et de sécurité, les jeunes se sont sentis impliqués dans les projets, surtout au regard des responsabilités assumées par leurs pairs dans le cadre de ces activités.

Les figures d'ambassadeurs de la paix ou de leurs encadreurs, d'encadreurs psychosociaux, de responsables des clubs d'adolescents, de membres de plateforme de réintégration des ex-associés, d'encadreurs communautaires de DIADPADOS et de CAPSYCHO ont été une opportunité d'engagement des jeunes comme des acteurs de la paix dont ils n'hésitent pas à s'en vanter. Lors des descentes sur le terrain, plusieurs de ces jeunes portaient toujours leurs gilets du projet JSPS, se présentent avec leurs responsabilités dans le projet et sont reconnus comme tels par les autres jeunes, les leaders communautaires et les autorités administratives. À Mozogo, le sous-préfet, après l'introduction du sujet de leadership de jeunes pour la paix, n'a pas hésité à nous orienter vers Platta Baganama, encadreur des ambassadeurs de la paix, comme le jeune indiqué en la matière. Globalement, les jeunes, les membres de leur communauté les associent facilement aux questions de paix et d'intérêt général pour leur communauté. Leur engagement est perçu par les leaders communautaires comme des services positifs rendus à la communauté et un

intérêt du projet pour l'avenir de leur village pour agir pour la paix et le bien de leur village en mobilisant d'autres jeunes et en les accompagnant à abandonner le chemin de la violence extrême et à choisir la voie de la paix et du bien.

Le projet JSPS a ainsi posé quelques jalons de la participation des jeunes dans les questions de paix et de sécurité en leur donnant la possibilité de s'engager dans leurs communautés (plateformes, causeries éducatives par les jeunes), mais aussi en les impliquant dans le projet. En effet, les démarches d'information et les échanges avec les jeunes ont été perçues par ces derniers comme leur prise en compte et leur implication dans les questions de paix et de sécurité dont ils ont été très souvent exclus. Dans ce sens, le « *Forum consultatif des jeunes du bassin du Lac Tchad sur la réponse à la crise humanitaire et sécuritaire dans la sous-région : le monde que nous voulons* » qui s'est tenu à Maroua du 26-29 Octobre 2020, où les jeunes ont exprimé leurs points de vues, est un pas essentiel vers la responsabilisation de la jeunesse dans les questions de paix et de sécurité. Cet atelier qui a donné la parole aux jeunes leur a permis d'exprimer leurs talents en animant des sessions et en exprimant leurs points de vue sur les questions de paix et de sécurité. Les participants à cet atelier ont largement apprécié cette démarche et ont recommandé à ce que cette initiative soit étendue à d'autres régions du Cameroun (Nord) et que des séances de restitution soient organisées auprès d'autres jeunes³⁸.

B. Émergence d'un leadership individuel et collectif des jeunes au service de la paix et de la sécurité

Le projet JSPS a fait émerger et consolider des individualités au sein de la jeunesse des localités cibles du projet dont les profils laissent transparaître la préexistence d'un capital social et personnel de leadership qui a été renforcé et réorienté sur les questions de paix et de sécurité par le projet JSPSP. L'analyse des profils de quelques-uns de ces jeunes permet de déduire que la capacité des jeunes à influencer leurs pairs et les membres de leurs communautés résultent de la complémentarité entre l'existence d'un statut

³⁸ Cf UNFPA, (2020), Rapport de l'atelier sur « *Forum consultatif des jeunes du bassin du Lac Tchad sur la réponse à la crise humanitaire et sécuritaire dans la sous-région : le monde que nous voulons* », tenu à Maroua du 26-29 Octobre 2020.

formel et des atouts informels qui peuvent être renforcés en fonction des objectifs de l'engagement des jeunes.

1. Émergence des individualités jeunes influentes auprès d'autres jeunes et des structures communautaires et administratives

Le projet a été une opportunité pour les jeunes d'être leaders au service de la paix dans leur communauté à travers leurs rôles comme responsable de club d'adolescents, comme encadreur communautaire de DIADPADOS et de CAPSYCHO, etc.). À partir de ces rôles joués dans le cadre du projet, certains de ces jeunes ont obtenu une admiration de leurs pairs, des leaders communautaires et des autorités de leur localité. Cette influence, ils le doivent à leurs profils sociocommunautaires (professions, engagement communautaire, appartenances des groupes des jeunes, expériences professionnelles antérieures), à des formations (éducation formelle et autres renforcements de capacités lors des projets) et aux formations faites dans le cadre du projet.

Cas N°1

Il est un jeune de 25 ans, encadreur des ambassadeurs de la paix dans sa communauté, dans le cadre du projet SJSPS. Il a le niveau de Terminale et a fait la formation d'instituteurs (ENIEG).

Sur le plan professionnel, il est le Secrétaire du tribunal coutumier de son canton et Secrétaire d'état civil de son village. Il a suivi plusieurs formations qui ont renforcé son leadership, notamment en médiation communautaire (techniques de gestion des conflits communautaires, en réinsertion et réintégration/DDR des ex-otages, marketing, communication), en droits de l'homme (Logement, terres et propriété), dans le domaine professionnel (entrepreneuriat jeune, secrétariat bureautique, auto-école pour l'obtention du permis B), ainsi que dans le domaine pédagogique (alphabétisation fonctionnelle et andragogie).

Dans sa communauté, il est engagé dans deux associations des jeunes. Il a assumé, à plusieurs occasions, des responsabilités (Encadreur des équipes de Cash for Work avec le PNUD ; Responsable de l'accueil et d'orientation des ex-otages dans le cadre du DDR ; responsable de l'organisation des cérémonies traditionnelles de réconciliation avec l'appui du PNUD) dans le

cadre des initiatives de stabilisation dans son village. Il a aussi pris part à plusieurs enquêtes psychosociales (ALDEPA, CAPROD, PNUD) auprès des personnes ex-associées et ex-otages. Il a aussi participé à l'encadrement des enfants des écoles coraniques et des ex-otages avec COOPI et à l'accompagnement des groupes de femmes avec le PNUD dans son village.

Depuis sa participation aux activités du projet JSPS, il a été désigné Secrétaire Général de la plateforme de réinsertion et de réintégration mise en place par le projet dans sa communauté.

Cas N° 2

Elle est une jeune de 25 ans, ambassadrice de la paix pour le Projet JSPS dans sa communauté. Elle a un baccalauréat et suit actuellement une formation d'institutrice à l'École Normale d'Instituteurs de l'Enseignement Général (ENIEG).

Elle tire ses compétences de plusieurs formations suivies sur les questions des droits de l'homme, notamment en contexte de lutte contre le terrorisme par l'ODH/PNUD en 2020, ainsi que sur la protection et le monitoring des VBG par des ONGs locales et internationales. Elle a aussi suivi des formations sur la gestion des conflits et la vie associative, le leadership et le lobbying en 2019, ainsi que des formations en entrepreneuriat en partenariat avec l'appui du PNUD.

Dans sa communauté, elle est engagée au niveau de son église comme cheftaine de la Jeunesse Évangélique Africaine ou Soldats du Christ et comme monitrice d'école de dimanche ou d'éducation des enfants à la Bible. Elle a aussi participé à des activités de sensibilisation et de dialogue communautaire sur la cohésion sociale et le vivre ensemble, ainsi qu'au monitoring des droits de l'homme et des VBG, c'est-à-dire la veille et le rapportage des cas de VBG, de violations des droits de l'homme dans la lutte contre Boko Haram et les risques d'extrémisme violent dans sa communauté. En matière de vie associative, elle est membre de l'Association des Jeunes Volontaires de sa communauté pour le Développement et la Cohésion Sociale et de l'Association de gestion de conflits de sa communauté.

Cas N° 3

Elle est une jeune de 27 ans et était Éducateur Psychosocial et monitrice d'alphabétisation pour le projet JSPS dans sa communauté. Elle a le niveau

de 1^{ère} et institutrice formée à l'ENIEG et en service à l'école maternelle de son village.

Elle a reçu des formations de renforcement de capacités, notamment dans le domaine d'accompagnement psychosocial des personnes vulnérables et sur la protection et les VBG données par des ONG nationales et internationales.

Au niveau communautaire, elle a participé à des activités de sensibilisation sur les VBG, sur la COVID-19 et sur la sexualité et l'hygiène corporelle des jeunes filles de 11-14 ans au chef-lieu de son département avec UNFPA. Elle est membre de deux associations de femmes dans son village.

Cas N° 4

Il est un jeune de 29 ans qui est revenu de Douala en 2017 pour faire sa vie dans son village. Il a été un relai communautaire pour le PNUD et encadreur des jeunes formations dans le cadre du projet JSPP au CMPJ de son village. Il a le niveau scolaire de 1^{ère} C et a exercé plusieurs fonctions dont le métier de chauffeur et de commerçant.

Depuis 2017, il a suivi plusieurs formations dans le domaine du dialogue interreligieux et communautaire (avec PNUD en 2019 à Maroua et dans son village), de la protection et des VBG (avec Intersos en 2019), et comme artisan réparateur pour les forages (par la Croix Rouge Camerounaise en 2020). Il est engagé comme volontaire avec la Croix Rouge Camerounaise et président de l'association des jeunes de son village.

Depuis 2018, il a encadré les jeunes dans le cadre des activités de Cash for Work (avec l'appui du PNUD exécuté par IEDA Relief pour 75 jeunes en 2018) et a travaillé avec Intersos sur la protection en 2019. Il a été relai communautaire pour le PNUD pour l'enregistrement de 600 demandeurs d'actes de naissance, dont 400 délivrés pour les enfants 0-18 ans des écoles coraniques en majorité, ainsi que pour l'établissement de 243 actes par Intersos pour les personnes déplacées internes et les populations hôtes en 2019.

En 2020, dans le cadre du projet JSPP, il a été encadreur pour les jeunes engagés dans le Cash for Work pour 100 jeunes déplacés internes avec le PNUD, 86 jeunes avec Plan International et 35 jeunes avec COOPI, ainsi que pour le volontariat des jeunes pour la réhabilitation du magasin des déplacés,

des bancs publics au CMPJ de son village. Il a été nommé secrétaire d'état civil du centre secondaire de son village et a prêté serment.

Actuellement, il s'occupe, indépendamment des projets, de l'organisation des activités culturelles, de médiation entre les jeunes ou de leur orientation vers le chef centre CMPJ, et si nécessaire vers les leaders religieux. Il dit qu'il a réussi à faire cesser à certains jeunes de prendre la drogue. Il continue la formation des autres jeunes et leur donne des conseils pour qu'ils puissent s'en sortir dans la vie. Certains jeunes n'hésitent pas à le saisir quand ils ont des problèmes.

Avant, il dit qu'il lui était difficile de rencontrer les gendarmes. Mais actuellement, les gendarmes l'appellent si des jeunes ont des problèmes dans leurs services. Les ONG qui veulent inviter les membres des Forces de Maintien de l'Ordre (FMO) passent souvent par lui. Le lamido l'envoie souvent le représenter dans les réunions, et les autorités administratives l'invitent souvent pour représenter les jeunes dans des rencontres. Il a donné l'exemple de son invitation par le DAJEC pour prendre part à l'installation du préfet le 06 janvier 2021.

L'engagement des jeunes au service de la promotion de la paix a amené leur communauté à avoir un regard positif sur ces jeunes et à bénéficier de leur appui. « Le travail des ambassadeurs de la paix est très important. Pour Issa Boukar, ancien de la communauté à Limani « Depuis le début de leur travail de causeries éducatives à Limani, les relations entre jeunes ont beaucoup changé, on n'assiste plus à des bagarres dans le quartier. Ces jeunes ambassadeurs de la paix sont désormais un relais pour nous les anciens qui sommes fatigués. Nous leur apportons tout notre soutien et espérons que cela aille de l'avant ». Cette expérience de travail dans la promotion de la paix a renforcé la confiance des jeunes en eux-mêmes et leur volonté de s'engager davantage dans les processus de paix et de sécurité. Un encadreur psychosocial à Kolofata a exprimé sa satisfaction en ces termes : « aujourd'hui, toute ma communauté me reconnaît comme une personne courageuse, humble, courtoise ».

Au-delà de l'appréciation de leur travail par les leaders de leurs communautés, certains jeunes leaders ont été coptés dans les plateformes de réintégration et y jouent souvent des rôles importants (secrétaire général).

2. La complémentarité des traits sociocommunautaires et le renforcement des capacités dans le développement du leadership des jeunes

L'analyse des profils des jeunes qui ont développé une influence sur leurs pairs et les autres leaders de leur localité, montre que le leadership repose sur l'existence d'un capital social antérieur au projet et des appuis du projet aussi bien sur le plan formel que sur le plan informel.

Les jeunes leaders ont en général un passé qui les prédispose à avoir une visibilité, y compris par le projet. Il s'agit d'un statut social (représentant des jeunes, personnes désignées par les autorités...) et des expériences ou compétences personnelles.

Le choix des jeunes bénéficiaires appelés à jouer le rôle de leader a été influencé par le capital social des jeunes préexistant au projet comme la proximité avec les leaders communautaires ou les ONG d'exécution (parents, collaborateurs), longue période d'engagement communautaire (COVI, volontaires, membres des associations des jeunes, de femmes ou de maîtres coraniques) et des expériences avec d'autres projets. Au niveau des compétences personnelles, il ressort de l'analyse des leaders que les jeunes qui ont été choisis comme leaders (encadreurs psychosociaux, responsable de club d'adolescents, comme encadreurs communautaires de DIADPADOS et de CAPSYCHO, comme membre des plateformes de réintégration des ex-associés, etc.), sont en général des jeunes qui savent, au moins, lire et écrire, ayant des facilités à animer des groupes ou à s'exprimer plus facilement que la moyenne. Mais leur leadership dans le cadre du projet tient aussi bien à des aspects formels et informels. Sur le plan formel, leur désignation par les partenaires d'exécution du projet JSPS avec souvent l'aval *a priori* (désignation collégiale des jeunes par une commission mixte comportant des leaders communautaires, des autorités administratives, municipales) ou *a posteriori* (présentation des jeunes choisis aux leaders communautaires, des autorités administratives, municipales) leur a conféré une sorte de légitimité formelle. Cette légitimité formelle a été renforcée par le fait que ces jeunes vivant dans les localités du projet étaient les interlocuteurs directs du projet auprès des autres jeunes, des leaders communautaires et des autorités administratives et municipales qu'ils rencontrent régulièrement avant,

pendant ou après les activités de promotion de la paix. Mais elle est précédée par une autre dimension de la formalité de la prise en compte des jeunes qui est le fait que le projet ait ciblé une catégorie de jeunes (12 -29 ans), une sorte de discrimination positive. Cette légitimité formelle a été complétée par les compétences techniques et de communication sur les questions de paix et de sécurité. En effet, bien qu'ils aient des compétences dans différents domaines (éducation primaire, animation de groupe, protection et VBG), tous reconnaissent que les formations reçues dans le cadre du projet JSPS ont été capitales pour l'exercice de leurs fonctions de promotion de la paix lors du projet. Aissatou, une ambassadrice de la paix à Amchidé a donné le témoignage suivant : « Bien que j'ai animé les groupes des enfants à l'Église, je ne pouvais pas facilement me tenir devant les jeunes, leur transmettre des informations et répondre à leurs questions sur les questions de paix et de sécurité. Mais avec les formations du projet, j'ai une meilleure connaissance de ces choses et j'ai animé les causeries éducatives sans problème ».

Les différentes formations reçues par les jeunes ont contribué à renforcer leur impression sur leurs pairs et à les attirer autour des questions de paix et de sécurité. Plusieurs jeunes ayant assumé des responsabilités dans le projet ont déclaré que la prise de parole publique et la maîtrise des thèmes ont été les choses qui attirent les autres jeunes vers eux.

Les appuis multiformes aux jeunes par le projet JSPS ont permis de préparer les jeunes à réduire les facteurs d'exclusion des jeunes dans les questions de paix et de sécurité, en réduisant leurs vulnérabilités socioéconomiques, en les préparant et en leur donnant l'occasion d'agir positivement pour la paix et la sécurité dans leur communauté. À la fin du projet, certains jeunes se sont fait distinguer par leur rôle d'attraction de leurs pairs et des leaders communautaires autour des questions de paix et de sécurité, ce qui laisse présager un espoir pour l'engagement des jeunes dans les processus de consolidation de la paix.

II. L'émergence et les besoins de consolidation du leadership des jeunes dans les questions de paix et de sécurité

A. L'expression de l'intérêt grandissant des jeunes pour les questions de paix et de sécurité dans la région de l'Extrême-Nord

Les échanges et l'observation des jeunes lors du projet JSPS montre une augmentation de leur intérêt pour les questions de paix et de sécurité comme en témoigne leur volonté d'être des acteurs positifs, leur enthousiasme et la richesse de leur contribution lors des rencontres sur les questions de paix et de sécurité desquelles, des pistes du renforcement du leadership des jeunes peuvent se dégager pour leur prise en compte conséquente dans les processus de consolidation de la paix et de la sécurité dans la région de l'Extrême-Nord.

1. L'intérêt grandissant des jeunes de participer activement et réellement aux questions de paix et de sécurité

L'intérêt des jeunes pour les questions de paix et de sécurité se traduit par leur souhait d'être impliqués effectivement et réellement aux processus de paix et de sécurité et leur refus d'être simplement des acteurs passifs.

Lors de ces échanges avec les jeunes aux rencontres régionales³⁹, tout en appréciant l'initiative qui les a regroupés, ils ont décrié le fait que cela n'ait pas pu aller plus loin. Lors de la rencontre du 22 septembre à Maroua, certains leaders des jeunes présents ont exprimé une certaine déception liée au fait que les projets et les investissements pour les jeunes soient faits au nom des jeunes sans leur réelle implication, y compris ceux pour lesquels ils ont souvent été mobilisés pour la préparation. En effet, ces jeunes ont l'impression d'être instrumentalisés par les projets. Pour eux, leur mobilisation n'est qu'une manipulation de la jeunesse et la récupération de leurs idées pour des projets dont les premiers bénéficiaires sont ailleurs ; ce qui, d'après eux, réduit les jeunes à des mendiants et discrédite leur engagement. Les jeunes des zones rurales insistent plus sur la possibilité pour eux d'avoir la chance d'être sélectionnés dans les projets qui arrivent dans leurs localités.

³⁹ Notamment le 22 septembre 2020 : organisation de dialogue intergénérationnel par la DRJEC et les leaders jeunes et ambassadeurs de la paix du projet JSPS et les 26-30 octobre 2020 : Forum consultatif des jeunes du Bassin du Lac Tchad sur la réponse à la crise humanitaire et sécuritaire dans la sous-région. « Le monde que nous voulons »

Aussi bien dans les localités rurales qu'à Maroua, les jeunes ont déploré leur consultation par les administrations et les acteurs humanitaires qui restent souvent sans suite. À travers ces critiques des pratiques actuelles de leur prise en compte dans les questions de paix et de sécurité, il apparaît clairement que les jeunes expriment leur volonté à participer réellement et effectivement. En effet, par ces plaintes, les jeunes dévoilent des demandes telles que leur souhait d'être considérés (ne pas réduire les jeunes à des gens en quête d'activités agropastorales ou de gains faciles et immédiats), d'être impliqués dans les projets (recrutement des jeunes sans toujours chercher à les refuser pour manque d'expérience) et la nécessité de prendre au sérieux leur décision. En clair, ces jeunes émettent le souhait d'être pris en compte (être consultés, être impliqués et pouvoir jouer un rôle autonome en tant que jeunes) dans les questions de paix et de sécurité.

En ce qui concerne la reconstruction, les jeunes appellent à ce qu'ils soient consultés et que leurs décisions soient prises en compte pour la réussite, car ils disent être les premières victimes de Boko Haram. Les jeunes pensent qu'ils peuvent jouer un rôle important dans la reconstruction par le suivi de la réalisation des infrastructures et leur autonomisation économique doit en être un de ses objectifs (recrutement et financement des projets des jeunes sans emplois). Lors du Forum consultatif des jeunes du Bassin du Lac Tchad sur la réponse à la crise humanitaire et sécuritaire dans la sous-région qui a réuni une soixantaine de jeunes du Cameroun à Maroua, les échanges individuels et en groupes avec ces jeunes ont montré leur dynamisme et la richesse de leur contribution aux processus de paix et de sécurité pour un développement durable de la Région de l'Extrême-Nord. L'engagement des jeunes au sein des associations, dans les projets de stabilisation et les échanges avec les autorités sont autant de preuves du potentiel de leur participation aux processus de consolidation de la paix et de la sécurité dans la Région de l'Extrême-Nord à conditions de trouver une issue pertinente et efficace.

2. Les défis d'une issue pertinente et efficace de participation effective et réelle des jeunes aux questions de paix et de sécurité

Le développement d'issue pertinente et efficace pour la participation des jeunes aux processus de paix et de sécurité est confronté à deux défis majeurs : la faible visibilité des jeunes sur les contraintes des projets et des processus politiques d'une part, et, d'autre part, la méfiance des autorités et

des leaders communautaires vis-à-vis de l'implication et de la responsabilisation des jeunes dans les questions de paix et de sécurité.

La perception des jeunes par les autorités et les leaders communautaires comme de personnes peu matures pour les questions de paix et de sécurité, ainsi que l'enrôlement des jeunes par Boko Haram constituent un blocage pour la question de jeunesse, paix et sécurité. Certes, les projets comme JSPS ont réussi à faire voir les jeunes à travers leurs rôles positifs pour la paix et la sécurité, du chemin reste à faire pour un appui soutenu des autorités aux initiatives des jeunes et pour leur prise en compte effectif.

Si certaines autorités locales (autorités administratives, municipales et leaders communautaires) apprécient l'engagement des jeunes pour les travaux d'intérêt général (nettoyage des espaces publics, y compris dans le cadre des HIMO ou Cash for Work), d'autres décrivent le manque d'intérêt des jeunes pour le bénévolat/volontariat et voient dans l'intérêt de certains jeunes dans les initiatives de paix et de sécurité la recherche du gain immédiat. Cette méfiance des autorités s'étend jusqu'au regroupement des jeunes en associations. Ce qui a donné lieu, dans le Mayo-Tsanaga, à une réticence à délivrer des récépissés de déclaration à ces groupes⁴⁰ qui, pour elles, ne sont constitués que pour capter des financements extérieurs et pourraient être de mèche avec des organisations illicites et/ou susceptibles de déstabiliser le Cameroun. Les autorités se disent disposées à appuyer les initiatives des jeunes à conditions qu'elles soient sérieuses et respectueuses des lois et règlements du Cameroun ; ce que les jeunes ne croient pas et pensent qu'il s'agit d'un discours creux pour faire plaisir aux partenaires techniques et financiers. Pour eux, la réalité est que les autorités ne veulent pas voir les jeunes dans les processus de paix et de sécurité, surtout quand ces jeunes ont des opinions politiques différentes ou s'intéressent aux questions des droits de l'homme.

L'incident survenu à Mozogo entre certains jeunes qui auraient porté des informations infondées à Human Right Watch et les autorités au sujet des

⁴⁰ Le sous-préfet de Mozogo s'est engagé à accompagner personnellement les groupes pour s'assurer de leur licéité et faciliter leur déclaration à la préfecture comme ce fut le cas pour le réseau des femmes.

militaires qui obligerait les jeunes à faire la veille nocturne contre Boko Haram est révélateur de ces défis. Dans ce contexte, l'appui des autorités aux initiatives des jeunes nécessitent de briser ce climat de méfiance mutuelle et de faire prendre conscience aux jeunes des contraintes des projets et des politiques. L'analyse des discours des parties prenantes (administrations, communes, leaders communautaires, partenaires techniques et financiers) aux processus de consolidation de la paix et de certaines demandes des jeunes laissent paraître que les jeunes n'ont pas toujours une bonne visibilité sur les processus des projets et des investissements publics, ni sur les voies à suivre pour accéder aux opportunités existantes. Certaines plaintes des jeunes (consultation sans suite ou ayant abouti à des projets dont ils ne sont pas les bénéficiaires) traduisent leur ignorance des raisons qui peuvent justifier la collecte d'information (étude d'une communauté, évaluation des besoins, monitoring et évaluation d'un projet) par les organisations. Mais cela traduit surtout le manque de communication et de dialogue entre les décideurs et les jeunes et une faible prise en compte des jeunes dans les projets et dans les processus de consolidation de la paix.

B. Les besoins et les pistes de renforcement du leadership des jeunes dans les processus de paix et de sécurité

L'expérience du projet JSPS montre qu'un travail reste à faire pour créer un cadre pertinent et efficace de prise en compte de la question de jeunesse, paix et sécurité à faire adopter par les parties prenantes grâce à un plaidoyer, mais aussi continuer en consolidant l'appui direct au développement du leadership individuel et collectif des jeunes.

1. L'appui au renforcement des capacités des jeunes et de leurs organisations pour leur participation pertinente et efficace au processus de paix et de sécurité à l'Extrême-Nord

La qualité de la participation des jeunes au processus de paix et de sécurité est fonction des capacités personnelles des jeunes mais aussi organisationnelle des jeunes.

À partir des profils des jeunes qui ont fait preuve de leadership dans le projet JSPS, il apparaît clairement que la participation de la jeunesse aux processus de paix et de sécurité est fonction de l'existence des jeunes ayant un capital

social et de compétences pouvant servir de base à leur préparation à des engagements individuels et collectifs pour la cause. C'est pour cette raison qu'il s'avère essentiel d'identifier des jeunes ayant un potentiel et les appuyer pour développer leur leadership en vue de leur participation au processus de paix et de sécurité. Si les projets devraient cibler un maximum de jeunes, il est important que quelques-uns, pouvant servir de modèles, soient sélectionnés et accompagnés dans le renforcement de leur capacité pour qu'ils soient capables de participer effectivement et à un plus haut niveau dans les discussions sur les questions de paix et de sécurité. Choisis sur la base de leur potentiel (début d'engagement dans leur communauté, d'influence sur leurs pairs...) leurs capacités économique (réduction de la vulnérabilité et opportunité économique viable), social (perception positive dans leurs communautés et auprès de leurs leaders et autorités locales) et des compétences essentielles au leadership (communication, lobbying, plaidoyer, management des dynamiques de groupes, gestion des conflits au sein des groupes...) peuvent être renforcées pour nourrir de façon informelle leur leadership.

Parallèlement, la création des espaces/cadres de valorisation des initiatives des jeunes et le système de témoignages, de *success stories* (leadership, réussite socio-économique et politique) peut contribuer à conforter et encourager les jeunes dans leur engagement. Un autre axe peut être le partenariat avec les jeunes ou leur organisation dans l'exécution des projets de reconstruction, y compris les entreprises des jeunes ou celles qui leur donnent la priorité. Mais cela mérite d'être complété par le renforcement de leur leadership formel qui trouve ses fondements dans les processus sociaux et légaux de légitimation. Ces jeunes pourraient voir leur leadership renforcé s'ils appartiennent à des groupes d'intérêt légalement constitués ou déclarés auprès des autorités compétentes pour des buts lucratifs (associations, réseaux d'associations...) ou non (GIC, Scoops) ou s'ils sont désignés par leurs pairs pour représenter les jeunes dans les instances de décisions. En effet, l'aspect formel du leadership des jeunes renvoie à leur représentation ou celle de leurs organisations dans des instances de prise de décisions en matière de consolidation de la paix et de la sécurité et, idéalement, conséquemment à leur importance démographique. Pour la durabilité et l'ancrage du leadership

des jeunes, la prise en compte des jeunes et la préparation des jeunes doit se faire avec la communauté, les leaders communautaires, les autorités administratives.

Une telle perspective d'accompagnement du développement des jeunes demande un investissement conséquent mais aussi un suivi sur le moyen terme, sinon sur le long terme et inscrit dans une programmation juridico-politique avec le gouvernement camerounais pour une efficacité et une durabilité. C'est pour cette raison qu'un travail de plaidoyer doit être envisagé.

L'aménagement progressif de cadre d'implication aussi bien normatif, institutionnel qu'opérationnel est fondamental pour la prise en compte des jeunes. Les acquis des initiatives de paix et de sécurité par les jeunes développés par les projets comme JSPS méritent une attention particulière pour développer un tel cadre en vue de leur pérennisation et leur durabilité.

2. Plaidoyer pour un cadre pertinent et efficace de la prise en compte des jeunes dans les processus de consolidation de paix et de sécurité

Une telle démarche commence par une prise de conscience, par les acteurs et les décideurs, de l'importance démographique des jeunes et de ses enjeux pour les questions de paix et de sécurité. Si la crise de Boko Haram a montré que les jeunes peuvent être une menace à la paix et à la sécurité (en ce qu'ils peuvent adhérer aux groupes d'extrémisme violent et de terrorisme), ils peuvent être des acteurs positifs pour la culture de la paix et de la sécurité (promoteurs d'initiatives de paix et influence positive sur leurs pairs) comme l'a montré leur engagement lors du projet JSPS. Mais cette prise de conscience doit se traduire par un engagement pour l'investissement des acteurs dans les questions de jeunesse, paix et sécurité. Cela pourrait s'agir du renforcement des capacités des jeunes à participer efficacement ainsi que la création des espaces et des places aux jeunes pour leur participation effective et réelle dans les processus de consolidation de la paix et de la sécurité.

Plus généralement, il s'agit de la création d'un cadre de prise en compte multidimensionnel des jeunes dans les processus de paix et de sécurité à

travers leur protection, leur implication dans les processus décisionnels sur la consolidation de la paix et de la sécurité, y compris en matière de prévention. Cette dynamique de soutien d'ensemble peut se traduire par une politique régionale (CBLT), nationale ou au niveau de la Région de l'Extrême-Nord (l'avènement des conseils régionaux pourrait être un atout). Mais une politique opérationnelle au niveau locale est fondamentale. La durabilité des investissements dans le leadership des jeunes réside dans l'appropriation des initiatives par les institutions publiques ou des organisations des jeunes. Sur le terrain, trois espaces apparaissent comme susceptibles d'être des pistes de pérennisation du leadership des jeunes : la sous-préfecture, la commune et la délégation d'arrondissement de la jeunesse et de l'éducation civique. Chacune de ces instances se préoccupent d'une manière ou d'une autre de la question des jeunes.

Dans la plupart des communes, il y a une commission qui s'occupent de la question des jeunes (Mokolo), d'autres prévoient simplement des lignes budgétaires pour les activités des jeunes (bourses scolaires, stages de vacances ou activités sportives). Mais dans les différentes communes, les questions de paix et de sécurité restent une problématique nouvelle pour laquelle les exécutifs communaux sont peu familiarisés et manquent d'expertise, de stratégie et d'intérêt pour inscrire dans leur budget, bien qu'ils ne s'opposent pas à une telle éventualité, à conditions d'être accompagnés sur le plan technique. Mais les plateformes de réintégration et de réinsertion qui ont été mises en place par le projet pourrait être le point de départ au niveau local. Ces plateformes qui ont le mérite d'être mixtes, où les jeunes y ont une place, peuvent servir de cadre de prise en compte des jeunes dans les questions de paix et de sécurité à condition d'être reconnues officiellement par les autorités, qu'elles soient soutenues par les autres acteurs de la consolidation de la paix et de la sécurité et que leurs missions et modes de fonctionnement soient clarifiés pour éviter des conflits de compétence avec des structures existantes.

La thérapie de la vulnérabilité socioéconomique, psychiatrique et psychologique des jeunes victimes de la crise sécuritaire est un pas essentiel pour une approche au-delà de l'humanitaire de la question de jeunesse, paix et sécurité. L'engagement des jeunes à divers niveaux en faveur de la paix est témoin de ce que les jeunes peuvent être des acteurs positifs de la paix et de la sécurité auprès de leurs pairs et dans leurs communautés comme l'a montré l'expérience des ambassadeurs de paix, les clubs d'adolescents pour la paix, les plateformes de réintégration des ex-associés, les DIADPADOS et les CAPSYCHO. L'engagement des jeunes dans les initiatives de promotion de la paix a été la preuve de la capacité et de l'intérêt des jeunes à prendre des initiatives pour la paix par eux et pour eux. L'analyse des profils des jeunes qui se sont engagés montrent que le renforcement du leadership des jeunes aussi bien sur le plan formel qu'informel contribuent à améliorer leur participation aux processus de paix et de sécurité. Il s'avère donc essentiel que l'appui aux jeunes doit comporter des aspects liés à ces deux dimensions du leadership, mais aussi un plaidoyer pour la création d'un cadre adapté pour la prise en compte des jeunes dans les processus de consolidation de la paix et de la sécurité. En effet, le leadership personnel (formel et informel) des jeunes est essentiel pour leur contribution aux processus de paix et de sécurité ; mais leur responsabilisation au sein de ces instances est fondamentale pour une prise en compte efficace et pertinente des jeunes en vue d'une paix et d'un développement durables à l'Extrême-Nord du Cameroun. Toute la question est de savoir comment les expériences comme celles du projet JSPS peuvent être capitalisées pour une telle aventure.

Bibliographie

Cadre théorique

- Arnstein, S. R. (1969). A ladder of citizen participation. *Journal of the American Institute of planners*, 35(4), 216-224.
- Arnstein, S. R. (1975). A working model for public participation. *Public Administration Review*, 35(1), 70-73.
- Arnstein, S. R. (1972). Maximum feasible manipulation. *Public Administration Review*, 32, 377-390.
- Plane, J. M. (2015). *Théories du leadership : modèles classiques et contemporains*. Dunod.
- Geoffroy, F. (2011). Penser l'informel. Non-concept ou méta-concept pour le management ?, *Revue internationale de psychosociologie*, 17(43), 49-62.

Documents juridiques et de politiques

- CS-NU, (2015), *Résolution 2250 sur la jeunesse, la paix et la sécurité*.
- UA, (2018), *Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise boko haram*.
- UA, (2002), *Protocole du Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine*.
- UA, (2006), *Charte Africaine de la Jeunesse*.
- UA, (2000), *Acte constitutif de l'Union Africaine*.

Rapports d'études

- UA, (2020), *Une étude sur le rôle et les contributions des jeunes à la paix et la sécurité en Afrique : Un rapport d'experts indépendants commandé par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine*, Addis-Abeba ;
- UNFPA, *Comprendre le Sahel à travers son histoire, sa géographie et ses défis sociodémographiques et sécuritaires*. Livre blanc ;

UNFPA, (2020), *Cartographie et profilage des jeunes à risques pour la stabilisation et la consolidation de la paix dans la Région de l'Extrême-Nord.*

UNFPA, (2020), *Analyse des opportunités d'employabilité au niveau du marché local pour les jeunes et les femmes.*

UNFPA, (2020), *Études sur les formes de médiation intergénérationnelle et de gestion pacifique des conflits dans les communautés bénéficiaires du projet.*

UNFPA, (2020), *Rapport de l'atelier sur « Forum consultatif des jeunes du bassin du Lac Tchad sur la réponse à la crise humanitaire et sécuritaire dans la sous-région : le monde que nous voulons », tenu à Maroua du 26-29 Octobre 2020.*

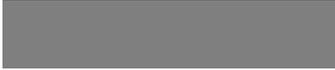
La pérennisation des services innovants d'encadrement des jeunes vulnérables à l'extrémisme violent à l'aune des compétences transférées aux collectivités territoriales décentralisées dans les localités touchées par la crise sécuritaire de Boko Haram à l'Extrême-Nord Cameroun

---Tanagued Barnabé---

Résumé

Suite aux conséquences de la crise sécuritaire Boko Haram, les agences des Nations Unies ont choisi de contribuer à la consolidation de la paix, avec l'appui financier de l'Union européenne, à travers l'offre de services innovants de promotion de la paix, de rattrapage de l'éducation de base, de soutien psychosocial et d'autonomisation économique des jeunes vulnérables à l'extrémisme violent. Les résultats de ces services sont appréciés par les acteurs locaux. Il est opportun de se demander comment ils peuvent être pérennisés avec une extension à d'autres communautés confrontées aux mêmes problèmes. Répondre à cette question centrale nous a amené à rencontrer les acteurs impliqués tant au niveau régional, départemental que local, pour apprécier les résultats atteints et analyser, avec eux, les obstacles et les conditions de leur durabilité. La mise en œuvre du projet JSPS offre clairement l'opportunité aux acteurs locaux de contribuer à la consolidation communautaire de la paix. La mise en œuvre effective des compétences transférées aux communes y contribue considérablement. Cependant, certains obstacles consubstantiels aux Communes limitent actuellement les possibilités de pérennisation et d'extension si des efforts complémentaires ne sont pas consentis. Ces efforts devraient porter sur le plaidoyer pour la concrétisation des transferts des ressources et de renforcement des capacités en gouvernance locale. Ils invitent aussi à se demander s'il n'est pas opportun de reconsidérer le nécessaire effort à consentir aux négociations bilatérales entre les autorités des États et les chefs des groupes armés non étatiques de Boko Haram en vue de parvenir au cessez-le-feu et aux accords de paix, sérieusement utiles à la fin de la crise.

Abstract



Following the consequences of the Boko Haram security crisis, the United Nations agencies have chosen to contribute to the consolidation of peace, with the financial support of the European Union, through the offer of innovative peace promotion services. , catching up with basic education, psychosocial support and economic empowerment of young people vulnerable to violent extremism. The results of these services are appreciated by local actors. It is appropriate to ask how they can be made sustainable with an extension to other communities facing the same problems. Responding to this central question led us to meet the actors involved at regional, departmental and local level, to assess the results achieved and analyze, with them, the obstacles and conditions for their sustainability. The implementation of the YSPS project clearly offers the opportunity for local actors to contribute to community peacebuilding. The effective implementation of the powers transferred to the municipalities contributes considerably to this. However, certain obstacles inherent in the Communes currently limit the possibilities of sustainability and extension if additional efforts are not made. These efforts should focus on advocacy for the materialization of resource transfers and capacity building in local governance. They also invite us to ask ourselves whether it is not opportune to reconsider the necessary effort to be made in bilateral negotiations between the state authorities and the leaders of the non-state armed groups of Boko Haram in order to achieve a ceasefire and peace agreements, which are seriously useful in ending the crisis.



La crise violente de Boko Haram, enclenchée dans l'État de Borno au Nord-Est du Nigéria en 2009, est un fait social majeur dans l'histoire récente des pays du bassin du Lac-Tchad. Elle touche directement quatre États au Nigéria (Borno, Adamawa, Gombé et Yobé), deux provinces au Tchad (Hadjer-Lamis et Lac), deux régions au Niger (Diffa et Zinder) et deux régions au Cameroun (Extrême-Nord et Nord), totalisant une population de près de 30 millions de personnes en 2017⁴¹. Après dix ans de violence, Boko Haram a fait plus de 27 000 morts, au moins autant de blessés et plus de deux millions de réfugiés et déplacés internes dans les quatre pays touchés⁴².

⁴¹ Géraud Magrin, Marc-Antoine Pérouse de Montclos (sous la direction de), Crise et Développement. *La région du Lac-Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Paris, Edition de l'Agence Française de Développement, 2018, page 16.

⁴² Melchisedek Chétima (2020): Comprendre Boko Haram à partir d'une perspective historique, locale et régionale, *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines*,

De par sa situation géographique et sa proximité culturelle avec le Nigéria, la région de l'Extrême-Nord du Cameroun a subi des dégâts matériels et humains importants, depuis le 19 février 2013, date de l'enlèvement de sept membres de la famille Moulin-Fournier en voyage touristique à Waza⁴³. À partir de 2014, des assauts répétés se sont accrus dans les départements frontaliers du Mayo-Tsanaga, du Mayo-Sava et du Logone-et-Chari. Ces exactions étaient successivement des enlèvements avec exigence des rançons, des offensives armées et des razzias des villages. Nous sommes ainsi en face de l'extrémisme violent que l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) définit comme le fait de « prôner, participer à, préparer ou soutenir de quelque manière que ce soit la violence idéologiquement justifiée ou motivée dans le but d'atteindre des objectifs sociaux, économiques et politiques »⁴⁴.

Ayant pris part au Sommet de Paris consacré à la sécurité au Nigeria, le 17 Mai 2014, le président camerounais y a officiellement déclaré la guerre à Boko Haram⁴⁵. À son retour, il réorganise l'armée en créant une quatrième région militaire le 14 Août 2014, avec pour ressort territorial la Région de l'Extrême-Nord et le département du Mayo-Louti dans la région du Nord, dont le poste de commandement est Maroua⁴⁶. Par ailleurs, il engage une partie des forces armées camerounaises dans la mise en place de la Force Mixte Multinationale (FMM), créée par le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, lancée le 25 mai 2015 à N'Djamena et dont le mandat est renouvelé le 5 Décembre 2018⁴⁷. Les

⁴³ Slate Afrique (journal en ligne publié le 19 Avril 2013) : « Famille Moulin-Fournier : chronologie d'un enlèvement et d'une libération : les désormais ex-otage ont été enlevé alors qu'ils visitaient un parc national au Cameroun »

⁴⁴ USAID, « The Development Response to Violent Extremism and Insurgency: Putting Principles into Practice », September 2011.

⁴⁵ Calvin Minfegue Assouga, « Les frontières camerounaises entre héritages historiques et contestations nouvelles », *Revue des sciences sociales* [Online], 60 | 2018, Online since 15 December 2018, connection on 25 July 2020. URL: <http://journals.openedition.org/revss/1269> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revss.1269>

⁴⁶ Décret N°2014/308 du 14 août 2014 portant modification du décret n°2001/180 du 25 juillet 2001 portant réorganisation du commandement militaire territorial

⁴⁷ Communiqué du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine publié le 5 décembre 2018 à Addis-Abeba

opérations militaires de grande envergure conduites contre Boko Haram, ont induit une certaine accalmie.

Depuis 2017, l'on observe le retour de quelques personnes ayant vécu volontairement ou involontairement dans les espaces nigériens sous-contrôle de Boko Haram. Un décret présidentiel créant le Comité National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CNDDR), avec un centre annexe pour l'Extrême-Nord installé à Mora, est créé depuis novembre 2018, mais sa restriction aux « ex-combattants » laisse les « ex-associés » rejoindre directement les communautés.

C'est dans un tel contexte que, Joan Galtung suggère que les efforts pour atteindre la paix doivent se concentrer sur les trois sources de violence : pas seulement la violence physique ou directe, mais aussi la violence structurelle et culturelle⁴⁸. John Paul Lederach propose une approche à plusieurs niveaux de la consolidation de la paix, en fonction de l'implication de différents types d'acteurs⁴⁹. Il y a tout d'abord l'approche classique Track I ou approche descendante, qui fait référence aux modèles traditionnels de négociation bilatérale auxquels participent les hauts dirigeants et les décideurs. Les négociations de haut niveau qui comprennent des cessez-le-feu et des accords de paix en sont des exemples. Il y a ensuite l'approche Track II, où le niveau moyen de leadership prend part à des activités destinées à jeter des ponts entre les dirigeants des groupes en conflits. Enfin, dans le cadre du Track III ou approche ascendante, les communautés sont impliquées dans les efforts visant à répondre au besoin immédiat de sécurité et à l'objectif à long terme d'une paix durable. Dans cette optique, il soutient que ce qui est nécessaire est de construire et de maintenir une « plate-forme contextuelle, permanente et dynamique capable de générer de manière non violente des solutions aux épisodes de conflit en cours »⁵⁰. Aujourd'hui, cela se reflète

⁴⁸ Galtung, J. (1990), p.302.

⁴⁹ Lederach, J.P. (2001). Société civile et réconciliation, *Turbulent Peace : The Challenges of Managing International Conflict*. C.A. Crocker, F.O. Hampson et P. Aall (eds). Washington D.C. : Institut de presse des États-Unis, p. 842.

⁵⁰ Lederach, J.P. (2005). Op.cit., p. 47.

dans ce que l'on appelle l'agenda de la sécurité humaine⁵¹ dont la vision englobe sept dimensions de la sécurité : économique, alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle, communautaire et politique⁵². Les concepts de base du nouveau rôle de l'ONU dans la prévention et la résolution des conflits à travers la consolidation de la paix consistent à "s'attaquer aux causes profondes des conflits, en se concentrant sur le renforcement des capacités, ainsi que sur le développement social, politique et économique afin d'éviter qu'ils ne se reproduisent"⁵³. Les neuf piliers de la stratégie régionale de stabilisation du Bassin du Lac Tchad touché par Boko Haram semblent être inspirés de ces nouveaux concepts de consolidation de la paix.

Tout en s'inspirant des orientations conceptuelles ci-dessus, cette situation complexe a amené le gouvernement camerounais à intervenir avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour prévenir et contrer l'expansion du phénomène. Cette intervention s'est faite avec le cofinancement de l'Union européenne, dans le cadre de sa contribution à la stabilisation du Bassin du Lac Tchad avec le projet « *Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité* dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun ». L'offre de services innovants de promotion de la paix, de rattrapage de l'éducation de base particulièrement pour les élèves coraniques, de soutien psychosocial et de l'autonomisation économique des jeunes est au cœur de sa raison d'être.

Après une année de travail, les résultats générés sont positivement appréciés par les autorités locales, dans un contexte où la vulnérabilité des jeunes à l'extrémisme violent continue. La continuité de ces services innovants pleins de sens, au moment où les responsables politiques traitent de l'approfondissement de la décentralisation, devient un enjeu important.

⁵¹ La notion de sécurité humaine a été officiellement documentée dans le Rapport sur le développement humain (RDH) du PNUD de 1994.

⁵² Brock, P. et Young, N. (1999). Le pacifisme au XXe siècle. New York: Syracuse University Press, p. 398.

⁵³ Boutros-Ghali, B. (1992). Agenda pour la paix : diplomatie préventive, rétablissement et maintien de la paix, Nations unies, pp. 4-5.

Comment les compétences actuelles transférées ou dévolues aux collectivités territoriales décentralisées sont-elles de nature à garantir la pérennisation et l'extension des services innovants d'encadrement des jeunes vulnérables à l'extrémisme violent offerts par le projet Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité ?

Répondre à cette question centrale nous a amené à lire et à exploiter la documentation disponible sur l'expérimentation en cours de la consolidation de la paix par le projet JSPS. Nous avons également suffisamment exploité les textes juridiques disponibles sur l'encadrement des jeunes face à l'extrémisme violent, la décentralisation et spécifiquement ceux se rapportant aux compétences transférées aux communes en lien avec les services innovants offerts.

La collecte des données s'est poursuivie par des rencontres sur le terrain. Les questions qui ont fait l'objet d'entretien ont porté sur l'évolution du sentiment de sécurité au sein des communautés et leurs impacts sur les jeunes et les femmes pour mieux comprendre la nature de l'environnement global, s'il est propice ou pas à la pérennisation des services innovants offerts ; la détermination du niveau d'intégration des jeunes dans le processus de consolidation de la paix, les causes, manifestations et conséquences du refus d'intégration des jeunes dans le processus, les forces et faiblesses du cadre juridique des compétences dévolues aux communes.

Au niveau des acteurs impliqués dans le processus de pérennisation, les questions ont porté entre autres sur (a) leur niveau de leadership et d'appropriation des rôles et impacts des jeunes dans le processus et leurs capacités de pérennisation ; (b) les obstacles à s'approprier les services offerts ; (c) les besoins en renforcement des capacités des parties prenantes pour capitaliser leur implication et (d) les pistes envisageables pour une meilleure efficacité des stratégies d'intégration des services innovants dans les programmes des communes.

Etant donné que les services innovants abordés se retrouvent actuellement en plusieurs morceaux dans différents rapports d'activités du projet, il est nécessaire de les présenter à la lumière des orientations données dans la stratégie régionale de stabilisation du Bassin du Lac-Tchad touché par Boko

Haram (I), avant l'analyse des gaps à travers les compétences et ressources transférées aux communes, en vue de suggérer des pistes de pérennisation et d'extension (II).

Les services innovants offerts par le projet JSPS : une expérimentation des réponses à l'extrémisme violent dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun

Les services innovants offerts dans le cadre du projet JSPS s'inscrivent dans la dynamique souhaitée dans le document de la stratégie régionale de stabilisation du Bassin du Lac-Tchad. À ce titre, certains de ses piliers renseignent directement sur les services offerts. Il s'agit d'une part des services de promotion de la paix et de rattrapage de l'éducation de base (A) et d'autre part des services de prise en charge psychosociale communautaire et de renforcement de l'autonomisation économique des jeunes (B).

A. Une promotion de la paix favorisant le rattrapage de l'éducation de base

Ces deux services permettent de travailler sur la source culturelle de la violence au sens de la consolidation communautaire de la paix de Joan Galtung. Les débats entre jeunes et adultes ont permis de proposer des discours alternatifs à ceux de Boko Haram. Les messages clés diffusés en fin des causeries éducatives (1) permettent de contrer les messages issus de la propagande des groupes armés de Boko Haram. Ce qui favorise le retour à l'école formelle ou la réinsertion dans des programmes d'alphabétisation fonctionnelle (2).

1. Les services de promotion de la paix, de la sécurité et de l'équité de genre

Les services de promotion de la paix, de la sécurité et de l'équité de genre initiés par le projet JSPS contribuent aux résultats attendus du pilier 8 de la stratégie régionale de stabilisation du Bassin du Lac-Tchad, axé sur la prévention de l'extrémisme violent et la consolidation de la paix. Il s'agit notamment de mobiliser les communautés et de diffuser des messages

alternatifs à ceux propagés par Boko Haram. C'est sur cette base que le projet avait prévu que 20 000 jeunes bénéficient d'un renforcement de leur capacité, par les leaders de leur communauté, pour jouer un rôle actif pour la paix, la sécurité et l'équité de genre. Au moment de nos enquêtes dans certaines communautés cibles en novembre 2020, le rapport de l'équipe du projet affichait 22943 jeunes de 12 à 29 ans (dont 47 % de filles) renforcés, soit 115% de la cible, suivant une démarche en trois étapes.

La première étape a porté sur l'étude des formes intergénérationnelles de médiation et de gestion de conflit. La radicalisation et le recrutement sont, dans le bassin du Lac-Tchad, des processus très localisés, influencés par des idées mondialisées. La communauté et les groupes de pairs (par exemple les amis) ainsi que les personnalités religieuses jouent un rôle important dans la facilitation du recrutement à l'extrémisme violent. À cet effet, une approche inclusive doit être mise en œuvre au niveau local⁵⁴. Il s'agit concrètement de faire impliquer toutes les branches de la société civile, les communautés locales, les chefs traditionnels, les organisations communautaires, les médias et les institutions universitaires. Cette approche s'inscrit dans la dynamique de la consolidation de la paix souhaitée par Lederach qui consiste à construire la paix par la base au niveau communautaire. Ainsi cette étude a posé les bases de la possibilité de sélectionner dans les mêmes communautés cibles, des jeunes et des adultes, issus des organisations communautaires locales, pour faire passer des messages de paix, de sécurité et d'équité de genre.

La deuxième étape était celle de la production des supports de communication et de la formation des relais communautaires que sont les 596 « ambassadeurs et ambassadrices communautaires de la paix » et les 220 « membres des clubs d'adolescents et des réseaux communautaires de protection de l'enfance », s'inspirant de l'approche intermédiaire (Track II) de la construction de la paix de Lederach. Le principal support innovant de communication produit a été la boîte à images, comportant quatorze thèmes élaborés en s'inspirant du rapport du PNUD « sur les chemins de l'extrémisme en Afrique » et du plan

⁵⁴ *Stratégie Régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du bassin du Lac-Tchad affectées par la crise Boko Haram*, p. 45.

des nations unies pour la prévention de l'extrémisme violent publié en 2015⁵⁵. Voulant contribuer à la compréhension du ralliement des jeunes aux groupes armés non étatiques, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) nous renseigne dans ce rapport que les jeunes rejoignent ces groupes violents à cause de l'enfance malheureuse. C'est un fait lié à l'insuffisance de l'implication des parents, aux niveaux d'alphabétisation et d'instruction globalement faibles, au sentiment que leur religion est menacée. Le chômage et le sous-emploi sont des sources de frustration et de récriminations dans un contexte de pauvreté multidimensionnelle. Le mécontentement à l'égard des gouvernements, corollaires inévitables d'une enfance passée dans les régions délaissées et marginalisées, les griefs à l'encontre des acteurs de la sécurité et des responsables politiques et le moindre degré de confiance dans la capacité des institutions démocratiques à apporter des évolutions concrètes constituent le troisième groupe de facteurs explicatifs. Ce qui implique la rébellion contre le statu quo et l'excitation de faire partie d'un mouvement qui le transcende, traduites par la grande vitesse de ralliement aux groupes extrémistes. Les rapports de l'équipe de l'UNFPA indique que parmi les enquêtés, 48 % se sont engagés dans le mois ayant suivi leur premier contact avec l'organisation en question, et 80% moins d'un an après.

En troisième étape et en respect des règles de causeries éducatives restreintes à moins de vingt personnes, suivant les mesures de protection contre la COVID-19 qui ont limité les rassemblements en salle à moins de 10 personnes, chaque animateur a été responsabilisé pour conduire les causeries éducatives répétitives auprès des mêmes groupes de jeunes de son village ou de son secteur. Par ailleurs, les membres des clubs d'adolescents ont organisé et animé des dialogues sur des thèmes complémentaires comme les conflits fonciers, les conflits autour des points d'eau entre populations hôtes et personnes déplacées internes, la sous-scolarisation et l'analphabétisme des

⁵⁵ Il s'agit des messages : Contre : (1) les discours de haine, (2) la mauvaise compagnie, (3) la consommation de la drogue, (4) l'argent sale, (5) les mariages précoces et forcés, (6) les violences sexuelles physiques et psychologiques sur les filles et les femmes et (7) les violences économiques à l'égard des filles et des femmes. Et pour : (8) la tolérance religieuse et culturelle, (9) le vivre ensemble, (10) la gestion des conflits, (11) l'amour de la patrie, (12) l'éducation officielle et religieuse, (13) l'éducation complète à la sexualité et (14) l'équité de genre.

adolescents et l'implication des jeunes dans la prise des décisions de la communauté.

2. Les services de rattrapage de l'éducation de base

L'éducation est un site clé de contestation entre Boko Haram et les États, notamment les régions touchées⁵⁶. C'est pourquoi, il est important que les jeunes des écoles coraniques n'ayant pas bénéficié d'une éducation de base reçoivent l'éducation à la citoyenneté et aux compétences de vie courante. Dans le pilier 7 de la stratégie régionale de stabilisation axé sur l'« éducation, apprentissages et compétences », il ressort que l'éducation est reconnue comme un élément essentiel pour prévenir l'extrémisme violent, pour instaurer la paix et pour promouvoir le développement durable. Cependant, des décennies de manque de ressources dans le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle, ainsi que la persistance de l'éducation en dehors du système formel, telle que dans les écoles coraniques, ont entraîné une baisse de la qualité et de l'accès à l'éducation, en particulier dans les régions isolées comme celles du lac Tchad et ses environs. Les objectifs stratégiques de ce pilier invitent, entre autres, à promouvoir l'acquisition des compétences de base et la formation professionnelle⁵⁷. Pour contribuer à l'encadrement de la jeunesse dans un tel contexte, le projet JSPS a ciblé les élèves coraniques. Les maîtres et maîtresses coraniques ont été d'abord formés pour développer et délivrer l'éducation civique et les compétences de vie. Des manuels et affiches imagées ont été développés en français et en arabe et mis à leur disposition.

Les deux manuels comportent douze thèmes, assez proches de ceux de la boîte à images pour les causeries éducatives pour la promotion de la paix et de la sécurité : (1) j'aime ma famille, (2) connaître et aimer son village, sa commune et sa région, (3) connaître et aimer son pays, (4) gestion des conflits

⁵⁶ Stratégie Régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du bassin du Lac-Tchad affectées par la crise Boko Haram, p. 50. « Garantir aux femmes et aux filles des mesures de protection efficaces susceptibles de les habiliter à participer efficacement au processus de stabilisation et de consolidation de la paix ainsi qu'à la prévention et à la riposte liées à l'extrémisme violent. Protéger les femmes et les filles de toutes les formes de violence, d'exploitation et de maltraitance ».

⁵⁷ SRS du BLT, pp. 43-44.

pour prévenir l'extrémisme violent, (5) le volontariat comme outil de participation au développement, (6) alphabétisation et scolarisation formelle, (7) la pensée critique, (8) l'éveil aux opportunités locales d'insertion professionnelle, (9) non à l'argent sale et oui à l'argent propre, (10) les centres de formation et de promotion de l'insertion professionnelle, (11) les ateliers/champs de formation pratique liés à l'école coranique, et (12) les technologies de l'information et de la communication au service du développement.

Au 31 Août 2020, 12 784 élèves coraniques ont été éduqués à la citoyenneté et aux compétences de vie courante dans leurs écoles coraniques par les maîtres et maîtresses coraniques, membres de leurs six associations à l'échelle de chaque commune déjà légalisée. Pour faciliter et superviser ces activités de formation, les imams, les chefs traditionnels et les inspecteurs d'arrondissement de l'éducation de base ont apporté leur encadrement et appuis techniques. Les alphabétiseurs et les maîtres communautaires ont été également associés pour encadrer les jeunes dans les Dispositifs Itinérants d'Appui Psychosocial des Adolescents (DIAPADOS) suivant les approches de Curricula accéléré pour la préparation à l'entrée à l'école primaire et de Curricula accéléré pour la réinsertion des enfants déscolarisés.

3916 bénéficiaires ont été préparés et ont rejoint l'école formelle à la rentrée scolaire 2020-2021 en octobre 2020. Ce résultat a été obtenu grâce aux campagnes de plaidoyer pour l'éducation coranique couplée à l'éducation formelle auprès des parents, en collaboration avec les maîtres et maîtresses coraniques et avec les directeurs d'écoles primaires et les inspecteurs de l'éducation de base. 574 autres jeunes, plus âgés, ont continué l'alphabétisation fonctionnelle et la formation professionnelle, axée sur les nouveaux petits métiers locaux, l'esprit d'entreprise et le projet de vie des élèves coraniques adolescents.

B. Une prise en charge psychosociale communautaire ouvrant sur l'autonomisation économique

Les conséquences induites de la crise sécuritaire Boko Haram ont eu d'importants impacts psychologiques sur la jeunesse. Elles ont aussi entraîné

une fragilité économique. Pour faciliter leur relèvement précoce, des services d'appui en vue de leur autonomisation économique (2) et ceux de prise en charge psychosociale (1) ont été offerts.

1. Les services de prise en charge psychosociale communautaire

Le pilier 3 de la stratégie de stabilisation du bassin du Lac-Tchad accorde une importance au traitement des problèmes liés à la prise en charge des personnes associées à Boko Haram. Il est précisé que « les principaux problèmes liés au traitement des personnes associées à Boko Haram ne relèvent pas du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration classiques, compte tenu de l'absence d'accord de paix ou de cessez-le-feu ». Cependant, les personnes associées à Boko Haram ont besoin d'être réhabilitées, réinsérées et réintégrées, par un ensemble de mesures visant à faciliter la transition entre l'associé à Boko Haram et la citoyenneté de la communauté. Celles-ci incluent l'abandon des moyens violents pour bénéficier du soutien psychosocial, de la santé, de la nutrition, de la formation professionnelle et de l'appui aux activités génératrices de revenus, pour répondre aux besoins des familles et éviter la récidive.

La réintégration s'effectue au niveau de la communauté où le rôle des chefs traditionnels et religieux est considéré comme important pour la sensibilisation, l'acceptation par le public et l'aide à la transition et à la réintégration des personnes associées à Boko Haram. Les jeunes exposés à l'extrémisme violent ont été préparés mentalement et équipés pour leur réintégration. Ainsi, ils ont été outillés pour résister et refuser l'appel au terrorisme. Les partenaires de mise en œuvre ont facilité la sélection des bénéficiaires, prioritairement parmi les 2678 pré-identifiés.

L'élaboration des critères de sélection des bénéficiaires de la prise en charge psychosociale, basée sur les résultats de l'étude de la cartographie et le profilage des potentiels bénéficiaires (APA/CERPSI, mars 2020), eux-mêmes étant inspirés des critères utilisés dans les précédents projets similaires de l'UNFPA et du PNUD, est constituée d'un ensemble de 50 critères. Ces critères ont été regroupés suivant les sept dimensions de la sécurité humaine.

Les sélections n'ont été faites que parmi les jeunes de 12 à 29 ans, dans les catégories ciblées dans le projet à savoir : les ex-associés, les ex-otages, les membres des comités de vigilance, les élèves coraniques, les moto-taximen, les praticiens de la frontière.

La prise en charge psychosociale a été jusqu'ici organisée au sein de centres multisectoriels locaux d'encadrement de jeunes. Pour l'animation quotidienne des activités d'encadrement psychosocial multisectoriel des jeunes dans les centres équipés, les partenaires d'exécution ont mis à contribution les Délégations d'Arrondissement de Jeunesse et de l'Education Civique (DAJEC), les délégués départementaux des affaires sociales, les délégués d'arrondissement du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MINADER), ainsi que des encadreurs privés (maîtres tailleurs, maîtres brodeurs, techniciens en agroforesterie, peinture, cuisine, etc.). Dans chaque centre, les encadreurs combinent les apprentissages techniques qui, non seulement éloignent de l'oisiveté et de l'isolement, mais permet surtout aux jeunes d'interagir ensemble et d'être moralement réarmés, avec les causeries éducatives animés par les ambassadeurs et ambassadrices communautaires de la paix et les membres des plateformes de réintégration, ainsi qu'avec les activités sportives et culturelles pratiquées ensemble avec les autres jeunes de la communauté.

Leurs rapports d'activités que nous avons consultés indiquent, entre autres, que les jeunes pris en charge souffrent des troubles épileptiques croissants, des troubles dépressifs, des troubles de conversion ou d'adaptation, de la schizophrénie, de l'addiction aux substances entraînant des troubles de sommeil (surtout les membres de Comités de Vigilance). Les principales causes identifiées de ces troubles sont l'exposition à la guerre, les conditions de vie prolongée d'otage, les déplacements longs et forcés, le fait d'avoir été témoins de violences, des membres de famille décédés, le divorce et la séparation brutale des enfants, les grossesses indésirées, les propriétés détruites et les pertes d'activités génératrices de revenus, l'hyperactivité, les violences domestiques, la stigmatisation communautaire, les maladies chroniques, etc.

Les soins apportés en stratégie avancée dans les communautés ou à domicile ont porté sur la thérapie individuelle, la thérapie de groupes et la prescription des psychotropes et autres médicaments. En guise de résultats obtenus, les 10 plateformes communautaires de réintégration et les 14 centres de prise en charge psychosociale permettent d'encadrer 1275 jeunes sur les 1254 prévus dans les 12 Communautés cibles, soit 102%. Parmi eux, 522 sont ex-otages ou ex-associés de Boko Haram. Ils ont tous bénéficié des causeries éducatives avec les ambassadeurs de la paix et les membres des plateformes communautaires de réintégration, du réarmement moral par les cadres locaux du ministère en charge de l'éducation civique et de la jeunesse, ainsi que des activités sportives et culturelles. Parmi eux, 147 ont été particulièrement suivis par des psychologues et des infirmiers spécialisés en santé mentale et 490 ont été éduqués à l'autonomisation économique ; les autres ayant été référés pour bénéficier des formations professionnelles auprès des partenaires de mise en œuvre du PNUD.

2. Les services d'appui à l'autonomisation économique des jeunes et des femmes

Le pilier 6 axé sur le relèvement socio-économique et la durabilité environnementale indique qu' « un élément essentiel de la stabilisation de la sous-région consiste à revitaliser l'économie locale et à stimuler les échanges ». Il s'agit de poser les bases d'une croissance économique inclusive et d'un développement durable. L'approche suivie met un accent sur l'individu en garantissant à tout le monde l'accès à un revenu et que ce revenu puisse soutenir et maintenir une vie décente nécessitant des investissements dans des infrastructures essentielles (marchés, entrepôts, routes pastorales, etc.) pour améliorer la viabilité économique et la durabilité des échanges. Des jeunes et des femmes ont été ciblés dans le cadre des services d'appui à l'autonomisation économique et ont bénéficié d'un renforcement économique en tenant compte de leur vulnérabilité, selon l'approche 3X6 du PNUD (en principe trois phases de six mois).

Dans un premier temps, une étude relative aux domaines d'employabilité des jeunes vulnérables à l'extrémisme violent a été menée, dont le rapport et les résultats ont été présentés aux agences, partenaires d'exécution et points

focaux sectoriels réunis en comité de suivi. Il ressort des principales conclusions de l'étude que les domaines importants d'emplois et d'employabilité des jeunes des communautés cibles sont l'agriculture, le commerce, l'élevage et le transport par moto.

En deuxième lieu des activités de cash for work et de formation aux compétences de vie courante ont été organisées pour 300 jeunes (dont 50% de femmes) dans les trois départements. Ces jeunes ont réalisé quelques ouvrages communautaires : bancs publics, mosquées, latrines sur les marchés, rondpoints, salles de classe et magasins de stockages réhabilités, assainissement sur les marchés et autres lieux publics. Pour cela, il ressort de la collecte des données que, chacun a reçu 3000 FCFA par jour travaillé pendant un à deux mois. Ils ont été encouragés à épargner au moins 1000 FCFA par jour pour disposer de fonds susceptibles de leur permettre de commencer leurs activités génératrices de revenus. Les samedis de la période de cash for work ont été consacrés à la formation aux compétences de vie courante, axée sur le strict respect des mesures de protection contre le COVID-19, les dynamiques de groupes et de vie associative, les droits et devoirs du citoyen, l'éducation sexuelle et la santé reproductive.

En troisième lieu, des formations professionnelles et à la vie coopérative ont été offertes aux 300 bénéficiaires de cash for work et à 267 autres jeunes dans le Mayo-Sava et dans le Logone-et-Chari dont certains sont les bénéficiaires de la prise en charge psychosociale. Parmi les jeunes formés dans le Mayo-Sava, 231 jeunes ont reçu des kits de démarrage de leurs activités génératrices de revenus.

Au terme de cette première partie consacrée à la relecture des rapports d'activités du projet JSPS à la fin de sa première année de mise en œuvre, éclairée par les orientations de la stratégie régionale du Bassin du Lac-Tchad, elles-mêmes inspirées des théories de consolidation de la paix, il convient de noter que tous les quatre services innovants offerts sont appréciés par les autorités locales (sous-préfets, maires, responsables des services sectoriels, chefs traditionnels, chefs religieux et leaders associatifs des femmes et des jeunes). Tous les acteurs que nous avons rencontrés sur le terrain souhaitent que ces services soient étendus aux jeunes d'autres localités et pérennisés,

dans un contexte où la vulnérabilité des jeunes à l'extrémisme violent continue. Malgré ces avancées du projet JSPS dans l'encadrement de la jeunesse face à la vulnérabilité, certaines limites persistent dans la mise en œuvre des différents services offerts. Le cadre juridique pour la pérennisation des services innovants est bien existant, mais leur mise en œuvre n'est pas exempte de manquements.

Limites de l'expérience de JSPS dans la mise en œuvre des services innovants offerts

L'implication des communes dans la mise en œuvre des services innovants s'est faite à plusieurs niveaux et de diverses manières. Toutefois, ce niveau d'implication n'est pas le même d'une commune à une autre et varie selon les services offerts. Par ailleurs, ces communes font face presque aux mêmes difficultés qui limitent la pérennisation de ces services (A). Toutefois, au regard du besoin et de l'importance des services innovants offerts, il est possible d'envisager leur pérennisation à partir des réalités actuelles de la décentralisation en vue de leurs extensions (B).

A. Les insuffisances de la mise en œuvre des services innovants offerts
Il convient de préciser que le niveau d'implication des communes cibles dans la mise en œuvre des services innovants s'est faite différemment d'une commune à une autre (1). Certaines de ces communes font face à des obstacles qui limitent la pérennisation des services offerts (2).

1. Les limites internes aux Communes cibles

Joan GALTUNG considère la violence comme « une insulte évitable aux besoins humains fondamentaux, et plus généralement à la vie, qui abaisse le niveau réel de satisfaction des besoins en dessous de ce qui est possible »⁵⁸. Le plaidoyer des maires francophones réunis à Ouagadougou le 23/02/2018 a réitéré le caractère vital des « Services Essentiels », considérés

⁵⁸ Galtung, J. (1990), pp.293.

comme indispensables à une vie digne et décente pour chaque être humain⁵⁹. L'analyse des causes de la crise due à Boko Haram a bien révélé que la radicalisation s'est, entre autres, nourrie de l'insuffisance de services sociaux de base dans les zones attaquées. C'est pourquoi il y a lieu de s'interroger sur les capacités des communes des trois départements de la région de l'Extrême-Nord confrontés à Boko Haram à prendre le relai des services innovants expérimentés dans le projet JSPS.

Le code général de la décentralisation intègre la garantie de la sécurité des populations dans les missions de la police municipale. Il vise à assurer le bon ordre, la sûreté, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publique⁶⁰, mais il faut noter qu'aucune police municipale n'est fonctionnelle dans les communes cibles du projet. Cependant, certaines compétences, jadis exercées par les ministères en charge de la jeunesse et de l'éducation civique, des affaires sociales, de promotion de la femme et de la famille et de l'emploi et de la formation professionnelle, transférées aux communes depuis 2010, permettent à celles-ci de s'engager dans la promotion de la paix, de la sécurité et de l'équité de genre. Il s'agit notamment de la prévention et la lutte contre les fléaux sociaux⁶¹, de l'accueil temporaire des femmes et des jeunes filles victimes des violences conjugales ou familiales⁶², de l'insertion sociale⁶³, de

⁵⁹ Dans le domaine des services essentiels, la loi n° 2004/018 du 22 Juillet transfère respectivement aux communes et communautés urbaines, dans ses articles 16 et 100 les compétences.

⁶⁰ Article 218 de la loi N° 2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général des Collectivités Territoriales Décentralisées.

⁶¹ Article 2 du Décret N° 2010/1099/PM du 07 mai 2010 portant organisation et fonctionnement des centres multifonctionnels de promotion des jeunes (CMPJ).

⁶² Décret n°2010/0241/PM du 26 février 2010 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux communes en matière d'entretien et de gestion des centres de promotion de la femme et de la famille. Décret N° 2000/0001/PM du 4 janvier 2000 portant organisation et fonctionnement des Centres de Promotion de la Femme. Arrêté n° 2010/0000003/A/MINPROFF/CAB du 09 septembre 2010 portant cahiers des charges précisant les conditions et modalités techniques d'exercice des compétences transférées par l'Etat aux communes en matière d'entretien et de gestion des Centres de Promotion de la Femme et de la Famille.

⁶³ Décret N°2015/0010/PM du 09 janvier est le cadre juridique qui définit les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'État aux Communes en matière de réinsertion sociale dont le cahier de charges sera précisé par l'arrêté N°002/A/MINAS du 17 avril 2015

l'aide et secours aux « personnes ne pouvant, en raison de leur état, participer à l'effort productif générateur de revenus »⁶⁴ et de la formation professionnelle notamment dans les Sections Artisanales et Rurales et Sections Ménagères (SAR/SM)⁶⁵. De même, plusieurs compétences de certains ministères tels que le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), le Ministère de l'Élevage, de la Pêche et des Industries animales (MINEPIA), le Ministère des Petites et Moyenne Entreprise, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat (MINPMEESA) ont été transférées aux Communes. Ces compétences devraient permettre de promouvoir l'autonomisation économique des jeunes et des femmes au niveau local.

L'analyse de l'implication des Communes dans la mise en œuvre des services innovants offerts dans le cadre du projet JSPS révèle que le niveau d'implication des communes dans la mise en œuvre des services n'est pas le même d'une commune à une autre. Cependant, il convient de préciser qu'elles font, toutes, face à certaines difficultés qui limitent l'appropriation de ces services pour garantir leur pérennisation. Il convient tout de même de noter que l'appropriation des compétences nouvellement transférées aux communes pour pérenniser les services innovants développés avec JSPS n'est pas acquise. Ces obstacles sont liés au manque de compétences techniques de leur propre personnel. Le statut spécial du personnel des collectivités territoriales décentralisées non encore publié justifie, en partie, cet obstacle. De même, l'insuffisance de collaboration avec des services sectoriels dans certaines localités est liée à l'absence du décret d'application qui précise leur implication dans le cadre des compétences transférées aux communes. Par ailleurs, le renouvellement des exécutifs municipaux à l'issue des élections locales de février 2020 constitue également une limite dans l'efficacité de la pérennisation souhaitée. Les acquis en termes d'accompagnement, des sessions et des ateliers de formation que les anciens exécutifs ont bénéficiés, ne peuvent plus être mis à profit dans le cadre de la pérennisation des services. C'est certes une avancée de la démocratie, mais cela nécessite un

⁶⁴ Décret PM et arrêté MINAS sur les aides et secours de 2010

⁶⁵ Décret N° 2011/0002/PM du 13 janvier 2011 transfère aux communes certaines compétences de l'État en matière de formation professionnelle

accompagnement et un besoin de formation et de recyclage du personnel nouvellement en fonction.

2. Les limites dues aux partenaires d'exécution du projet

Les partenaires d'exécution du projet JSPS n'ont pas suffisamment déployé d'efforts pour faire impliquer les communes cibles et les bénéficiaires du projet. Il leur est également reproché de n'avoir pas suffisamment fait un état des lieux des différentes communes cibles avant de mettre en œuvre ce projet. Cela se traduit par le fait de n'avoir pas pris en compte le contexte actuel des communes cibles avec le manque criard de personnel et des compétences techniques disponibles dans les différents domaines couverts par le projet JSPS.

Pendant la mise en œuvre du programme, certains partenaires ont fait des promesses relativement à la formation professionnelle qui reste attendue par les jeunes pour faciliter leur insertion socioprofessionnelle. Les jeunes attendent qu'à l'avenir la formation soit orientée vers d'autres filières porteuses telles que la menuiserie métallique malgré les difficultés en source d'énergie.

Les autorités administratives reprochent à l'UNFPA et ses partenaires de n'avoir pas été suffisamment visibles sur le terrain. Les restrictions imposées dans les mesures de protection contre la COVID-19 sont, en partie, la cause. Il est souhaitable dans les échéances futures et dans un processus de pérennisation d'être plus visible et de vulgariser le projet au niveau des autres jeunes, surtout dans les zones rurales et les sites périphériques.

Le défaut d'implication des Mairies dans la phase d'élaboration impacte sur la pérennisation des acquis d'un projet. Le départ des organisations en pareille circonstance est marqué par le repli des jeunes avec certains problèmes dont la gestion échappe aux sectoriels et aux maires. Les comités de gestion mis en place ne parviennent pas à encadrer tous les bénéficiaires du projet pour n'avoir pas impliqué les sectoriels.

L'existence des CMPJ non fonctionnels est un handicap dans l'encadrement des jeunes et n'a pas permis aux partenaires du projet de bien se déployer. Malgré l'intérêt et la volonté manifestes des jeunes à se former ; le seuil de

pauvreté constaté dans les localités cibles ne permet pas de donner la possibilité à tous les jeunes de se former pour s'insérer dans la vie socio-professionnelle. Certains d'ailleurs, lorsqu'ils commencent la formation, abandonnent à mi-chemin pour manque de moyens.

Les formations rapides et courtes offertes par les ONGs ne permettent pas aux jeunes de bien assimiler les modules de formation enseignés. A certains moments, cela se traduit par la vente immédiate des matériels acquis pendant une formation. L'encadrement apporté avec le projet JSPS est court et nécessite une continuité au regard de sa complexité et des enjeux liés à la crise sécuritaire due à Boko Haram. Il faudra envisager une pérennisation en impliquant tous les acteurs et institutions chargés de l'encadrement des jeunes.

B. Suggestions de piste de pérennisation et d'extension

Pour faire face à la vulnérabilité des jeunes, des conditions préalables doivent être réunies pour garantir la pérennisation et l'extension des services innovants offerts par l'UNFPA et ses partenaires. Des propositions sont faites en tenant compte des réalités des services offerts selon le niveau actuel d'exercice des compétences transférées aux communes (1), avant d'envisager des services complémentaires utiles pour une éventuelle extension (2).

1. Pistes de pérennisation et d'extension des services innovants déjà offerts

En l'état actuel des compétences et ressources transférées aux communes, très peu permettent directement aux maires de prendre en charge les services de promotion de la paix tels qu'exécutés par les ambassadeurs communautaires de la paix. C'est pourquoi il y a lieu de plaider auprès des autorités locales d'y consacrer des moyens financiers, techniques et humains, à partir de leurs ressources, car les services de promotion de la paix et de l'équité de genre sont des conditions sine qua non aux autres services sociaux de base.

Un accent particulier doit être mis sur la sécurité communautaire avec l'implication de la base et des exécutifs communaux. Mais les activités en

faveur des comités de vigilance (y désengager les enfants, renforcer les capacités des membres des comités de vigilance en respect des droits de l'homme) n'ont pas encore été pleinement exécutées. Il est donc important dans la phase de pérennisation et d'extension de développer des telles activités pour que leurs membres contribuent aux efforts de « gagner les cœurs et les esprits » et vaincre l'extrémisme violent. A cet effet, il faut faire continuer aux membres des comités de vigilance la prestation de services de sécurité communautaire, en coopération avec l'armée et l'administration locale, dans le cadre du système officiel d'alerte précoce et de sécurité de leur zone. Les autres membres dont les services ne sont plus nécessaires doivent recevoir un soutien pour réintégrer la vie civile de leurs communautés et créer de nouveaux moyens de subsistance.

Les compétences et ressources transférées par les ministères en charge de l'éducation de base, de l'emploi et de la formation professionnelle (MINEDUB, MINEFOP) aux communes n'abordent presque pas la nécessité de mettre en place dans l'Extrême-Nord, la formation professionnelle et l'acquisition de compétences, en particulier pour les jeunes dont le cursus scolaire a été interrompu à cause de la crise. Elles ne traitent pas non plus de l'importance de renforcer l'apprentissage social et culturel en dehors des établissements formels (par exemple dans les écoles coraniques). Pourtant les expériences faites en lien avec les écoles coraniques dans le cadre du projet JSPS, autant avec l'introduction de l'éducation à la citoyenneté et aux compétences de vie courante, le soutien aux élèves coraniques et aux enfants et jeunes déscolarisés pour rejoindre l'école formelle, qu'avec les initiatives d'alphabétisation fonctionnelle et de formation aux métiers, méritent d'être mieux promues.

Très peu de centres d'insertion sociale sont fonctionnels dans les six communes cibles du projet. Les villes de Mokolo et Mora en disposent, mais ces centres sont éloignés des communautés cibles du projet (Tourou à 35 km, Zamay à 18 km, Limani à 30 km et Mémé à 15 km). À côté des centres sociaux créés normalement par l'État, on note l'inexistence des œuvres sociales privées fonctionnelles qui peuvent offrir des services de prise en charge psychosociale. Quelques associations et ONG exercent dans le domaine du social dans les Communes cibles, mais sur des projets

humanitaires ponctuels. Or, les expériences du projet JSPS ont montré que c'est utile d'avoir des centres sociaux intervenant dans le soutien psychosocial, mais les possibilités de pérennisation et d'extension par les Mairies deviennent complexes et difficiles, faute des centres d'insertion sociale et du manque du personnel technique motivé. Par ailleurs, il nous a été signalé que depuis la fermeture de l'École Nationale des Affaires Sociales (ENAS) en 2008, il n'y a plus de formations de techniciens sociaux. L'ENAS a été remplacé en l'Institut National des Travailleurs Sociaux (INTS) qui a été créé depuis 2006, mais jusqu'ici, il n'est pas fonctionnel. En attendant, la situation peut être gérée au niveau local en procédant au recrutement du personnel formé en sciences sociales dans les universités, car ils prouvent bien leur compétence en activité dans les ONGs.

L'expérience de cash for work a été globalement appréciée, mais elle n'a pas permis aux Communes de réaliser des infrastructures essentielles (marchés, magasins de stockage, routes, salles de classe, bâtiments de centres de santé, etc.) pour améliorer la viabilité économique et la durabilité des échanges et des services sociaux de base. La phase de pérennisation et d'extension doit, à cet effet, accorder une place considérable à la réalisation des infrastructures durables porteuses d'opportunités pour les jeunes. Les formations professionnelles, les appuis en kits de lancement des activités génératrices de revenus et l'appui à l'organisation des jeunes en coopératives ne permettent pas encore de percevoir qu'ils ont vraiment enclenché la découverte des moyens innovants pour améliorer la productivité et la production agricole ou pour pratiquer l'agriculture intelligente face au climat et à la dégradation des sols et de l'environnement. Les efforts à faire au cours des prochains mois de la mise en œuvre du projet, ou lors de son éventuelle extension, devraient être concentrés sur le plaidoyer et l'appui aux mairies pour mieux développer l'approche à haute intensité de main d'œuvre, offrant plus d'emplois aux jeunes, comme l'approche cash for work a laissé percevoir, pour reconstruire les nombreuses infrastructures détruites lors de cette crise due à Boko Haram.

2. Services complémentaires utiles lors d'une éventuelle extension du projet JSPS : renforcer la gouvernance locale

L'amélioration de la participation des citoyens et l'engagement civique, surtout celui des jeunes doit suffisamment être pris en compte pour une consolidation effective de la paix et pour une bonne prise en compte des attentes et des préoccupations des membres de la communauté⁶⁶. Mais le projet JSPS n'a presque pas prévu des actions de renforcement direct de la gouvernance locale. L'expérience de travail avec les Comités Communaux d'assistance sociale n'ont pas visé le renforcement des capacités des Exécutifs dans leurs nouveaux rôles de pivot de la gouvernance locale. Les 10 plateformes communautaires mises en place par JSPS, très pertinentes dans la promotion de l'acceptation de la réintégration des ex-associés/ex-otages de Boko Haram, ne semblent pas suffisamment connectées aux Mairies pour que celles-ci assurent la pérennisation de leurs services. De même, les 14 centres communautaires de soutien psychosocial et de santé mentale, risquent de ne pas pouvoir continuer avec l'appui des communes.

Pendant l'année de mise en œuvre du projet, l'on n'a pas noté que les CMPJ qui ont abrité en leur sein les activités de JSPS aient tenu leur Conseil de direction pour adopter les plans d'actions, approuver les rapports d'activités et les rapports financiers tel qu'indiqué dans les compétences transférées. De même, le circuit de la remontée des informations des CMPJ et autres centres ayant abrité les activités du projet JSPS, à travers le rapport semestriel sur l'état de mise en œuvre des compétences transférées aux Ministres de tutelle et au Ministre en charge de la décentralisation et du développement local, via le Préfet, n'ont pas été évoqués lors des échanges avec les acteurs locaux rencontrés.

Les Maires étant désormais maîtres d'ouvrage de la plupart des investissements publics au niveau local⁶⁷, il faut renforcer leurs capacités à valoriser la méthode Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) pour donner

⁶⁶SRS du BLT : « Renforcer l'engagement et la participation des citoyens à la mise en œuvre de la stratégie ».p. 38.

⁶⁷ Voir extraits du budget d'investissement public des communes cibles du projet JSPS pour l'année 2021 en annexe.

plus d'emplois aux jeunes de leur localité compte tenu de l'expérience de cash for work. En outre, les maires étant désormais appelées à présider ou à participer aux comités de direction ou de gestion des services locaux, devraient être au centre des négociations des partenariats avec les associations/ONG, les autres services publics et les entreprises privées, ainsi que de la gestion des ressources provenant des crédits de l'État, des recettes propres générées par les activités, des contributions des bénéficiaires, de même que la gestion des dépenses suivant les procédures du régime financier de l'État. Il est utile de renforcer leurs capacités à travers des ateliers et des sessions de formation pour être plus efficaces dans le contrôle, le suivi et l'évaluation des projets exécutés dans leur Commune.

Au terme de cette deuxième partie consacrée à l'analyse des conditions de pérennisation et d'extension des services innovants développés et offerts dans le cadre de la mise en œuvre du projet JSPS, il convient d'indiquer que les compétences transférées aux communes y sont propices. Mais le niveau de transfert de ressources, notamment humaines, qui auraient dû permettre aux communes de se les approprier et les exercer n'est pas optimal pour effectivement contribuer à la consolidation de la paix. Des insuffisances ont été relevées au niveau des quatre services déjà offerts pour les améliorer dans les prochaines phases. Cependant le renforcement de la gouvernance locale devrait être ajouté pour augmenter la qualité de la pérennisation et de l'extension des efforts de consolidation de la paix en cours. Le préalable important à la mise en œuvre de toutes ces suggestions est que les Communes soient également renforcées et appuyées pour qu'elles intègrent lors de la révision de leur plan communal de développement ou de l'élaboration de leur budget annuel, les efforts de consolidation de la paix mis en exergue par le projet JSPS.



III

**LA PRÉVENTION PAR
L'AUTONOMISATION**

Opportunités et contraintes de réinsertion économique des jeunes ex-associés de Boko-Haram à l'Extrême-Nord Cameroun

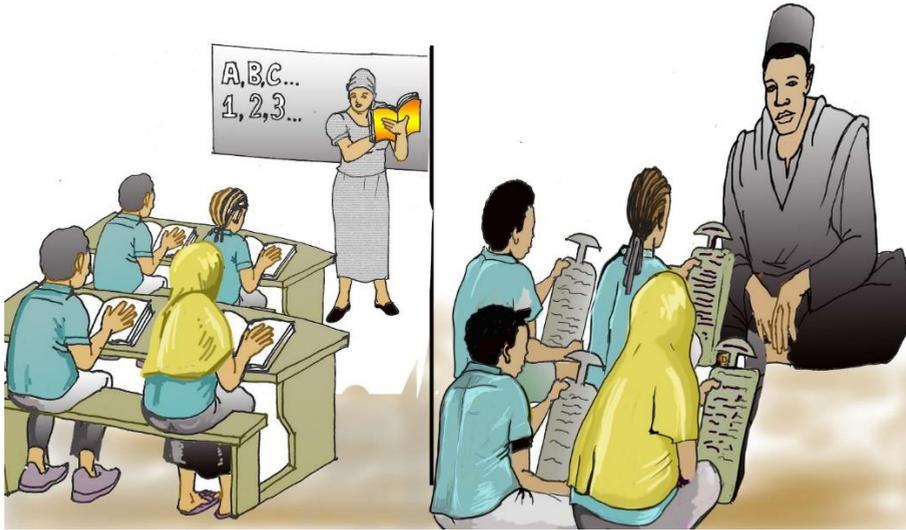
---Kolaouna Labara Bruno---

Résumé

Le relèvement post-conflit auquel la Région de l'Extrême-Nord Cameroun est confrontée face aux impacts de la crise sécuritaire Boko-Haram interpelle au premier plan les jeunes, car ils représentent les premières cibles des enrôlements, de par leur niveau élevé de vulnérabilité. Avec les ripostes menées et les opérations de consolidation de la paix engagées par le gouvernement avec l'appui des organisations internationales, la société civile et les communautés locales, les retours de personnes enrôlées deviennent de plus en plus remarquables. Cependant, le défi de la réintégration s'impose désormais, avec la nécessité d'une réinsertion économique rapide et durable pour résoudre l'épineuse problématique de l'enrôlement et du ré-enrôlement. C'est ce qui motive cette contribution visant à déterminer le niveau et les créneaux de réinsertion économique des jeunes vulnérables et victimes de l'extrémisme violent à l'Extrême-Nord Cameroun, en relevant les stratégies, mécanismes, acteurs, opportunités et contraintes liés à ce processus. Les résultats issus des analyses de données obtenues auprès des acteurs locaux, publics et privés impliqués dans ce processus, ainsi qu'auprès de personnes ressources, ont révélé que des stratégies et interventions locales, publiques et privées sont développées sous des formes d'assistance et entraide familiale et communautaire, de préparation et appuis à l'emploi et l'auto-emploi individuel et collectif, et ce, dans divers secteurs porteurs comme la production agropastorale et halieutique, le commerce, les métiers d'art, les métiers techniques, les Technologies de l'Information et de la Communication et le transport. Dans ce contexte les jeunes vulnérables comme les ex-associés y trouvent des options de réintégration, qui permettent de braver les contraintes géopolitiques, socioéconomiques et socioculturelles qui persistent encore.

The post-conflict recovery which the Far North Cameroon region is facing due to the impacts of the Boko-Haram security crisis, calls out to young people in the foreground, because they represent the first victims of enrollment in the armed gang, because of their high level of vulnerability. With the responses carried out and the peacebuilding operations initiated by the government with the support of international organizations, civil society and local communities, the returns of enrolled people are becoming more and more visible. However, the challenge of reintegration now arises, along with the need for rapid and sustainable economic reintegration to resolve the thorny issue of enrollment and re-enrollment. This is what motivates this contribution aimed at determining the level and the niches of economic reintegration of vulnerable young people and victims of violent extremism in the Far North Cameroon, by highlighting the related strategies, mechanisms, actors, opportunities and constraints to this process. The results of data analyzes obtained from local, public and private actors involved in this process, as well as from resource persons, revealed that local, public and private strategies and interventions are being developed in the form of assistance and family and community mutual aid, preparation and support for employment and individual and collective self-employment, in various growth sectors such as agro-pastoral and fishery production, commerce, crafts, technical trades, Information and Communication Technologies, and transport. In this context, vulnerable young people and ex-associates find there reintegration options, which make it possible to overcome the geopolitical, socio-economic and socio-cultural constraints that still persist.

Introduction



La jeunesse représente un important potentiel économique dans toutes les régions en développement de la planète (Filmer et Fox, 2014). Ces jeunes sont considérés comme des marques d'un dynamisme réel pouvant faire booster les économies aussi bien urbaines que rurales, locales que globales (OIT, 2019). Au Cameroun, le taux de chômage élargi est plus élevé chez les jeunes de 15 à 24 ans (10,3%) et de 15 à 34 ans (8,9%) que celui de l'ensemble de la population (5,7%) (MINEFOP, 2015). C'est principalement le cas dans les régions en proie aux conflits armés à l'instar de la région de l'Extrême-Nord où le taux de chômage est plus accentué et touche 55% des jeunes de 15 à 34 ans qui représentent le tiers de la population totale et 60% de la population potentiellement active (Chindanne, 2020). Les effets de l'extrémisme violent ont laissé des stigmates et ont exacerbé la situation d'extrême pauvreté qui y régnait déjà avant la crise sécuritaire. Parmi les personnes exposées et victimes de cette crise, le cas des personnes ex-associées à Boko-Haram est encore plus problématique, car elles semblent refléter même le visage de la crise sécuritaire. Ces dernières correspondent aux catégories de personnes

revenues des territoires sous l'influence du groupe armé Boko-Haram. Ce sont entre autres les ex-combattants, les ex-otages, les épouses et enfants des ex-combattants tués, les épouses et enfants des ex-combattants rendus (Saibou, 2019). Ceux-ci, en plus de l'obstacle général lié à la vulnérabilité économique à braver pour leur réintégration, doivent préalablement braver l'obstacle social de l'acceptation communautaire qui est spécifique à leur cas, car ils semblent inspirer la peur et la méfiance.

C'est ce qui pousse à s'interroger sur la façon dont les jeunes vulnérables à l'extrémisme violent en général, et les jeunes ex-associés en particulier parviennent à se relever et se relancer économiquement en société en situation post-conflit. Pour leur cas précis, quelles peuvent être les initiatives ou actions entreprises en faveur des ex-associés, ainsi que celles menées par ces derniers eux-mêmes pour leur résilience économique ? Où est-ce que les options de réintégration sont-elles privilégiées : au sein de la communauté d'accueil, de la communauté d'origine ou ailleurs dans une toute autre communauté ? Les initiatives et actions parviennent-elles à apporter des réponses rapides et efficaces pour une réintégration économique durable en milieu jeune ? Dans cette perspective, les locaux et les ex-associés pourraient-ils avoir des compétences et atouts qu'ils peuvent partager et valoriser conjointement ? Cette dernière question amène à se demander également si dans les options de renforcement des capacités économiques des jeunes vulnérables on prend en compte les qualifications antérieures de ces derniers, apprises tacitement ou fortuitement en communauté, ou même pendant les séjours au sein des groupes armés pour le cas des ex-associés notamment ? Comment ces qualifications pourraient-elles être valorisées en vue d'une réinsertion économique durable ?

Pour apporter des éléments de réponse à ces interrogations, cette contribution se propose de montrer comment l'implication directe de ces jeunes dans des métiers et activités génératrices de revenus appropriés permettrait de faciliter leur réinsertion économique. Pour y parvenir, l'étude vise plus spécifiquement à déterminer et analyser les stratégies et actions menées en matière de relèvement économique des jeunes vulnérables à l'extrémisme violent, ainsi qu'à comprendre et à analyser les privilèges accordés aux

options de réinsertion économique en termes de lieux et de démarche. En outre, il est question aussi de déterminer les types d'activités économiques et de qualifications professionnelles offrant un fort potentiel d'emploi et un pouvoir de rassemblement pour une réinsertion conjointe des catégories de jeunes vulnérables face aux contraintes qui pourraient en être des obstacles.

Méthodologie

1. Caractérisation de la zone d'étude

L'étude porte sur les départements du Logone et Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga (Figure 1). Ces départements frontaliers du Nigeria sont les principales cibles des attaques terroristes. C'est dans ces mêmes départements qu'on enregistre les principaux déplacements des personnes victimes de guerre, notamment les personnes déplacées internes, les retournés et les ex-associés.

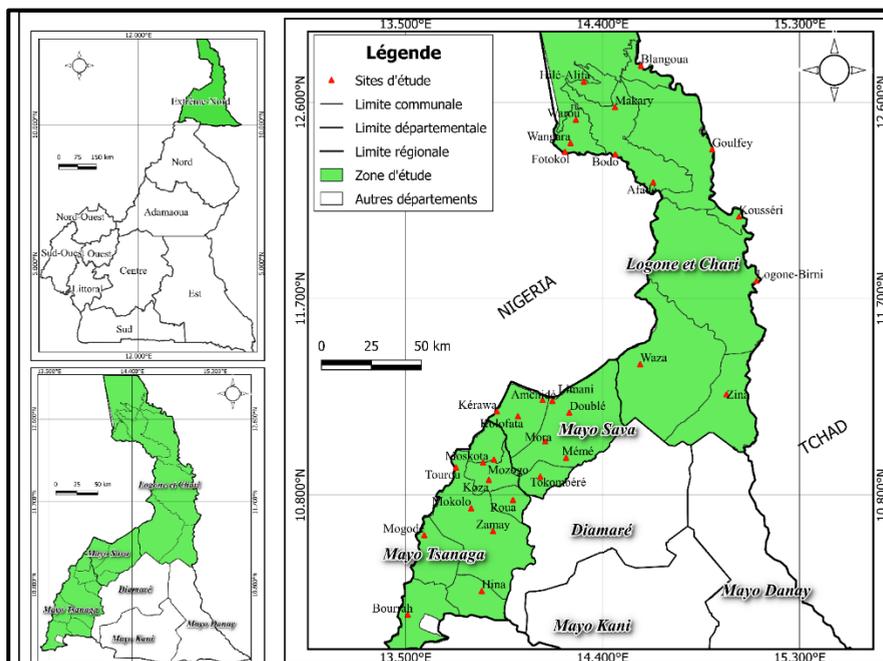


Figure 1. Localisation de la zone d'étude

2. Données de l'étude

2.1. Données secondaires

Elles regroupent les données au préalable collectées et parfois analysées dans le cadre d'autres travaux et recherches, des statistiques officielles ou des données documentaires. Il s'agit principalement des données et travaux du Projet conjoint « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun » mis en œuvre par les Organisations des Nations Unies que sont l'UNFPA, le PNUD et l'UNICEF, sur les thématiques de l'autonomisation des jeunes dans les zones de conflits de l'Extrême-Nord Cameroun. En outre des informations ont également été recueillies en rapport avec : les nombres approximatifs d'enrôlements dans Boko-haram en fonction des zones ; les effectifs, mouvements et besoins des personnes ex-associées dans la région : (rapports PNUD, OIM, International, Crisis, Group) ; l'identification des activités économiques pratiquées dans les localités cibles de l'étude (articles et études scientifiques) ; les stratégies de réinsertion économique mises en œuvre par les organismes publics et privés dans la région ; les statistiques économiques officielles issues des différents sondages et enquêtes menées par les instituts spécialisés, notamment les Enquêtes Camerounaises Auprès des Ménages (ECAM) et l'Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI), menées par l'Institut National de la Statistique (INS).

2.2. Données primaires

L'étude s'est appuyée sur une approche empirique utilisant des enquêtes auprès des acteurs cibles dans les principales localités de la zone d'étude. Pour ce faire, des enquêtes par sondage ont été effectuées. La méthode d'échantillonnage choisie est la méthode non probabiliste, car la base de sondage constituée à la fois des communautés ex-associées et communautés hôtes n'est pas exhaustive. C'est pour cette raison que la technique d'échantillonnage par choix raisonné et la technique d'échantillonnage par réseau ou effet boule de neige ont été privilégiées. C'est ainsi que différents types d'entretiens ont été menés en octobre et novembre 2020, auprès de 58

personnes issues de différents groupes dans les trois départements (Tableau 1).

Tableau 1. Échantillons, types et contenus des enquêtes

Catégorie	Type d'entretien	Contenu	Localités	Nombre
Autorités publiques	Entretien non-directif	Situation sécuritaire Situation des jeunes vulnérables Actions et Stratégies publiques d'insertion des jeunes	Kolofata Mokolo	02
Autorités traditionnelles	Entretien non-directif	Situation sécuritaire Situation des jeunes vulnérables Actions Stratégies locales d'insertion des jeunes	Zamay Kolofata	02
Leaders religieux	Entretien non-directif Entretien centré	Actions et Stratégies spécifiques d'insertion	Kolofata Zamay	09
Leaders et Associations des jeunes	Entretien directif Entretien semi-directif Entretien centré	Activités du groupe Potentiel et stratégies de réinsertion	Mora, Kolofata Mokolo, Zamay Makary, Afade	07
Personnes ressources	Entretien semi-directif	Situation sécuritaire Situation des jeunes vulnérables Actions et Stratégies spécifiques d'insertion des jeunes	Kolofata , Mora Mokolo, Zamay Makary, Afadé Fotokol	07
Ex-associés	Entretien directif	Modes de vie et activités de relance économique	Kolofata Zamay	06

	Entretien centré Entretien semi-directif Entretien clinique	Options de réinsertion		
Locaux	Entretien directif Entretien centré Entretien semi-directif Entretien clinique	Modes de vie et activités de relance économique Qualifications Besoins de formations	Kolofata Zamay	06
Déplacés et retournés	Entretien directif Entretien centré Entretien semi-directif Entretien clinique	Modes de vie et activités de relance économique Qualifications Besoins, atouts et contraintes à la réinsertion	Kolofata Zamay	06
Leaders communautaires	Entretien semi-directif	Activités de relance économique Qualifications Atouts et contraintes à la réinsertion	Kolofata Zamay	04
Promoteurs d'entreprises	Entretien semi-directif	Activités de relance économique Potentiel d'employabilité des jeunes	Kolofata , Mora Mokolo, Zamay Makary, Afadé Fotokol	09
Total			07	58

Les données directement collectées sur le terrain concernaient donc les données d'enquêtes statistiques et les données spatiales. Les individus enquêtés étaient au préalable identifiés comme résidant dans la localité et appartenant effectivement au groupe social ciblé. La technique de sondage par réseau était utilisée pour identifier et sélectionner les individus à interroger. Ainsi, lorsque des individus correspondant au profil recherché étaient choisis et interrogés, ceux-ci fournissaient des informations pour l'identification et le choix d'individus suivants. Cette technique était valable aussi bien pour les ex-associés, les membres des communautés d'accueil que pour les promoteurs d'entreprises. En plus des données d'enquête, des données spatiales ont également été collectées telles que les relevés de positionnement global (GPS) et images satellites (Google earth) des localités sur lesquelles porte l'étude. Il s'agit des zones et sites où on retrouve les personnes cibles, les zones et sites affectés par les conflits, ainsi que les zones et sites où les enrôlements dans la bande armée étaient les plus remarquables.

3. Traitement et analyse des données

L'étude s'est appuyée sur des méthodes d'analyse à la fois qualitatives et quantitatives. Les analyses des contenus des discours ont été effectuées afin de comprendre la situation des jeunes vulnérables à l'extrémisme violent, leurs actions de relèvement économique et leurs perceptions sur les options, atouts et contraintes de réinsertion économique. Par ailleurs, les tableurs informatiques à l'instar du programme XLSTAT 2019, ont été mis à contribution pour favoriser les traitements et analyses de statistiques descriptives pour les données d'enquête, notamment les effectifs, fréquences et moyennes permettant de mesurer les proportions associées aux opportunités économiques, contraintes et potentiels d'employabilité des jeunes. Les données spatiales concernant les zones de conflits, les diffusions spatiales des enrôlements dans le groupe armé et des répartitions des personnes ex-associées en communautés ont été traitées à l'aide du programme de système d'information géographique QGIS 3.8.3 (2019), afin de produire les cartes de localisation, les cartes d'analyse et les cartes de synthèse.

Résultats

1. Enrôlements et retours en communauté des jeunes vulnérables à l'extrémisme violent : une quête perpétuelle d'autonomisation et de stabilisation

1.1. Les jeunes vulnérables, principales cibles des enrôlements dans les bandes armées

Depuis l'avènement de l'extrémisme violent lié au groupe armé Boko-Haram à l'Extrême-Nord Cameroun, la tranche d'âge sociale caractérisée par les jeunes s'est avérée la plus ciblée par les enrôlements. Ces derniers, pour des raisons de chômage et de sous-emploi s'avéraient particulièrement sensibles aux sirènes venant du mouvement terroriste.

La précarité s'avère sous cet angle être un facteur important ayant favorisé des enrôlements massifs en milieu jeune. En effet, les travaux menés par les cabinets de recherche APA et CERPSI (2020) révèlent que : « La distribution statistique des jeunes vulnérables enrôlés au cours des enquêtes de terrain présente les effectifs suivants : 506 pour le Logone et Chari, 918 pour le Mayo-Sava et 874 pour le Mayo-Tsanaga. En valeur relative, les données des jeunes identifiés correspondent respectivement à 23%, 39% et 38% ».

Les entretiens qui ont été menés avec les différents acteurs ont permis également de comprendre que la principale raison évoquée pour ces enrôlements en milieu juvénile est leur vulnérabilité économique. La vulnérabilité représente ici cette incapacité des jeunes à se prendre socialement et économiquement en charge, étant ainsi exposés et désarmés face à toute forme de risque ou danger, aussi bien naturel, structurel que conjoncturel. Selon la grille élaborée par le PNUD et l'UNFPA, et reprise par APA et CERPSI (2020), la vulnérabilité est dite primaire lorsque les jeunes sont moins exposés à l'enrôlement ; elle est dite intermédiaire lorsque le niveau de risque et d'exposition est inquiétant ; et elle est dite sévère lorsque les jeunes sont considérés comme potentiels dangers pour la stabilisation. Ceci a permis de déterminer que 0,2% de jeunes enrôlés étaient à un niveau primaire, 56,7% l'étaient à un niveau intermédiaire, et 43,1% l'étaient à un niveau sévère.

Ces points de départ des jeunes lors des enrôlements correspondent aussi à leurs points de chute lors des retours en communauté (Figure 2)

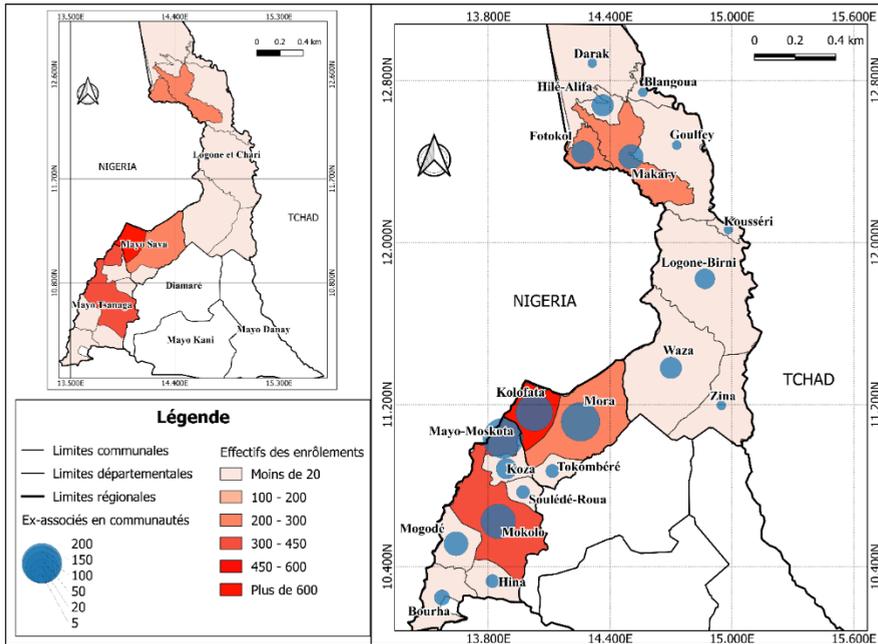


Figure 2. Répartition des effectifs d'ex-associés en communautés en fonction des zones d'enrôlement

La précédente carte révèle en effet que la répartition spatiale des ex-associés du groupe armé Boko-Haram suit la même logique que celle des enrôlements. Ce qui laisserait croire à première vue que les ex-associés après s'être échappés de la bande armée ou après avoir abandonné l'idéologie extrémiste, recherchaient un retour à la vie normale d'antan au sein de leurs localités ou communautés qui leur sont proches géographiquement ou culturellement.

1.2. La reprise d'activités socio-économiques par les ex-associés de retour en communauté : une question de survie économique après la survie humaine

De retour en communauté après avoir échappé à la captivité ou abandonné les groupes armés, la situation de vie d'antan n'est plus la même pour les ex-associés, aussi bien ceux retournés dans leurs localités d'origine que ceux déplacés (retournés dans une localité autre que leur localité d'origine). En observant ces besoins, il se donne de constater que les ex-associés mènent une vie beaucoup plus précaire comparativement à celle qu'ils menaient avant leur départ. Ce qui laisserait entendre que l'enrôlement n'aurait fait qu'aggraver leur vulnérabilité.

Toutefois, pour subvenir à leurs besoins, ils mènent des activités au sein des communautés d'accueil. Elles se résument pour la plupart aux activités agropastorales et de petit commerce. Cependant, privés de droits fonciers et sans potentialités financières, ces activités d'agriculture, élevage et petit commerce de détail ne sont pas particulièrement rentables. Les travaux agricoles consistent presque essentiellement en des travaux de manœuvres champêtres dans des parcelles appartenant aux locaux, contre une modique somme d'argent, entre 500 et 1000 FCFA par personne et par jour. Il s'agit là de la principale activité qui occupe les jeunes, particulièrement les jeunes garçons, bien que des familles entières s'adonnent également à cette tâche. Les propriétaires terriens les plus généreux payent également en nature ces services pour augmenter la ration alimentaire de ces familles qu'ils jugent désœuvrées. Le petit commerce lui, est pratiqué généralement par les femmes et jeunes filles, généralement filles-mères, qui pratiquent également la coupe et la vente de bois de chauffe pouvant rapporter autour de 300 F par jour. Les jeunes s'adonnent également à d'autres travaux payés à la tâche comme des aides-commerçants, porteurs, aide-maçons, aide-boucher, aide-mécanicien auto, ramassage de sable. Ils sont payés selon un montant fixé par l'employeur, mais généralement moins de 1000 F par journée de travail.

Ces activités correspondent pour la plupart à celles qu'ils pratiquaient habituellement avant les enrôlements, notamment pour les activités agropastorales et de petit commerce. Cependant, certains jeunes garçons qui

servent en qualité d'aide-mécaniciens, s'y sont initiés lorsqu'ils étaient au sein de la bande armée (Tableau 2). Là-bas en effet, les jeunes garçons qui ne sont pas encore prêts au combat assistent les femmes dans les travaux ménagers, champêtres et suivent les enseignements religieux. Ils assistent également les mécaniciens de la bande dans les réparations des engins (bicyclettes, motos).

A Zamay où des sites ont été aménagés pour accueillir les ex-associés, ceux-ci, en plus des travaux à la tâche menés comme ceux d'ailleurs vivant au sein des familles d'accueil (à Kolofata notamment), disposent pour certains de petites parcelles aux alentours des sites d'abris où ils pratiquent l'agriculture d'autoconsommation et l'élevage de petits ruminants qu'ils revendent lorsqu'ils sont arrivés à maturité. Ceci n'est pas le cas ailleurs, comme à Kolofata par exemple, où les terres ne leur sont pas octroyées. On préfère les utiliser dans les plantations et leur faire des dons en denrées alimentaires plutôt que de leur octroyer des parcelles de terres cultivables. C'est ce qu'on peut entrevoir dans ce témoignage d'une jeune femme ex-associée originaire de Amchidé et résidant à Kolofata :

Depuis notre arrivée ici à Kolofata en 2015, mes 03 enfants et moi, on travaille uniquement dans les champs des « gens » de Kolofata et ils nous payent à la fin de la journée. C'est avec cet argent qu'on assure nos besoins alimentaires tous les jours. On ne donne pas nos propres champs à cultiver parce que selon eux, on n'est pas chez-nous ici et on n'a donc pas droit à leurs terres. En plus, si nous avons nos propres champs nous serons autonomes et ils n'auront plus de manœuvres pour travailler pour eux.

Ce témoignage met en lumière le sempiternel problème foncier et d'accès aux ressources partagées au sein des communautés qui détermine inéluctablement l'orientation des types d'activités généralement menées par les personnes ex-associées.

Tableau 2. Activités des jeunes ex-associés avant, pendant et après les enrôlements

Catégories	Activités économiques au départ	Occupations en séjour chez Boko-Haram	Activités au retour
Hommes	Agriculture, élevage, commerce, couture	Combats	Agriculture, élevage
Femmes	Agriculture, élevage, couture, restauration, petit commerce,	Agriculture, élevage	Agriculture, élevage, petit commerce
Jeunes garçons	Agriculture, élevage, commerce, transports	Combats, mécanique moto, couture	Agriculture, élevage, mécanique, couture
Jeunes filles	Agriculture, couture, restauration, petit commerce	Agriculture, élevage, restauration	Agriculture, élevage

Ces différents types de travaux, qu'ils aient été appris avant les enrôlements, pendant le séjour dans la bande armée ou alors après les retours en communauté, sont des gages de la survie au quotidien des ex-associés dans leur nouvelle vie. Cette nouvelle vie influence les options de réintégration, en déterminant où les ex-associés préfèrent s'installer, à savoir : dans la communauté d'accueil, dans la communauté d'origine ou dans une toute autre communauté.

Les résultats ont indiqué une préférence pour l'option de réintégration dans la communauté d'accueil (90,7%), loin devant l'option de réintégration dans une autre communauté (8,2%), tandis que les intentions de retours dans la communauté d'origine sont quasi-nulles (1,1%). Ceci peut s'expliquer par le fait que les ex-associés en communauté d'accueil ont déjà acquis des habitudes qui rappelleraient en eux une forme de stabilisation. Or, le doute et l'incertitude planent lorsqu'on évoque la possibilité d'un exode ailleurs, ou d'un retour dans la localité d'origine. Cette dernière option est la moins

souhaitée (en particulier ceux rencontrés à Kolofata) car, pour beaucoup d'entre-eux, elle rappelle le traumatisme subi, la peur du rejet ou l'exclusion par les leurs ; tandis que pour d'autres qui auraient pu franchir cela, il n'existe plus à proprement parler de localités d'origine, car ayant totalement été détruites par les conflits, ne laissant pas d'autres choix que de demeurer où ils se trouvent déjà.

Malgré tout, des actions et initiatives sont mises en œuvre dans la région par différents acteurs et à différents niveaux, afin d'inverser la tendance de vulnérabilité et faciliter la réinsertion économique des jeunes vulnérables, ainsi que des ex-associés.

2. Des actions et initiatives de réinsertion : de nouvelles opportunités pour les ex-associés

La réinsertion économique des jeunes vulnérables à l'extrémisme violent dans les zones de conflit de l'Extrême-Nord Cameroun a un visage pluriel et multi-scalaire, et fait intervenir des acteurs variés.

2.1. Les opportunités communautaires

Les acteurs communautaires sont le premier contact dans le processus de réintégration des ex-associés. Plusieurs acteurs communautaires participent à la réintégration (Tableau 3).

Tableau 3. Rôle des acteurs communautaires dans la réintégration

Type d'intervention	Acteurs	Atouts et potentialités de réintégration
Appui matériel et sanitaire	Familles Membres de la communauté	Accueil, hébergement, nutrition et premiers soins accordés Dons en nature pour la survie
Apprentissage de petits métiers	Familles Membres de la communauté	Transmission des savoirs et savoir-faire locaux Référencement vers des formateurs agréés

	Opérateurs économiques Maitres coraniques Groupements communautaires	
Appui en AGR	Familles Membres de la communauté Opérateurs économiques Groupements communautaires	Sollicitation pour travaux payés à la tâche Offres d'emplois payés Entraide autour d'AGR

Les ex-associés sont accueillis par les comités de vigilance ou les familles. Ceux-ci les conduisent chez les autorités traditionnelles qui les identifient avant de les référer aux autorités administratives et aux forces de défense et sécurité qui, après exploitation, conduisent les personnes à risque vers les instances dédiées et les personnes sans risque apparent sont renvoyées en communautés.

Les familles d'accueil apportent des assistances pour les besoins de première nécessité tels que la nutrition et soins de santé. Les membres de la communauté offrent également des opportunités d'activités génératrices de revenus qui sont payés à la tâche. Il s'agit principalement de travaux de manœuvres précédemment évoqués, où certains propriétaires terriens le font avec moins une idée d'exploitation d'une main d'œuvre à bas prix, qu'une volonté d'assistance de personnes défavorisées et en situation difficile. C'est également dans cette logique que certains opérateurs économiques (commerçants, constructeurs, bouchers, mécaniciens) sollicitent les services de jeunes vulnérables pour être leurs assistants afin que cela leur génère quelques gains financiers.

Les associations et groupes de jeunes représentent également des points d'ancrage communautaire de facilitation de la réinsertion des jeunes vulnérables. En effet, les associations et groupes d'initiative commune (GIC)

des jeunes ont généralement pour principal objectif l'amélioration des conditions de vie et l'augmentation des revenus des membres. Ces groupes généralement structurés et même légalisés, s'organisent autour d'activités génératrices de revenus dont ils ont les qualifications et les compétences. Il s'agit généralement pour les GIC de pratiquer des activités agricoles comme la culture d'oignon et de céréales (sorgho, maïs) dans les localités du Mayo-Sava, de tubercules et racines (pommes de terre, patates douces, ignames), céréales (sorgho, maïs) et oléagineux (arachide, niébé, soja) dans les localités du Mayo-Tsanaga, et de culture de céréales (riz, sorgho) dans le Logone et Chari. Ils pratiquent également l'élevage des petits ruminants à travers l'embouche ovine, ainsi que la pêche et l'aquaculture dans le Logone et Chari qui dispose de cours d'eau, lacs, mares et plaines d'inondations favorisant l'activité piscicole. Les produits issus des différentes activités sont commercialisés et les profits générés pour une partie sont redistribués entre les membres et pour une autre est réinvestis pour les campagnes suivantes. Ces stratégies de groupe sont particulièrement propices pour la réinsertion des jeunes vulnérables. Elles favorisent l'entraide commune, représentent des plateformes de dialogue et réconciliation, et permettent l'apprentissage interne d'AGR, puisque les membres qui ont les qualifications les transmettent aux autres qui en ont peu.

En outre, d'autres acteurs communautaires à l'instar des maitres d'école coranique mettent également en relief un autre type d'actions favorables à la réinsertion des jeunes vulnérables. En effet, les maitres coraniques correspondent à des encadreurs et formateurs des jeunes, non pas seulement sur le plan spirituel, mais également sur le plan social et professionnel. Ils sont des sources d'inspiration pour leurs élèves qui se muent en apprentis, car en observant faire au quotidien leurs maitres et en les assistant dans leurs tâches professionnelles, les élèves apprennent intuitivement. Cet apprentissage circonstanciel devient une formation professionnelle durable que les élèves, une fois aptes à travailler, exercent à leur tour. Différents secteurs d'activités ont notamment été identifiés pour les élèves coraniques, filles comme garçons, comme ayant été appris auprès de leurs maitres (Figure 3).

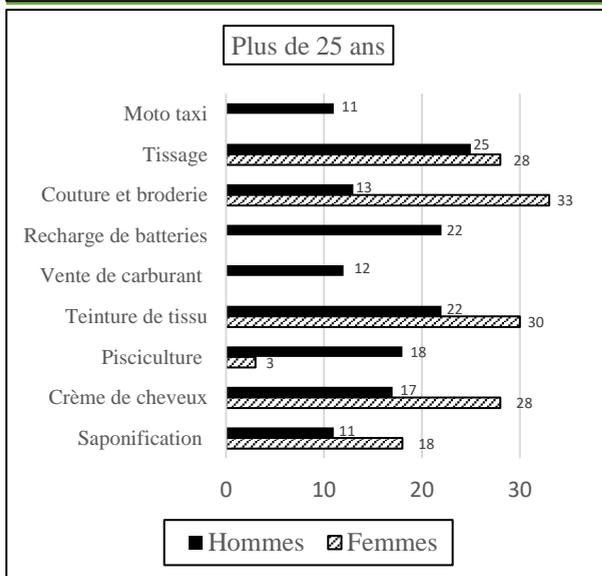
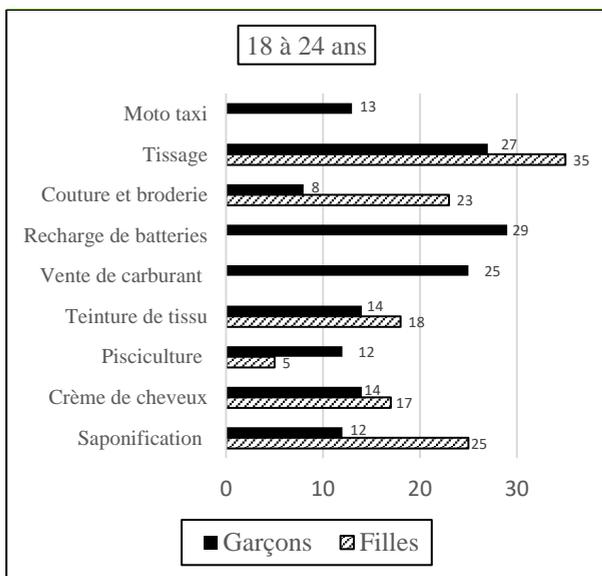


Figure 3. Métiers appris auprès des maîtres coraniques

Somme toute, il se donne de constater qu'à travers les différentes formes d'assistances locales et familiales, on demeure encore au stade d'une

réintégration embryonnaire qui n'est pas clairement organisée. C'est ce qui explique l'intervention d'acteurs et services publics et privés œuvrant pour le processus de réinsertion économique et de réintégration des personnes vulnérables et exposés à l'extrémisme violent.

2.2. Les opportunités liées aux actions et initiatives des services publics

Différents organismes et services à caractère public interviennent pour la réinsertion économique et professionnelle des jeunes vulnérables dans la région de l'Extrême-Nord et principalement dans les zones affectées par l'extrémisme violent. Pour le cas des ex-associés de Boko-Haram, ces interventions vont en droite ligne avec la politique nationale de Désarmement, Démobilisation et Réintégration pilotée par la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CNDDR), lancée en 2018 par décret présidentiel. L'objectif en matière de réintégration économique consiste ici à aider à la réinsertion dans la vie civile de ces jeunes, à travers notamment l'organisation, la formation, la mise à disposition d'outils ou moyens de production et l'assistance à la création d'activités génératrices de revenus.

La vision de ce programme DDR est accompagnée par les actions et initiatives en faveur des jeunes tels que les services d'administration territoriale (Préfectures, Sous-préfecture), les forces de défense et sécurité, les collectivités territoriales décentralisées les services déconcentrés de l'État (MINJEC, MINAS, MINPROFF, MINEFOP, MINPMEESA), ainsi que les structures rattachées (CMPJ, CNJC, SAR/SM). Ces institutions et structures œuvrent dans l'encadrement des jeunes afin de les préparer à une réinsertion économique par l'emploi et l'auto-emploi, d'où la mise en œuvre de programmes de formations professionnelles et compétences économiques pour l'entrepreneuriat (Tableau 4). Néanmoins, pour l'instant le volet « Réintégration » n'est pas concrètement adressée par le CNDDR et les administrations publiques, car une stratégie est encore en élaboration.

Tableau 4. Interventions, acteurs, atouts et potentialités de réintégration à caractère public

Types d'intervention	Quelques organismes de mise en œuvre	Atouts et potentialités de réintégration
Contribution et appui au développement local	Communes, PNDP,	Potentiel d'emploi des jeunes dans les projets de développement local
Conduite d'activités HIMO	Communes, PNDP, MINEPAT	Rémunération des jeunes, épargne et réinvestissement des gains pour l'auto-emploi
Appui technique et formations professionnelles	MINJEC, MINPROFF, MINPMEESA, MINADER, MINEPIA, CMPJ, PNV, CPFF, SAR/SM, PAJER-U, AFOP, ACEFA, Filets sociaux	Apprentissages de métiers adaptés au contexte jeune et renforcement des capacités techniques, Partages d'expériences professionnelles, Préparation à l'entrepreneuriat, Encadrement des groupes d'initiative commune
Appuis financiers à l'insertion socio-économique et accompagnement	CMPJ, PNV, FONIJ, APME, ACEFA, MINEPAT, Filets-Sociaux	Financement des AGR, suivi des activités de réinsertion par l'auto-emploi jeune, Appui et accompagnement des groupes d'initiative commune

Ces institutions se montrent actives dans l'insertion socio-économique et professionnelle des jeunes à travers des stages de vacances et aussi des activités HIMO (Haute Intensité en Main d'Œuvre) dans lesquels participent toutes les catégories de jeunes vulnérables. C'est le cas par exemple de la commune de Kolofata qui organise chaque année des stages de vacances où les associations et groupes de jeunes sont sollicités, ainsi que des activités

d'intérêt public tels que le reboisement, les constructions d'édifices publics, les nettoyages de rues et services publics, au bout desquels une rémunération est accordée. Dans ces activités HIMO, les jeunes et femmes ex-associés participent également aux travaux, avec le souci pour la commune de Kolofata de leur permettre de se faire quelques gains financiers tout en permettant leur participation à la vie communautaire devant favoriser une réintégration rapide aux côtés des locaux.

A côté des autorités publiques, on note les interventions des services déconcentrés de l'État qui travaillent généralement suivant une plateforme coordonnée de différentes administrations. En effet, dans les activités qui lui sont spécifiques, le Centre Multifonctionnel de Promotion de la Jeunesse, structure rattachée du MINJEC, s'attelle dans son cas à l'encadrement socio-professionnel des jeunes vulnérables, victimes ou exposés à l'extrémisme violent. L'objectif recherché est d'accueillir les jeunes vulnérables et défavorisés, les former et les préparer à l'insertion socio-professionnelle. Les principales cibles sont notamment les jeunes extra-scolarisés, c'est-à-dire ceux qui ont été refoulés ou exclus par l'école classique, les filles-mères exclues des établissements scolaires, les jeunes déficients mentaux ne trouvant pas de place dans l'école classique, les enfants orphelins, les enfants non accompagnés, les enfants n'ayant pas les moyens de payer les frais de scolarité. On y retrouve des jeunes à la fois locaux, déplacés internes, retournés et ex-associés dans les centres CMPJ comme ceux de Mora, Amchidé et Zamay. Les adhérents de ces centres appartiennent surtout à la classe d'âge allant de 15 à 19 ans. Il est question de les former en différents petits métiers, avec à la fin l'obtention de diplômes professionnels. Les formations concernent principalement les filières telles que l'agriculture, l'élevage, la couture, le secrétariat bureautique, la menuiserie, la maçonnerie, l'auto-école, la mécanique moto, soudure ; mais les plus prisées sont la couture et le secrétariat bureautique. Des formations ou activités transversales sont également dispensées dans les CMPJ et concernent l'entrepreneuriat, l'élaboration de business plan, la gestion simplifiée par cahier de caisse, l'alphabétisation fonctionnelle, les causeries éducatives, les jeux, ainsi que l'éducation civique pour le respect des institutions et emblèmes nationaux et le vivre ensemble avec le contexte de crise sécuritaire.

C'est dans cette optique que le MINJEC dans son approche opte premièrement pour le réarmement moral, civique et entrepreneurial des jeunes (REAMORE) afin de les préparer à une rapide et durable réinsertion économique. Cette politique est clairement explicitée à travers le Plan Triennal Spécial Jeunes (PTS-J), mené depuis 2016 à l'échelle nationale, avec pour objectif d'accélérer et de faciliter l'insertion socio-économique des jeunes à travers quatre domaines que sont : l'agriculture, l'industrie/artisanat, l'économie numérique et l'innovation technologique. Dans sa vision de l'entrepreneuriat jeune pour l'insertion économique, la démarche du MINJEC se décline en 03 temps : la formation, l'insertion économique et le suivi-évaluation, dont l'approche se situe dans la performance des Villages Pionniers et Clusters (VPC) qui consistent en l'installation des jeunes entrepreneurs en chaîne de valeur dans des villages pionniers de deuxième génération de production agropastorale et de clusters économiques. C'est le cas dans les villages pionniers comme ceux de Mémé (Commune de Mora) et de Gawa (Commune de Mokolo). Ces jeunes pratiquent l'agriculture à travers notamment la culture d'oignons, de maïs, de tomate, et ail. Sont considérés à la fois les aspects liés à la production, la conservation et la distribution des produits.

On peut percevoir dans cette démarche une réelle opportunité d'insertion socio-économique pour les jeunes vulnérables à l'instar des jeunes ex-associés, car, comme le soutient le Chef du CMPJ de Zamay :

« Les jeunes ex-associés trouvent ici un cadre approprié d'apprentissage et de pratique de petits métiers, en conjugaison de l'interaction humaine avec les autres catégories de jeunes de leur communauté. L'association des jeunes dans un village pionnier ou autour des maillons d'un cluster économique, est une occasion pour ceux qui réussissent à générer des profits, de pouvoir tirer d'autres jeunes dans leur chaîne ».

Aussi, les structures opérationnelles ou rattachées des services publics fonctionnent en collaboration avec les organismes à caractère privé tels que les organisations internationales et locales de la société civile à travers des programmes de prise en charge et réinsertion socio-économique des jeunes

vulnérables à l'extrémisme violent. Néanmoins, en se tenant par exemple aux propos du Chef CMPJ de Mokolo, il se donne de constater que :

« Dans cette approche par collaboration, « plusieurs jeunes semblent moins motivés par les formations à l'entrepreneuriat et l'apprentissage de petits métiers offerts par le CMPJ, mais plus intéressés par l'obtention finale de kits de réinsertion et l'appui financier apporté par les organisations humanitaires, d'où la nécessité d'opérer un meilleur profilage des jeunes vulnérables et de leur proposer une motivation au-delà de l'aspect matériel et financier. »

2.3. Les opportunités liées aux actions et initiatives humanitaires et de la société civile

Différentes actions et initiatives sont menées en faveur de la réintégration des jeunes vulnérables sous l'égide de programmes et projets d'organisations internationales et de la société civile intervenant dans la région de l'Extrême-Nord et particulièrement dans les zones affectés par les conflits (Tableau 5).

Tableau 5. Interventions, acteurs, atouts et potentialités de réintégration à caractère privé

Types d'intervention	Quelques organisations de mise en œuvre	Atouts et potentialités de réinsertion
Assistance alimentaire et sanitaire	PAM, MSF, CICR, HCR, IMC, NRC, Premières Urgences, IEDA RELIEF, Public Concern	Réduction de la vulnérabilité physique
Autonomisation par l'appui en Activités génératrices de revenus et insertion socio-professionnelle	PNUD, UNFPA, FAO, OIM, CICR, ALDEPA, CAPROD, GIZ, PAIC, PLAN International, OPADERCAM, INTERSOS, COSC-CRT, AVLF, RESAEC, CADEPI, CODAS-Caritas, CLPD, IEDA RELIEF, Care International	Mobilisation des moyens financiers pour l'appui à l'auto-emploi Référencement dans les centres de formation agréés et mise à disposition des formateurs

Activités Cash for work/HIMO et Appui en kits de réinsertion	PNUD, UNFPA, CICR, INTERSOS, Care International	Rémunérations et épargnes financières pour la réintégration par l'emploi Réinvestissements des fonds et disposition d'appuis matériels pour la réinsertion par l'auto-emploi
--	---	---

Comme observé dans le précédent tableau, le processus de réintégration économique des jeunes vulnérables revêt un caractère multiforme. Dans les différentes approches, les objectifs sont similaires, à savoir inverser la tendance de la vulnérabilité en milieu jeune et contribuer à un relèvement économique post-conflit et une pérennisation des acquis.

Dans cette logique, le PNUD par exemple à travers son approche 3x6 cherche à promouvoir des moyens de subsistance durables pour les groupes vulnérables, avec une attention particulière accordée aux jeunes. Il est question à travers cette approche, de passer des interventions qui procurent un soutien immédiat aux populations affectées par un conflit, à une approche intégrée qui crée les conditions permettant aux vulnérables touchés par la crise de contrôler eux-mêmes leurs processus de résilience et de développement. L'approche 3x6 est alors constituée de trois principes organisationnels et de six étapes. Ces principes sont successivement l'Inclusion, l'Appropriation, et la Durabilité ; et les étapes, calquées deux à deux sur les principes consistent en l'Enrôlement et Génération des revenus, l'Epargne et Joint-Venture, l'Investissement et l'Accroissement des marchés. C'est ainsi que les enquêtes de terrain ont permis notamment de retrouver dans la localité de Zamay, des jeunes qui avaient bénéficié des appuis pour leur réinsertion durant l'année 2018 et dont les activités continuent de prospérer. Il s'agit entre autres de jeunes pratiquant les métiers novateurs tels que la soudure et les TIC, qui ont pu s'insérer économiquement au point d'ouvrir leurs portes à de nouveaux apprentis auxquels ils offrent des formations dans ces métiers dont ils ont été bénéficiaires à travers cette initiative. L'intérêt de cette approche pour la réinsertion rapide des jeunes ex-

associés par exemple se trouve dans le fait qu'elle favorise un apprentissage rapide en petits métiers auprès des pairs, même pour des jeunes extra-scolarisés, sans nécessiter un niveau d'études élevé.

Dans la même logique, l'UNFPA intervient pour le renforcement de la résilience des jeunes à l'extrémisme violent et ses conséquences dans la région, en accordant une part importante au développement des opportunités économiques en vue de réduire la vulnérabilité de ces derniers. Il s'agit dans cette approche de cibler un profil varié de jeunes victimes, vulnérables ou ayant échappé à l'extrémisme violent y compris des jeunes moins éduqués ; ce qui correspond à la situation des jeunes ex-associés. Ce profilage varié est un réel atout pour le rapprochement des différentes catégories de jeunes vulnérables autour de formations professionnelles similaires et activités génératrices de revenus. Le système de mentorat qui accompagne cette approche s'avère utile pour l'accompagnement des jeunes dans leurs activités, ce qui donne plus d'aptitudes et capacités aux vulnérables et victimes, pour lesquels les peurs et traumatismes pourraient constituer des blocus dans l'exercice desdites formations et AGR.

Ce souci de profilage varié a été également observé dans la commune de Mora où des organisations travaillent avec des groupements et des personnes à besoins spécifiques, en vue de les appuyer en AGR. Les conditions émises lors des sélections reposent sur la nature même des besoins des personnes vulnérables, mais aussi l'aspect composite de ceux-ci, où on retrouve à la fois les individus des communautés hôtes, personnes déplacées internes, retournées et ex-associées. Cela permet le développement à la fois d'AGR individuelles et d'AGR collectives. Ceci traduit le fait qu'une approche composite serait également un atout réel pour la réinsertion économique et la réintégration communautaire des jeunes vulnérables, en démontrant que la vulnérabilité n'est pas particulièrement spécifique à une catégorie, et une résilience efficace et durable peut bien s'effectuer communément.

Par ailleurs, un atout important des organisations internationales et de la société civile s'observe dans l'appui des organismes publics dans les programmes et initiatives de réinsertion socio-économique et socio-professionnelles des jeunes. Cette synergie observée dans cette forme de partenariat public-privé fait

montre de la vision stratégique et des objectifs communs qui sont ainsi visés. Les services rattachés des organismes publics en charge de la jeunesse collaborent ainsi avec ces organisations dans le but d'appuyer conjointement les jeunes et ainsi atteindre une meilleure efficacité. C'est pour cela que les aspects stratégiques des programmes de réinsertion et leur exécution sont toujours pensés et exécutés de pair avec les stratégies nationales de promotion de la jeunesse, avec l'apport des autorités administratives et des sectoriels d'administration.

Vu sous cet angle, la réinsertion économique des jeunes vulnérables apparaît comme un processus à plusieurs étapes, volets et acteurs. Ces acteurs dont les interventions aussi bien à caractère communautaire, public que privé, ne sauraient s'effectuer de manière isolée, et les efforts sont conjugués à cet effet pour garantir une meilleure efficacité et réussite dans la réinsertion économique des jeunes vulnérables de tous bords et dont les opportunités continuent de faire face à des contraintes tout aussi remarquables.

3. Opportunités et contraintes à la réinsertion économique dans les zones affectées par l'extrémisme violent

3.1. Plusieurs secteurs d'activités et filières favorables à la réinsertion économique

Les zones affectées par l'extrémisme violent dans la région de l'Extrême-Nord offrent des potentialités variables en fonction des zones (Figure 4). Qu'on soit en montagne comme c'est le cas pour le Mayo-Tsanaga et une partie du Mayo-Sava, ou dans la plaine comme c'est le cas du Logone et Chari, les réalités ne sont pas les mêmes.

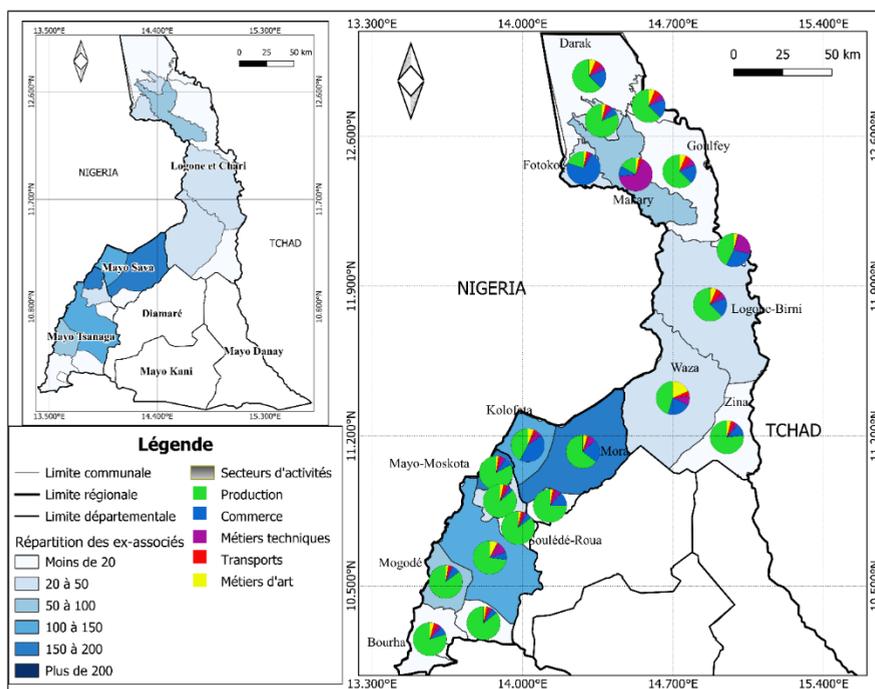


Figure 4. Secteurs d'activités favorables à la réinsertion dans les zones de crise sécuritaire

Comme on peut l'observer, dans le Logone et Chari et le Mayo-Sava, les activités de production agropastorale et halieutique, ainsi que les métiers de l'esthétique, apparaissent comme des secteurs particulièrement ouverts au développement d'activités génératrices de revenus, tandis que dans le Mayo-Tsanaga les métiers du textile et de l'habillement ainsi que les métiers de transformation et de stockage de produits agroalimentaires sont des secteurs très remarquables. Cependant, d'après les enquêtes de terrain il s'est avéré que les jeunes du Mayo-Sava ciblent particulièrement le commerce comme un secteur porteur, tandis que ceux du Logone et Chari sont sensibles aux métiers techniques de constructions et BTP, aux métiers d'art et aussi à la restauration. Dans le Mayo-Tsanaga par contre le secteur textile et de l'habillement y est beaucoup sollicité par les jeunes pour l'entrepreneuriat et l'auto-emploi, tout comme l'artisanat. Cette tendance se comprend à travers les habitudes économiques que les jeunes ont toujours adopté dans ces zones bien avant même le début

de la crise sécuritaire. En effet, les zones et peuples de plaine ont toujours été très tournés vers le transport et commerce avec la présence de plusieurs marchés périodiques et permanents, alors que les peuples de montagne, ont toujours développé l'artisanat, et, avec leurs terres particulièrement arables, ont toujours constitué un grenier pour la région. En fonction de ces secteurs d'activités, différents métiers peuvent en être dégagés (Tableau 6).

Tableau 6. Différents types de métiers possibles en fonction des secteurs d'activités

Secteurs d'activités	Activités possibles	Secteurs d'activités	Activités possibles
Agropastoral et halieutique	Exploitant agricole ; Propriétaire de ferme, cultivateurs ; fermiers ; fournisseur d'intrants agricoles ; bergers ; vigiles ; pêcheur ; piroguier fournisseur d'engins de pêche ; Transformation de produits agricoles	Transports	Propriétaires d'engins roulants ; conducteurs ; mécaniciens ; vendeur de pièces détachées de rechanges ; promoteurs de laverie ; promoteurs d'auto-école ; moniteurs d'auto-école ; promoteurs d'assurances
Commerce général et de détail	Promoteurs boutique ; Vendeurs ; Gérants, Chargeurs ; Fournisseurs ; Vigiles	Coiffure et Esthétique	Promoteur de salon de coiffure ; coiffeurs/coiffeuse ; Vendeur de produits de beauté

Hôtellerie - Restauration	Promoteur d'hôtel/auberge ; réceptionniste ; agent d'entretien ; promoteur de restaurant ; cuisinier ; serveur ; gardien/virgil ; blanchisseurs ; promoteur blanchisserie ; vendeur de boissons	TIC	Secrétariat bureautique ; technicien de maintenance informatique ; vendeurs de matériel et d'accessoires informatiques ; promoteur de cyber café ; réparateur d'appareils électroniques ; vendeurs de téléphone et d'accessoires téléphoniques ; promoteur de call box ; opérateurs de call box ; transfert d'argent
Textile et Habillement	Couturier ; brodeurs ; boutiquier styliste ; vendeurs de tissus et autres ; accessoires de couture ; techniciens des machines à coudre	BTP	Maçons ; menuisier (bois, métal, aluminium) ; vitrier ; peintre ; électricien ; plombiers ; jardinier ; vendeurs de bois ; quincaillerie

Ces secteurs d'activités ne présentent pas la même rentabilité, et donc, pas le même potentiel de réinsertion économique (Figure 5).

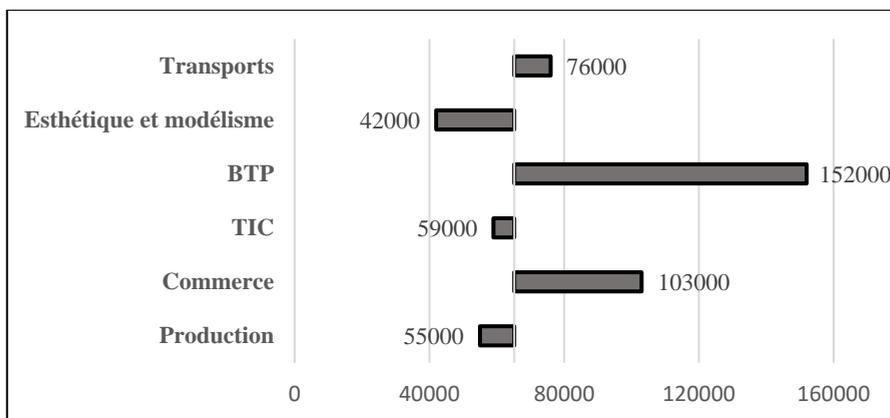


Figure 5. Aperçu des différents niveaux de rentabilité des secteurs d'activités (en FCFA)

Comme on peut l'observer sur la figure, les activités liées aux BTP, au commerce et aux transports s'avèrent les plus rentables, par rapport aux domaines des TIC, de la production et enfin de l'esthétique et modélisme qui semblent moins rentables. C'est le résultat de l'analyse de rentabilité basée sur l'indicateur de rentabilité des microentreprises telle que formulée par l'Institut National de la Statistique dans sa deuxième Enquête auprès des Entreprises du Secteur Informel. Ici, la rentabilité des entreprises est évaluée à partir d'un indicateur de 65 197 FCFA qui correspond à une moyenne d'ensemble pour les entreprises et qui inclue à la fois les valeurs des secteurs d'activités et des zones de résidence. Les secteurs des BTP et Commerce ont donc une valeur supérieure au seuil de rentabilité, à l'opposé des autres secteurs d'activité. Ils apparaissent donc comme des secteurs porteurs pour la création de microentreprises autour desquels plusieurs jeunes de catégories variées peuvent faire fructifier ensemble une activité.

Cependant, en milieu jeune, où on note une forte croissance démographique et une concentration des individus autour des pôles économiques, la tendance à une orientation excessive vers les mêmes types d'activités est fréquente. En fait, lorsqu'un jeune réussit dans une activité économique rentable, plusieurs de ses congénères sont tentés de reproduire la même activité, ce qui contribue plutôt à une baisse de rentabilité par individu. Ceci est particulièrement

observé dans des secteurs d'activités tels que la couture, les transports et le commerce. Ceci appelle inévitablement à la nécessité pour les jeunes de diversifier leurs domaines d'activités, en privilégiant les modèles des filières ou chaînes de valeurs qui ont pour intérêt d'identifier de nouvelles activités génératrices de revenus et optimiser ces activités pour augmenter les marges bénéficiaires par individu ou groupe d'individus d'une même chaîne. Pour les activités de production par exemple, les jeunes peuvent se désagréger sur les secteurs liés soit à l'approvisionnement (semences, petits ruminants, poussins, alevins), soit à la production proprement dite (fourniture en outils de travail, pratiques culturelles, embouche, aquaculture), soit à la conservation (gestion des récoltes, magasins de stockage, traitement phytosanitaire, zootechnique), soit à la transformation (produits dérivés), soit à la commercialisation des produits. Ces volets partant de l'approvisionnement à la distribution sont également remarquables dans tous les autres secteurs d'activités dont les métiers possibles ont été identifiés (Tableau 6). Ainsi, dans un contexte de relèvement post-conflit où la crise a bouleversé les activités économiques, la considération des filières et chaînes de valeurs dans les interventions à la faveur de la réinsertion économique apparaît comme une piste pertinente de diversification et multiplication d'opportunités d'emplois et d'activités économiques à la fois rentables et durables pour les jeunes vulnérables.

3.2. Les tendances du marché de l'emploi en milieu jeune

L'observation du marché de l'emploi a montré un rapport de force déséquilibré entre l'offre et la demande. En effet, les enquêtes menées auprès d'entreprises de différents secteurs d'activités et de différents secteurs d'affaires, ont révélé que la crise a eu un impact considérable sur les offres d'emploi direct des jeunes dans les microentreprises (Figure 6), d'où la prédominance de la recherche par les jeunes d'une démarche d'auto-emploi pour une autonomisation rapide et durable.

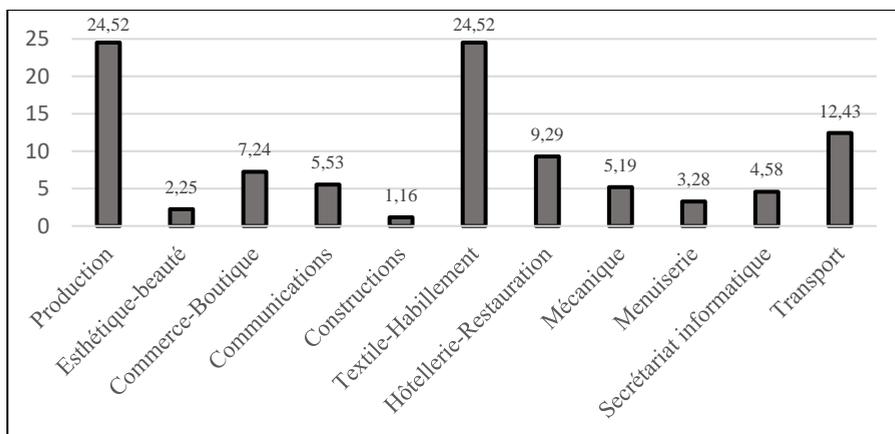


Figure 6. Niveaux d'employabilité des par secteur d'activité dans les microentreprises (en %)

La figure 6 révèle que les principaux emplois offerts aux jeunes se rapportent aux secteurs de production agropastorale et halieutique, textile et habillement, ainsi que du transport. Ces emplois reflètent le niveau général de l'économie locale, qui semble plus tournée vers des activités du secteur primaire et des activités qui ne nécessitent pas une formation dont l'expertise serait acquise sur une longue durée. Cela montre que les employeurs semblent engager des personnes surtout selon leur aptitude physique. Cette idée serait un atout pour les jeunes vulnérables qui constituent alors une main d'œuvre nombreuse et qualifiée pour ces types d'activités.

Cependant, des contraintes de diverses natures ralentissent et compromettent ces marches vers une réinsertion aussi bien par l'emploi que par l'auto-emploi.

3.3. La recrudescence de contraintes à la fois sécuritaires, socio-économiques, culturelles et écologiques pour la réinsertion des jeunes vulnérables

Les contraintes à la réinsertion économique des jeunes renvoient ici aux différents facteurs qui empêchent ou réduisent les chances de réussite dans l'exercice d'un métier ou d'une activité génératrice de revenus. Ces

contraintes peuvent être à la fois d'ordre sécuritaire, écologique, socioéconomique et culturel.

Sur le plan sécuritaire, on note la persistance de l'insécurité due au phénomène Boko-haram, où des attaques, bien que moins fréquentes, continuent de faire des dégâts matériels et humains qui perturbent le rythme des activités économiques nécessaires pour la réinsertion. Cela s'observe par exemple autour des activités agropastorales où les paysans ne peuvent pas accéder aux plantations et pâturages éloignés des villages, au risque de se faire capturer ou tuer. C'est le cas également des marchés et points de commerce périodiques qui ont été fermés et abandonnés suite aux attaques terroristes, puisque les marchés, du fait des affluences, constituent des points très visés. Ce qui limite les échanges économiques et accentue la vulnérabilité.

Sur le plan écologique, on note également l'influence de facteurs naturels sur les activités économiques, notamment celles utilisant la terre et les biens naturels comme ressources de base, à l'instar des activités agricoles, d'élevage et pêche. Les situations de dégradation naturelle du milieu avec les épisodes de sécheresse, l'avancée de la désertification et le stress hydrique, créent au final une pression sur les ressources disponibles. Ceci engendre des investissements à perte dans les activités de production à travers des mauvaises récoltes, la perte de bétail, ou encore la faible reproduction et productivité halieutique. Les enquêtes de terrain ont permis de comprendre notamment que dans les champs communautaires mis en place par les groupes de jeunes, les mauvaises récoltes engendrent à terme l'abandon du groupe par certains membres, aboutissant même à des dislocations. Plusieurs jeunes paysans pour les mêmes raisons abandonnent également leurs plantations individuelles pour pratiquer une autre activité, ou aller en aventure ailleurs.

Sur le plan socio-économique, la faiblesse des investissements familiaux et communautaires pour le financement des activités lucratives ne permet pas aux jeunes de se lancer facilement dans une activité génératrice de revenus ou créatrice d'emplois. La crise sécuritaire a exacerbé la pauvreté généralisée qui régnait déjà dans les mêmes zones où le conflit continue de sévir. Les seuls moyens financiers qui sont observés comme investissements, correspondent

généralement à ceux injectés par les organismes publics ou privés lors d'initiatives ou programmes de prise en charge et réinsertion économique à l'instar des activités cash for work et HIMO. Au sein des familles, les moyens ne permettent pas de réaliser des investissements pour une initiative personnelle au profit des jeunes.

Néanmoins, sur le plan technique, les jeunes ne semblent pas toujours suffisamment outillés pour créer et faire pérenniser une activité génératrice de revenus. Les techniques agricoles et pastorales innovantes, la comptabilité simplifiée pour la gestion d'entreprise, ou encore la maîtrise de métiers techniques ou d'arts, ne représentent pas toujours la chose la mieux partagée en milieu jeune, et encore plus pour les victimes et vulnérables de l'extrémisme violent. Ces derniers avant leur enrôlement n'ont pas toujours eu le temps ou l'occasion de se former jusqu'au perfectionnement dans une activité génératrice de revenus. Avec des connaissances et compétences limitées quel que soit le domaine d'activité, les chances de réussite s'avèrent dès lors réduites avec des conséquences telles que des investissements à perte ou des abandons d'activités, voulues lucratives au départ, mais qui ne le deviennent finalement pas à l'arrivée.

C'est pourquoi les différentes stratégies et initiatives en matière de réinsertion des jeunes commencent toujours par un volet de formation, après quoi seulement intervient le financement. Au vu de ce facteur contraignant, on réalise dès lors la nécessité de rapprocher l'apprentissage formel et structuré dans les centres agréés de formation, de l'apprentissage informel, tacite et fortuit acquis de façon endogène. Cela s'avère d'autant plus déterminant pour les jeunes ex-associés qui, durant leur séjour dans la bande armée, ont pu acquérir des capacités en métiers qui peuvent être valorisés pour leur réinsertion.

Cependant, sur le plan socio-culturel, ces derniers continuent de faire face à des stigmatisations en communauté. En effet, le spectre de la crise plane toujours et c'est la raison pour laquelle ils continuent d'inspirer peur et méfiance auprès de leurs congénères qui s'en éloignent ou manifestent des actes de rejet. S'il est observé que les femmes et enfants font généralement l'objet de tolérances, car apparentées à des victimes, les jeunes hommes par

contre ne sont pas facilement acceptés compte tenu de leur aptitude au combat. C'est ce qui explique que dans la localité de Kolofata par exemple, les jeunes garçons se limitent au quotidien à pratiquer des activités de manœuvres champêtres où ils demeurent à longueur de journées dans les champs éloignés du village, limitant ainsi leurs contacts avec les jeunes locaux.

Les stigmatisations envers les femmes sont également observées, et ce, de la part des femmes surtout, qui continuent de les identifier comme les épouses et mères d'enfants dits « Boko-Haram ». C'est pourquoi les femmes et jeunes filles ex-associées dans la même localité de Kolofata, expriment leur préférence pour des activités de groupe non hétéroclites, car en étant associées autour d'activités communes avec les femmes hôtes comme ce fut le cas dans des Cash for work/Himo, des tensions ont émergé au point d'aboutir à des querelles et bagarres générales dans cette localité de Kolofata entre les femmes ex-associées et hôtes durant des activités collectives. Cela met en relief la nécessité de renforcer toujours plus les activités de sensibilisations auprès des communautés pour faciliter l'acceptation pour une préparation à une réinsertion conjointe. Néanmoins l'esprit de groupe doit être renforcé pour assurer l'efficacité de la démarche collective. C'est pourquoi, les démarches aussi bien individuelles que collectives nécessitent au préalable que les jeunes soient eux-mêmes motivés et soucieux de leur réinsertion.

L'objectif de cette contribution était d'identifier les créneaux de réinsertion économique des jeunes vulnérables et victimes de l'extrémisme violent dans les zones de conflits de l'Extrême-Nord Cameroun, avec une attention particulière pour la situation des jeunes ex-associés. Il était question de montrer comment l'implication directe de ces jeunes dans des métiers et activités génératrices de revenus appropriés permettrait non seulement de faciliter leur réinsertion économique, mais également de renforcer leur ancrage social et communautaire dans une nouvelle vie après l'enrôlement dans les bandes armées de Boko-Haram.

Il est ressorti des résultats que la vulnérabilité économique dans la Région de l'Extrême-Nord, bien qu'étant antérieure à la crise sécuritaire, a été exacerbée par celle-ci. L'impact a été très perceptible en milieu jeune, car ceux-ci représentent les principales cibles pour les enrôlements au sein des bandes armées. De nombreux jeunes ont répondu à l'incitation financière et aux perspectives d'essor économique et social que leur faisaient miroiter les recruteurs de Boko Haram. Néanmoins, ce qui peut être connu et qui a été observé est que le processus de résilience entamé, est multiforme et se trouve au carrefour des interventions de divers acteurs, en l'occurrence les communautés locales, les structures et organismes à caractère public, ainsi que les organisations internationales et celles de la société civile. Il a été relevé qu'au niveau communautaire, on contribue à une reprise socioéconomique de base pour faciliter la réinsertion des personnes victimes et vulnérables de l'extrémisme violent comme c'est le cas des ex-associés. Au niveau des structures et organismes publics, la stratégie globale de réinsertion économique est définie par les autorités compétentes qui en assurent l'applicabilité. La vision publique promeut une stratégie d'ensemble qui touche les jeunes dans leurs différentes catégories. Cela donne une possibilité aux jeunes ex-associés de se retrouver dans les mêmes programmes d'insertion économique que les autres jeunes, tirant ainsi avantage des valeurs de citoyenneté et de la dynamique de groupe qui y sont prônées.

Ainsi, on note une relation étroite et une synergie entre les actions nationales et celles des partenaires. Ces derniers déploient de multiples programmes menés avec un souci de proximité et de réponse rapide et durable en faveur des jeunes vulnérables. C'est dans cette logique que des démarches par l'auto-emploi et par l'emploi sont menées pour impulser la réinsertion des jeunes affectés par l'extrémisme violent au sein des zones de conflits de la région. On voit en cette approche également une passerelle qui peut être tendue aux jeunes ex-associés qui, de retour en communauté, peuvent facilement s'intégrer dans ce type de programmes qui leur ouvrirait une piste rapide de réinsertion économique, doublée d'un ancrage communautaire important, car, menée en synergie avec les autres jeunes de la communauté.

Les secteurs d'activités généralement ciblés par les jeunes reflètent en effet les potentialités économiques dont dispose chaque zone. Les secteurs d'activités les plus remarquables se rapportent généralement aux secteurs de production agropastorale et halieutique, au commerce, aux BTP, aux TIC et aux métiers d'art. Ces activités regroupent de différents petits métiers porteurs dont les recettes engrangées sont soit proches, soit supérieures au seuil de rentabilité économique de ces types d'activités, défini en fonction du contexte qui y prévaut. La considération de ces secteurs d'activités en chaînes de valeurs apparaît comme une panacée pour une diversification et une multiplication d'opportunités économiques et professionnelles durables et rentables pour les jeunes.

Cependant, des contraintes inhibitives persistent. Il est nécessaire de renforcer le cadre de dialogue et d'acceptation communautaire pour faciliter la réintégration. Des programmes de sensibilisation et d'éducation à la citoyenneté devraient continuer à être menés, simultanément avec les programmes de réinsertion économique. Le but est de faciliter un rapprochement communautaire nécessaire pour la réussite d'activités économiques à caractère composite qui, lorsque l'esprit de groupe et les motivations sont réelles, offre de meilleures garanties de succès pour l'insertion économique et la réintégration communautaire qui, dès lors, devient bénéfique à toutes les catégories de jeunes vulnérables et victimes de l'extrémisme violent dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun.

Bibliographie

APA et CERPSI, 2020, *Cartographie et profilage des jeunes à risques pour la stabilisation et la consolidation de la paix dans la Région de l'Extrême-Nord*, Rapport d'étude, Projet JSPS-Cameroun, UNFPA-PNUD-UNICEF, 62 p.

Bureau international du Travail, 2005, *Emploi des jeunes : les voies d'accès à un travail décent*, Conférence internationale du Travail, 93^e session, Rapport VI, Genève, 110 p.

Bureau International du Travail, 2012, *Relèvement économique local en situation post-conflit*, Directives/Bureau international du Travail, Programme de réponse aux crises et pour la reconstruction (OIT/CRISE). - Genève: BIT. 333 p.

CHINDANNE Abel, 2020, *Analyse des opportunités d'employabilité au niveau du marché local pour les jeunes et les femmes*, Rapport d'étude, Projet JSPS-Cameroun, UNFPA-PNUD-UNICEF, 102 p.

CORNELIS STEENKEN M., 2017, *Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) : tour d'horizon pratique*, Institut de Formation aux Opérations de Paix, Deuxième édition, 85 p.

FILMER Deon, FOX Louise, 2014, *L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne*, Rapport complet, Africa Development Forum, Washington, DC: World Bank and Agence Française de Développement, 317 p.

FRANCE-MASSIN Deborah et DE KOSTER ARNOUT, 2012, *Relever les défis de l'emploi des jeunes : Mesures envisageables et considérations politiques. Un guide pratique pour les organisations d'employeurs*, Centre international de formation de l'OIT, Turin, Italie, 134 p.

HAMEL P., 1982, « Les enjeux actuels de l'emploi : vers une nouvelle définition de l'action collective », *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (8), pp. 127–136. <https://doi.org/10.7202/1034804ar>

MINEFOP, 2015, Plan d'action national pour l'emploi des jeunes (PANEJ) 2016-2020, BIT, PNUD, Rapport, 115 p.

NJIKE NJIKAM Gilles Bertrand, LONTCHI TCHOFFO Roland Marc et FOTZEU MWAFFO Violet, 2005, *Caractéristiques et déterminants de l'emploi des jeunes au Cameroun*, Unité politiques de l'emploi, Département de la stratégie en matière d'emploi, Cahiers de la stratégie de l'emploi, I/emp/pol/ch/Esp Cameroun, 91 p.

NTUDA EBODE Joseph Vincent, Mark BOLAK FUNTEH, MBARKOUTOU MAHAMAT Henri, NKALWO NGOULA Joseph Léa, 2017, *Le conflit Boko Haram au Cameroun Pourquoi la paix traîne-t-elle ?*, Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun), 36 p.

OIT, 2019, *Mesurer l'emploi décent des jeunes. Un guide sur le suivi, l'évaluation et les leçons des programmes du marché du travail*, Synthèse générale/Bureau international du travail, Genève, 40 p.

Organisation des Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique, 2018, *La crise Boko Haram et ses répercussions sur le développement dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun*, Rapport d'étude, 33 p.

Organisation Internationale du Travail, 2017, *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances pour les femmes*, Genève, Bureau international du Travail, 70 p.

PNUD-CAMEROUN, 2018, *Besoins de réintégration des ex-otages de Boko-Haram à Zamay et dispositions de leurs communautés d'origine dans le Mayo-Moskoto*, Rapport d'étude, 75 p.

SAÏBOU ISSA et MACHIKOU Nadine, 2019, « Réintégration des ex-associés de Boko Haram : Perspectives de la région de l'Extrême Nord du Cameroun », Global Center on Cooperative Security, Note politique, 13 p.

SAÏBOU ISSA, (2019), *Analyse du contexte et de l'état des lieux des ex-associés à Boko Haram dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun de 2013 à septembre 2019*, Rapport d'étude, OIM Cameroun, 67p.

SOURANG Maimouna, BEAUDOIN André et CAREY-BELANGER Éline, 1998, « Implication économique et intégration sociale des femmes bénéficiaires d'une caisse d'épargne et de crédit au Sénégal. Service social », 47(3-4), p. 289–316, <https://doi.org/10.7202/706803ar>

Le nerf de la paix. Financement et soutenabilité des réformes de l'école coranique à l'Extrême-Nord par la prise en charge des maîtres

---Bana Barka---

Résumé

La mise en œuvre de programmes de prévention de l'extrémisme violent à l'Extrême-Nord du Cameroun a conduit l'État et ses partenaires (OI, ONG, Associations) à s'investir dans le secteur non formel de l'éducation, où les écoles coraniques, jusque-là ignorées, ont fait l'objet d'interventions diverses. En prônant une série de changements tels que l'introduction de cours en éducation civique, la fin de la mendicité, la professionnalisation et l'alphabétisation fonctionnelle en français, les acteurs se sont engagés dans un processus de réforme de ce sous-secteur, et ont mené des actions visant le changement de mentalités et l'appropriation par les maîtres et maîtresses coraniques d'une série d'innovations censées favoriser, à terme, la formation d'adolescents tolérants et préparés à résister aux tentatives de radicalisation ou d'enrôlement. Au rang de ces initiatives, on compte le projet "Jeunesse et stabilisation pour la paix et la sécurité dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun" (JSPS), qui a mis en œuvre divers plans de formation et d'autonomisation des maîtres et maîtresses coraniques, avec l'ambition que les changements et les acquis s'inscrivent dans la durée. La question de la soutenabilité de ces réformes revêt dans cette optique une importance capitale, et l'envisager revient prioritairement à s'intéresser au financement des écoles coraniques. Le présent article, rédigé à partir des données collectées dans les zones d'intervention du projet JSPS, présente les modes de financements anciens et actuels, évalue l'impact qu'aura à terme le maintien des innovations, et dans une approche prospective propose un modèle de financement participatif, innovant et durable.

En constatant l'impact des conflits sur la capacité des ménages à offrir aux enfants une éducation de qualité, l'étude après l'évaluation des différents coûts liés à la mise en œuvre de la réforme parvient à la conclusion que si les efforts entrepris dans la prévention de l'extrémisme violent dans ce secteur devaient être poursuivis et menés à un terme satisfaisant, il faudrait que l'État du Cameroun, la Région de l'Extrême-Nord et les organisations internationales appliquent les recommandations suivantes : (i) interdire les écoles coraniques itinérantes et renforcer les capacités des autorités locales à faire appliquer les lois sur la scolarisation obligatoire et la protection de l'enfance; (ii) en attendant la disparition ou la diminution des écoles coraniques itinérantes, introduire des éléments de pédagogie moderne, dispenser une éducation civique et transmettre aux enfants et adolescents des compétences de vie utiles, propres à favoriser leur intégration et leur insertion professionnelle ; (iii) initier des études poussées sur ce sous-secteur, afin de faciliter la prise de décision par des outils tels qu'une carte scolaire de l'éducation islamique ; (iv) Continuer le renforcement de capacités des maîtres et maîtresses coraniques, et apporter un soutien plus grand dans le processus de structuration en associations ; (v) Renforcer les capacités des promoteurs et maîtres d'écoles coraniques pour diversifier les sources de financement ; (vi) Dans le cadre de l'autonomisation, faciliter l'aménagement de cadres de travail décents, d'ateliers d'apprentissage des métiers et de petites stations expérimentales; (vii) Tester le modèle de financement proposé dans trois localités dans le cadre d'une phase pilote extensible le cas échéant aux régions du Bassin du Lac Tchad ou du Sahel où la fréquentation exclusive de l'école coranique a un impact sur la scolarisation tout en présentant des risques.

Introduction



Des propositions de réformes des écoles coraniques et des interventions visant à les mettre en œuvre sont observées à l'Extrême-Nord depuis quelques années. Elles ont été entreprises à partir du postulat que le fonctionnement traditionnel des dites écoles, jugé archaïque, inefficace et peu inclusif, avait contribué à produire une catégorie d'enfants et d'adolescents marginaux, formés exclusivement dans les études religieuses, intolérants, victimes de maltraitance et vulnérables aux actions d'enrôlement lancées par le groupe Boko Haram. Faisant suite à de longs débats sur l'institution, des propositions ont été formulées, visant presque toutes à faire disparaître du paysage éducatif de la région cette forme controversée d'éducation non formelle, apparue comme génératrice de maltraitance, d'exclusion sociale et d'intolérance, pour ne citer que quelques-uns des multiples griefs qu'on reproche aux écoles coraniques. Pour parvenir à changer ce paysage, les termes de réforme, formalisation, normalisation et innovation sont devenus les maîtres-mots des opérations entreprises dans ce but, aussi bien par l'État que par ses partenaires (organisations internationales, organisations non gouvernementales et associations) qui se sont emparés de la question dans les départements touchés par le phénomène de Boko Haram.

Après la tumultueuse période d'affrontements où lesdites écoles avaient été suspectées, suspendues ou tout simplement dissoutes, la phase de stabilisation dans laquelle ces départements évoluent depuis trois ans a été l'occasion d'observer une série de mesures initiées sur le terrain, avec l'ambition de parvenir, à court et à moyen termes, à faire des écoles coraniques des institutions reformées, certes centrées sur l'éducation à la religion (*dina*), mais nécessitant d'être adaptées à la pédagogie moderne, transmettant des compétences de vie utiles et dispensant une éducation civique et morale conçue dans la perspective de la prévention de l'extrémisme violent (PEV). Par ailleurs, il est apparu important que les écoles coraniques hébergeant des élèves, maîtres et maîtresses coraniques vulnérables à l'extrémisme violent soient cartographiées, enregistrées et suivies par les autorités locales (Sous-préfectures, Mairies, Inspections d'Arrondissement de l'éducation de base).

Bref, il s'agissait à travers ces mesures et préoccupations de faire en sorte que les enfants et adolescents en formation ou issus des écoles coraniques ne soient plus une catégorie à risque, et surtout que leurs maîtres et maîtresses deviennent des partenaires actifs dans la réalisation du changement souhaité⁶⁸. Dans le secteur de l'humanitaire, plusieurs programmes se sont ainsi attelés à atteindre ces objectifs, à travers des interventions menées sous l'étiquette de 'Stabilisation'. Trois années après, au moment où s'achève par exemple le projet « *Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun* », dans lequel se sont engagées les principales agences onusiennes (UNFPA, PNUD, UNICEF), si un bilan peut être fait, il est surtout opportun de s'interroger sur la soutenabilité de ces réformes : ce qui a été entrepris durera-t-il ? Dans quelle mesure les modes de financement (passés et actuels) peuvent-ils influencer ou compromettre la pérennité des mesures implémentées pour la réforme ? Est-il possible, sur la base des tendances actuelles et des opinions des divers acteurs, d'élaborer au bénéfice des maîtres et maîtresses un modèle de financement innovant et réaliste susceptible de soutenir dans le long terme la mise en œuvre de la réforme ?

⁶⁸ De nombreux maîtres et maîtresses d'écoles coraniques se sont engagés à faciliter l'introduction de l'éducation civique et l'apprentissage des compétences de vie. Ils ont ainsi, toujours dans l'optique de réduction de la vulnérabilité à l'extrémisme violent menée par le projet JSPS, contribué au retour de 3916 élèves d'écoles coraniques dans le secteur formel.

Répondre à ces questions est la tâche que nous nous proposons d'accomplir à travers cet article, qui envisage la soutenabilité des réformes en relation avec les modes de financement. La question du financement de l'école coranique, assez peu étudiée, apparaît ici comme une occasion idoine pour comprendre le processus en cours et envisager les moyens idéaux pour le mener à son terme : n'est-ce pas avant tout, étymologiquement parlant, ce à quoi renvoie le fait de financer (*financer*= mener quelque chose à sa...fin) ? L'argent, souvent qualifié de nerf de la guerre, pourrait devenir dans cette perspective le « nerf de la paix », le moyen par lequel la réforme actuellement promue sera menée à sa fin et pérennisée.

Poser la question du financement de l'école coranique nécessite, d'emblée, que la position de cette institution dans le paysage éducatif camerounais soit rappelée. Les écoles coraniques, sédentaires ou itinérantes, sont conventionnellement rattachées au secteur de l'éducation non formelle, en complémentarité ou en opposition au secteur formel de l'éducation. Elles existent partout au Cameroun, mais elles sont particulièrement nombreuses dans la région de l'Extrême-Nord, où il y aurait 1685 selon le recensement de la Délégation Régionale de l'Éducation de Base. On distingue deux types, les écoles sédentaires et les *sangaya*⁶⁹ (écoles dites "itinérantes"), classées selon un certain nombre de critères : l'encadrement, la fréquentation, le régime d'études, la mixité, la localisation, le statut et la perception. On pourrait adjoindre à ces critères le financement, entendu ici comme les moyens pécuniaires et matériels par lesquels les écoles organisent les apprentissages et l'enseignement pour atteindre leurs objectifs. Pour le secteur formel de l'éducation, les questions relatives au financement sont assez documentées et se retrouvent dans une gamme assez large de documents officiels : Documents nationaux de Stratégie (DSCE, DSRP), *Document de Stratégie du Secteur de l'Éducation et de la Formation*, Plan Sectoriel de l'Éducation, Budgets ministériels, Rapports du Conseil d'Établissement, Rapports des

⁶⁹ D'origine haoussa, la *sangaya* désigne un centre d'études (Abdoul-Bâghi, 2016: 97). Il s'agit plus exactement d'un groupe d'élèves talibés, réunis autour d'un ou plusieurs maîtres coraniques, dans le but de mémoriser le Coran dans des lieux généralement retirés des grandes agglomérations, et qui peuvent migrer d'une localité à une autre au gré des saisons et des opportunités qui s'offrent à eux. En 2020 il existe, selon les chiffres officiels, 422 écoles de ce type (MINEDUB-EN, 2020).

Associations de Parents d'Élèves, etc. Y sont définis les répartitions des investissements sur de longues périodes, les parts affectées au fonctionnement ou au développement des différents segments de système scolaire, les pourcentages alloués aux personnels enseignants et non enseignants, les prévisions de ressources à allouer aux différentes activités ou aux différents postes de dépenses au sein d'un établissement, ou encore le montant des cotisations des parents pour aider les écoles... En revanche, dans le secteur non formel auquel sont rattachées les écoles coraniques, une des particularités est l'absence d'organisation dans les moyens mis en œuvre pour le fonctionnement desdites écoles : « L'éducation non formelle (ENF) au Cameroun se caractérise par une absence de politique nationale, un manque de référentiel pour les acteurs, une multitude d'intervenants, d'approches et de méthodes d'alphabetisation, un manque de synergie des interventions, un manque de visibilité et un faible pilotage par les structures étatiques » (IPE, 2015 : 16).

L'analyse que nous menons sur le financement s'inscrit dans les domaines des sciences de l'éducation et des sciences économiques. En tant qu'élément déterminant des politiques publiques en matière d'éducation, le financement des formations, qu'elles soient du secteur formel ou non formel, fait appel au concept de capital humain. Il s'agit d'une part de rendre compte des formes anciennes et de l'évolution des modèles de financement, et d'autre part, à partir des opinions, des tendances des politiques actuelles et des orientations données à la réforme, d'envisager les formes idéales que pourrait prendre ce financement. L'école coranique, sous-financée, ne peut produire à terme qu'un capital humain peu compétitif, en déphasage avec les standards du marché de l'emploi, et donc peu susceptible de réduire dans la région le sous-emploi des jeunes.

Ainsi que l'indique Benjamin Vignolles, « Becker [...] montre qu'il y a bien un investissement des ménages dans leur formation: plus précisément, il y a un arbitrage individuel entre les bénéfices attendus des années d'éducation et les coûts qu'elles impliquent. Ces coûts sont de deux ordres : les coûts directs, liés au financement de la formation, et les coûts d'opportunité, provenant du fait que les années de formation sont autant d'années non travaillées et donc non rémunérées pour l'individu » (Vignoles, 2012 :37).

L'analyse sur le financement de la réforme des écoles coraniques s'appuiera donc sur le concept de capital humain, entendu comme compétences, apprentissages et talents, qui par un investissement conséquent pourra donner aux jeunes de la région à la fois des avantages en termes de compétitivité, mais surtout en termes d'insertion sociale.

Rappelons, dans une perspective d'intervention, la théorie du changement sous-jacente à la réforme: *si les écoles coraniques sont mieux financées, alors les enseignants seront autonomes, et donc les mesures de PEV qui reposent sur leur collaboration auront des chances d'être pérennisées*⁷⁰.

De manière générale, les questions liées au financement, aux écoles coraniques et aux réformes ont été abordées séparément dans plusieurs études antérieures, menées par des universitaires ou commandées par les organisations internationales. Pour prendre le cas de l'UNICEF, un livret technique, intitulé « Financement de l'éducation inclusive », aborde en 2014 la question cruciale de la mise en œuvre de bonnes pratiques dans l'éducation des catégories défavorisées (élèves vivant avec un handicap, issus des minorités, etc.). Crawford Dedman, l'auteur, reconnaît qu'« il est difficile de parler de mesures visant à promouvoir la mise en œuvre de l'éducation inclusive sans parler de la manière de la financer », une façon de montrer que le financement est central pour toute réforme qui veut réussir.

Au Cameroun, les documents des grandes enquêtes nationales dans leurs différentes éditions (ECAM I, II, III et IV) évoquent les dépenses d'éducation par élève et par type de ménage, mettant en exergue les disparités observées selon les régions. Dans la même lancée, on peut signaler les différents

⁷⁰ Si la théorie du changement fait de l'autonomisation du maître une condition de réussite de la prévention, c'est que le contraire, à savoir la dépendance de ce dernier aux subsides des parents et des élèves le maintient dans une pauvreté qui non seulement ne permet pas l'expérimentation des innovations, mais expose ce dernier aux discours ou aux tentatives d'enrôlement de Boko Haram, qui cible souvent les laissés-pour compte du système officiel, les marginalisés et autres exclus. Le risque d'enrôlement d'élèves sous l'égide d'un maître pauvre et cupide est plus grand ; il diminue si le maître, constamment sensibilisé et accompagné dans un processus d'autonomisation, peut espérer gagner sa vie avec une activité socialement valorisée, légalement encouragée et économiquement rentable.

rapports sur le système éducatif camerounais, à l'instar de celui rédigé par Gilbert Nlege pour le compte de l'IPE : *Le financement et la mise en œuvre des plans de l'Éducation : le cas du Cameroun*. Une revue des trois types d'éducation (formelle, non formelle et informelle) y est faite, relativement au financement. Dans l'économie de son travail parue dans *Mettre en œuvre et financer l'Éducation pour tous*, le même auteur souligne notamment, relativement au contexte du Septentrion, que « les provinces de l'Adamaoua (21 000 FCFA), du Nord (21 700 FCFA) et de l'Extrême Nord (11 900 FCFA) montrent de piètres performances quant aux dépenses moyennes d'éducation par ménage », mettant ainsi en avant le gap qui existe entre le financement de l'éducation au Sud et celui qui est observé au Nord du Cameroun. Il conclut son diagnostic ainsi : « Certains parents ne fournissent pas toujours l'effort financier nécessaire pour une scolarisation adéquate de leurs enfants » (Nlege, 2004 : 125). Les deux textes de Nlege ne mentionnent cependant pas les écoles spécifiques dans leurs développements sur l'éducation non formelle, sans doute à cause du manque de statistiques longtemps décrié dans ce sous-secteur.

Des études, de manière indirecte, en parlant de mendicité ont abordé sans le poser véritablement le problème du financement des écoles coraniques. On peut citer à cet égard le mémoire de Younouss Moussa, intitulé *L'école coranique et la mendicité des élèves dans la ville de Kousseri*. L'article de Bachir Bouba sur les talibés à Maroua⁷¹ est également à signaler, autant l'évaluation des besoins et les stratégies de prise en charge qu'il développe, que pour le rôle qu'il a eu dans l'élaboration par le PNUD d'un plan d'assistance aux élèves des écoles coraniques. Dans le projet de mémoire de China Barka, « L'école coranique nomade dans le Logone et Chari : de la situation d'urgence à l'insertion socioprofessionnelle » (2014), le chapitre 4 intitulé « Mise en œuvre et financement de la réforme » était consacré à l'évaluation des coûts, dans les court, moyen et long termes. Cependant, le stade de projet dans lequel nous avons trouvé cette étude nous a peu renseigné sur l'objectif du chapitre.

⁷¹ Bachir Bouba, (2013). « Les talibés de Maroua (Cameroun) : évaluation des besoins en éducation et des stratégies de prise en charge », in *Revue Africaine Petite Enfance*, http://fastef.ucad.sn/PEnfance/bachir_bouba.pdf.

Dans « La réforme de l'école coranique est-elle possible ? », Issa Haman aborde dans une optique assez pessimiste l'idée ambiante de réforme. Pour lui, c'est « une idée vieille et recuite, qui demeure étrangère, et pour l'essentiel, sans impact sur le vécu de la majorité d'écoles coraniques ». Il essaie de le démontrer en faisant la revue de cinq initiatives de réforme de l'école coranique traditionnelle, pour enfin aboutir à la conclusion que les initiatives en cours ne parviendront pas à effacer le modèle traditionnel de l'école coranique, bien qu'il puisse être possible de développer parallèlement les autres. Cet article tout comme sa thèse⁷² traite de la question du changement dans les institutions éducatives islamiques au Cameroun.

Un *Manuel d'éducation des élèves coraniques à l'insertion professionnelle pour prévenir l'extrémisme violent* a été édité en 2020, sous la coordination générale du PNUD, UNFPA et UNICEF, puis distribué à 345 maîtres et maîtresses d'écoles coraniques. Ses modules ont pour objectif d'amener les élèves des écoles coraniques et leurs maîtres à s'insérer dans la société, à travers une sensibilisation sur la richesse, les moyens licites de gagner sa vie et les possibilités de partage. Le module 2 par exemple, intitulé 'L'argent', comprend trois leçons qui portent sur l'argent sale, l'argent propre et l'utilité de l'argent. Dans le module 4, intitulé « Les ateliers/champs de formation pratique », deux leçons sont proposées sur 'l'initiation aux métiers des maîtres coraniques' et sur 'le partage des revenus'. Bref, le manuel essaie de proposer divers moyens d'autonomiser les maîtres coraniques et leurs élèves, notamment en leur suggérant des voies alternatives à la mendicité et à l'exploitation des élèves pour survivre et continuer leurs activités d'enseignement/apprentissage.

Au sujet des publications relatives à la réforme, l'université a également contribué, à travers la publication d'articles scientifiques et d'un ouvrage collectif édité sous la direction du Pr Saibou Issa. Intitulé *Les musulmans, l'école et l'état dans le bassin du lac Tchad*, l'ouvrage comporte une série d'articles qui décrivent l'institution et les mutations qu'elle est en train de connaître au Cameroun, au Tchad et au Nigeria. Cette perspective sous-

⁷² Issa Haman (2020), *Madrasa et réislamisation au Cameroun septentrional. Anthropologie politique d'une instance de changement social*, Université Catholique de Louvain, thèse de doctorat.

régionale donnée à l'étude des écoles coraniques sera également présente dans le projet EDUAI qui étudie actuellement le phénomène de l'éducation arabo-islamique dans les pays du Sahel. Pour le cas spécifique du Cameroun, Issa Haman a soutenu en 2020 une thèse sur la madrassa, contribution importante dans les études sur la dynamique des établissements scolaires en milieu musulman.

Si l'ensemble de ces travaux antérieurs attestent d'une part de la place du financement dans les questions de l'éducation et d'autre part de l'empreinte de la réforme dans les publications liées aux écoles coraniques, il reste qu'à notre connaissance, la question du financement de cette réforme n'a jamais vraiment été posée, surtout relativement à la soutenabilité des acquis déjà enregistrés sur le terrain. C'est dans l'objectif de proposer une analyse sur ce déficit que nous la posons dans cet article, avec l'ambition de parvenir à une description des modèles de financements anciens et actuels, d'évaluer les coûts additionnels qu'impliquera la mise en œuvre effective de la réforme, et de proposer un modèle de financement prospectif et adapté au contexte. À ces fins, nous répondrons aux grandes questions suivantes :

- Quel était le mode de financement (origine des fonds, type de revenus, postes de dépense) des écoles coraniques avant, pendant et après la crise de Boko Haram ?
- Quels sont les aspects de la réforme souhaitée qui nécessiteront un supplément de ressources (humaines, matérielles, financières) ?
- Quelles stratégies de financement pourraient contribuer à soutenir efficacement et de manière durable les innovations préconisées (didactiques, managériales, etc.) ?

I. Matériel et Méthode

La recherche sur le financement des écoles coraniques à l'Extrême-Nord s'est faite en deux étapes : une première consacrée à la recherche documentaire sur le sujet, et une seconde consacrée à la collecte des données sur le terrain. D'une part, il s'est agi, à partir d'une série de documents collectés auprès des agences impliquées dans le projet JSPS et auprès de leurs partenaires d'exécution, d'avoir une idée sur les interventions menées dans le sous-

secteur des écoles coraniques, notamment sur les actions spécifiques destinées à autonomiser les maîtres coraniques et leurs élèves. Les rapports d'activités, les *slides* de présentations, les publications et divers documents internes nous ont ainsi permis d'avoir une vue du phénomène. Puis nous avons complété et confronté les informations collectées aux données recueillies lors de la descente sur le terrain, à travers l'observation, les entretiens et les focus-group. C'est donc une approche qualitative qui a permis de constituer les données de l'étude.

II. Traitement des données

II.1. L'échantillonnage

La question du financement des écoles coraniques concerne une gamme variée d'acteurs, exerçant aussi bien en son sein qu'à l'extérieur. Pour cette étude, nous avons choisi un plan d'échantillonnage aléatoire simple stratifié, conçu de manière à faire en sorte que les différentes catégories susmentionnées soient représentées. La population cible était donc constituée de maîtres et de maîtresses coraniques, d'anciens élèves d'écoles coraniques, de parents d'élèves, d'enseignants du secteur formel de l'éducation, de responsables éducatifs, de leaders d'associations et d'ONG et d'agences onusiennes, et de chercheurs en sciences de l'éducation.

Le tableau ci-dessus donne un aperçu de cet échantillon.

Départements enquêtés	Localités	Nombre d'entretiens	Nombre de participants
Logone et Chari	Afade	06	06
	Bodo	04	04
	Kousseri	02	09
Mayo Sava	Kolofata	02	02
Diamaré	Maroua	05	05
Total		19	26

Tableau 4 : Nombre d'entretiens et de participants par département et par localité

II.2. Les sites d'étude

Le choix des sites d'études a obéi à deux préoccupations : d'une part il fallait examiner la question dans les départements les plus concernés par ce type d'éducation, et d'autre part au sein de ces derniers il fallait cibler les localités où des interventions, à l'instar de celles du JSPS, ont touché et affecté les acteurs des écoles coraniques. Nous avons donc choisi le Logone et Chari et le Mayo Sava comme zone d'enquête, puisqu'ils sont des trois départements affectés par la crise de Boko Haram, ceux au sein desquels on trouve le plus grand nombre d'écoles coraniques (8088 dans le Logone et Chari et 6154 dans le Mayo Sava) (DREB, 2019).

Au sein desdits départements, les localités visitées ont été Afade et Bodo dans le Logone et Chari, et Kolofata dans le Mayo Sava. Du 8 au 15 novembre 2020, l'équipe de l'enquête s'est déployée dans ces localités partout où elle pouvait trouver ou rassembler les personnes ciblées dans l'échantillon : cours des chefferies, domiciles, bureaux, sièges d'associations et d'ONGs, places publiques, etc. Pour les entretiens avec les maîtres coraniques, les parents d'élèves, les autorités traditionnelles et religieuses, les sites ont surtout été les zones rurales, notamment Afade, Bodo et Kolofata : à Afade, les répondants venaient des quartiers Matelak, Tamia, Fitine, Sao II, Damia et de la cour du sultan ; à Bodo, c'étaient les quartiers Foudah I, Foufah II, Ngoualgua et Guiftangui ; à Kolofata, c'était Colombie et le Quartier Latin. L'enquête s'est également faite en dehors de ces principaux sites, notamment à Kousseri et Maroua, où se trouvaient les autres catégories de notre échantillon ; nous avons ainsi organisé un focus-group au quartier administratif de Kousseri et eu des entretiens à divers endroits de la ville de Maroua.

II.3. Méthode de collecte de données

La première phase a consisté à compiler et exploiter les documents recueillis auprès des organisations impliquées dans le projet JSPS, puis à recouper les informations obtenues avec les publications des agences onusiennes et des articles et mémoires collectés sur la question. Dans cette documentation, les informations relatives aux initiatives de réforme, aux formes de financements de l'éducation et aux résultats enregistrés par les organisations ont été collectées, analysées et synthétisées.

Dans la seconde phase, nous avons collecté les données par les entretiens individuels, les focus-group et l'observation. Pour ce qui est des entretiens individuels, des guides d'entretiens ont été élaborés pour les promoteurs d'école coraniques, pour les maîtres/maîtresses d'écoles coraniques, pour les parents d'élèves, pour les responsables du secteur éducatif et pour les responsables d'ONG et associations. Quelques fois, nous avons eu recours aux appels téléphoniques. Le focus-group organisé à Kousseri a rassemblé les responsables éducatifs et humanitaires, autour d'un questionnaire qui visait tout autant à approfondir les questions abordées lors des entretiens qu'à recueillir des éléments de prospective auprès d'acteurs impliqués à des divers degrés dans la réflexion ou l'action. Pour recueillir l'opinion des participants au focus-group sur les méthodes de financement, nous leur avons présenté une esquisse de modèle prospectif élaborée par l'association *Nexus Peace & Education*. Quant à l'observation, elle a consisté entre autres à visiter les lieux d'apprentissage et les sièges d'association, à l'instar de l'antenne communale de l'Union des Association de Maîtres Coraniques de Kousseri.

II.4. Le traitement des données recueillies

Le traitement des données s'est fait de manière continue, au fur et à mesure que les outils mis en œuvre dans les différentes phases de la recherche nous permettaient d'enregistrer de nouvelles données. Celles-ci ont quelques fois fait l'objet de discussions avec les personnes ressources rencontrées sur le terrain ou lors de la phase documentaire. Après l'enquête de terrain, les notes prises lors des entretiens et des focus-groups ont été soigneusement transcrites, classées par localités et codifiées. Nous avons, pour des besoins de comparaison, de confrontation et de facilitation de l'analyse, inséré les réponses des personnes interrogées dans un tableau, de manière à ce que la lecture horizontale permette, à chaque question posée, de se faire une idée générale ou une mesure des conceptions, attitudes ou réalités recherchées ; quant à la lecture verticale, en fin de tableau, elle permettait de parcourir les synthèses partielles pour élaborer une interprétation globale des réponses obtenues pour chaque question : les moyennes, les écarts, les paradoxes ou les singularités étaient ainsi plus visibles et intégrés à l'analyse.

Une fois les données des entretiens et de l'observation saisies et synthétisées, elles ont été jointes aux autres données déjà disponibles et exploitées dans l'analyse, selon qu'elles permettaient de répondre aux questions de recherche pour lesquelles elles avaient été élaborées.

II.5. Difficultés rencontrées

Les aléas climatiques et leurs conséquences ont rendu difficiles d'accès, et parfois inaccessibles, certaines localités qui au début avaient été sélectionnées. Les contraintes de sécurité ont également eu un impact négatif sur la collecte de données, dans la mesure où l'injonction de quitter certaines localités de la zone d'étude avant 15 heures a parfois réduit le temps des entretiens.

Malgré ces difficultés cependant, les données recueillies ont permis d'alimenter l'analyse et les résultats de celle-ci sont présentés et interprétés ci-après.

III. Présentation et interprétation des résultats

L'étude menée sur le financement visait à dresser un état des lieux des modes de financements de l'école coranique avant et pendant la crise de Boko Haram, à faire l'inventaire des innovations ou des actions liées à la réforme et nécessitant un appui supplémentaire, et à proposer un modèle de financement innovant, adapté et durable, susceptible d'assurer la soutenabilité des réformes engagées au bénéfice des jeunes à risques. Les données recueillies ont été traitées et ont donné lieu à des résultats, présentés ci-dessous en trois grandes parties.

III.1. État des lieux du financement des écoles coraniques à l'Extrême-Nord

Étudier le financement des écoles coraniques revient en gros à déterminer deux flux : les dépenses et les recettes. Bien que cette façon est jugée trop économiste par les uns et inconvenante par les autres, elle permet cependant d'examiner avec méthode les moyens pécuniaires, matériels et symboliques

par lesquels la communauté, pour reprendre l'étymologie du mot, *fin-ance* les écoles coraniques. Nous présenterons donc les postes de dépense classiques de ces écoles, puis nous ferons l'inventaire de leurs sources de financements, pour conclure sur ce point par l'évaluation de l'impact que l'insécurité a eu sur la capacité de ces sources à soutenir les maîtres et leurs élèves.

III.1.1. Les postes de dépense

Commençons par rappeler qu'une école coranique est un établissement, un groupement de personnes rassemblées pour satisfaire au besoin d'apprendre. Les conditions d'apprentissage et de vie au sein et autour de l'école coranique créent des besoins économiques et ceux-ci doivent trouver des réponses, symboliques, pécuniaires ou matérielles. Selon que l'école accueille ou non des pensionnaires, ces besoins seront différents et par conséquent les postes de dépense seront le reflet des conditions d'apprentissage et de vie.

Quelles sont donc les dépenses régulièrement effectuées dans une école coranique ? Dans les localités visitées, mis à part les dépenses qui peuvent être effectuées dans un autre but que celui du fonctionnement de l'école, les répondants ont mentionné plusieurs types de dépenses :

- *Les dépenses liées aux fournitures des élèves et à l'équipement de l'école* : au rang des fournitures, l'on trouve les *alo'* ardoises, les encriers, l'encre, les plumes, des exemplaires du Coran, des sacoches pour Coran, les sébiles (assiettes), tous en principe achetés ou fournis par le parent au moment où il inscrit ou envoie son enfant étudier auprès d'un marabout. Certains maîtres et maîtresses les citent cependant dans les dépenses de l'école, preuve que l'équipement de l'élève est rarement complet. Les exemplaires de Coran comme dépenses sont par exemple cités par tous les répondants de Bodo et de Kolofata. À Afadé particulièrement, l'habillement des élèves est régulièrement mentionné, en termes de vêtements chauds et de voiles pour les filles. Quant à l'équipement acheté pour le compte des écoles coraniques, il comprend les tableaux, les nattes pour la lecture et pour le sommeil, des canaris, des bouilloires, du savon et des insecticides. Toutes ces dépenses sont faites par les maîtres coraniques, sous

réserve des articles qu'ils peuvent ponctuellement recevoir comme dons.

- *Les dépenses d'alimentation* : elles sont les plus citées. L'argent dépensé sous cette rubrique sert à l'achat de vivres, à la fois pour le maître, mais aussi dans certains cas pour ses élèves. Les céréales comme le riz ou le maïs sont ainsi régulièrement citées. À Afadé, un marabout déclare acheter chaque mois un sac de riz de 50 kg pour la restauration dans son école, constituée de 35 élèves. D'autres dépenses connexes pour l'approvisionnement en eau potable ou pour l'acquisition d'ustensiles (assiettes, canaris) doivent également être mentionnées.
- *Les dépenses liées à l'énergie et à l'éclairage* : étant donné le fait que l'école coranique commence très tôt le matin ou en début de la nuit, les maîtres et maîtresses d'écoles coraniques doivent faire face, où qu'ils se trouvent, à des problèmes d'éclairage. Autrefois les séances autour du feu permettaient à la fois de se chauffer et d'avoir l'éclairage nécessaire pour lire. Avec la rareté du bois (déforestation de la zone) mais surtout avec la disponibilité de torches électriques, les écoles coraniques fonctionnent actuellement pour la plupart avec des lampes électriques, alimentées par des piles ou par des mini-dispositifs solaires. Si ces derniers, dans certaines localités, ont été offerts aux écoles par les ONG, en revanche la majorité de maîtres utilise des lampes à piles électriques, achetées sur le marché. À Afadé, un maître évalue à 5000 F cfa la somme qu'il dépense mensuellement pour l'achat de piles nécessaires à l'éclairage de son école coranique. À Bodo, où un bienfaiteur a doté une école coranique d'un groupe électrogène, les charges liées au carburant ont été mentionnées par deux des quatre maîtres d'écoles coraniques. À Kolofata enfin, l'éclairage reste également un poste de dépense.
- *Les dépenses liées au salaire du maître et des ses assistants* : tout l'argent qui n'est pas dépensé pour les besoins de fonctionnement est retenu par l'enseignant, qui se paie lui et ses assistants éventuels sur

le surplus. Les dépenses faites avec cet argent peuvent servir pour le loyer⁷³, ou être orientées vers ses besoins privés (nourriture de qualité, santé, déplacements, entretien de sa propre famille). Quelle que soit leur direction, ces dépenses régulières sont plus ou moins liées au fonctionnement des écoles coraniques, puisqu'elles contribuent à rendre le maître disponible pour assurer les activités d'encadrement. Elles sont les plus importantes et les moins compressibles, tout comme dans le secteur formel où les dépenses salariales représentent 89% des dépenses courantes du Ministère de l'Education de Base (MINEDUB, 2016 : 82). Ainsi que l'indiquait déjà le Document de Stratégie Sectorielle de l'Education, « les ressources humaines représentent et de loin, la principale dépense d'un système de formation » (DSSE, 2006, 72).

En somme, les postes de dépense dans les écoles coraniques sont assez nombreux. Selon que l'école est sédentaire ou itinérante, ils seront différents : les maîtres d'écoles coraniques qui reçoivent des pensionnaires ont plus de charges, puisqu'ils doivent s'assurer que leurs élèves mangent, se chauffent et dorment, toutes choses qui dans le contexte se traduisent en dépenses ou en besoins devant être comblés par la solidarité communautaire: l'alimentation par exemple, principal besoin, ne peut être assurée par les fonds de l'école ou par les contributions assez ponctuelles et irrégulières des parents; les élèves *mahadjirs* (itinérants) doivent donc mendier auprès des ménages les restes de repas et constituer leur menu quotidien de rogatons divers. C'est donc parce que ce besoin ne peut être traduit en dépense quotidienne que la mendicité est promue comme mode d'approvisionnement de l'école en nourriture, fournie par la communauté, laquelle comporte la majorité des sources de financement.

⁷³ Il est rare que les écoles louent le local ou l'espace qu'elles occupent. En général, les écoles coraniques itinérantes squattent des maisons abandonnées ou habitent des maisons dont les propriétaires sont en ville. Mais il arrive qu'en ville les maîtres d'écoles soient contraints de louer un local.

III.1.2. Les sources de financement

Lorsqu'on parle de sources de financement, il faut d'emblée en exclure le gouvernement. Les écoles coraniques n'ont jamais reçu de financement direct, n'étant pas reconnues officiellement. Elles font partie du sous-secteur de l'éducation non formelle et à la différence des centres d'apprentissage qui peuvent à l'occasion recevoir une subvention perdue, les écoles coraniques ne reçoivent rien sur les 200 milliards qui sont alloués en moyenne chaque année à l'éducation de base. L'aide publique à l'éducation arabo-islamique, assez faible d'ailleurs, est exclusivement destinée aux établissements de type école privée islamique ou école franco-arabe, dûment reconnus par les ministères en charge de l'éducation, et enregistrés au SEDUC (Secrétariat à l'Education) islamique de l'Extrême-Nord.

Qui donc fournit l'argent et plus globalement les moyens nécessaires au fonctionnement des écoles coraniques ? Les contributeurs sont essentiellement privés : promoteurs d'écoles coraniques, maîtres et maîtresses, parents et tuteurs d'élèves, élèves, autorités traditionnelles, diverses catégories socioprofessionnelles (commerçants, agriculteurs, policiers...), élites extérieures, associations, organisations internationales et ONG. Cette palette varie en fonction des localités et de la conjoncture, mais il existe un noyau fixe constitué des 4 premiers éléments pour les écoles itinérantes et des trois premiers éléments pour les écoles coraniques fixes. Ceux-là sont presque obligés d'assurer le financement de l'école, tandis que la contribution des autres est occasionnelle, philanthropique.

La nature du soutien peut être pécuniaire ou matérielle. Les contributions financières au sens strict sont constituées de fonds propres déboursés par les promoteurs ou les maîtres et maîtresses⁷⁴, de cotisations périodiques versées par les parents⁷⁵, de contributions exigibles⁷⁶ versées aux maîtres par les

⁷⁴ Les maîtres d'écoles coraniques ont presque tous une activité secondaire qui leur permet d'avoir des revenus ou de s'approvisionner en vivres.

⁷⁵ La périodicité la plus observée est hebdomadaire, et donne lieu au versement d'une somme moyenne de 100 fr cfa par élève, ou de 50 à 150 Nairas dans les localités de la zone d'étude, où la monnaie nigériane est utilisée.

⁷⁶ Cette contribution obligatoire est généralement de 500 Fr Cfa, que le *mahadjir* doit se débrouiller à gagner au cours de la semaine, soit en offrant ses services de coursier ou de

élèves *mahadjirs* qui travaillent dans les marchés, d'allocations ponctuelles de certains chefs traditionnels, de « gestes » de charité occasionnels des personnes ou d'organisations⁷⁷ qui font de l'aumône au maître ou à la maîtresse. Dans le cadre du projet JSPS, le soutien pécuniaire (paiement de frais d'APE, achat d'uniformes et de fournitures scolaires) a consisté à faciliter la réinsertion de 678 élèves coraniques à l'école formelle.

Quant aux contributions non financières, elles concernent les dons en nature. Le cas le plus récurrent est le don de céréales (riz, mil, maïs, sorgho) fait par les agriculteurs après chaque récolte, au bénéfice des maîtres d'écoles coraniques. Afadé et Bodo étant particulièrement des zones rurales où presque tout le monde est cultivateur, la contribution des produits de l'agriculture était autrefois assez consistante, permettant aux maîtres bénéficiaires de l'aide communautaire de s'approvisionner en vivres pour une année ou une saison. Les produits de la pêche y contribuaient aussi. En plus de ce soutien à l'alimentation du maître ou de la maîtresse (dons de céréales après les récoltes), on a le soutien au fonctionnement nocturne de l'école (don de groupe électrogène, dotation en carburant et piles, attribution d'un local), le soutien à l'acquisition de l'équipement (nattes, *secko* pour hangar, tableau, sacs, etc.) et à la construction et à l'entretien des infrastructures (hangars, latrines). Si les trois-quarts des maîtres affirment avoir reçu au moins une fois ce type d'aide, il y a quelques maîtres, notamment à Afadé, qui déclarent n'en avoir pas bénéficié : « Des gens qui écrivent comme toi sont venus, mais nous n'avons rien vu », déclare le maître d'une école coranique.

En somme, les sources de financement se sont multipliées et les formes de soutien se sont adaptées avec le temps, mais aussi selon le contexte comme on le verra avec l'avènement de l'insécurité dans la zone.

détaillant aux commerçants, soit en exerçant toute autre activité susceptible de lui permettre de payer cette somme. Ceux qui n'y parviennent pas sont parfois battus.

⁷⁷ A Bodo dans le Logone et Chari, les élites extérieures mieux organisées que celles des autres localités, ont systématisé la prise en charge des maîtres coraniques, à travers la fixation et le versement régulier d'une somme de 12500 F Cfa, sur le modèle de ce qui se faisait pour les maîtres des parents du sous-système formel.

III.1.3. L'impact de la crise de Boko Haram sur le financement des écoles coraniques

En 2015, toutes les localités de l'enquête ont été affectées d'une manière ou d'une autre par les violences perpétrées par la secte Boko Haram. Ces villages ont connu des attaques nocturnes, des enlèvements, des destructions de biens et des assassinats. Situées pour la plupart près de la frontière ou à proximité des secteurs contrôlés par Boko Haram, les localités de Kolofata, Bodo et Afade ont subi des conséquences de la crise sécuritaire. Celle-ci a eu pour effet de restreindre leur mobilité, que ce soit pour le commerce, l'agriculture ou la pêche. Les commerçants qui à Kolofata gagnaient leur vie par le trafic avec le Nigeria ont dû cesser leurs activités du fait de la fermeture de la frontière et de la dangerosité des pistes qu'ils empruntaient pour la contrebande. Les agriculteurs de Bodo, qui avaient des champs de l'autre côté du fleuve, en territoire nigérian, ont dû renoncer à aller y cultiver, de peur d'être enlevés, tués, ou considérés par l'armée comme des membres de Boko Haram. Certains pêcheurs ont pareillement renoncé aux mares où ils pêchaient, puisque les membres de la secte sillonnaient désormais la brousse. Tous ces producteurs ont donc vu leurs surfaces agricoles et piscicoles se réduire, les revenus afférents diminuer, et par conséquent la capacité à soutenir les maîtres et maîtresses coraniques faiblir.

De l'avis de la quasi-totalité des personnes interrogées, la crise a eu un impact négatif sur les revenus des populations et en particulier sur les aides, financières ou matérielles, qu'elles apportaient aux écoles coraniques. À Kolofata, l'école coranique a même été fermée pendant deux à trois ans⁷⁸. Pendant ces années blanches, les maîtres et maîtresses d'écoles coraniques réduits au chômage ont dû se rabattre sur d'autres activités pour survivre. Selon l'un d'eux, pendant les trois mois de vacances de chacune de ces années blanches, le Ministre Amadou Ali leur a donné aux maîtres coraniques de Kolofata des dons en argent, dans la mouvance du financement qu'il apporte aux activités récréatives organisées par les jeunes.

⁷⁸ OCHA estime à 35 000 le nombre d'enfants « privés d'éducation à cause de l'insécurité et des conflits armés » dans la région (OCHA, Rapport de situation, 17 décembre 2020).

En somme, on peut dire que la crise aura eu pour effet la baisse des contributions, l'irrégularité des paiements et la suspension temporaire dans certaines localités des mécanismes de solidarité communautaire qui avant la crise, tant bien que mal, parvenaient à financer l'engagement bénévole des maîtres coraniques. En effet, même avant la crise, le soutien de la communauté aux maîtres et maîtresses d'école coranique était loin de représenter un financement important et suffisant. Les entretiens avec les parents notamment révèlent que la conception que les musulmans de la région se font du travail du maître ou de la maîtresse d'école coranique ne les prédispose pas à le rémunérer au même titre que les maîtres des écoles publiques formelles : le *malloum* (maître d'école coranique) n'est pas considéré comme un travailleur qui relève des arrangements applicables aux travailleurs ordinaires. C'est un bénévole, un homme pieux qui travaille *fi sabibil'llah*, c'est-à-dire sur le chemin d'Allah, ou *li wadj'illah*, pour la Face d'Allah. La notion de *fi sabillil'lah* en particulier induit dans l'esprit des parents l'idée de désintéressement, et donc de quasi-gratuité des services accomplis par le maître ou la maîtresse d'école coranique : sa rémunération est ainsi laissée à la charge d'Allah, dans l'Au-delà, et ils se contentent ici-bas de lui fournir, quand c'est nécessaire ou quand il exige d'être payé, le strict minimum pour survivre.

Le modèle actuel de financement parvient donc à peine à faire fonctionner les écoles coraniques à la satisfaction des maîtres et maîtresses coraniques et en conformité avec les standards minimums de décence. Dans un tel contexte où parallèlement des réformes sont envisagées et mises en œuvre, quelles sont les charges auxquels les 1803 maîtres coraniques de l'Extrême-Nord devront faire face ?

III.2. Perspectives de réformes et implications financières dans les écoles coraniques

La réforme à ce jour est un processus déjà enclenché, appelé à toucher davantage d'écoles et surtout à atteindre les objectifs spécifiques qui en feront un changement, ou si l'on veut une formalisation de certaines composantes dans le fonctionnement des écoles coraniques. Cependant, cette perspective,

pour souhaitable et réjouissante qu'elle peut-être, ne doit pas faire oublier la faiblesse des moyens censés implémenter à une plus large échelle et dans la durée les innovations recommandées.

En effet, la réforme souhaitée est un changement majeur, un changement structurel qui ne se fera pas sans soutien supplémentaire. On l'a vu, les ressources actuellement mobilisées arrivent à peine à subvenir aux besoins des maîtres et des élèves (surtout les pensionnaires). Or si l'on veut que les maîtres en particulier, déjà occupés à survivre, s'engagent résolument et durablement sur les sentiers de la réforme, il faudra sans doute que le niveau de financement soit revu, afin de prendre en compte les procédures, les ajustements et les nouvelles dépenses nécessaires à la transition d'une école traditionnelle réputée marginale, archaïque, parasite et exclusive, à une école intégrée, modernisée, autonome et inclusive. Pour parvenir à cette révision du financement, en tant que perspective souhaitable, il faudrait prendre conscience et sans doute aussi prendre la mesure de certains coûts liés à la légalisation, au renforcement des capacités, aux opportunités, à la modernisation pédagogique, à l'autonomisation des maîtres et maîtresses coraniques et enfin à la conformité aux normes d'encadrement.

III.2.1. Le prix d'entrée dans la légalité

Dans les réflexions sur la réforme, formalisation et normalisation ont souvent été synonymes. Loin d'être une simple confusion de notions ou une réduction de l'une à l'autre, l'emploi indifférencié de ces termes montre que la conformité à la norme est bien souvent le début de toute formalisation. En l'occurrence, ce qu'il s'agit de formaliser ici est une institution classée dans le sous-secteur non formel, ce qui rime bien souvent avec clandestinité. Or la réforme souhaitée devant se faire avec l'État, il était nécessaire que la synergie s'opère dans un cadre légal, où chaque partie devait avoir un statut et un rôle précis. Les maîtres et maîtresses coraniques ayant été ignorés par le système éducatif officiel, il fallait les tirer de l'anomie à la norme.

Ainsi, pour des besoins de légalité mais aussi de simplification de leurs interventions, les organisations internationales actives dans la région de

l'Extrême-Nord ont entrepris de rassembler les maîtres coraniques en associations, puis en fédération. Ces organisations internationales en particulier ont estimé que l'action collective devait être le *modus operandi* de la réforme, et que les innovations seraient mieux acceptées et implémentées si leur introduction et leur suivi étaient assurés par des regroupements corporatistes. À cette fin, le PNUD a encouragé et soutenu la création et la légalisation (déclaration) des structures associatives. La Délégation Régionale de l'Éducation de Base, qui a collaboré avec le PNUD au niveau opérationnel, avait, avant le démarrage du projet JSPS, aidé à déclarer 08 associations des maîtres et maîtresses coraniques dans les Communes de Mora, Logone-Birni, Goulfey, Blangoua, Makary, Fotokol et Kousseri (où il y a une association et une union des associations déclarées), dans le cadre des projets de cohésion sociale et de stabilisation sur financement du Japon et de l'Allemagne. Selon la *Synthèse des progrès vers les produits au 31 août 2020* élaborée par le Comité de pilotage, le projet JSPS, co-financé par l'Union européenne, a continué à aider pour la légalisation des associations des maîtres et maîtresses coraniques dans les communes de Kolofata, Mokolo et Mayo-Moskoto, portant à 11 le nombre d'associations légalisées. Ces associations officiellement reconnues par les autorités administratives traitent avec les mêmes autorités et les agences onusiennes et leurs partenaires d'exécution. À Afadé, 50% des maîtres d'écoles coraniques ont affirmé appartenir à l'AMCA (Association des Maîtres et Maîtresses Coraniques de Makari). Tous ceux interrogés à Kolofata sont membres de l'AMMCAKOL (Association des Maîtres et Maîtresses Coraniques de l'Arrondissement de Kolofata). À Kousseri, une structure fédère les associations du département sous le sigle d'UAMC/LC : Union des Associations des Maîtres Coraniques du Logone et Chari. C'est une fédération fonctionnelle, qui a pignon sur rue, et dont les membres sont régulièrement consultés ou associés aux interventions dans le milieu des écoles coraniques.

Si ces légalisations sont un succès, il reste cependant que dans certaines localités les maîtres et maîtresses d'écoles coraniques ne sont pas affiliés à une antenne de l'UAMC, ou alors que leur adhésion est considérée comme de fait. À Bodo, la plupart des maîtres coraniques interrogés ont déclaré appartenir à une association, mais ils n'ont pas été capables de la nommer.

Certains ont parlé de “GIC islamique”, sans qu’on puisse déterminer s’il s’agissait d’un Groupement d’Initiative Commune qui porte le label “islamique” ou si les répondants, du fait de leur connaissance approximative du français aient confondu GIC et Association, les deux étant à leurs yeux des regroupements d’intérêt commun.

Il faut dire enfin que ces légalisations d’associations ont un prix. Des coûts officiels et officieux peuvent constituer une charge financière pour certaines associations qui existent de fait (à l’instar des tontines) et qui voudraient être reconnues. À Afadé, selon les maîtres d’écoles coraniques interrogés, il faudrait en moyenne 70 000 F cfa pour faire reconnaître une association à Kousseri. Selon un répondant, 10 enseignants ont déboursé 2000 F cfa chacun à titre de contribution individuelle, en plus des 70 000 F cfa fournis par le promoteur, pour qu’une association soit légalisée. À Kolofata, le nécessaire est évalué à 50 000 F cfa en moyenne. Pour l’ensemble des trois localités, on a une moyenne de 66 000 F cfa. Cette somme inclut les frais liés à l’opération : rédaction, impression et photocopies des statuts, achats de timbres fiscaux, photocopies diverses, déplacement pour Kousseri, suivi du dossier et probablement rémunération du démarcheur. Entrer dans la légalité a donc un prix, et le coût des opérations susmentionnés, lorsqu’il n’est pas soutenu par les organisations internationales ou par les ONGs, est laissé à la charge des maîtres⁷⁹.

III.2.1.2. Le coût du renforcement des capacités

Les maîtres ont été constitués en association, et en tant que membres de celles-ci, ils ont pu bénéficier des activités menées dans le cadre du projet JSPS. 404 maîtres et 203 maîtresses d’écoles coraniques ont ainsi été formés

⁷⁹ Il faut rappeler que les reconnaissances mentionnées ici sont celles d’associations de maîtres, et non des écoles qu’ils dirigent, et qui restent malgré la reconnaissance de leur association clandestines, puisque ne justifiant d’aucune décision administrative de création. Le fait qu’elles évoluent dans le secteur non formel les dispense quelque peu des formalités auxquelles sont astreintes les écoles du secteur formel, mais il est probable que si la formalisation des écoles coraniques réussissait, elles tomberaient sous le coup des règlements applicables aux écoles relevant du Ministère de l’Education de Base. Dans cette hypothèse, le coût de la normalisation serait cent fois plus élevé.

à l'éducation à la citoyenneté et aux compétences de la vie courante. Des guides et des manuels conçus à cet effet, accompagnés d'affiches imagées, leur ont été distribués, de même que du matériel de sonorisation, d'éclairage et des radios solaires. Le PNUD a produit une version bilingue (français, arabe) desdits documents, dans le but de rendre accessible aux maîtres coraniques les enseignements en arabe, langue du Coran. 12784 élèves coraniques ont été touchés par cet enseignement. Or la quasi-totalité des maîtres interrogés déclare avoir besoin d'une formation supplémentaire pour pouvoir utiliser les guides et manuels reçus. Ils sont très peu nombreux en effet à lire l'arabe littéraire, malgré le fait qu'ils lisent le Coran. En réalité, ils parlent et comprennent surtout l'arabe-choa, et leur vocabulaire arabe est surtout celui du Coran.

Selon certains responsables, il faudrait un autre accompagnement pour « capaciter » les maîtres coraniques afin qu'ils s'approprient les manuels et guides qu'ils ont reçus et qui contiennent les nouveaux programmes censés instaurer la réforme curriculaire et faciliter le changement de mentalité. A la question « Avez-vous besoin d'une formation pour vous approprier les manuels fournis par les ONG ? », la quasi-totalité des maîtres a répondu « oui » : un seul répondant à Kolofata a répondu par « non », déclarant avoir déjà suivi la formation nécessaire. Cette réponse est étonnante lorsqu'on sait qu'ils sont nombreux à avoir été formés lors des séminaires du JSPS. Il semble que les répondants aient perçus la question comme une perche à saisir, conscient qu'ils ont des avantages pécuniaires et matériels liés aux sessions de formations. Ils ont donc vu dans cette question une occasion de signaler une envie de se faire inviter.

Cependant, après avoir examiné les manuels et guides, et compte tenu du fait que la plupart des maîtres ne sont ni francophones ni vraiment arabophones, ce besoin de formation exprimé doit être pris au sérieux, si l'on veut que les efforts de traduction fournis par le PNUD soient rentables dans l'ensemble des départements. Il serait donc souhaitable, après la traduction, qu'une adaptation des manuels et guides soit faite : l'arabe littéraire, dans lequel les textes ont été traduits, n'est accessible qu'à une frange de la profession, celle qui a un niveau élevé. Pour toucher la masse, il faudrait organiser d'autres sessions de formations, en envisageant par exemple la production de supports

audio, où seraient expliqués en arabe-choa les directives et traduit l'essentiel du contenu. La boîte à images déjà disponible appuierait cette approche. On pourrait enfin envisager des leçons pratiques, délivrées par l'UAMC, dans chaque localité. Tout ceci, il faut le préciser, a déjà plus ou moins été préparé dans le programme de rattrapage initié par le JSPS, car 317 maîtres et maîtresses d'écoles coraniques ont été préparés à s'inscrire dans les Centres d'alphabétisation fonctionnelle (JSPS, 2020), une perspective qui leur apportera une partie de la compétence souhaitée, mais qui leur coûtera également du temps, et donc de l'argent. Car cette formation supplémentaire bien que souhaitée générera des coûts, comme ceux dits d' « opportunité ».

III. 2.1.3. Les coûts d'opportunité

Si l'on veut que les maîtres d'écoles coraniques n'aient plus recours au travail et à la mendicité des élèves, il y a un manque à gagner qu'il va falloir combler. C'est ce que nous appelons dans ce cadre les coûts d'opportunité. Cette notion est habituellement utilisée en référence aux élèves et à leurs parents. Il est établi que lorsqu'un parent est réticent à envoyer son enfant à l'école, ce n'est pas seulement les coûts liés à l'inscription ou aux frais d'APE qui justifient son attitude : c'est surtout les coûts liés à la fréquentation de l'école, qui fait en sorte que, pour dire les choses simplement, quand l'enfant est à l'école il n'est pas aux champs, donc improductif. Le parent perd l'opportunité du travail de son enfant au bénéfice de l'école. La transposition de cette notion dans notre contexte est pertinente dans la mesure où si le maître est contraint de ne plus compter sur l'argent et la nourriture que lui rapportent respectivement le travail et la mendicité des élèves pensionnaires, il fera face à deux manques : l'argent que ne gagneront plus ses élèves, les restes de repas que les habitants ne mettront plus dans les sébiles.

À la question de savoir quelle serait le revenu mensuel qui dissuaderait un maître d'école coranique de faire travailler ses élèves et de les envoyer mendier pour assurer leur alimentation, les maîtres interrogés ont donné divers montants, allant en moyenne de 75 000 F cfa à Kolofata à 170 000 F cfa à Afade. Dans l'ensemble des trois localités, la somme moyenne s'élève à 133 750 F cfa (ou 243 dollars US) par mois et par maître. Ce montant est

trois fois supérieur au SMIG⁸⁰, et largement au-dessus de la moyenne des salaires de maîtres coraniques à Afadé (93 600 F cfa), Kolofata (20 000 F cfa) et Bodo (65 000 F cfa). On peut en déduire que la réforme devra passer par l'autonomisation des maîtres, si elle veut avoir le concours de ces derniers pour la composante '*No to Child Labour, No to begging by Children*' si chère à l'UNICEF et aux autres organisations qui œuvrent pour la protection de l'enfance. Cela passera par un soutien dans la mise sur pied d'AGR susceptibles de payer ce coût d'opportunité, mais cela nécessitera aussi des mesures coercitives, car il est entendu que même dotés de ce salaire décent minimal, de nombreux maîtres de *sangaya* seraient toujours tentés d'envoyer leurs pensionnaires travailler et mendier. Selon Hayatou Ben Barka, Conseiller d'Orientation, on oublie assez souvent, dans l'énoncé et l'examen de cette solution, que pour certains maîtres les écoles coraniques sont des entreprises lucratives comme les autres. Il est même probable que les plus exploités de ces maîtres ne ressentent pas l'envie d'entrer dans un cercle vertueux qui tuera leurs sources de revenus et modifiera la tradition d'enseignement/apprentissage à laquelle ils tiennent.

III. 2.1.4. Les coûts des kits d'apprentissage et des kits d'autonomisation

La modernisation de la pédagogie et de la didactique est l'une des composantes essentielles de la réforme. Telle que souhaitée, elle devrait donner lieu à l'introduction dans l'enseignement de manuels, de tableaux, de nattes ou de chaises, bref d'un équipement qui doit être offert ou acheté. Dans l'un et l'autre cas, cela inclut des coûts, que devront supporter les organisations ou les maîtres d'écoles coraniques eux-mêmes. Sur le terrain, les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des innovations ont entrepris de former également les élèves d'écoles coraniques de manière à développer chez eux l'esprit d'entreprise, propre à les soutenir plus tard dans leur phase d'autonomisation. 153 ont ainsi reçu des formations professionnelles (confection du savon, teinture de vêtements, etc.) et une formation pour l'élaboration de business plan (JSPS, 2020). Pour les autres, les non

⁸⁰ Le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) de 36 270 F CFA par mois.

bénéficiaires d'aujourd'hui et de demain, ce type de formation nécessitera des moyens.

Etant donné la modicité des moyens des maîtres coraniques, la paupérisation des populations et de manière générale le conservatisme ambiant en matière d'éducation, il va de soi que ce n'est pas la communauté locale qui va supporter le coût ou le contrecoup de la réforme. Cela se ressent d'ailleurs dans les réponses apportées à la question de savoir quelle institution ou quelle catégorie des personnes devrait conduire la réforme : presque unanimement, les répondants ont pointé du doigt les ONG et l'État⁸¹, montrant clairement que tout ce qu'elles avaient à dépenser dans ce processus exogène était leur consentement et leur volonté d'accompagner la réforme.

En somme, après avoir passé en revue les coûts liés à la légalisation, les coûts du renforcement des capacités des maîtres, les coûts d'opportunité, les coûts d'équipement et les coûts d'*empowerment* (autonomisation économique des maîtres), il apparaît que pris séparément ou collectivement, ils restent des charges lourdes pour une région paupérisée qui au début de la crise en 2015 affichait déjà la plus haute proportion de la population nationale vivant en dessous du seuil de pauvreté, soit « 74,3 % » (INS, cité par Nzouankeu, 2015). Selon ECAM, l'Extrême-Nord est la région où l'on enregistre la plus basse contribution en termes de dépense moyenne d'éducation par type de ménage et par région (voir tableau ci-dessous).

⁸¹ Aux yeux des maîtres coraniques, les ONG apparaissent comme l'acteur principal devant mener la réforme, sans doute parce que leurs actions sont plus nombreuses et visibles. Le gouvernement est cité en 2^e position, bien que la plupart des actions se fassent sous son patronat, avec son autorisation tacite ou explicite. Puis le sultanat est cité. Leurs associations n'ont pas été citées, pas plus que les ONG islamiques de manière spécifique. On peut conclure que les maîtres veulent que leurs partenaires actuels poursuivent ce qui a été entrepris, et surtout qu'ils financent la mise en œuvre des changements souhaités.

Provinces	Dépense moyenne d'éducation par ménage				
	Pauvres *	Non pauvres *	Ensemble	Rapport NP/P	
Douala	76 500	172 000	164 200	2,2	
Yaoundé	90 000	194 000	185 700	2,2	
Adamaoua	10 000	27 000	21 000	2,7	
Centre	61 500	155 200	136 000	2,5	
Est	22 800	48 600	40 500	2,1	
Extrême-Nord	9 100	14 400	11 900	1,6	
Littoral	60 200	148 000	135 200	2,5	
Nord	14 400	25 000	21 700	1,8	
Nord-Ouest	25 400	96 500	65 300	3,8	
Ouest	45 900	78 500	68 600	1,7	
Sud	42 300	45 700	45 000	1,1	
Sud-Ouest	48 400	98 700	85 900	2,0	
Cameroun	Urbain	64 700	159 100	147 500	4,1
	Rural	23 100	32 000	28 300	1,4
	Ensemble	30 700	93 500	74 600	3,0

Tableau 2 : Dépense moyenne d'éducation par type de ménage et par région (Données ECAM à actualiser, mais les tendances sont constantes)

III. 2.1.5. Les coûts de conformité aux normes d'encadrement à mettre en place par les autorités locales

Pour réduire la vulnérabilité des élèves, maîtres et maîtresses coraniques à l'extrémisme violent, les autorités locales (Sous-préfets, Maires et Inspecteurs d'Arrondissement de l'Education de Base) devraient continuer la mise en œuvre de la décision prise par le Gouverneur de l'Extrême-Nord en 2015 de suspendre les écoles coraniques itinérantes, ainsi que l'expérience d'enregistrement des écoles, élèves, maîtres et maîtresses coraniques sédentaires (fixes) et établies dans les communautés dans certaines communes dont celle de Kolofata, se prêtant à l'encadrement et à la modernisation.

Dans ces conditions de précarité, si le projet d'autonomisation des maîtres coraniques initié par le PNUD devait être poursuivi, parallèlement aux actions du DIAPADO⁸² que déploie par ailleurs l'UNICEF à travers COOPI pour la protection de l'enfance, il est évident qu'il faudrait aménager le modèle actuel de financement ou en imaginer un plus innovant qui puisse générer

⁸² Le DIAPADO, Dispositif Itinérant d'Accompagnement Psychosocial des Adolescents, est un programme implanté dans 11 localités de la région, et qui a permis à 421 jeunes adolescents (dont des élèves d'écoles coraniques) de bénéficier de formations aux compétences de vie courante.

suffisamment de ressources pour soutenir la mise en œuvre des composantes de la réforme.

III.3. Pour un modèle de financement durable des écoles coraniques ('sustainable & PVE-oriented')

Si l'enquête a surtout été descriptive, elle a comporté, en réponse à la troisième question de recherche, une dimension prospective. Les questions y relatives dans les entretiens et les focus-groups ont permis de construire un modèle de financement à trois niveaux, d'effectuer une simulation de sa mise en œuvre et d'inventorier à l'avance quelques unes des résistances ou oppositions qu'il suscitera.

III.3.1. Étapes de l'élaboration d'un modèle de financement ternaire

Pour construire un modèle de financement innovant et durable, les discussions que nous avons eu avec les enquêtés nous ont amené aux tâches préliminaires suivantes :

- La segmentation de la communauté éducative (ou 'participative) en trois types de contributeurs, discriminés selon les motivations qui pouvaient les amener à soutenir le financement de l'école coranique, et représentant un palier dans le modèle de financement.

- L'inventaire des moyens de levée des fonds dans le secteur de l'éducation, que ceux-ci soient déjà appliqués, en cours d'application ou tout simplement imaginés.

- L'affectation d'un pourcentage à chaque moyen de financement, afin d'indiquer sa valeur relative dans le modèle de financement souhaité.

Ces tâches effectuées, nous en avons discuté avec des experts de l'éducation, notamment ceux de l'Association *Nexus Peace & Education*. Le tableau ci-dessous présente de manière sommaire et croissante les types et niveaux de contributeurs, l'inventaire des moyens envisagés et la cotation de chaque entrée de fonds dans le modèle de financement.

III.3.2. Proposition d'un modèle de financement prospectif pour les écoles coraniques

<i>Types et Niveaux de contributeurs</i>	<i>Moyens possibles de mobilisation de ressources</i>	<i>% estimatif</i>
Communauté éducative du 1 ^{er} niveau (Parents, Elèves, maîtres) ➤ Communauté d'intérêt et identité professionnelle	Contributions en espèces des parents	30
	Dons en nature des parents	10
	Montants exigés aux des élèves pensionnaires (<i>mahadjirs</i>)	2
	Champs-écoles pour les élèves de plus de 14 ans ⁸³	6
	Locaux et aires d'apprentissage	1
	Tontine entre maîtres coraniques, pouvant permettre l'accumulation d'un petit capital pour le lancement d'une AGR	10
Communauté éducative de 2 ^e niveau (Familles musulmanes, établissements et associations islamiques, enseignants musulmans du secteur formel [PCEG, PLEG et Profs d'université]) ➤ Solidarité intersectorielle et corporatiste	Création et mise en place des APEEC (Association des Parents d'Elèves des Ecoles Coraniques) qui, soutenues dans un premier temps (formation au leadership, dotation de fonds de départ) pourraient à leur tour amener les parents à mieux financer les écoles coraniques.	20
	Quote-part à prélever dans les subventions étatiques accordées au SEDUC (envisager un plaidoyer pour	2

⁸³ L'article 86 du Code du Travail au Cameroun autorise le travail d'enfants de 14 ans comme apprentis et prévoit, par dérogation expresse du ministre en charge du travail, des possibilités de descendre en deçà de ce seuil, « compte tenu des circonstances locales et des tâches qui peuvent leur être demandées » (République du Cameroun, Code du travail, Loi n°92-007 du 14 août 1992).

Types et Niveaux de contributeurs	Moyens possibles de mobilisation de ressources	% estimatif
	obtenir un supplément pour l'éducation non formelle)	
	Souscription des enseignants musulmans du Cameroun, à instaurer par la LICAM, ou toute autre initiative pouvant convaincre les professeurs de lycées et les enseignants des universités de cotiser 1000 F cfa par mois pour le soutien de l'enseignement coranique [12 millions, 12500 F cfa mensuels pour 106 enseignants.	10
Communauté éducative de 3 ^e niveau (Fidèles dans la population musulmane, mécènes nationaux [Grands Alhadjis, Elites, etc.] et étrangers [OI et ONGs islamiques : ISESCO, WAMY, etc.], OSC, tout autre contributeur). ➤ Solidarité communautaire et internationale	Quêtes dans les marchés à bétail lors des fêtes musulmanes	4
	Peaux collectées lors de la fête de la Tabaski	4
	<i>Eduthon</i> , ou opérations de collecte de fonds au bénéfice des écoles coraniques, qui pourraient être organisées une fois par an le dernier vendredi du mois de ramadan (ou à la fin des récoltes) dans les mosquées, les marchés et auprès des personnalités aisées de la localité. [500 F cfa par fidèle, 10 000 contributeurs, 5 millions F cfa à collecter par an et une prime ponctuelle de 50 000 F cfa pour 100 enseignants coraniques sélectionnés]	11

Tableau 3: Modèle de financement prospectif pour les écoles coraniques

Comme on peut le voir dans le tableau, les actions de *fund raising* inscrites au premier palier sont déjà pratiquées par ce que nous avons appelé la communauté éducative de 1^{er} niveau. Les catégories de personnes qui la constituent n'ont pas le choix et leur contribution répond à une communauté d'intérêt et d'identité professionnelle : les montants cotisés à ce niveau peuvent, hypothèse, représenter 59% du montant nécessaire pour rendre autonome une école coranique qui s'engagerait dans un programme de réforme.

Au 2^e palier en revanche, on notera que les actions recommandées sont des opérations inédites de financement d'écoles coraniques au Cameroun. Les mesures phares sommairement exposées dans ce palier seraient entreprises par les familles musulmanes, par les associations islamiques, et par les enseignants musulmans des divers corps de l'enseignement au Cameroun. Ces contributeurs et acteurs seraient mus par la solidarité intersectorielle et corporatiste. Le but de la première action est de faire en sorte que les parents d'élèves du secteur non formel, à l'instar de ce qu'il font déjà dans le secteur formel, se constituent en associations de parents d'élèves, une par école, afin de mettre en place un cadre d'assistance et de réflexion, qui pourrait s'attaquer au problème de la rémunération des maîtres et maîtresses, mais aussi de manière générale aux problèmes que connaît l'école. Les ONG et organisations internationales pourraient à ce niveau encourager la création d'associations de parents d'élèves d'écoles coraniques, et soutenir leur fonctionnement. De telles structures, qui n'existent pas encore, pourraient s'occuper d'améliorer le financement des écoles coraniques, mais surtout assurer un suivi régulier du fonctionnement de ces dernières. La seconde action de ce palier invite l'État à augmenter la subvention qu'il accorde déjà aux écoles relevant du Secrétariat à l'Education islamique. Cette subvention pourrait ainsi être revue à la hausse et ses bénéficiaires étendus aux maîtres coraniques, voire à l'entretien d'une cantine dans les localités où l'école coranique itinérante n'aurait pas encore été supprimée⁸⁴. En contrepartie, les

⁸⁴ Nous pensons que l'école coranique itinérante dans les conditions dans lesquelles elle fonctionne est appelée à être interdite et que la forme sédentaire doit être maintenue, responsabilisant ainsi les parents et offrant une chance de scolarisation formelle aux enfants destinés à être *mahadjirs* (actuellement 15100, soit 30,81% des enfants en âge scolaire dans la région). Envisager la continuité de l'école itinérante revient à alimenter la masse d'élèves non

maîtres d'école coranique s'engageraient auprès de l'État à introduire et à maintenir les cours d'éducation civique⁸⁵.

Au 3^e palier, le modèle brasse large et intègre tous les contributeurs potentiels qui, par solidarité communautaire et internationale, ou tout simplement par philanthropie, pourraient être amenés à soutenir les écoles coraniques. Les moyens cités à ce palier consistent à se focaliser sur les grandes fêtes musulmanes, occasions de partage, de charité et d'entraide, pour mettre à contribution la population des fidèles toute entière et l'ensemble de mécènes, individus ou organisations, nationaux ou étrangers, qui assistent habituellement la communauté musulmane. Ce sont des actions de masse, où la sensibilisation, le concours des autorités et le déploiement associatif sont nécessaires. En cas de réussite et en termes de pourcentage, elles pèseraient 19% dans le financement des écoles coraniques.

Les détails de la mise en œuvre seraient fastidieux à détailler dans le cadre de l'économie de cet article, mais les discussions laissent penser qu'appliqué avec efficacité, ce modèle, qui gagnerait sans doute à être affiné, pourrait assurer l'autonomie des maîtres coraniques, et par conséquent, par effet d'entraînement, constituer un levier solide et durable pour la continuation des réformes engagées.

scolarisés et à condamner ceux-ci à suivre un parcours qui les condamne à subir des conditions de vie et d'apprentissage en deçà des standards, quand ils ne constituent pas tout simplement des violations des droits de l'enfants ou des précarités. Si l'Etat devait maintenir le type d'école itinérante et prétendre y faire observer un minimum décent par exemple en termes d'alimentation (500 F /jour par enfant), il devrait dépenser annuellement (10 mois) une somme de plus de deux milliards de F cfa pour les 15100 élèves itinérants recensés en 2020 à l'Extrême-Nord. Inenvisageable, d'autant plus que même si ces fonds étaient alloués à l'entretien des *mahadjirs*, ce serait un investissement qui au bout du compte ne leur apporterait pas d'autonomie, pas plus qu'il n'augmenterait pas leurs chances d'insertion. La double scolarisation Formel/Informel ou Ecole publique/Ecole coranique reste donc la solution viable et recommandable si l'on veut atteindre l'objectif défini dans la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 pour la transformation structurelle et le développement inclusif (SND30), qui est de « garantir l'accès à l'éducation primaire à tous les enfants en âge de scolarisation » (SND30, 2020 : 83).

⁸⁵ Dans le SND30, il est spécifié que pour les dix prochaines années, les autorités dans l'objectif de renforcer le patriotisme veilleront à « renforcer le programme d'éducation civique à tous les niveaux, en mettant l'emphase sur les valeurs éthiques, morales et patriotiques ».

IV. 3.3. Difficultés et limites du modèle

Les discussions avec les responsables éducatifs et associatifs ont mis en exergue un certain nombre d'obstacles stratégiques et opérationnels. Sans en faire l'inventaire exhaustif, il s'agit :

- De la faiblesse structurelle des associations dans la communauté musulmane ;
- Du manque de compétences en leadership des futurs/potentiels dirigeants des APEEC ;
- De la connaissance limitée des textes fondamentaux de l'Education et des règles de gestion d'APE ;
- Des défis de communication et de mobilisation;
- Etc.

Les limites du modèle, elles, ne pourront être manifestes qu'après une mise en œuvre dans le cadre d'une phase pilote. Pour l'instant, les critiques de celui-ci font observer que le financement devrait, selon un promoteur d'école coranique à Mindif, « intégrer l'aménagement d'un cadre de travail de travail décent, d'ateliers d'apprentissage des métiers et autres outils et petites stations expérimentales, ces derniers pouvant être communs aux associations de maîtres ».

Conclusion et recommandations

Au terme de cette étude sur le financement des écoles coraniques à l'Extrême-Nord, il apparaît que les communautés musulmanes ont développé et maintenu un modèle d'entretien assez minimaliste des maîtres et de leurs élèves, basé sur le volontariat et la participation, et qui au fil du temps et de la conjoncture sécuritaire a été mis à l'épreuve, révélant ses faiblesses, et justifiant les initiatives exogènes qui essaient de le modifier.

Le processus de réforme souhaitée des écoles coraniques dans la Région de l'Extrême-Nord est ainsi étroitement lié à la volonté de ses promoteurs d'en faire un outil, dans le long terme, de la prévention de l'extrémisme violent. Les réflexions et les interventions déjà menées à ce sujet sont nombreuses et variées, mais peu coordonnées et surtout unilatérales, du point de vue de leur financement. Si l'objectif n°28 de la Stratégie Régionale de Stabilisation dans laquelle s'inscrivent la plupart de ces initiatives recommande de « *réformer le système éducatif, sur la base des réalités locales* », il faut constater qu'au niveau des ressources, la mise en œuvre des actions nécessaires est entièrement tributaire des financements extérieurs aux communautés ciblées. Or la Stratégie rappelle que le « secteur de l'éducation adéquatement financé est une condition préalable à l'amélioration de la qualité de l'éducation » (CBLT, 2018), d'où la nécessité pour les parties prenantes dans le projet de réforme d'accorder une plus grande attention aux formes de financement en vigueur et d'envisager, par une approche prospective, les modèles et sources de financements innovants qui seraient à même de permettre la mise en œuvre partagée des objectifs de réforme.

En termes de recommandations, les actions suivantes pourraient être mises en œuvre ou poursuivies par l'Etat et ses partenaires :

- Faire des écoles coraniques des institutions réformées, certes centrées sur l'éducation à la religion (*dina*), mais nécessitant d'être adaptées à la pédagogie moderne, transmettant des compétences de vie utiles et

dispensant une éducation civique et morale, conçue dans la perspective de la prévention de l'extrémisme violent (PEV) ;

- Renforcer les capacités des autorités locales (Sous-préfectures, Mairies, Inspections d'Arrondissement de l'éducation de base) d'une part à appliquer les mesures d'interdiction des écoles coraniques itinérantes, et d'autre part à s'impliquer dans l'enregistrement, l'encadrement et le suivi des écoles coraniques sédentaires/fixes dans les communautés ;
- Promouvoir des études et des opérations de cartographie et d'enregistrement des écoles coraniques afin de constituer une base de données fiable, actualisable et utilisable comme outil de prise de décision ;
- Continuer le renforcement des capacités des maîtres/maîtresses coraniques pour encourager et faciliter l'éducation mixte et la formation aux compétences de vie courante de leurs élèves ;
- Continuer à soutenir l'organisation des maîtres et maîtresses coraniques en associations légalisées, avec la perspective d'une augmentation du nombre d'associations pour les grands arrondissements (Makari), mais surtout une structuration qui conduise à avoir une union d'associations par commune, une fédération par département et une confédération au niveau régional, tout en les équipant et en renforçant la capacité des leaders d'associations à les animer ;
- Promouvoir l'aménagement d'un cadre de travail de travail décent, d'ateliers d'apprentissage des métiers et autres outils et petites stations expérimentales, ces derniers pouvant être communs aux associations de maîtres d'écoles coraniques ;
- Interdire (ou réduire) la mendicité comme mode d'approvisionnement de l'école coranique en nourriture ;

- Renforcer les capacités des promoteurs et des maîtres et maîtresses des écoles coraniques à diversifier les sources des financements des écoles coraniques : leurs propres contributions, celles des parents, celles des autres membres de la communauté musulmane et autres bienfaiteurs, celles des enseignants musulmans exerçant dans les écoles formelles, etc.
- Mettre le modèle de financement proposé à l'épreuve du terrain, en menant des études de faisabilité plus poussées, et le cas échéant en expérimentant ses principales opérations dans trois localités tests, dans ce qui sera considéré comme une phase pilote, puis étendu aux autres communes de la région, au Bassin du Lac-Tchad ou aux régions du Sahel qui présentent les mêmes caractéristiques en la matière.

Ces recommandations pourraient donc, si elles étaient prises en compte, pérenniser les actions menées, faciliter la transition souhaitée, et surtout constituer un processus viable et durable de construction de la paix dans la région.

Bibliographie

- Bana Barka. (2019). La question des sangaya (écoles coraniques) dans la prévention de l'extrémisme violent leçons apprises et devoirs pour l'Etat du Cameroun. *Colloque transfrontalier Cameroun/Tchad*. Maroua: PNUD.
- Bouba, Bachir. (s.d.). *Les talibés de Maroua (Cameroun) : évaluation des besoins en éducation et des stratégies de prise en charge*. Consulté le 12 16, 2020, sur Fastef: http://fastef.ucad.sn/PEnfance/bachir_bouba.pdf.
- Boutrolle, Clotilde & Moustier, Emmanuelle. (2001). Le financement européen de l'Education en Méditerranée: une analyse comparative des flux bilatéraux et multilatéraux. (Autrepart, Éd.) *Autrepart* (17).
- CODAPEWO, MINESEC & CONAC. (2008). Harmonisation des systèmes de gestion des APE au sein des établissements publics d'enseignement secondaires. Actes des séminaires régionaux de renforcement des capacités de la communauté éducative. Yaoundé.
- Commission du Bassin du Lac Tchad. (2018). Stratégie régionale pour la stabilisation, le rétablissement et la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram. Abuja: CBLT.
- COPIL. (2020). *Synthèse des progrès vers les produits au 31 Août 2020. Projet « Jeunesse et Stabilisation pour la Paix et la Sécurité dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun »*. Maroua: UNFPA.
- DREB-EN. (2020). *Données complémentaires sur le recensement des apprenants itinérants (sangaya) pour leur enrôlement dans les écoles officielles*. Maroua: Délégation Régionale de l'Education de Base pour l'Extrême-Nord.

Institut National de la Statistique. (2015). *Quatrième Enquête Camerounaise auprès des Ménages : Tendances, profil et déterminants de la pauvreté entre 2001 et 2014*. Yaoundé: INS.

Issa Haman. (2019). *La réforme de l'école coranique, est-ce possible? Fadjiri* .

Issa Haman. (2020). *Madrassa et réislamisation au Cameroun septentrional. Anthropologie politique d'une instance de changement social*. Thèse de doctorat PhD, Université Catholique de Louvain, Louvain.

JSPS. (2020). "Ne laisser personne de côté". Contribution au rattrapage de l'éducation de base des jeunes vulnérables à l'extrémisme violent". Maroua: Présentation diaporama.

MINEDUB, MINESEC, MINESUP. (2006). *Draft du Document de Stratégie sectorielle de l'Education*. Yaoundé: UNESCO.

Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire. (2020). *Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 pour la transformation structurelle et le développement inclusif*. Yaoundé.

Nlege, Gilbert. (2003). *Le financement et la mise en œuvre des plans de l'Education: le cas du Cameroun*. UNESCO, IIEP, Paris.

OCHA. (2020, 12 17). *Cameroun. Rapport de situation. Faits saillants*. Consulté le 12 19, 2020, sur <https://reports.unocha.org/fr/country/cameroon/>

PNUD, UNFPA, UNICEF. (2020). *Manuel d'éducation des élèves coraniques à l'insertion professionnelle pour prévenir l'extrémisme violent. Guide du maître/de la maîtresse coranique*. Maroua.

PNUD, UNFPA, UNICEF. (2020). *Manuel d'éducation des élèves coraniques à la citoyenneté pour prévenir l'extrémisme violent. Guide du maître/de la maîtresse coranique*. Maroua.

Prost, Antoine. (2013). *Du changement dans l'école. Les réformes de l'éducation de 1936 à nos jours*. Paris: Editions du Seuil.

- République du Cameroun. (1992). *Code du travail. Loi n°92-007 du 14 août 1992*. Yaoundé, Cameroun.
- République du Cameroun. (1998). *Loi d' Orientation de l'Education au Cameroun*. Yaoundé, Cameroun.
- Saibou Issa. (2016). *Les Musulmans, l'Ecole et l'État dans le bassin du lac Tchad, Paris, l'Harmattan*. Paris: L'Harmattan.
- Santerre, Renaud. (1973). *Pedagogie musulmane d'Afrique Noire. L'école coranique peule du Cameroun*. Montréal: Presses Universitaires de Montréal.
- UNESCO, PNUD, UNFPA et al. (2015). Education 2030 Incheon Declaration and Framework for action and Implementation of Sustainable Development Goal 4 (SDG4). *World Education Forum*. New-York.
- Vignolles, B. (2012). Le capital humain: du concept aux théories. *Regards croisés sur l'économie* , 12 (2), pp. 37-41.

Capacitation des groupes à risque et rendement dans la mise en œuvre des dispositifs locaux de stabilisation dans les zones sous crise de l'Extrême-Nord (Cameroun)

---Saïbou Issa---

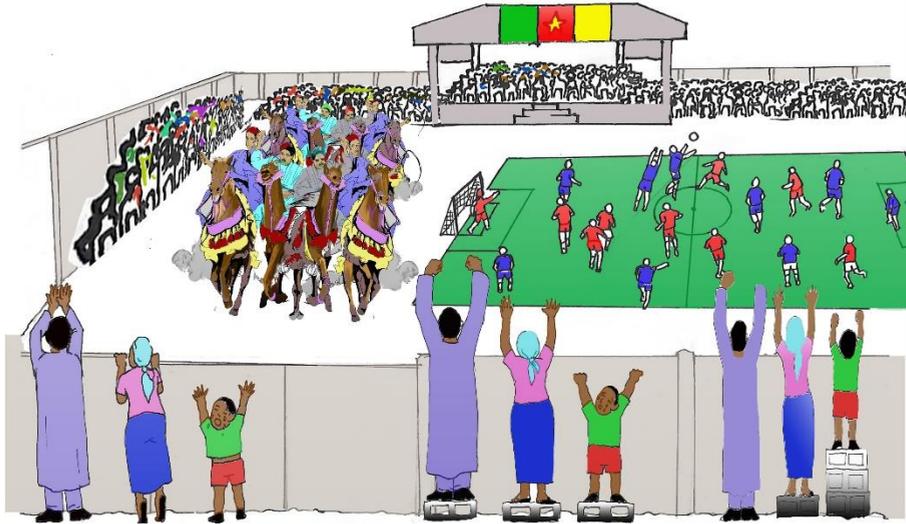
Résumé

Cette contribution définit la capacitation comme le résultat des efforts consentis par toutes les parties prenantes (État, partenaires, société civile) en vue de permettre aux groupes cibles de se prendre en charge au plan économique, social et psychologique. Elle examine les effets de la sensibilisation, de la formation, de l'accompagnement matériel et financier, etc. des groupes à risque sur leur aptitude à résister aux tentations et à contribuer à la construction durable de la paix et de la sécurité dans les trois Départements affectés par les attaques des groupes armés. Après un aperçu de la prévention de l'extrémisme violent auprès des écoles coraniques et des mototaximen, sont particulièrement examinées les actions ciblant les comités de vigilance.

Abstract



This contribution defines empowerment as the result of the efforts made by all stakeholders (State, partners, civil society) to enable target groups to take charge of themselves economically, socially and psychologically. It examines the effects of awareness, training, material and financial support, etc. of groups at risk on their ability to resist temptations and contribute to the sustainable construction of peace and security in the three administrative Divisions affected by attacks. After an overview of the prevention of violent extremism in Koranic schools and among motorbike taximen, actions targeting vigilante committees are particularly examined.



Prologue : des interventions à géométrie variable

A l'entame des emplettes (propagande, recrutements, incursions...) de Boko Haram dans les zones frontalières entre le Nord-Est du Nigeria et l'Extrême-Nord du Cameroun, les dynamiques de radicalisation étaient déjà perceptibles parmi les jeunes et les adultes. Des cycles de conjonctures débilantes et une quotidienneté marquée par des modes hasardeux de production, avaient fini par forger des tendances marquées vers la réceptivité tacite aux opportunités économiques et financières.

Des monts Mandara au lac Tchad, trois décennies d'instabilité environnementale avaient induit des migrations saisonnières voire définitives vers des contrées plus accueillantes, notamment dans le Nord et l'Adamaoua. De nouvelles colonies de peuplement s'y sont constituées après les fronts pionniers des années 1970 initiés et encadrés par le gouvernement. Ceux qui sont restés géraient des contraintes foncières marquées par la rareté des sols

arables, les conflits de limites, d'accès et d'exploitation, et pour les jeunes en particulier, des règles contraignantes d'accès à la propriété.

L'économie pastorale était essentiellement palliative. Les grands pâturages des abords du Lac étaient davantage le réceptacle du bétail de négoce et de thésaurisation. Les petits ruminants assuraient les modestes contingences financières (scolarité, mariage, amende...). Le commerce restait essentiellement marchand. Il était itinérant, concentré dans des marchés traditionnels et contrôlé par des réseaux d'opérateurs économiques autour desquels gravitait une clientèle d'obligés structurellement dépendants.⁸⁶

Rythmé par la frontière, l'équilibre individuel des habitants des zones frontalières était dépendant de la rentabilité des transactions transfrontalières avec le Nigeria. Leur stabilité cognitive reposait sur la perpétuation des coutumes et des cultes religieux routiniers. On observait néanmoins quelques innovations à travers le prosélytisme des porteurs de doctrines et pratiques réformistes islamiques et chrétiennes, essentiellement venant du Nigeria et du Tchad.

Dès le milieu des années 1980, les effets de la sécheresse, la crise économique, la fermeture de la frontière nigériane, les soubresauts de l'ouverture démocratique, se sont conjugués pour révéler une société de besoins et de courroux socioéconomique. Les gens ont trouvé des pistes d'adaptation qui se révéleront à leur tour être des ressources pour l'extrémisme :

- L'exode vers les petites villes environnantes ;
- L'explosion de l'informel et notamment la pratique de la mototaxi ;
- L'économie de la clameur auprès des formations politiques ;
- Le déni de responsabilité parentale générateur d'enfants de la rue et de rétrocession de l'éducation aux maîtres coraniques ;
- La sensibilité à la théologie de la contestation et de la rédemption;
- La défiance envers les structures traditionnelles ;

⁸⁶ Karine Bennafla, *Le commerce transfrontalier en Afrique Centrale*, Paris, ; Djanabou Bakary, 2014, *Marchés, marchandises et marchands aux abords sud du lac Tchad*, thèse pour le Doctorat/Ph.D, Université de Maroua.

- La transformation d'une jeune main d'œuvre de l'illégalité (petits trafics, contrebande, recel) en une main d'œuvre criminelle qui alimente, durant deux décennies, le phénomène des coupeurs de route et celui des preneurs d'otages.⁸⁷

A l'occasion de ces conjonctures, se sont développées des formes de résilience aux intempéries, aux crimes, à la rareté. Si nombreux optent pour des migrations de contrainte, d'autres restent rivaux à leur terroir. Ces derniers gèrent les effets des crises à travers des mécanismes d'adaptation, de résistance ou de transformation, car autant les crises peuvent être dégénératives, autant elles créent des opportunités et elles reconfigurent les sociétés.

Couper l'herbe sous les pieds des extrémistes passe par la réduction du nombre de personnes disposées à consacrer du temps à les écouter et l'augmentation de celui des gens ayant conviction et intérêt à distiller les bonnes attitudes sociétales. Cette logique appliquée à certaines catégories à risques, montre cependant des ambivalences.

Tandis que les écoles coraniques se normalisent...

Dans le cas des acteurs de l'école coranique, il s'est agi de gagner leurs promoteurs à la nécessité d'évoluer. Il s'est agi de reconfigurer leur logiciel mental assez centré sur la dimension spirituelle de l'éducation qu'ils dispensent. Le nouvel objectif est de façonner une posture d'évolution pour survivre à la pression du contexte, pour être plus utile à la société et à eux-mêmes. Pour avoir participé aux premiers échanges que le PNUD a engagés avec les maîtres coraniques, diverses personnes ressources s'accordent à dire qu'il se dégage un éveil remarquable pour cet éclectisme éducationnel qui permet aux écoles coraniques de faire désormais partie des solutions à l'extrémisme violent. Les avis retiennent les bonnes pratiques suivantes:

⁸⁷ Voir Saïbou Issa, 2010, *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala.

- L'implication de figures théologiques et académiques locales convaincues de l'importance sociale et spirituelle de l'enseignement coranique et de la nécessité de la pérenniser sous un modèle adapté aux dynamiques et aux besoins d'un environnement qui change. En conjuguant vie spirituelle et vie temporelle (*Din* et *Duniya*), ces influenceurs ont amené les maîtres à intégrer la recherche du bien-être pour leurs ouailles et pour eux-mêmes. Les interactions avec l'intelligentsia locale et des formateurs venus d'autres contrées leur ont procuré le sentiment d'être parrainés ;
- La déculpabilisation des maîtres : tout au long des ateliers, les facilitateurs ont tenu à dissocier l'enseignement dispensé dans les écoles, des recrutements opérés parmi certains élèves. La détente mentale qui s'en suit permet de rehausser leur réceptivité lors des échanges portant sur la détection des signes de radicalisation ;
- La conception interactive et l'implémentation participative d'un programme pilote dédié aux écoles coraniques : cela a abouti à des résultats quantitatifs et qualitatifs (voir texte de Bana Barka) que l'on pourrait qualifier comme suit. D'abord la *dé-ghettoïsation* comprise comme le retour sur la scène éducative après une période de confinement administratif et de quasi-rejet. Ensuite l'amorce d'une *normalisation* à travers la création d'associations de maîtres coraniques conduisant tacitement vers une reconnaissance officielle de l'existence d'un modèle éducatif non affilié aux ordres d'enseignement existants. En fin l'*utilitarisation* en amorçant un processus, encore timide, d'insertion de modules d'apprentissage des métiers dans la formation des élèves ; en impliquant les maîtres dans la sensibilisation des parents pour les déclarations des naissances, la vaccination, les visites prénatales, la scolarisation, la tolérance interconfessionnelle...

... les mototaximen restent éludés.

La plupart des analyses de contexte conduites au début des interventions des organisations internationales dans les zones affectées par Boko Haram, ont listé les mototaximen parmi les catégories susceptibles de s'associer aux insurgés. A cela, plusieurs postulats, notamment :

- Une activité palliative n'assurant pas la sécurité de l'emploi et des revenus à des jeunes potentiellement réceptifs aux offres alléchantes ;
- Des opérateurs portés vers la consommation des stupéfiants, notamment du Tramol répandu parmi les jeunes enrôlés par Boko Haram ;
- Des trafiquants transfrontaliers réputés transporter toutes sortes de marchandises et de commandes ;
- Une parfaite maîtrise des dessertes et notamment des pistes de contournement des barrières douanières.

Dans les premières années de la lutte contre Boko Haram, des mototaximen ont été appréhendés pour des faits de collaboration avec les extrémistes. Ces faits sont, entre autres : le transport de munitions entre Kousseri et Ndjamena ; le transport de personnes envisageant de commettre des attentats suicides ; l'acheminement des vivres et autres approvisionnements de Boko Haram.⁸⁸ A l'inverse, d'autres ont renseigné les forces de défense et de sécurité. En 2015, le Gouverneur de la Région de l'Extrême-Nord a décidé de restreindre la circulation des motocyclettes. Une mesure allant dans le sens des dispositions similaires prises dans la plupart des pays du Sahel confrontés à l'usage des « motos de la terreur » (Jeune Afrique) par les groupes armés extrémistes. Une mesure salubre pour sa contribution à la réduction des mobilités des insurgés et de leurs approvisionnements. Mais aussi une mesure dont les effets boomerang sur l'emploi – bien que précaire –, l'accès aux marchés et l'évacuation des produits agricoles, auront nécessairement accru les effectifs de personnes à risques.

A Kousseri, Maroua, Mokolo, Mora où se concentrent le gros des mototaximen, la fermeture des frontières et les restrictions à la circulation des motocyclettes, ont raréfié des produits essentiels que ce mode de transport drainait vers les marchés. Il en est ainsi par exemple des petits outils et matériels de quincaillerie, des tissus, des chaussures, des friandises, du carburant et des pièces de rechange pour divers engins. Ce qui impacte inévitablement d'autres secteurs d'activités nourrissant des petites mains (mécaniciens, tailleurs, vendeurs à la sauvette...). L'activité des mototaxis est

⁸⁸ Synthèse interviews et presse.

donc irradiante. Elle lie les opérateurs de ce secteur au bloc de fragilité socioéconomique auquel appartiennent également les « praticiens des frontières » - c'est-à-dire tous ceux qui auparavant vivaient des activités transfrontalières - et le prolétariat urbain.

Les quatre déterminants ci-dessus des types de risques que représentent les mototaximen, particulièrement ceux opérant dans les transactions transfrontalières, indiquent qu'il s'agit d'une catégorie sensible à potentiel de risque durable. Du reste, il en a été ainsi depuis les années 1990. Le contexte des opérations dites « villes mortes » avait révélé le potentiel des « jeunes à moto » dans la mobilisation et l'animation de la clameur publique. Il en est de même de leur versatilité politique, arborant les emblèmes et rentabilisant les campagnes de toutes les formations politiques.

Confrontés aux restrictions des mobilités, certains se muent temporairement en membres des comités de vigilance. La plupart a achevé de consommer ses économies et se rabat sur le transport des personnes, bien moins rentable. Une infime partie emprunte la voie alternative d'accès au Nigeria et de ravitaillement à Mubi dans l'État d'Adamawa. Mais dans l'ensemble, un sentiment de recommencement les anime. Ceci concerne surtout ceux qui pensaient avoir assis une résilience relative à travers une activité qui les a d'abord épuisés physiquement, puis permis de posséder un logement et amorcer le réinvestissement des économies dans une activité de recasement.

89

La crise a impacté la frange des 20-45 ans, quelques adultes continuant tant bien que mal à exercer un métier pour jeunes. Après l'agriculture, c'est la mototaxi qui vient en deuxième position des priorités de réinsertion des ex-combattants de Boko Haram en cours de réhabilitation. Ce choix interpelle sur la place que devraient prendre les opérateurs de ce secteur dans la stabilisation du Bassin du Lac Tchad en général. Cependant, l'on ne perçoit pas des actions spécifiques en direction de cette catégorie. La stabilisation étant une combinatoire d'actions, ce gap devrait être comblé. À cet effet, et dans l'optique de la capacitation, il conviendrait :

⁸⁹ Synthèse des interviews à Maroua, Mora et Mokolo, novembre-décembre 2020.

- en matière d'accompagnement psychosocial, de procéder à un débriefing sectoriel de la crise afin d'en mesurer les effets sur les mototaximen. Au-delà des incidences économiques et financières qui sont évidentes, l'intérêt est de jauger le degré de dégradation des équilibres que l'activité de mototaxi avait permis de réaliser: cotisations et plan de vie (logement, mariage, scolarisation des enfants, fêtes...); stabilité matrimoniale et implication sociale; sentiment d'appartenance corporative et influence sociale; etc.;
- en termes de renforcement organisationnel, gage d'encadrement et de viabilisation socioéconomique de l'activité des mototaximen, tirer avantage du modèle associatif des maîtres coraniques pour améliorer celui des mototaxi. Il s'agirait d'élargir les associations aux conducteurs des tricycles, du reste plus jeunes. En plus de la formation à la participation citoyenne, le coaching entrepreneurial et la gestion familiale devraient faire partie des modules. Des mécanismes de prêts-moto permettant de disposer d'un engin neuf et de se l'approprier après remboursement, serviraient à asseoir un dispositif de coordination et de rationalisation de l'activité et des revenus;
- à travers le *cash for work*, dont le montant correspond globalement à leur recette quotidienne moyenne, les mettre à contribution dans des caravanes de sensibilisation et de diffusion de messages divers. Leur connaissance des villages, les relais qu'ils ont dans les zones frontalières, leur expérience de pareilles caravanes dans le cadre des campagnes électorales, sont autant d'atouts exploitables.

Entre risques et tergiversations : les comités de vigilance

Le recours aux comités de vigilance dans la lutte contre Boko Haram est consécutif à la prise de conscience du caractère asymétrique de la menace insidieuse à laquelle les forces de défense et de sécurité (FDS) se confrontent à partir de 2014. Avant Boko Haram, le BIR, le GPIGN, le GSO et autres unités et opérations spéciales avaient été déployés contre le crime organisé en

ville, en campagne et aux frontières.⁹⁰ Les forces de défense et de sécurité (FDS) camerounaises avaient accumulé une grande expérience de la contre-insurrection en général et des grandes violences criminelles surtout qui se sont enchaînées depuis la fin des années 1990. Les FDS avaient eu raison des coupeurs de route et des preneurs d'otages face à des groupes armés faisant parfois montre d'une technicité tactique avérée. Ces groupes usaient d'armes sophistiquées, dans des espaces délicats du fait de leur proximité avec les frontières.

La nouvelle menace par Boko Haram comportait des similitudes avec ce à quoi les militaires et les gendarmes avaient été confrontés. C'est une menace transfrontalière tirant avantage d'une frontière longue et perméable aux incursions. L'implication de certains jeunes et autres membres des communautés comme porteurs d'armes, receleurs ou fournisseurs d'approvisionnements est effective. Les réseaux sociologiques et économiques sont mobilisés dans le fonctionnement des groupes armés. La criminalité provoque des déplacements de populations plus ou moins importants selon les zones. Les services de l'État dédiés aux secteurs sociaux sont désertés.

Les FDS semblaient avoir les qualifications nécessaires pour résorber rapidement une menace qui avait pris, au départ, une allure conventionnelle dans la mesure où Abubakar Shekau et ses affidés s'étaient lancés dans des conquêtes territoriales, engrangeant des succès et sanctuarisant des espaces du Nord-Est du Nigeria frontalier du Cameroun. Le dispositif de défense a endigué les tentatives d'expansion territoriale de Boko Haram et refoulé les rares prémisses d'occupation contenues dans les attaques d'Achigachia, de Fotokol ou d'Amchidé.⁹¹ Mais dans l'ensemble, les attaques frontales se sont soldées par l'échec, ouvrant la voie aux attentats suicides, aux incursions

⁹⁰ Bataillon d'intervention rapide (BIR) ; Groupement polyvalent d'intervention de la gendarmerie nationale (GPIGN) ; Groupement spécial d'opérations (GSO). Entres autres opérations spéciales : Tourbillon (Ngaoundéré), Nomade (Logone et Chari).

⁹¹ Saïbou Issa (éd), 2018, Attaques et attentats de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun, *Kaliao*, numéro spécial.

ciblées sur des villages, aux enlèvements, à la pose d'engins explosifs improvisés, bref à toute la panoplie d'une guerre asymétrique.

De l'engagement patriotique à la construction d'une redevabilité publique

La « défense populaire » est un phénomène ancien au Cameroun. Elle avait été mobilisée sous la forme de « l'autodéfense » pour collecter le renseignement et participer à la lutte contre les menées de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) au lendemain de l'accession à l'indépendance. Par la suite, des groupes dits d'autodéfense avaient été créés çà et là pour contrecarrer les opérations de désobéissance civile et les grèves universitaires assimilées à l'instrumentalisation politique, notamment à Yaoundé. Face à la recrudescence des attaques des coupeurs de route et des bandits urbains, des villages et des quartiers ont organisé des comités de vigilance, en réalité des groupes de veille et de réaction rapide.

La rapide mutation des modes opératoires des insurgés nigériens qui étendent leurs opérations à l'Extrême-Nord du Cameroun, adapte la réponse nationale en faisant appel à la collaboration des populations. C'est ainsi que les autorités administratives et traditionnelles ont appelé au patriotisme des communautés impactées pour contribuer à la sécurisation des villages en apportant notamment leur concours aux FDS à qui manquaient les renseignements nécessaires pour faire face à un ennemi immergé et imprévisible. Il s'agit de la manifestation d'une conscience stratégique partagée. Et c'est à juste titre que Gaïus Fanyim écrit que « la place accordée aux comités de vigilance dans la stratégie d'action des armées est le produit contingent de forces politico-militaires et de la dynamique sociale. Elle devient de ce fait pour l'État, à défaut d'autres solutions assurées d'elles-mêmes, un impératif stratégique en vue d'une hypothétique victoire finale sur ce fléau. »⁹²

La collaboration participait d'un impératif de survie physique et matériel pour des populations déterminées à ne pas subir un exode déshumanisant. Elle démontrait également de leur bonne foi envers la puissance publique à un moment d'incertitudes et de suspicion généralisée. Au départ spontanés,

⁹² Gaïus Fanyim, « Les comités de vigilance comme acteurs de la lutte contre Boko Haram au Cameroun », *Res Militaris*, vol.9, n°1, 2019,

pléthoriques, peu disciplinés et parfois complices des insurgés, les comités de vigilance ont été recadrés par l'administration, puis canalisés par les militaires, jouant divers rôles. La reconnaissance de leur concours précieux dans la stratégie de lutte contre « Boko Haram » par le Président Paul Biya et les appuis financiers et matériels qu'il leur a apportés, les officialisent, sans cependant les formaliser. Dans l'exercice de leur mission de veille, les comités de vigilance égrènent leurs « faits d'armes ». Ils listent aussi les pertes en vies humaines, les menaces quotidiennes, la détresse sociale des veuves et orphelins de leurs compagnons de résistance citoyenne. Ils parlent également de leurs difficultés quotidiennes et surtout de ce que l'État leur réserve quand leur « mobilisation » prendra fin.

Les études⁹³, rapports⁹⁴, articles de revues et de presse, ainsi que les interviews exploités dans le cours de la réalisation de cette étude, rendent compte d'une focalisation du débat sur les comités de vigilance autour des préoccupations suivantes :

- pour les pouvoirs publics, les comités de vigilance s'inscrivent dans le temps et traduisent la transmission d'une culture patriotique fondée sur l'idéal partagé de préservation de la stabilité du pays. Les populations soutiennent l'action de l'État avec les moyens dont ils disposent. Hier comme aujourd'hui, l'État leur a apporté sa caution dans des limites définies de façon formelle ou tacite.⁹⁵ Il magnifie leur rôle, mais ni leur pérennisation ni leur enrôlement dans les forces de défense et de sécurité ne sont opportuns pour l'instant. Une autorité administrative écrit à ce propos que
« les membres des comités de vigilance doivent garder permanemment en esprit qu'ils ne sont pas une Force Armée, que leur rôle de vigilants,

⁹³ Umar Lawal Yusuf, 2020, Community perception of the role of Civilian Joint Task Force (CJTF) in resisting Boko Haram culture of violence in Borno State, Nigeria, Universitätsverlag Hildsheim ; Seun Bamidele, 2017, The Civilian Joint Task Force and the struggle against insurgency in Borno State, Nigeria, African Conflict and Peacebuilding Review, Indiana University Press, vo.7, n° 2, pp. 85-98.

⁹⁴ Lire surtout Crisis Group, 2017, Une arme à double tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines, rapport n° 251 ; 2018, Extrême-Nord du Cameroun : nouveau chapitre dans la lutte contre Boko Haram, rapport n° 263.

⁹⁵ Arrêté N° 00000019/AR/K/SG/DPOA du 02 juin 2014, portant création des comités de vigilance dans la région de l'Extrême-Nord.

de sonneurs d'alerte et d'agent de renseignement est capital pour la lutte contre Boko-haram et la sauvegarde de la sécurité des personnes et de l'intégrité de notre pays. À ce titre, leur moralité doit chaque jour être au-dessus de tout soupçon afin d'entretenir des relations de confiance tant avec la population qu'avec les personnes investies du pouvoir de donner des réponses aux renseignements fournis. »⁹⁶

- pour certains partenaires internationaux, des analystes et des organisations de défense des droits de l'homme, les modes opératoires et le statut ambigu des comités de vigilance doivent être adressés avant qu'ils ne deviennent une source d'extrémisme à cause de leurs manquements à l'éthique et des frustrations socioéconomiques qu'ils accumulent. Il ressort d'une étude que « les membres des COVI qui sont tous des adultes ont des enfants à charge. Plusieurs d'entre eux ont plus de cinq enfants (...). Ce qui les érige également au rang de catégories vulnérables, compte tenu de la modicité des moyens dont ils disposent parce que n'exerçant plus d'activités économiques (agriculture, élevage, petit commerce, pêche, artisanat) qui était la principale source de leurs revenus ». ⁹⁷
- les comités de vigilance eux-mêmes estiment que leur mobilisation est certes bénévole et participe de l'impératif de protection de leurs familles et de leurs communautés contre une menace qui les a parfois directement impactés. Cependant, les dimensions inattendues de la crise leur ont imposé une implication plus approfondie que la veille quotidienne et la collecte du renseignement. Leur implication plus longue que prévue a des incidences sur leurs activités de production ; d'où l'idée de compensations permettant plus tard de soutenir une (ré)insertion socioéconomique.

⁹⁶ « Comité de vigilance et fonction de renseignement », exposé présenté par le Commissaire Divisionnaire Foumena, Commissaire Spécial du Mayo Tsanaga, slnd.

⁹⁷ PNUD, *Rapport de profilage des comités de vigilance des communes de Blangoua, Fotokol, Kolofata, Mayo Moskota et Mora*, Maroua, juillet 2019.

Un profilage équivoque

Le profilage des comités de vigilance dans les communes de Blangoua, Fotokol, Kolofata, Mayo Moskota et Mora, a quasiment audité leur vie, s'attardant sur des indicateurs sociaux similaires à ceux qui sont souvent collectés auprès des groupes vulnérables bénéficiant de l'aide humanitaire et autres actions de résilience :

- Dans les formulaires à remplir, nous avons les noms et prénoms de l'enquêteur, son numéro de téléphone, les noms et prénoms du COVI, la date de naissance, le lieu de naissance, les noms du père et de la mère, la chefferie, le département et l'arrondissement d'appartenance du COVI, le nom du village, le quartier, le statut du COVI, la profession, l'appartenance religieuse, le niveau d'études, le numéro de la Carte Nationale d'Identité, le numéro de téléphone, l'âge du COVI, le sexe, l'ethnie, la situation matrimoniale, les charges familiales, la situation physique, année d'entrée au sein des COVI, groupe d'appartenance et responsabilité du COVI, la photo et la signature pour les présents, etc.⁹⁸

En s'intéressant à l'étendue de leur progéniture, au niveau d'éducation et aux besoins socioéconomiques, les concernés ont subodoré des accompagnements substantiels, voire des prises en charge qui allaient suivre. Ce d'autant plus que, comme l'indique le rapport de l'étude, la plupart souhaitaient recevoir un appui financier et/ou matériel pour pratiquer l'agriculture, l'élevage, le commerce et le transport par motocyclette. Mais tel ne semble avoir été la finalité du profilage :

... il est possible sur la base d'un clic à l'intérieur de la base des données d'avoir toutes les informations sur les membres des comités de vigilance (noms, prénoms, dates et lieux de naissance, appartenance ethnique, âge, date d'entrée dans le cercle des COVI, responsabilité exercée, quartier, etc.). Il s'agit d'un véritable outil de renseignement et de contrôle de l'activité des COVI que les autorités pourront utiliser.

⁹⁸ PNUD, Rapport final d'activité 2.2.4: Technical support to registration and profiling of vigilantes,

On comprend pourquoi les autorités administratives ont salué à sa juste valeur cette initiative du PNUD.

Un groupe à risque peu accompagné

L'étude d'identification des groupes à risque de vulnérabilité au recrutement par les groupes extrémistes dans douze communautés⁹⁹, a décrit les raisons pour lesquelles les comités de vigilance devraient en faire partie. Au-delà des risques potentiels liés à d'éventuelles frustrations comme l'ont relevé d'autres travaux, il y a la fragilité socioéconomique et psychologique :

- Les membres des comités de vigilance sont aussi exposés à une insécurité communautaire et sanitaire. 66,67% mangent chez un proche ou parent et 95,83% se soignent avec des médicaments de la rue. Malgré les nombreuses formes d'appui de l'Etat et d'autres partenaires, les membres des comités de vigilance subissent une vulnérabilité économique. Elle se traduit par des itinéraires socioprofessionnels incertains dans lesquels plusieurs ont cessé de mener une activité génératrice de revenus. Si 79,17% menaient une activité avant la crise de Boko Haram, ils ne sont que 58,33% à mener une AGR. Ici aussi, plusieurs membres des comités de vigilance au cours des focus group ont rapporté que les activités menées avant et aujourd'hui sont celles traditionnelles, notamment l'agriculture et l'élevage de petits ruminants. C'est dire que ces activités de base relèvent plus de subsistance que des AGRs. On constate aussi qu'ils ont été faiblement capacités. Ils sont 54,17% n'ayant pas bénéficié de formation professionnelle technique, 45% n'ayant pas bénéficié de soutien psychologique et 41% n'ayant pas bénéficié de soutien financier. Sur ce dernier point, le pourcentage aurait pu être plus élevé si les membres des comités de vigilance n'assimilent pas les dons financiers ponctuels du chef de l'Etat comme étant des appuis financiers à des fins des AGRs. Du point de vue empirique, les niveaux d'exposition aux exactions de Boko Haram déterminent aussi les convictions d'inclinaison vers la radicalisation. Au cours de divers entretiens avec

⁹⁹ UNFPA, Cartographie et profilage des jeunes à risques pour la stabilisation et la consolidation de la paix dans la Région de l'Extrême-Nord, février 2020.

les chefs de villages¹ et les chefs des comités de vigilance, il apparaît que les groupes des comités de vigilance des communautés situées sur la ligne de front (Tourou, Moskota, Kolofata, Amchidé, Limani) semblent avoir développé des convictions plus fermes de résistance face à l'attractivité de Boko Haram¹. Par contre, ceux des communautés moins exposées (Zamay, Mozogo, Mémé, Afadé, Bodo), du fait de l'oisiveté ambiante et d'une faible combativité, manifestent plus une inclinaison à trouver une alternative de survie avec des risques de connivence, y compris avec Boko Haram.

Pour épouser une logique de capacitation, il faut qu'à l'autonomisation économique, se greffent des formations et l'encadrement psychosocial. S'agissant des formations, le rapport de l'étude de profilage du PNUD révèle :

- Si l'on s'en tient aux échanges avec les autorités administratives et traditionnelles à l'occasion de l'atelier de restitution tenu le 30 juillet 2019, les membres des COVI dans leur majorité n'ont jamais reçu de formations. Les formations dont certains font mention seraient relatives à des aspects qui n'ont rien à voir avec l'exercice de COVI. Il pourrait s'agir des formations reçues dans le cadre des Groupements d'Initiative Commune en matière de santé, d'agriculture ou d'élevage. Ce qui voudrait signifier que pour l'ensemble des membres des COVI, le besoin en formations est important, qu'il s'agisse des questions des droits de l'homme, de la citoyenneté, de la maîtrise des cahiers de charges de leur activité, du système d'alerte précoce ou de secourisme.

De l'analyse des interventions en faveur des comités de vigilance, il ressort, sans être exhaustif, ce qui suit :

- La formation de 150 membres des comités de vigilance par le PNUD dans cinq communes¹⁰⁰ sur des questions liées à l'exercice sain de leurs missions. Selon les participants, les discussions ont également abordé la (ré)insertion professionnelle de certains jeunes titulaires d'un diplôme du primaire ou du secondaire. Il s'agit en l'occurrence de la

¹⁰⁰ PNUD, Integrated Regional Stabilization of the Lake Chad Basin (Phase 2), Rapport mensuel d'activités, Maroua, novembre 2019.

création d'une police municipale qui les emploierait. Il s'est d'emblée posé la question de la prise en charge des salaires, les mairies peinant déjà à assurer le paiement régulier des dus de leur personnel. En outre, bien qu'ayant constaté que les comités de vigilance ne sont pas regroupés en organisations leur permettant de structurer leurs demandes et de recevoir des appuis conséquents, rien n'indique qu'un coaching ait été entamé pour y parvenir, comme c'est le cas avec les maîtres d'écoles coraniques ;

- La participation des membres des comités de vigilance aux multiples sessions de sensibilisation sur le patriotisme, la cohésion sociale, les VBG... Des sessions organisées par des OSC chargées de la mise en œuvre des projets des partenaires techniques et financiers. Il s'agit notamment des activités de la phase 1 du programme de stabilisation (PNUD), du PBSO dans le cadre du projet transfrontalier Cameroun-Tchad, du projet YSPS (PNUD), de la phase 2 du PARSE (GIZ) ;
- La prise en compte des comités de vigilance dans la conception des dispositifs de sécurité communautaire, à travers des embryons de systèmes d'alerte précoce capitalisant leur expérience de la gestion des risques. Les communes de Mogodé et de Mora ont bénéficié de l'appui de GIZ pour la conception de ces outils spécifiques à chaque environnement ; les responsables des comités de vigilance ont été formés à leur rôle particulier dans ce dispositif sommaire multi-aléas ;
- En plus des appuis logistiques et financiers du Président Paul Biya et des subsides ponctuels de quelques autorités locales et des élites. Certaines familles des comités de vigilance ayant perdu la vie du fait de leur engagement contre Boko Haram, ont reçu des aides, notamment pour la scolarisation des enfants.

Dans l'ensemble, peu d'activités spécifiques ont été consacrées aux comités de vigilance dans le sens d'un renforcement général adressant les domaines de vulnérabilité d'une catégorie unanimement reconnue comme ambivalente. Leur prise en compte n'est pas perceptible dans le *cash for work*, dans l'*Approche 3x6* et autres HIMO que l'État et ses partenaires déploient. Pourtant, comme l'a si bien souligné un responsable de programme, certaines

de ces actions procurent des revenus journaliers aux jeunes à risque d'enrôlement. Ces revenus les éloignent pendant quelque temps au moins, des offres d'engagement ou de collaboration avec les groupes armés.

L'*Approche 3x6* mise en œuvre par le PNUD à partir de 2016 constitue un excellent levier de transition communautaire vers une économie rurale post-crise durablement résiliente. Elle propose un modèle inclusif, basé sur l'épargne, l'investissement collectif et le développement des marchés. Mais sa mise en œuvre nécessite une veille sécuritaire et la réhabilitation démographique, infrastructurelle et psychosociale des communautés sous crise, affectées aussi bien par les agents extérieurs que les vecteurs intérieurs qui ont produit leur situation. En vue d'assurer une prévention durable de l'extrémisme violent, le soutien à l'essor socioéconomique des communautés doit se faire dans une logique d'inclusion et de co-développement de ses membres. Une telle logique devra s'étaler sur plusieurs années encore. Elle requiert le maintien d'un dispositif de sécurité communautaire dont les comités de vigilance ou une forme améliorée, seront l'épicentre.

Des décalages entre stratégie régionale et approche nationale

L'on peut présumer que les préconisations de la Stratégie régionale de stabilisation (SRS) pour ce qui concerne la gestion des comités de vigilance sont un cadrage normatif et actionnel n'offrant que peu d'alternatives aux organisations astreintes au respect desdites directives. En effet, en son deuxième pilier consacré à la sécurité et aux droits de l'homme, la SRS met l'emphase sur la sécurité communautaire d'une part et sur la manière de traiter la problématique des groupes d'autodéfense. Il s'agit, dans ce deuxième aspect, de désarmer et de démobiliser les supplétifs de sécurité à travers des mécanismes d'intégration dans des dispositifs locaux de sécurité formels ou par la réinsertion socioéconomique au gré des possibilités qu'offre chaque zone. Cette orientation de la SRS, pour pertinente qu'elle soit, n'en demeure pas moins générique et vraisemblablement adaptée au contexte nigérian. Là, les Civilian Joint Task Force s'approchent d'une quasi force paramilitaire (armée, en uniforme et recevant un solde), donnant l'impression d'une mobilisation effective dans la guerre que le Nigeria mène contre Boko Haram.

Or au Cameroun, les groupes dits « d'auto-défense » s'inscrivent dans la durée et participent de la doctrine de défense du pays. Outre leur réactivation au gré des menaces locales à la paix et à la sécurité, ils comportent parfois une légitimité communautaire. C'est par exemple le cas des *Michingaré* du pays Kotoko, chasseurs traditionnels reconnus pour leur réactivité tacite à chaque fois que la communauté fait face à des problèmes de sécurité¹⁰¹. Leur subordination à l'autorité des chefs traditionnels, garants de la sécurité communautaire perçue comme atemporelle et métaphysique, les soustrait aux questionnements actuels sur les comités de vigilance. En même temps, elle réinitialise leur rôle dans les défis nouveaux de sécurité communautaire appelant la consolidation et la rationalisation des mécanismes auxquels des populations, parfois transfrontalières, sont attachées.

Dans le Logone et Chari comme ailleurs, la durée de la crise due à « Boko Haram » et la persistance de l'insécurité, ont produit un sentiment de redevabilité communautaire vis-à-vis des membres des comités de vigilance. Un éloge des « martyrs » se construit dans les discours des chefs de familles et globalement de ceux qui sont restés dans les communautés. Les morts « au front » ou surpris dans leur lit par les raids de représailles ne sont pas que des victimes. Ils rentrent dans un panthéon mémoriel dont la signification va au-delà de la révérence envers les disparus. Elle élargit le champ de résilience communautaire à la retransmission des initiatives de conservation de l'intégrité communautaire. Distincte de la reconnaissance étatique qui s'analyse en termes d'attentes individuelles, la redevabilité communautaire est prospective et appelle à l'inclusion des membres des comités de vigilance dans les marques de bienveillance envers les populations affectées. On le voit du reste dans les débats sur la réintégration des ex-associés. Ce sont les communautés elles-mêmes qui conseillent l'antériorité des mesures en faveur des comités de vigilance sur celles destinées à la réintégration de ceux qu'ils ont (auraient) combattus.

¹⁰¹ Voir Adam Mahamat, 2020, Une confrérie face à Boko Haram : les chasseurs kotoko au Nord-Cameroun (logone et Chari), in Emmanuel Chauvin et Olivier Langlois, Christian Seignobos et Catherine Baroin (éd), *Conflits et violences dans le Bassin du lac Tchad*, Actes du XVI^e colloque Méga-Tchad, Paris, IRD, pp. 297-307.

Des acquis à renforcer

La capacitation des comités de vigilance afin d'en faire une catégorie moins vulnérable à l'extrémisme violent appelle davantage d'actions, en particulier celles qui leur sont expressément dédiées. Des acquis systémiques peuvent être dégagés en ce qu'ils concourent à des impacts à moyen terme :

- La compréhension des fondements, des mécanismes et des vecteurs de la radicalisation des jeunes, ainsi que des circonstances et des voies de basculement vers l'extrémisme violent proprement dit. Produit du coaching des FDS, de la routine et des ateliers et campagnes de sensibilisation dans les communautés et dans certains chefs-lieux, cette intelligence des phénomènes en cause se traduit par une déclinaison aisée des catégories, des zones, des activités et des groupes devant faire l'objet de surveillance locale et transfrontalière. Il ressort des échanges qu'une conscience stratégique s'est développée parmi ces jeunes gens désormais aptes à définir les risques et les voies et moyens de les circonscrire aussi bien par la prévention que la réaction rapide ;
- L'appréhension des exigences d'éthique et de responsabilité dans leur fonctionnement quotidien. C'est ainsi que de moins en moins d'abus sont signalés, notamment des complicités avec les adeptes de Boko Haram. C'est un acquis durable dans la mesure où il fait participer les membres des comités de vigilance à la sensibilisation sur le respect des droits de l'homme et de la propriété notamment ;
- L'émergence d'un leadership communautaire de crise caractérisé par la co-supervision des communautés entre les autorités traditionnelles et les chefs des comités de vigilance. Dans nombre de communautés dont les chefs coutumiers résident en dehors de leurs localités, c'est aux chefs de ces supplétifs de sécurité que revient la charge d'évaluer l'état des villages et de recommander les mesures à prendre. Il s'est créé des notabilités subsidiaires qui rendent compte d'une promotion sociale de jeunes qui communiquent désormais plus aisément avec les détenteurs de l'autorité (sous-préfet, commandant de brigade, chefs d'unités opérationnelles de l'armée...) et participent indirectement à la prise de décisions sur la gestion de la crise ;

- L'évaluation des besoins, conséquence des profilages (PNUD 2019, UNFPA 2020), qui a sérié les membres des comités de vigilance y compris nommément. La mise en commun des deux cartographies offre une base de données de pilotage d'actions, tout au moins d'activités en direction des concernés ou de leur progéniture adolescente éligible auxdites activités. Les bases de données sont en elles-mêmes des outils de prévention dans la mesure où elles affichent les zones de concentration des besoins spécifiques et leur volume. Elles délimitent également cette catégorie cible dont les effectifs et les localisations sont connus.

Des limites à adresser

Les acquis concernent essentiellement les renforcements des capacités, composante de la formation au sens large. C'est la première des insuffisances relevées, car les actions sont restées concentrées sur un seul aspect de la capacitation. D'autres limites sont perceptibles :

- Une amorce tardive de la prise en compte des comités de vigilance dans la PEV : présente dans le débat scientifique dès la constitution des premiers comités, c'est bien plus tard que la réponse humanitaire s'est saisie de la question, précisément dans la suite de la SRS. Ce qui en fait un sujet programmatique nouveau ;
- Alors que l'on a traversé la phase de l'analyse du phénomène de l'extrémisme violent pour passer à l'implémentation des stratégies de prévention, le fait de revenir sur la pertinence d'y inclure les comités de vigilance remet en question l'exhaustivité de l'état de la question à l'Extrême-Nord. Il s'agit d'un risque prospectif, susceptible d'émaner de leurs frustrations que les formations cognitives et opérationnelles qu'ils reçoivent actuellement ne pourront pas taire. D'où l'importance d'ajouter de nouveaux produits aux actions encore en cours et n'impliquant pas les comités de vigilance ;
- Des formations concentrées sur le renforcement des capacités cognitives et opérationnelles : comme indiqué dans l'évocation des actions impliquant les comités de vigilance, les formations qu'ils ont

reçues visent essentiellement à éviter que leurs dérives éventuelles conduisent à plus de radicalisation des victimes. Elles ne les renforcent véritablement pas par rapport à leurs propres vulnérabilités ;

- Une dissonance entre la SRS et la logique nationale : pour l'instant, aucune des articulations préconisées par la SRS pour la gestion des comités de vigilance n'est expressément mise en œuvre au Cameroun. La raison se trouverait dans leur inadaptation locale, leur consubstantialité à la situation sécuritaire actuelle, et dans les perspectives de stabilisation. Une inadaptation due au fait que malgré leur adoubement réglementaire, les membres des comités ne sont pas des conscrits. Quant à leur équipement, il reste limité aux armes blanches et artisanales, du reste autorisées avant et du fait de la crise. En l'absence d'une mesure officielle, la définition des concepts de démobilisation et de désarmement reste donc imprécise. Ce d'autant plus que la persistance des attaques de Boko Haram et la diversité des engagements stratégiques actuels du Cameroun, appellent à la conservation des dispositifs relativement efficaces. C'est là un thème à envisager dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie nationale de PEV sensible aux axes stratégiques déjà énoncés par la stratégie nationale de développement (2020-2030) ;
- Dans la suite de ce qui précède, se dessine la question de la (ré)insertion socioéconomique qui paraît peu envisageable de façon systématique tant que la sécurisation n'aura pas été optimisée. C'est vers des dispositifs de transition préparant à des capacités techniques ou renforçant des AGR existantes concomitamment à la consolidation de la sécurité communautaire, que devraient aller les insertions programmatiques abordées ci-haut ;
- Une prise en charge psychosociale à faire : les actions menées dans ce domaine se concentrent surtout sur les femmes, les enfants, les victimes de traumatismes. Bien qu'exposés au stress, en permanence sur le quivive, entourés de victimes directes et indirectes, et anxieux pour leurs familles et leur vie, les comités de vigilance ne reçoivent pas un accompagnement de santé mentale. Ils sont exposés à la saturation, aux attitudes vindicatives et aux déviances diverses.

Epilogue : une nécessaire poursuite des interventions

Cette contribution s'est voulue essentiellement prospective. On ne peut donc la conclure, car le regard porté sur la prévention de l'extrémisme violent parmi certains groupes à risque visait certes à examiner ce qui est fait. Mais il visait davantage la nécessité de consolider ou de consacrer des actions spécifiques à ces catégories dont la centralité dans le processus de stabilisation est évidente :

- Ce sont des catégories rassemblant des dizaines de milliers de jeunes résidant en zone rurale ou familiers des zones frontalières, ayant pour la plupart des interactions avec leurs congénères des pays voisins affectés par la crise ;
- Ce sont des catégories interactives, car les mêmes jeunes fréquentent encore ou ont fréquenté l'école coranique tout en pratiquant le trafic transfrontalier de marchandises. Nombre d'entre eux sont membres des comités de vigilance et aspirent à revenir à leur activité de mototaximen quand le contexte le permettra ;
- Ce sont des catégories partageant une même détresse socioéconomique et une crise de responsabilité vis-à-vis de leur progéniture et de leur(s) épouse(s) ;
- Ce sont des catégories essentiellement masculines dans un environnement où le déploiement des activités en faveur des filles/femmes bénéficie de plus de financements. Cela rehaussera leur qualité de vie et leur niveau cognitif, alors que les jeunes hommes ont déjà le sentiment de perdre de l'autorité. Les effets de cette potentielle modification des (dés-)équilibres sociologiques, devront être évalués et inscrits dans la gestion des rapports de genre dans des cadres locaux que la crise aura modifiés ;
- Ce sont les catégories de jeunes sur lesquelles reposera la reconstruction des communautés, car elles sont la frange la plus active, la plus reproductive et celle sur qui devra reposer la sécurité ordinaire, la cohésion sociale et l'essor économique des villages.

L'école coranique sur laquelle ce texte s'est davantage appesanti, sera parmi les grands bénéficiaires de la crise due à Boko Haram. Morbide avant la crise,

stigmatisée à ses débuts, elle bénéficie d'une attention qui l'amène à faire une mue en se débarrassant progressivement de ses écarts radicalogènes. A travers l'exposition des enfants à la radicalisation précoce, la crise aura accru l'attention envers les « moins de vingt ans ». C'est la catégorie la plus répandue non seulement dans les écoles coraniques, mais aussi dans les rues des cités, devenant, comme ce fut le cas à plusieurs occasions, des proies d' enrôleurs persuasifs ou violents. Il s'établit progressivement un quadruple nexus Éducation religieuse – (Re)scolarisation – Apprentissage professionnel – Citoyenneté, pour mener à bien une stratégie de remise en selle holistique dont l'aboutissement répondra aux finalités de la capacitation. Ainsi aura-t-on usé du changement de trajectoire d'une catégorie à risque pour apaiser les contentieux identitaires nés de la stigmatisation de modèles socioreligieux attachés à des communautés. De ce fait, on aura aussi amorcé l'essaimage d'un modèle d'éducation-formation de remédiation et d'insertion. Ce faisant, l'on a cependant conscience de ce qu'à moyen terme, les résultats des actions en cours conduiront au changement déjà amorcé de l'enseignement islamique en milieu urbain. Quant aux écoles coraniques itinérantes, il conviendrait de leur consacrer un dispositif plus prononcé impliquant des prises en charge durables.

Sources et références bibliographiques

Adam Mahamat, 2020, Une confrérie face à Boko Haram : les chasseurs kotoko au Nord-Cameroun (logone et Chari), in Emmanuel Chauvin et Olivier Langlois, Christian Seignobos et Catherine Baroin (éd), *Conflits et violences dans le Bassin du lac Tchad*, Actes du XVI^e colloque Méga-Tchad, Paris, IRD, pp. 297-307.

Bennafla Karine, 2018, *Le commerce transfrontalier en Afrique Centrale : acteurs, espaces, pratiques*, Paris, Karthala, 2^e édition.

Djanabou Bakary, 2014, *Marchés, marchandises et marchands aux abords sud du lac Tchad*, thèse pour le Doctorat/Ph.D, Université de Maroua.

Crisis Group, 2017, Une arme à double tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines, rapport n° 251.

Crisis Group, 2018, Extrême-Nord du Cameroun : nouveau chapitre dans la lutte contre Boko Haram, rapport n° 263.

Fanyim Gäius, « Les comités de vigilance comme acteurs de la lutte contre Boko Haram au Cameroun », *Res Militaris*, vol.9, n°1, 2019,

Umar Lawal Yusuf, 2020, Community perception of the role of Civilian Joint Task Force (CJTF) in resisting Boko Haram culture of violence in Borno State, Nigeria, Universitätsverlag Hildsheim ;

Seun Bamidele, 2017, The Civilian Joint Task Force and the struggle against insurgency in Borno State, Nigeria, *African Conflict and Peacebuilding Review*, Indiana University Press, vo.7, n° 2, pp. 85-98.

PNUD, *Rapport de profilage des comités de vigilance des communes de Blangoua, Fotokol, Kolofata, Mayo Moskota et Mora*, Maroua, juillet 2019.

PNUD, Integrated Regional Stabilization of the Lake Chad Basin (Phase 2), Rapport mensuel d'activités, Maroua, novembre 2019.

PNUD, Rapport final d'activité 2.2.4: Technical support to registration and profiling of vigilantes.

Saïbou Issa, 2010, *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala.

Saïbou Issa (éd), 2018, Attaques et attentats de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun, *Kaliao*, numéro spécial.

UNFPA, Cartographie et profilage des jeunes à risques pour la stabilisation et la consolidation de la paix dans la Région de l'Extrême-Nord, février 2020.

Conclusion Générale

La mise en œuvre du projet JSPS offre clairement l'opportunité aux acteurs locaux de contribuer à la consolidation selon l'approche ascendante ou communautaire et avec la contribution des leaders communautaires, y compris des jeunes et des femmes. L'exercice des compétences transférées aux communes y contribuent. Cependant, certains obstacles liés à l'implication des mairies lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets, ainsi que ceux consubstantiels aux Communes elles-mêmes limitent actuellement les possibilités de pérennisation et d'extension si des efforts complémentaires ne sont pas consentis. Ces efforts devraient porter sur le plaidoyer pour la concrétisation des transferts des ressources et de renforcement des capacités en gouvernance locale, pour institutionnaliser la participation des jeunes et des femmes qui est possible au regard de l'expérience offerte par le projet JSPS. Toutefois la persistance de l'insécurité, malgré les réponses militaires et les efforts locaux de consolidation de la paix, invite à se demander s'il n'est opportun de reconsidérer le nécessaire effort à consentir aux négociations bilatérales entre les autorités des États et ceux des groupes armés non étatiques de Boko Haram. Pour Lederach, il est nécessaire d'intégrer l'approche descendante et l'approche ascendante, de manière à ce qu'elles se complètent l'une et l'autre avec des politiques publiques et des personnes s'attaquant aux causes profondes du conflit¹⁰².

¹⁰² Lederach, J.P. (2005), p. 79.

ⁱ Issa et al, 2019. Lexique des termes communs de CVE et de DDR en usage dans le bassin du lac Tchad, éd. Saibou Issa et al.

ⁱⁱ Issa & Machikou, 2019. Réintégration des ex-associés de Boko Haram : perspectives de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, *Global Center on Cooperative Security*, page 11.

ⁱⁱⁱ CBLT/CUA, 2018. Annexe 3 à la stratégie régionale portant TPRR, page 7.

^{iv} CBLT/CUA, 2018. Annexe 3 TPRR, page 7.

^v African Union Commission, 2014. National DDR Frameworks – operational guidelines, page 29.

^{vi} CERPSI/APA, 2020, Cartographie et profilage des jeunes à risque pour la stabilisation et la consolidation de la paix dans la Région de l'Extrême-Nord, (UNFPA/JSPS), page 18.

^{vii} CERPSI/APA, 2020, Cartographie et profilage des jeunes à risque pour la stabilisation et la consolidation de la paix dans la Région de l'Extrême-Nord, (UNFPA/JSPS), page 14.

^{viii} Issa & Machikou, 2019. Réintégration des ex-associés de Boko Haram : perspectives de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, *Global Center on Cooperative Security*, page 11.

JNFPA



Contacts projet :



Assurer les droits et les choix pour tous depuis 1969

 Rond Point Bastos

 UNFPACameroun

 Rond Point Bastos

 UNFPACameroun

 +237 222 219 863

 cameroon.office@unfpa.org

 <http://cameroon.unfpa.org>

Leave no one behind !